



Point de mire

Bien que les perspectives indiquent une amélioration de l'offre et un affaiblissement de la demande, la situation relativement tendue sur les marchés agricoles continue de soutenir les prix. Les prévisions concernant la production en 2011 de quasiment toutes les principales cultures alimentaires ont augmenté de façon constante depuis le précédent rapport publié en juin. En ce qui concerne les céréales, alors que les prévisions concernant les stocks de clôture en 2012 ont également été révisées à la hausse de manière significative, la croissance prévue des réserves reflète non seulement des perspectives d'amélioration de la production, mais également un ralentissement de la croissance de la demande en raison d'une conjoncture macroéconomique défavorable. Cependant, malgré cette évolution, les prix internationaux de tous les produits couverts dans le présent rapport restent élevés et, dans la plupart des cas, plus élevés que l'année dernière. La forte demande sous-jacente dans certains pays, dans lesquels la croissance économique est solide, tend à soutenir les prix. La plupart des prix ne sont pas seulement élevés, ils sont aussi extrêmement volatils, dans le sillage de l'instabilité des marchés financiers et boursiers. Les fluctuations des taux de change et les incertitudes qui pèsent sur les marchés de l'énergie contribuent également aux fortes variations des prix enregistrées sur les marchés agricoles.

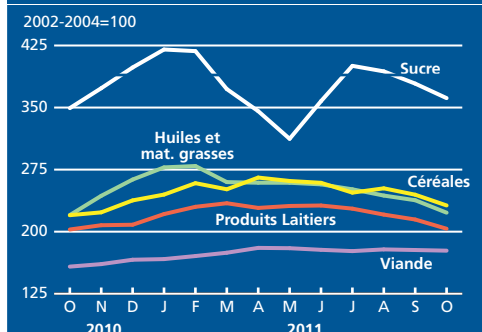
Compte tenu de toutes ces incertitudes, il est difficile de prévoir comment les marchés évolueront à court terme. La plupart des prix des produits de base pourraient s'établir à des niveaux inférieurs à ceux de ces derniers mois, bien que la situation générale semble plutôt s'orienter vers des marchés fermes pour une bonne partie de 2012. Pour la plupart des denrées alimentaires, la production devra augmenter, modérément, l'année prochaine pour satisfaire la croissance envisagée de la demande. Toutefois, si la demande venait à augmenter plus rapidement que prévu, ce qui est une possibilité en supposant ne serait-ce qu'une lente reprise économique, alors il sera nécessaire d'augmenter la production de manière significative. La question consiste dès lors à savoir si les informations transmises par les signaux actuels du marché sont correctes, afin de permettre aux producteurs d'adapter leurs plans de production pour l'année prochaine ? Qui plus est, y aura-t-il suffisamment de temps pour permettre une réponse adéquate de la production dans l'éventualité d'une hausse inattendue de la demande ? Le coût des intrants, des engrais à l'énergie, qui demeurent élevés, et les taux d'intérêt qui ont grimpé dans de nombreuses économies émergentes, pourraient freiner la production l'an prochain et, ainsi provoquer une diminution des stocks et une nouvelle hausse des prix. Le coût mondial des importations alimentaires devrait avoisiner cette année 1,3 billions de dollars E.U., et les pays les moins avancés (PMA) devraient voir le coût de leurs achats de denrées alimentaires monter en flèche, de plus d'un tiers par rapport à l'an dernier. Réduire l'incertitude des marchés n'est peut-être pas la solution la plus rapide pour diminuer le nombre de personnes qui souffrent de la faim. Néanmoins, laisser les marchés internationaux évoluer dans la situation actuelle, caractérisée par des prix volatils et imprévisibles, ne fera qu'aggraver les perspectives déjà sombres concernant la sécurité alimentaire mondiale. C'est la raison pour laquelle les dirigeants mondiaux se sont longuement attardés sur la question de la volatilité des prix depuis le début de l'année. Ces discussions ont pris de l'ampleur ces derniers mois, et l'attention s'est concentrée sur la recherche de solutions pour améliorer la précision des prévisions concernant la situation de l'offre et de la demande pour les principales cultures vivrières. C'est une première étape importante pour favoriser la stabilité et la transparence sur les marchés alimentaires.

En juin 2011, le Groupe des 20 (G20) a mis en place un système mondial d'information, le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS). Cette initiative, proposée par un certain nombre d'organisations internationales, a été approuvée par tous les membres du G20 et, par la suite, par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA). Ce numéro des Perspectives de l'alimentation présente également le système AMIS, et explique comment il a été établi, et quels sont sa structure et ses objectifs.

TABLE DE MATIÈRES

Les marchés en bref	3-10
Évaluation des marchés	11-86
■ Blé	11
■ Céréales secondaires	16
■ Riz	26
■ Manioc	41
■ Graines oléagineuses, huiles et farines d'oléagineux	47
■ Sucre	60
■ Viandes et produits carnés	65
■ Lait et produits laitiers	74
■ Poisson et produits halieutiques	78
Système d'information sur les marchés Agricoles (SIMA)	1-34
■ Avant-propos	1
■ Améliorer la gouvernance mondiale pour la sécurité alimentaire : Le rôle des Organisations internationales	2
■ Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS)	13
■ Évolution des signaux sur les marchés à terme	22
■ Mesures prises par les pouvoirs publics face à la flambée des prix des céréales	27
■ Examen de l'évolution des prix des céréales sur les marchés nationaux	32
Dossier spéciaux	87-99
■ Bientôt, une nouvelle Convention relative à l'aide alimentaire	87
■ Les engrais	89
Appendice statistique	100-137
Indicateurs du marché	138-162
■ Les pics des prix en 2011	138
■ Tendances récentes des investissements sur une sélection de produits non agricoles	147
■ Taux de fret maritime	155
■ Facture des importations vivrières	157
■ Indices FAO des prix	160

Indices FAO des prix des produits alimentaires (Oct 2010 - Oct 2011)

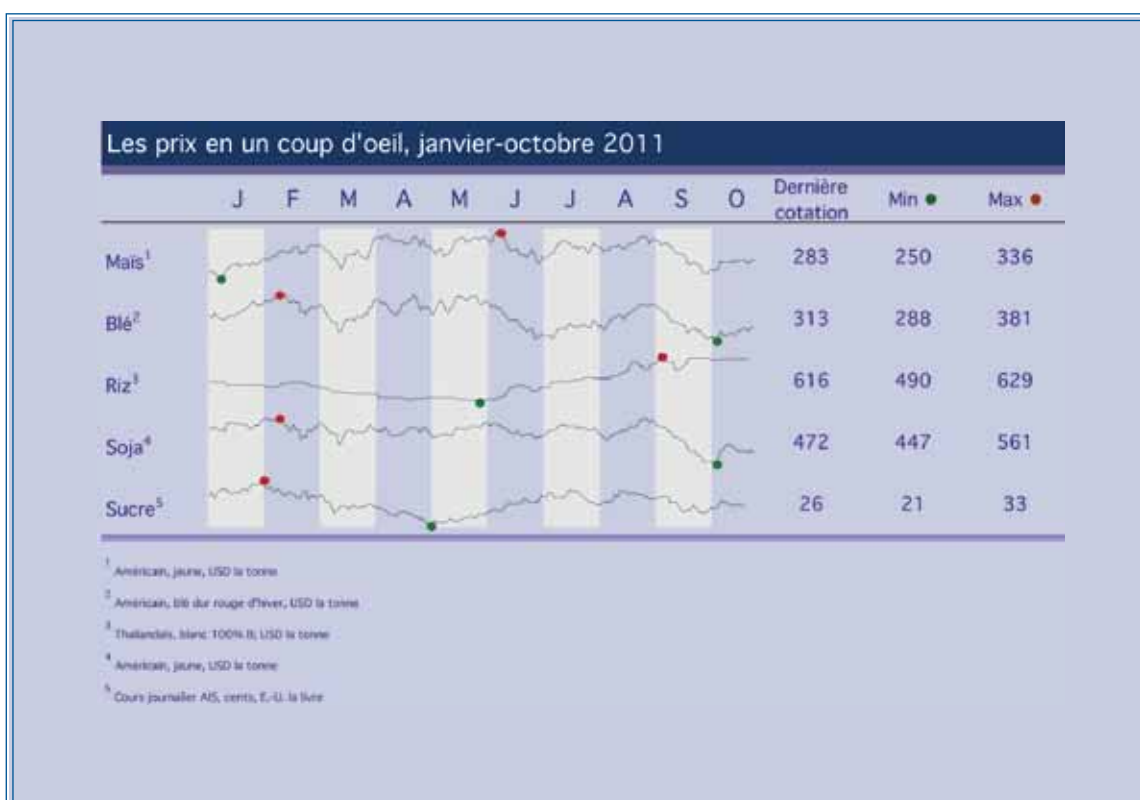


Sondage auprès des lecteurs des Perspectives de l'alimentation

Chers lecteurs des *Perspectives de l'alimentation*,

Pour nous aider à améliorer les rapports des **Perspectives de l'alimentation**, veuillez consacrer quelques minutes pour répondre à onze courtes questions en remplissant le questionnaire en ligne disponible à l'adresse suivante :

<https://www.surveymonkey.com/s/Fre>



Remerciements

Perspectives de l'alimentation est une publication de la Division du commerce et des marchés de la FAO qui est rédigée par divers économistes (le nom et les coordonnées des auteurs apparaît à la fin de chaque section de la partie intitulée "Les marchés en bref". De nombreux fonctionnaires ont contribué à l'élaboration du présent rapport, à savoir : David Bedford, Claudio Cerquiglini, Julie Claro, Barbara Ferraioli, Dina Forzinetti, David Mancini, Patrizia Mascianá, Marco Milo, Shirley Mustafa, Fiorella Picchioni, Turan Rahimzadeh, Barbara Senfter et Stefania Vannuccini.

Nous remercions tout particulièrement Rita Ashton, qui a assuré la compilation du présent rapport et l'ensemble des tâches administratives, ainsi que Claudio Cerquiglini, qui a élaboré les graphiques et les tableaux statistiques. En outre, l'équipe exprime sa gratitude aux assistants d'édition, Adrianna Gabrielli et Nancy Hart.

Le marché des céréales en bref

Les perspectives relatives à l'offre mondiale de céréales sur la campagne de commercialisation 2011-2012 se sont légèrement améliorées suite à une révision à la hausse des prévisions de production et à un ralentissement de la demande plus fort qu'attendu, conséquence des inquiétudes macroéconomiques dans les économies développées.

Les dernières prévisions de la FAO pour 2011 sur la production mondiale de céréales font état d'une production record de 2 325 millions de tonnes, soit 3,7 pour cent de plus que l'année précédente. La progression est de 6,0 pour cent pour le blé, de 2,6 pour cent pour les céréales secondaires et de 3,4 pour cent pour le riz. La progression en ce qui concerne le blé s'explique principalement par une augmentation de la production, plus importante que celle prévue en début de saison, dans les pays de la Communauté d'États indépendants, qui avaient été victimes de sécheresses en 2010. En ce qui concerne le riz, les prévisions de récolte ont aussi été revues à la hausse dans les principaux pays producteurs de paddy d'Asie extrême orientale. On prévoit un accroissement assez fort de la production malgré les inondations qui ont dévasté plusieurs pays du sud-est asia. En ce qui concerne les céréales secondaires, les prévisions optimistes formulées en début de saison ont dû être revues à la baisse: la sécheresse qui a frappé les États-Unis d'Amérique, le plus grand producteur mondial, s'est traduite par une production mondiale inférieure à ce qui avait été prévu.

L'utilisation mondiale de céréales en 2011-2012 devrait atteindre 2 309 millions de tonnes, soit 1,6 pour cent de plus qu'en 2010-2011. La consommation alimentaire de céréales devrait progresser au même rythme que la croissance démographique. Malgré une reprise économique plus lente que prévue et des craintes accrues de récession dans de nombreux pays développés, l'utilisation mondiale des céréales fourragères devrait augmenter après deux campagnes où elle avait stagné, progressant de 1,7 pour cent pour s'établir à 780 millions de tonnes. Cette progression est surtout due à la forte demande du secteur de l'élevage dans les principales économies émergentes. L'utilisation de céréales à des fins industrielles devrait en revanche être davantage contenue, en grande partie du fait de la stagnation de la production d'éthanol à partir de maïs aux États-Unis d'Amérique, premier producteur mondial.

Selon les prévisions, les stocks mondiaux de céréales ont augmenté, même si les stocks de céréales secondaires restent faibles. Ils devraient être en hausse de 3,3 pour cent par rapport aux stocks de début de campagne, pour atteindre 507 millions de tonnes à la fin des campagnes de 2012.

Contacts:

Abdolreza Abbassian: Courriel: Abdolreza.Abbassian@fao.org
Paul Racionzer: Courriel: Paul.Racionzer@fao.org

Aperçu général du marché mondial des céréales¹

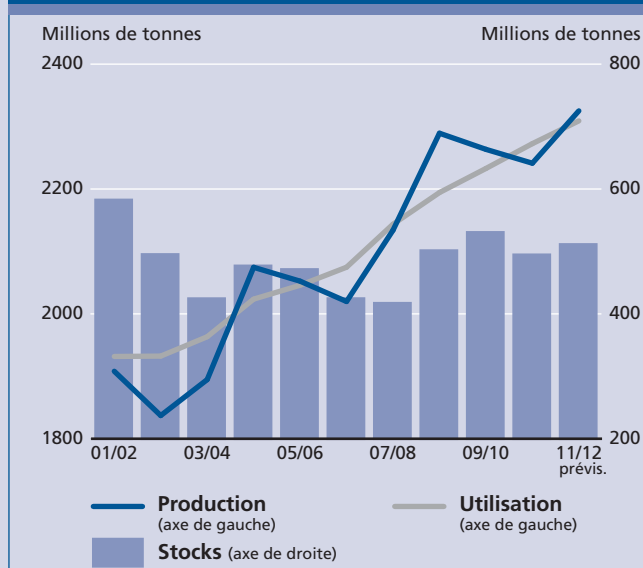
	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	2 263.5	2 241.3	2 325.1	3.7
Commerce²	277.4	282.1	284.5	0.9
Utilisation totale	2 232.9	2 272.7	2 308.6	1.6
Alimentation	1 038.1	1 058.0	1 072.2	1.3
Fourrage	766.8	766.6	779.8	1.7
Autres utilisations	428.0	448.2	456.6	1.9
Stocks de clôture	526.2	490.4	506.6	3.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	152.0	153.0	153.3	0.2
PFRDV (kg/an) ³	156.3	157.9	159.1	0.8
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	23.2	21.2	21.6	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale (%)	18.6	15.7	16.2	
Indice FAO des prix des céréales (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	174	183	252	45.4

¹ Riz en équivalent usiné.

² Les données relatives au commerce des céréales concernent les exportations basées sur une campagne de commercialisation juillet/juin pour le blé et les céréales secondaires et janvier/décembre pour le riz.

³ Pays à faible revenu et à déficit vivrier.

Production céréalière, utilisation et stocks



Le marché du blé en bref

Une récolte record en 2011 devrait entraîner une augmentation de l'offre mondiale de blé nettement supérieure à la demande prévue en 2011/12, ainsi qu'une reconstitution du niveau des stocks. Les perspectives les plus récentes élaborées par la FAO font état d'une récolte beaucoup plus importante que celle qui avait été prévue au début de la campagne. En effet, la production mondiale de blé devrait augmenter de 6 pour cent par rapport à l'an dernier. Bien que, à mesure que la campagne avançait, les perspectives de récoltes se sont détériorées dans certains grands pays producteurs, tels que les États-Unis et certains pays de l'UE, la reprise de la production dans les pays de la CEI par rapport aux niveaux de la récolte de 2010, réduite en raison de la sécheresse, s'est révélée plus importante que prévue, faisant plus que compenser la baisse des prévisions ailleurs dans le monde. Les perspectives concernant la situation des semis du blé d'hiver dans l'hémisphère nord, à récolter en 2012, sont dans l'ensemble favorables à l'exception des États-Unis, où une sécheresse prolongée dans le sud entrave actuellement le travail des champs, et en Ukraine, où les conditions météorologiques sont aussi trop sèches. Les dernières prévisions indiquent une augmentation de 2,2 pour cent de l'utilisation mondiale de blé en 2011/12, en raison de prix plus compétitifs qui stimulent l'utilisation fourragère, en particulier en Chine, dans l'UE et aux États-Unis. En dépit de l'accroissement de l'utilisation, les stocks mondiaux de blé devraient également enregistrer une forte progression, une hausse de 8 millions de tonnes par rapport à leurs niveaux d'ouverture, entraînant une augmentation du rapport stocks mondiaux-utilisation de 26,7 pour cent en 2010/11 à 28,2 pour cent en 2011/12.

Le commerce mondial de blé devrait progresser de 4,4 pour cent en 2011/12. La campagne de commercialisation 2011/12 devrait être caractérisée par une nette reprise des disponibilités à l'exportation dans les pays de la CEI. Dans la Fédération de Russie, la reprise cette année de la production intérieure et la suppression des restrictions à l'exportation pourraient faire grimper les exportations à 18,5 millions de tonnes, proche des niveaux record de 2008/09. Les perspectives d'amélioration de l'offre ont encouragé de nombreux pays exportateurs à assouplir ou à lever les restrictions à l'exportation, un changement qui a provoqué une pression à la baisse sur les prix internationaux, malgré des perspectives faisant état d'une hausse des importations mondiales et d'une croissance plus rapide de l'utilisation de blé. Le prix moyen du blé sur le marché international s'est établi autour de 302 dollars E.U. la tonne en octobre, un niveau nettement inférieur au niveau d'avril 2011 de 364 dollars E.U. la tonne, et au pic enregistré en mars 2008, de 482 dollars E.U. la tonne.

Contacts:

Abdolreza Abbassian: Courriel: Abdolreza.Abbassian@fao.org
Paul Racionzer: Courriel: Paul.Racionzer@fao.org

Aperçu général du marché mondial du blé

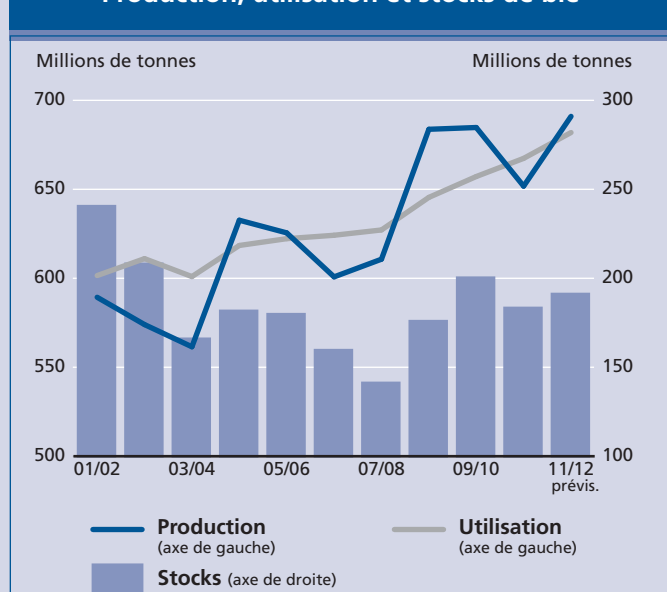
	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	684.7	651.8	691.0	6.0
Commerce¹	130.1	125.5	131.0	4.4
Utilisation totale	657.2	667.4	681.9	2.2
Alimentation	463.5	468.8	473.6	1.0
Fourrage	120.3	124.0	130.9	5.6
Autres utilisations	73.4	74.5	77.4	3.9
Stocks de clôture	198.8	181.9	189.7	4.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	67.9	67.8	67.7	-0.1
PFRDV (kg/an)	54.2	54.1	54.4	0.6
Rapport stocks mondiaux-utilisation (%)	29.8	26.7	28.2	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale² (%)	21.4	17.6	19.0	
Indice FAO des prix du blé³ (2002-2004=100)				
	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	154	169	228	43.9

¹ Les données relatives au commerce des céréales concernent les exportations basées sur une campagne de commercialisation juillet/juin.

² Les principaux exportateurs sont notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis.

³ Tiré de l'indice du blé établi par le Conseil international des céréales.

Production, utilisation et stocks de blé



Le marché des céréales secondaires en bref

Les effets des incertitudes macroéconomiques dans de nombreux pays développés devraient être plus prononcés sur les marchés des céréales secondaires, le maïs en particulier, que sur les autres marchés des céréales. Cela s'explique principalement par le fait que les secteurs des aliments pour animaux et des combustibles, les deux principales sources de la demande de céréales secondaires dans les principaux pays industriels, sont extrêmement sensibles aux conditions économiques. C'est principalement en raison de ce facteur que les dernières prévisions de la FAO concernant l'utilisation totale de céréales secondaires ont été révisées à la baisse, à 1 155 millions, soit une baisse de 19 millions de tonnes par rapport aux premières prévisions de la FAO publiées en juin, et désormais seulement 0,9 pour cent de plus qu'en 2010/11, contre 1,4 pour cent prévu précédemment.

Ces prévisions de croissance très lente de la demande mondiale de céréales secondaires devraient contribuer à atténuer certaines des préoccupations qui avaient été émises concernant l'offre, du fait des dernières prévisions qui faisaient état d'une production mondiale de 1 152 millions de tonnes en 2011. Bien que les volumes de production soient 2,6 pour cent supérieurs à ceux de 2010, ils couvrent toujours à peine les prévisions actuelles en matière d'utilisation totale. Par conséquent, bien que les perspectives concernant les stocks de clôture de cette campagne aient été révisés à la hausse par rapport aux prévisions réalisées plus tôt dans l'année, aucune reconstitution du niveau mondial des réserves n'est prévue.

Le commerce mondial des céréales secondaires devrait rester stable à près de 120 millions de tonnes en 2011/12, reflétant en partie un déplacement de la demande d'importation vers le blé, qui est de plus en plus en concurrence avec les céréales secondaires en termes de rations alimentaires. En conséquence, les prix internationaux ont subi une pression à la baisse, bien qu'ils soient toujours au moins 15 pour cent au-dessus des niveaux élevés de l'année dernière. Une reprise plus rapide des conditions économiques pourrait inverser la récente diminution des prix, car les marchés se concentreraient alors sur l'ensemble de la situation de l'offre, qui reste très serrée.

Contacts:

Abdolreza Abbassian: Courriel: Abdolreza.Abbassian@fao.org
Paul Racionzer: Courriel: Paul.Racionzer@fao.org

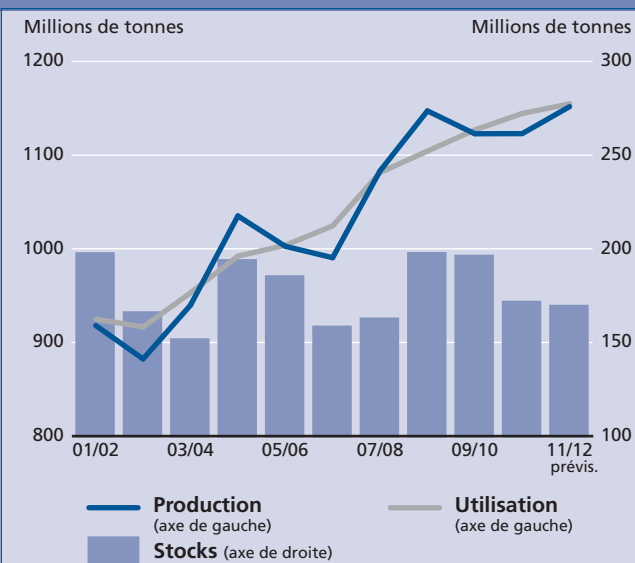
Aperçu général du marché mondial des céréales secondaires

	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	1 122.8	1 122.9	1 151.8	2.6
Commerce¹	115.8	122.6	120.0	-2.1
Utilisation totale	1 126.9	1 144.5	1 154.7	0.9
Alimentation	192.1	199.4	200.8	0.7
Fourrage	634.7	630.6	636.6	1.0
Autres utilisations	300.0	314.5	317.4	0.9
Stocks de clôture	194.7	170.1	168.0	-1.2
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	28.2	28.8	28.7	-0.3
PFRDV (kg/an)	37.0	38.2	38.1	-0.3
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	17.0	14.7	13.9	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale² (%)	14.9	10.5	8.6	
Indice FAO des prix des céréales secondaires (2002-2004=100)				
	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	157	176	281	71.2

¹ Les données relatives au commerce des céréales concernent les exportations basées sur une campagne de commercialisation juillet/juin.

² Les principaux exportateurs sont notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis.

Production, utilisation et stocks de céréales secondaires



Le marché du riz en bref

En dépit de graves inondations qui entraînent une détérioration des perspectives de production en Asie, cette année encore, en particulier en Thaïlande, les prévisions de récoltes abondantes dans les cinq principaux pays producteurs devraient stimuler la production mondiale de riz en 2011 vers un nouveau record. Si ces prévisions sont confirmées, la production mondiale de riz cette année devrait progresser de 3,4 pour cent et répondre de manière plus que suffisante aux besoins de consommation, permettant même un accroissement des réserves mondiales de riz pour la huitième année consécutive.

La forte demande d'importation des pays d'Asie et d'Afrique a soutenu une croissance des échanges internationaux à un nouveau niveau record en 2011. En ce qui concerne l'année prochaine, les perspectives de bonnes récoltes dans certains grands pays importateurs pourraient se traduire par une légère baisse du commerce mondial en termes de volume. Cependant, de récentes modifications des mesures prises par les pouvoirs publics dans deux pays-clés du marché, l'Inde et la Thaïlande, ont renforcé les incertitudes du marché.

L'utilisation mondiale de riz devrait augmenter de 2,4 pour cent en 2012, en raison d'une hausse de la demande alimentaire. La consommation mondiale par habitant devrait augmenter de 1 pour cent et s'établir à 57 kg par an, malgré des prix au détail majoritairement élevés, voire en hausse, dans de nombreux pays, qui ont déclenché une série d'interventions des pouvoirs public pour contenir l'inflation alimentaire. Les dégâts infligés aux réserves de riz par les inondations dans plusieurs pays d'Asie depuis août, ont également provoqué une hausse des pertes après récolte.

Les prix internationaux du riz ont repris une tendance à la hausse depuis juin 2011, qui s'explique tout d'abord par un resserrement du marché et, ensuite, par l'annonce d'une nouvelle politique de prix en Thaïlande, ainsi que par des préoccupations concernant les effets des inondations en Asie du Sud-Est sur les disponibilités exportables et la logistique des expéditions. La levée en l'Inde de l'interdiction d'exportation qui pesait sur le riz ordinaire a contribué à diminuer la pression à la hausse sur les prix mondiaux en octobre.

COMMUNIQUÉ

PRODUCTION DE RIZ EN INDONÉSIE

Le 1er novembre, l'Indonésie a révisé à la baisse ses prévisions en matière de production pour l'année 2011 d'environ 2 millions de tonnes (équivalent riz usiné), ce qui pourrait se traduire par des importations plus importantes que prévues et exercer une nouvelle pression à la hausse sur les prix. Le prochain Suivi du marché du riz de la FAO permettra d'en évaluer les effets.

Contact:

Concepción Calpe: Courriel: Concepcion.Calpe@fao.org

Aperçu général du marché mondial du riz

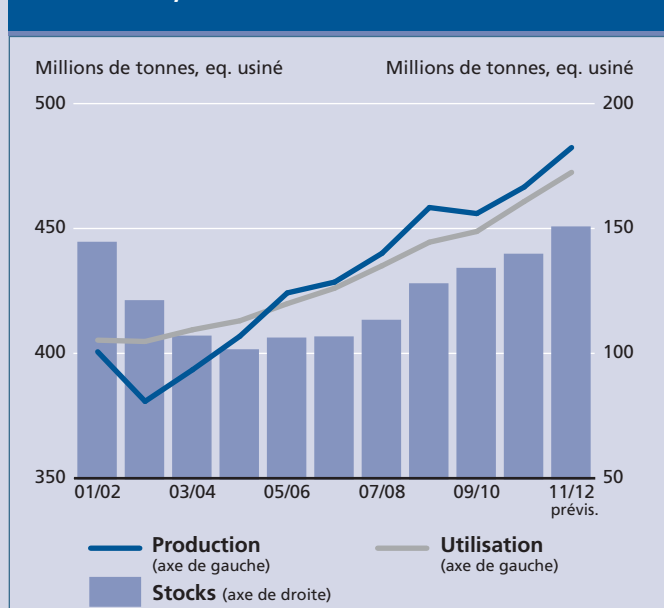
	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	456.0	466.6	482.4	3.4
Commerce¹	31.5	34.0	33.5	-1.5
Utilisation totale	448.8	460.9	471.9	2.4
Alimentation	382.4	389.8	397.8	2.1
Stocks de clôture	132.7	138.4	149.0	7.7
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	56.0	56.4	56.9	0.9
PFRDV (kg/an)	65.2	65.6	66.6	1.5
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	28.8	29.3	31.8	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale² (%)	19.5	18.8	20.9	
Indice FAO des prix du riz (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	253	229	252	12.5

¹ Exportations par année civile (deuxième année indiquée).

² Les principaux exportateurs sont notamment les suivants: Inde, Pakistan, Thaïlande, États-Unis et Viet Nam.

De plus amples renseignements sur le marché du riz sont disponibles dans le FAO Rice Market Monitor, qui peut être consulté à l'adresse <http://www.fao.org/economic/est/publications/rice-publications/rice-market-monitor-rmm/en/>

Production, utilisation et stocks de clôture de riz



Le marché du manioc en bref

La production mondiale de manioc devrait augmenter de plus de 6 pour cent en 2011 par rapport à l'an dernier et dépasser les 250 millions de tonnes pour la première fois. Cette croissance s'explique par une augmentant des applications industrielles du manioc en Asie du Sud-Est, notamment pour la fabrication d'éthanol, ainsi que par une hausse de la demande alimentaire en Afrique, qui confirme l'importance de cette culture pour la sécurité alimentaire de nombreux pays du continent. Ces tendances mettent en évidence une fracture géographique croissante entre les différents rôles du manioc dans l'économie agricole de ces deux régions.

En dépit de la forte croissance de la production, le commerce mondial de produits à base de manioc, entièrement soutenu par la demande industrielle, devrait subir une contraction globale en 2011, en raison de problèmes persistants dans le secteur de la production en Thaïlande, principal fournisseur mondial de produits à base de manioc. Pour faire face à la pénurie croissante, qui s'est traduite par des augmentations rapides des cours du manioc en Thaïlande durant la première moitié de l'année, l'industrie a commencé à se procurer des matières premières alternatives, plus compétitives, en particulier des céréales. L'effondrement de la demande de produits à base de manioc a entraîné une baisse importante des cours depuis le mois de mai.

Les perspectives pour 2012 annoncent une poursuite de l'expansion de la production en Afrique, où le manioc demeure une culture stratégique pour la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté. En Asie, toutefois, les perspectives sont loin d'être certaines et dépendent fortement des achats de produits concurrents à destination des secteurs industriels. Les perspectives de croissance dans la région dépendront donc de l'évolution du prix du manioc par rapport à celui du maïs mais aussi de la canne à sucre, qui peuvent servir de substitut pour la production d'éthanol. Les perspectives de production en Thaïlande tendent à renforcer l'incertitude qui règne dans la région. Alors que la demande internationale diminue, les prix du manioc sur le marché intérieur ont considérablement baissé ces derniers mois, entraînant des inquiétudes concernant la volonté des producteurs de planter du manioc l'année prochaine. La croissance rapide du secteur dans les pays voisins, comme le Cambodge, la République démocratique populaire Lao et le Viet Nam compense quelque peu les perspectives de production à l'échelle régionale, notamment en raison de leur capacité à être concurrentiels sur le marché alors que les cours internationaux du manioc et des produits de substitution baissent.

Contact:

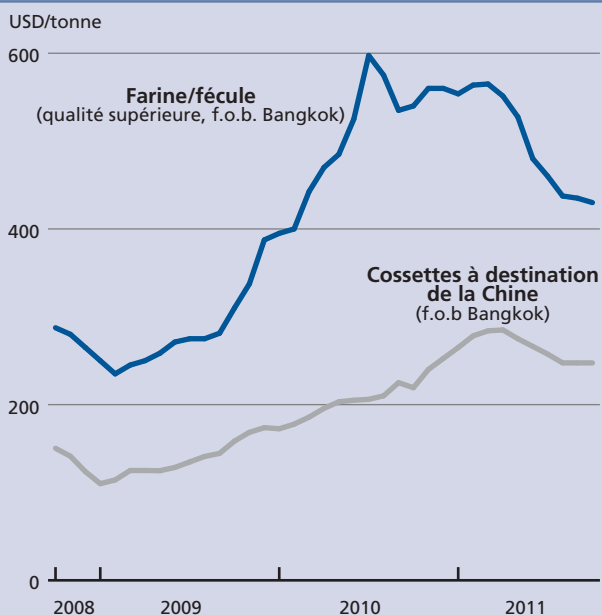
Adam Prakash: Courriel: Adam.Prakash@fao.org

Aperçu général du marché mondial du manioc

	2009	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
<i>millions de tonnes (équiv. racines fraîches)</i>				
BILAN MONDIAL				
Production	241.9	237.9	250.2	5.2
Commerce	25.6	23.2	22.8	-1.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	17.1	16.9	17.7	5.2
En développement (kg/an)	21.5	21.2	22.2	5.2
PMA (kg/an)	68.1	70.4	73.6	4.5
Afrique subsaharienne (kg/an)	105.5	108.4	113.1	4.3
Commerce - Part de la production (%)	10.6	9.8	9.1	-6.6
Prix du manioc¹ (USD/tonne)				
	2009	2010	2011 <i>Jan-Oct</i>	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
Cossettes à destination de la Chine (f.o.b Bangkok)	137	208	265	32.7
Fécule (Fob Bangkok)	281	507	500	0.8
Racines (Thaïlande, prix intérieurs)	41	79	80	5.3

¹ Source des données: Thai Tapioca Trade Association.

Prix internationaux de manioc (Octobre 2008 - Octobre 2011)



Le marché des graines oléagineuses en bref

La production mondiale de graines oléagineuses en 2011/12 devrait augmenter de manière marginale, mais devrait tout de même dépasser le niveau record enregistré lors de la dernière campagne, même si les prévisions indiquent un recul de la production par rapport à l'année précédente pour deux des principales cultures, le colza et le soja. La croissance des disponibilités mondiales d'huiles et de farines d'oléagineux pourrait être un peu plus élevée, du fait de l'ampleur des stocks de report de 2010/11. Cependant, alors que la demande de produits d'oléagineux enregistre une croissance de la demande, un resserrement de l'équilibre entre l'offre et la demande mondiales semble inévitable. Pour ce qui concerne les prix internationaux des graines et des produits oléagineux, l'évolution des perspectives à court terme et les répercussions de la situation sur les autres marchés ont provoqué des tendances à la baisse ces derniers mois. Cependant, avec le lancement de la nouvelle campagne, le marché devrait être plus axé sur les perspectives pour 2011/12. Le resserrement prévu de la situation mondiale de l'offre et de la demande devrait entraîner un renforcement progressif des prix des huiles et des farines d'oléagineux. À mesure que progressera la campagne, le marché sera confronté à une diminution du niveau des stocks mondiaux ainsi qu'à une réduction des rapports stock mondiaux-utilisation, à l'inverse des deux dernières campagnes. En outre, la demande mondiale d'importation dépendra fortement des futures disponibilités en provenance d'Amérique latine et des Caraïbes, ce qui suscite des inquiétudes. Les développements qui surviennent en dehors du complexe des oléagineux suscitent également des incertitudes, en particulier, l'évolution des prix sur les marchés des céréales fourragères et des huiles minérales, ainsi que les inquiétudes concernant une nouvelle récession économique mondiale, qui pourrait entraîner une réduction de la demande mondiale de produits agricoles.

Contact:

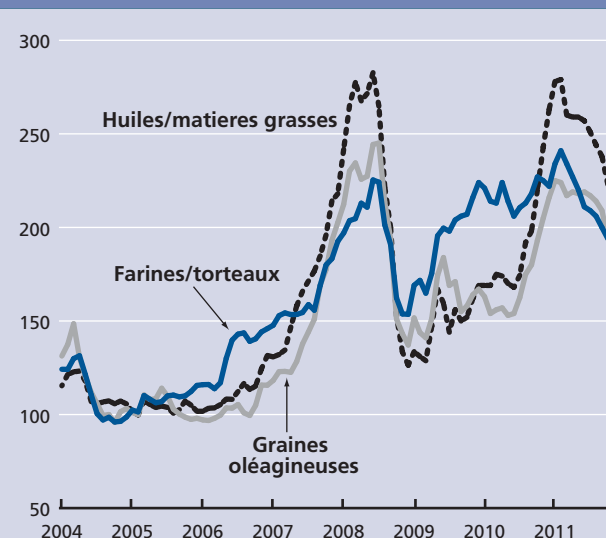
 Peter Thoenes: Courriel: Peter.Thoenes@fao.org

Aperçu général des marchés des graines oléagineuses et des produits dérivés

	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	millions de tonnes			%
TOTALES GRAINES OLÉAGINEUSES				
Production	456.7	469.9	472.0	0.4
HUILES ET MATIÈRES GRASSES				
Production	172.7	178.6	181.3	1.5
Disponibilités	196.1	204.9	209.8	2.4
Utilisation	169.9	175.2	183.6	4.8
Commerce	89.4	90.7	94.4	4.1
Rapport stocks utilisation (%)	15.5	16.2	14.5	-10.5
FARINES ET TOURTEAUX D'OLÉAGINEUX				
Production	114.1	117.3	116.9	-0.3
Disponibilités	128.1	136.3	137.6	1.0
Utilisation	107.8	113.8	119.1	4.7
Commerce	67.0	69.3	72.3	4.3
Rapport stocks utilisation (%)	17.6	18.1	15.1	-16.6
Indice FAO des prix (jan-déc) (2002-2004=100)				
	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
Graines oléagineuses	161	172	216	30.9
Farines d'oléagineux	194	217	218	0.7
Huiles	150	193	255	40.8

Voir le table 15 dans le texte pour des informations plus précises sur les définitions et la couverture.

Indices FAO mensuels des cours internationaux des graines oléagineuses, des huiles/matières grasses et des farines/tourteaux (2002-2004=100)



Le marché du sucre en bref

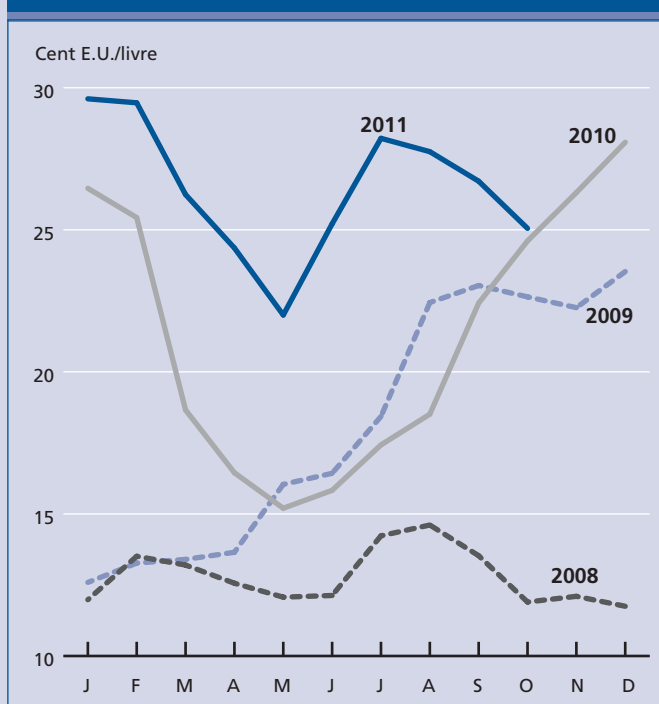
Selon les dernières prévisions de la FAO, la production mondiale de sucre pourrait atteindre 173 millions de tonnes en 2011/12, soit une augmentation de 4,1 pour cent par rapport à la campagne 2010/11. Pour la deuxième année consécutive, la production mondiale devrait dépasser la consommation, avec un excédent de l'ordre de 7 millions de tonnes, beaucoup plus important que l'an dernier. La progression de la production est largement attribuable à une expansion importante des superficies et à l'essor de l'utilisation d'intrants, encouragés par le niveau élevé des prix mondiaux du sucre ces deux dernières années et un retour à des conditions météorologiques normales.

La croissance de l'utilisation mondiale de sucre devrait augmenter par rapport à 2010/11, étant donné que la baisse des prix intérieurs prévue pour 2011/12 devrait stimuler la consommation de sucre dans plusieurs pays émergents et en développement. Cependant, une détérioration des perspectives économiques mondiales pourrait entraver la croissance de la demande. Des disponibilités plus importantes dans plusieurs pays traditionnellement importateurs pourraient également peser sur la demande mondiale d'importation et entraîner un recul de 6 pour cent des échanges mondiaux. Dans ce contexte, les cours internationaux du sucre pourraient fléchir davantage au cours de la campagne, même si la demande pour la reconstitution des stocks devrait soutenir les prix.

Aperçu général du marché mondial du sucre

	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prév.</i>	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	<i>millions de tonnes</i>			<i>%</i>
BILAN MONDIAL				
Production	156.7	166.3	173.1	4.1
Commerce	58.1	51.3	48.1	-6.1
Utilisation	162.6	164.1	166.6	1.5
Stocks de clôture	54.8	56.5	62.3	10.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/year)	23.8	23.8	23.8	0.4
PFRDV (kg/year)	16.3	16.0	16.1	0.2
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	33.7	34.4	37.4	
Moyenne du cours quotidien ISA (cents E-U./livre)				
	2009	2010	2011 <i>Jan-Oct</i>	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 <i>%</i>
	18.1	21.2	26.5	31.8

Cours de l'Accord international sur le sucre (ISA)



Contact:

El Mamoun Amrouk: Courriel: EIMamoun.Amrouk@fao.org

Le marché sur la viande en bref

Le marché mondial de la viande en 2011 est encore une fois caractérisé par la sécheresse et par une contraction des cheptels en raison de maladies dans de nombreux pays ainsi que par une rentabilité limitée du secteur dans d'autres, compte tenu des prix particulièrement élevés des intrants. La production mondiale de viande ne devrait augmenter que d'1 pour cent, la moitié de la croissance enregistrée l'année dernière, et atteindre 295 millions de tonnes. Plus des trois quarts de la croissance annuelle proviendront du Brésil et de la Chine, qui fournissent près de 40 pour cent de la production mondiale. Parmi les différentes catégories de viande, la rétention d'animaux pour la reconstitution des troupeaux limite la production de viande de bœuf et de mouton, alors que les maladies et le niveau élevé des coûts de production ralentissent la croissance des secteurs de la viande de volaille et de porc.

Malgré l'imposition de barrières commerciales, la forte demande d'importation, en particulier des pays asiatiques et de la Fédération de Russie, devrait entraîner une hausse de près de 4 pour cent du commerce des produits à base de viande, qui devrait atteindre 27,4 millions de tonnes. Les augmentations les plus marquées devraient concerner les viandes de porc et de volaille.

En avril 2011, l'indice FAO des prix de la viande a atteint un record de 180 points, le plus haut niveau jamais enregistré depuis que les indices de prix ont été mis en place, il y a 20 ans. Depuis avril, les prix ont quelque peu fléchi, comme en témoigne l'indice FAO des prix de la viande, qui a reculé de 3 points à 177 points en octobre 2011.

Les prix de la viande restent élevés. De janvier à octobre 2011, ils étaient en moyenne 17 pour cent plus élevés qu'en 2010. C'est la viande de mouton qui a enregistré la plus forte progression annuelle, une hausse de 36 pour cent, suivie des viandes de bœuf et de volaille, en hausse de respectivement 18 et 16 pour cent. Tandis que les prix élevés et la faible croissance économique ont limité la consommation mondiale de viande par habitant, qui a atteint en moyenne 42 kg par habitant, les consommateurs se sont tournés vers la viande de volaille en raison des prix relativement bas, principalement au détriment du bœuf.

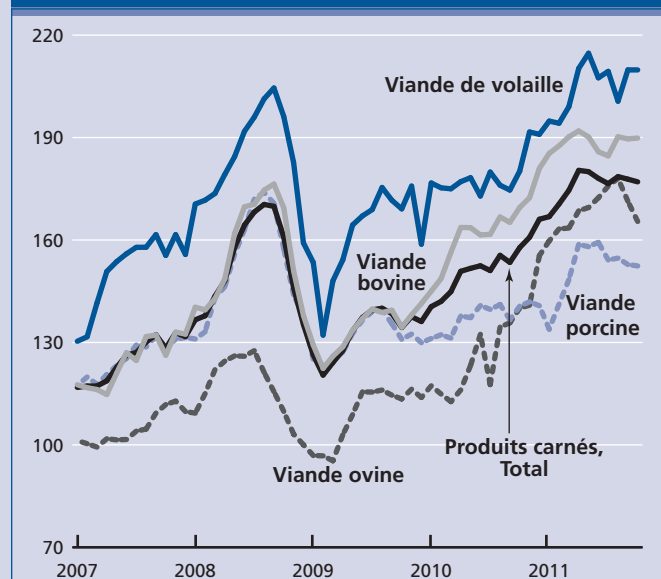
Contact:

Nancy Morgan: Courriel: Nancy.Morgan@fao.org

Aperçu général des marchés de la viande

	2009	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
	<i>millions de tonnes</i>			<i>%</i>
BILAN MONDIAL				
Production	283.6	290.8	294.7	1.3
Viande bovine	65.0	65.0	64.6	-0.5
Viande de volaille	93.6	98.1	101.1	3.1
Viande porcine	106.3	109.2	110.2	0.9
Viande ovine	12.9	13.0	13.0	-0.1
Commerce	25.2	26.5	27.4	3.6
Viande bovine	7.2	7.6	7.6	0.9
Viande de volaille	11.1	11.6	12.1	3.7
Viande porcine	5.8	6.1	6.6	7.9
Viande ovine	0.9	0.8	0.8	-2.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	41.4	42.0	42.1	0.1
Pays développés (kg/an)	78.4	78.6	78.3	-0.4
Pays en développement (kg/an)	31.1	31.9	32.2	0.8
Indice FAO des prix de la viande (2002-2004=100)				
	2009	2010	2011 <i>Jan-Oct</i>	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 <i>%</i>
	133	152	177	18.0

Prix de certains produits carnés (2002-2004=100)



Le marché des produits laitiers en bref

Après une flambée des prix au premier trimestre de 2011, les prix de la plupart des produits laitiers ont reculé le reste de l'année. La baisse des prix s'explique par une augmentation des disponibilités à l'exportation et une dépréciation de la valeur de l'euro face au dollar depuis le mois de juillet, qui a dynamisé la concurrence entre les exportateurs, alors que la demande d'importation est restée ferme.

La production mondiale de lait en 2011 devrait augmenter de 2 pour cent et atteindre 728 millions de tonnes. L'essentiel de cette augmentation proviendra des pays en développement, en particulier l'Argentine, la Chine et l'Inde. La production de lait devrait également augmenter dans un certain nombre de pays développés, y compris dans l'UE, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis. Les effets persistants de la sécheresse pourraient au contraire réduire la production dans certaines régions d'Afrique.

La croissance économique et le besoin d'une alimentation plus diversifiée dans de nombreux pays en développement devraient soutenir la demande d'importation en 2011, qui pourrait atteindre 49,5 millions de tonnes en équivalent lait, soit une augmentation de 5,4 pour cent. Les échanges devraient progresser pour tous les principaux produits laitiers, bien que la croissance du commerce de beurre devrait être modeste, étant donné que certains transformateurs s'orientent vers des produits plus rémunérateurs. Globalement, la majorité des principaux pays exportateurs devraient enregistrer une hausse des ventes, en particulier l'Argentine, le Belarus, l'Union européenne, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

Une période prolongée de prix favorables sur les marchés internationaux a entraîné une réduction des stocks de produits laitiers financés par des fonds publics, qui sont désormais à des niveaux minimum dans l'UE et aux États-Unis. Par conséquent, l'année prochaine, les cours des produits laitiers sur les marchés internationaux devraient rester particulièrement sensibles aux conditions climatiques en raison de leur influence sur la croissance des pâturages, la disponibilité et les prix du fourrage et des aliments pour animaux et donc sur la production de lait.

Aperçu général des marchés des produits laitiers

	2009	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
	<i>millions de tonnes (eq. en lait)</i>			%
BILAN MONDIAL				
Production total de lait	701.4	713.6	727.6	2.0
Total commerce	44.3	47.0	49.5	5.4
SUPPLY AND DEMAND INDICATORS				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	101.7	102.3	103.1	0.8
Pays développés (kg/an)	233.9	233.4	233.7	0.1
Pays en développement (kg/an)	66.7	68.0	69.4	2.1
Commerce - Part de la production (%)	6.3	6.6	6.8	3.4
Indice FAO des prix des produits laitiers (2002-2004=100)				
	2009	2010	2011 <i>Jan-Oct</i>	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	142	200	224	12.8

Indice mensuel des cours internationaux de certains produits laitiers (2002-2004=100)



Cet indice est calculé sur la base de la moyenne pondérée en fonction des échanges internationaux d'une sélection de produits laitiers représentatifs sur les marchés mondiaux.

Contact:

Michael Griffin: Courriel: Michael.Griffin@fao.org

Le marché des poisson et produits halieutiques

La forte croissance continue de la production aquacole et la reprise de la pêche de capture après le recul de 2010 provoqué par El Niño, se sont traduites par une estimation de l'offre totale de poissons pour 2011 d'environ 152 millions de tonnes, le niveau le plus élevé jamais enregistré. Bien qu'une partie des augmentations de pêches de capture soit destinée à la production de farine et d'huile de poisson, la consommation de poisson destiné à l'alimentation humaine directe par habitant pourrait augmenter de 1,3 pour cent en 2011.

Le commerce a également été soutenu, en particulier durant la première moitié de l'année, mais avec quelques fléchissements des prix pour un certain nombre d'espèces au cours de la seconde moitié de l'année. Les valeurs des importations et des exportations en 2011 devraient enregistrer de nouveaux niveaux record malgré le ralentissement actuel. Le volume croissant des exportations pourrait représenter presque 120 milliards de dollars E.U., soit une augmentation de 11 pour cent par rapport à 2010.

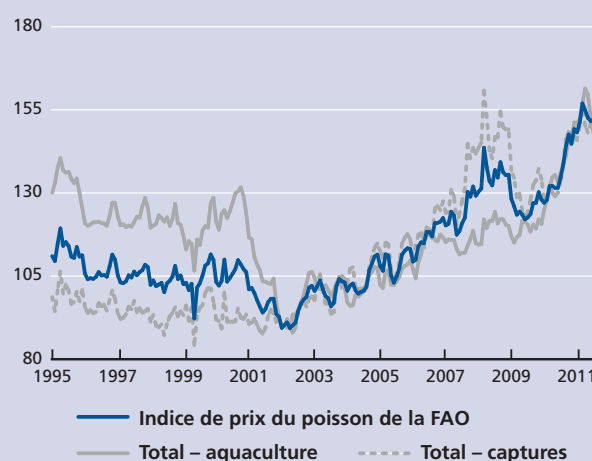
L'indice FAO des prix du poisson a atteint un niveau sans précédent en mars 2011, après quoi les niveaux de prix ont baissé pour certains produits de la pêche. Comme d'habitude, la situation n'est pas homogène. Des limitations de l'offre pour certaines espèces comme le thon, la crevette, le tilapia, le hareng et le maquereau ont entraîné des hausses des prix, alors que les prix du saumon de l'Atlantique d'élevage se sont effondrés en raison d'une augmentation des disponibilités.

Aperçu général du marché mondial du poisson

	2009	2010 estim.	2011 prév.	Variation: 2011 par rapport à 2010
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	144.8	146.9	151.7	3.2
Pêches de capture	89.1	87.7	90.1	2.7
Aquaculture	55.7	59.2	61.6	4.0
Valeur des échanges (exportations en milliards d'USD)	95.7	107.5	119.7	11.3
Volume des échanges (poids vif)	54.9	55.2	56.0	1.4
Utilisation totale	144.8	146.9	151.7	3.2
Alimentation	118.0	121.1	124.0	2.5
Fourrage	20.0	17.7	20.3	14.4
Autres utilisations	6.8	8.1	7.3	-9.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Poisson comestible (kg/an)	17.3	17.6	17.8	1.3
des pêches de capture (kg/an)	9.1	9.0	9.0	-0.2
de l'aquaculture (kg/an)	8.2	8.6	8.8	2.8
Indice de la FAO des prix du poisson¹ (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	126	137	152	16.4

¹ Source des données: Norwegian Seafood Export Council

Indice des prix du poisson de la FAO (2002-2004 = 100)



Contact:

Audun Lem: Courriel: Audun.Lem@fao.org

Évaluation des marchés

BLÉ

PRIX

Baisse des prix dans un contexte de hausse de la production

La production mondiale plus importante que prévue et le renforcement du dollar américain, ont contribué à la baisse des prix mondiaux du blé ces dernières semaines. Une reprise dans les pays de la CEI et des récoltes plus abondantes que prévues dans le nord de l'Europe ont participé à l'amélioration des perspectives concernant l'offre et ont exercé une pression à la baisse sur les prix. Alors qu'au début de la campagne de commercialisation 2011/12, en juin, le prix du blé de référence (N°2, blé dur rouge d'hiver américain, f.o.b.) était 80 pour cent plus élevé qu'à la même période l'an dernier, il s'échangeait en moyenne à 302 dollars E.U. la tonne en octobre 2011, un prix légèrement supérieur à celui d'octobre 2010. Les prix du blé à l'exportation ont nettement baissé par rapport à leur niveau du mois d'avril, 364 dollars E.U. la tonne et à leur niveau record enregistré en mars 2008, 482 dollars E.U. la tonne.

Cependant, en dépit de la tendance à la baisse des prix, les marchés du blé restent volatils. Les cours internationaux du blé ont continué de suivre les fluctuations des prix sur le

marché du maïs. La situation tendue sur le marché du maïs explique dans une large mesure les variations de prix sur les marchés du blé depuis le début de cette campagne, du fait de l'utilisation accrue du blé pour l'alimentation animale. En outre, la campagne en cours a été marquée par le fait que le maïs continue à se négocier à un prix très proche, si ce n'est légèrement supérieur au blé au *Chicago Board of Trade* (CBOT).

En octobre, les **contrats sur le blé cotés au CBOT pour livraison en mars 2012** se négociaient en moyenne à 243 dollars E.U. la tonne, soit 9 pour cent de moins qu'à la même période l'an dernier. Des stocks plus importants que prévus et des conditions d'ensemencement pour les récoltes de 2012 globalement favorables, devraient modérer toute pression à la hausse sur les prix du blé. Cependant, dans un contexte d'incertitudes macroéconomiques et de situation tendue sur le marché du maïs, les prix du blé devraient rester fermes pour le reste de la campagne 2011/12.

PRODUCTION

La production mondiale de blé devrait atteindre un nouveau record en 2011

Les dernières prévisions de la FAO concernant la production mondiale de blé en 2011 s'élèvent à 691 millions de tonnes, soit une hausse de 6 pour cent par rapport à l'an dernier et quelque 6 millions de tonnes de plus que le précédent record, qui avait été établi en 2009. Même si toutes les cultures n'ont pas encore été récoltées dans l'hémisphère sud, les prévisions concernant la récolte mondiale de blé en 2011 sont maintenant assez fiables et indiquent une

Figure 1. Prix du blé à l'exportation (américain no.2, dur, Golfe)

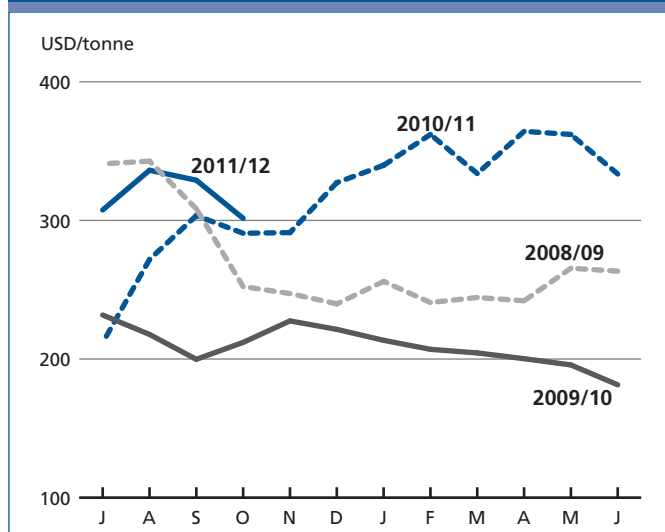


Figure 2. Contrats à terme du blé au CBOT pour mars

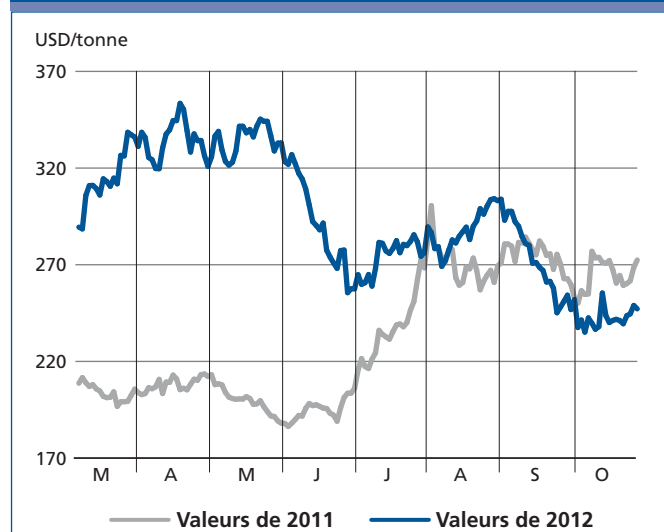


Tableau 1. Aperçu général du marché mondial du blé

	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prév.</i>	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	<i>millions de tonnes</i>			<i>%</i>
BILAN MONDIAL				
Production	684.7	651.8	691.0	6.0
Commerce¹	130.1	125.5	131.0	4.4
Utilisation totale	657.2	667.4	681.9	2.2
Alimentation	463.5	468.8	473.6	1.0
Fourrage	120.3	124.0	130.9	5.6
Autres utilisations	73.4	74.5	77.4	3.9
Stocks de clôture	198.8	181.9	189.7	4.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	67.9	67.8	67.7	-0.1
PFRDV (kg/an)	54.2	54.1	54.4	0.6
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	29.8	26.7	28.2	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale² (%)	21.4	17.6	19.0	
Indice FAO des prix du blé³ (2002-2004=100)	2009	2010	2011	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010
	154	169	228	<i>Jan-Oct</i> <i>%</i>

¹ Les données relatives au commerce des céréales concernent les exportations basées sur une campagne de commercialisation juillet/juin.

² Les principaux exportateurs sont notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis.

³ Tiré de l'indice du blé établi par le Conseil international des céréales.

production beaucoup plus abondante que ce qui avait été prévu au début de la campagne. Bien que, à mesure que la campagne avançait, les perspectives de récolte se sont détériorées dans certains grands pays producteurs, tels que les États-Unis et certains pays de l'UE, la reprise de la production dans les pays de la CEI, par rapport aux niveaux de la récolte de 2010 réduite en raison de la sécheresse, s'est révélée encore plus importante que prévue, faisant plus que compenser la baisse des prévisions ailleurs dans le monde.

Dans l'UE, les estimations concernant la production de blé indiquent une hausse d'un peu plus de 1 pour cent par rapport à 2010, soit un volume global de 138,6 millions de tonnes. Les perspectives, en début de campagne, d'une croissance de la production, se sont détériorées lorsque la sécheresse a frappé les principales zones de production au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et en Pologne. Cependant, grâce à des conditions particulièrement favorables, les volumes de production dans certains pays d'Europe de l'Est ont été particulièrement abondants, notamment en Hongrie et en Roumanie, et devraient

partiellement compenser les réductions provoquées ailleurs par la sécheresse. Dans le reste de l'Europe, la production dans les pays de la CEI a dépassé les précédentes prévisions, récupérant fortement par rapport aux volumes réduits en raison de la sécheresse, récoltés en 2010 dans la **Fédération de Russie** et en **Ukraine**.

En *Amérique du Nord*, les **États-Unis** ont récemment terminé la récolte tardive de blé de printemps de 2011, en baisse de 9 pour cent par rapport à 2010. Au **Canada**, des conditions météorologiques favorables durant l'été ont amélioré les perspectives concernant les cultures céréalières pour l'année 2011, après un début de campagne incertain en raison d'un printemps tardif et humide. Les dernières estimations officielles font désormais état d'une récolte de blé en 2011 d'un peu plus de 24 millions de tonnes, supérieure de près de 4,3 pour cent au niveau de l'an dernier.

En *Asie*, après les préoccupations en raison de conditions exceptionnellement sèches dans certaines parties de la **Chine** au début de la campagne, la récolte de blé de 2011 dans le pays a établi un nouveau record, en hausse de 1,4 pour cent par rapport au précédent record, enregistré l'an dernier. En **Inde** et au **Pakistan**, la production a également augmenté et atteint de nouveaux records. Dans le groupe des pays asiatiques de la CEI, la production au **Kazakhstan** s'est nettement redressée par rapport à la récolte réduite de l'an dernier, en raison de la sécheresse.

Tableau 2. Production de blé: principaux producteurs¹

	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
	<i>millions de tonnes</i>		<i>%</i>
Union européenne	136.9	138.6	1.2
Chine (continentale)	115.2	116.8	1.4
Inde	80.8	84.3	4.3
États-Unis d'Amérique	60.1	54.7	-9.1
Fédération de Russie	41.5	57.0	37.3
Australie	26.3	26.2	-0.4
Canada	23.2	24.2	4.3
Pakistan	23.3	24.2	3.9
Turquie	19.7	21.8	10.7
Ukraine	17.0	22.5	32.4
Kazakhstan	9.6	22.2	131.3
Iran, Rép. Islamique d'	13.5	13.5	0.0
Argentine	14.7	13.0	-11.6
Égypte	7.2	8.4	16.7
Ouzbékistan	6.7	6.3	-6.0
Autres pays	56.1	57.4	2.2
Monde	651.8	691.0	6.0

¹ Les pays sont classés en fonction de leur place dans la production mondiale (moyenne 2009-2011)

Ailleurs dans l'hémisphère Nord, des augmentations dans les principaux pays producteurs devraient se traduire par une reprise considérable de la production globale en *Afrique du Nord* par rapport aux niveaux réduits récoltés l'an dernier en raison de la sécheresse. Au *Proche-Orient*, la **Turquie** a enregistré une nouvelle récolte exceptionnelle mais, dans d'autres pays, la production a été inférieure à la moyenne en raison de précipitations tardives et irrégulières.

Dans l'hémisphère Sud, l'essentiel de la production de blé de 2011 doit être récolté d'ici la fin de l'année. En *Amérique du Sud*, les perspectives en **Argentine** se sont détériorées ces dernières semaines en raison de conditions climatiques trop sèches. Les rendements devraient être bien en-deçà des niveaux de l'année dernière et compte tenu d'une superficie ensemencée similaire à celle de l'an passé, la récolte de blé du pays devrait chuter de près de 12 pour cent. En *Océanie*, les perspectives concernant la récolte de blé dans certaines régions de l'est de l'Australie se sont dégradées au cours de la dernière partie de la campagne, mais les conditions dans l'ouest de l'Australie restent favorables à une forte reprise après la sécheresse de l'an dernier dans cette région. La production de blé globale du pays devrait rester proche des bons niveaux récoltés en 2010.

Semis de blé pour 2012

Dans de nombreuses régions de l'hémisphère Nord, les cultures de blé d'hiver à récolter en 2012 ont déjà été plantées, ou le seront dans les prochaines semaines. Les conditions de semis semblent être dans l'ensemble favorables dans la plupart des régions concernées, à l'exception des **États-Unis**, où la sécheresse prolongée dans le sud entrave le travail des champs et en **Ukraine**, où les

conditions sont également trop sèches. Alors que les prix du blé sont actuellement semblables à ceux de l'an passé et que l'utilisation devrait dépasser l'offre en 2011/12, le blé reste une culture attractive pour les producteurs. En conséquence, les agriculteurs devraient maintenir, voire augmenter, les superficies ensemencées. Aux États-Unis, les premières estimations font état d'une augmentation considérable des semis de blé à récolter en 2012, qui contraste avec des ensemencements relativement faibles ces deux dernières années.

En *Europe*, les semis pourraient également augmenter dans les pays de la CEI, où les agriculteurs seront désireux de continuer à tirer profit des prix attractifs et de la forte demande dans la région après l'important déficit de production en 2010. Dans **l'UE** cependant, compte tenu de la forte concurrence d'autres cultures pour les terres arables, les superficies sous blé devraient rester relativement stables. En *Asie*, les semis de blé d'hiver à récolter en 2012 sont déjà en cours ou sur le point de démarrer dans les principaux pays producteurs. En **Inde**, les perspectives sont favorables. Par contre, une sécheresse persistante dans certaines régions de la **Chine** et de graves inondations dans la province de Sindh au **Pakistan** pourraient avoir des répercussions sur les semis dans les régions touchées.

COMMERCE

Le commerce mondial de blé devrait rebondir en 2011/12.

Le commerce mondial de blé (les exportations, y compris la farine de blé en équivalent blé) en 2011/12 (juillet/juin), devrait atteindre 131 millions de tonnes, soit 4,4 de plus que

Figure 3. Importations de blé par région

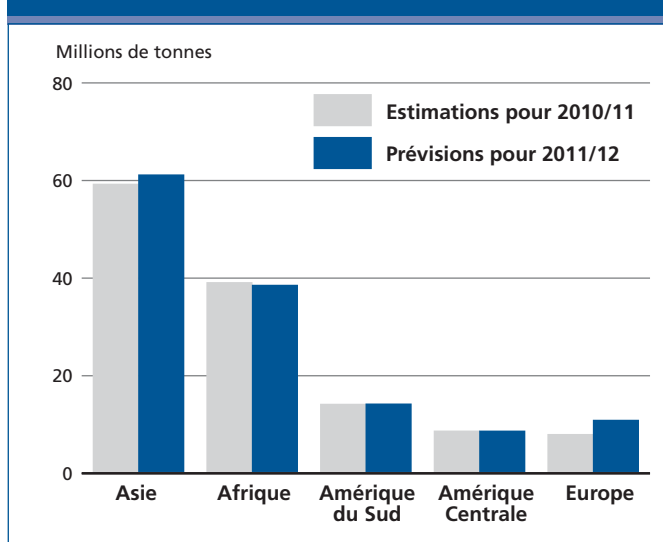
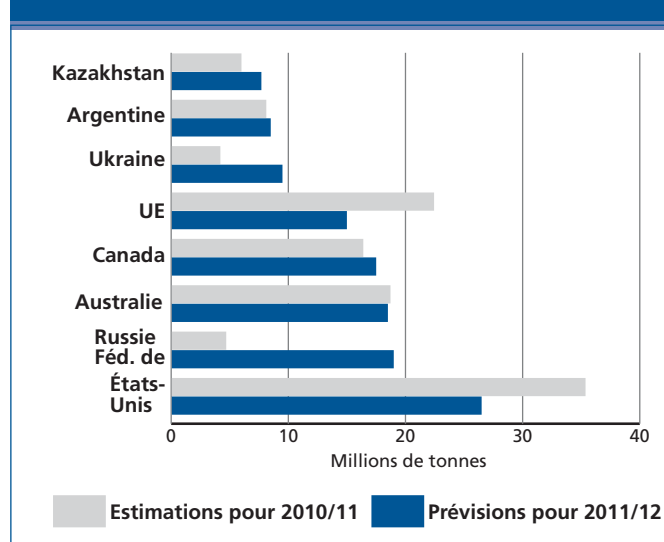


Figure 4. Exportateurs de blé



les estimations pour 2010/11 et 6 millions de tonnes de plus que les premières estimations de la FAO, publiées dans les *Perspectives de l'alimentation* en juin 2011.

L'essentiel de l'expansion des échanges en 2011/12 par rapport à la précédente campagne, devrait être attribuable à une forte demande d'importation en Europe, principalement dans l'**UE**. Les importations de blé de l'UE devraient augmenter de près de 3 millions de tonnes en 2011/12, compte tenu de la faible croissance de la production de blé cette année dans l'UE et des abondantes disponibilités dans la région de la mer Noire.

En *Asie*, la principale région importatrice de blé, les importations totales de blé en 2011/12 devraient avoisiner 60 millions de tonnes, en hausse de 2 millions de tonnes par rapport à 2010/11. Les principales augmentations sont prévues en **Afghanistan**, en **Irak**, en **Israël**, en **Arabie saoudite**, en **République arabe syrienne** et au **Yémen**, principalement pour compenser une baisse des volumes de production intérieure, ainsi qu'en **Chine** et en **Indonésie** en raison d'une croissance de la demande intérieure forte et régulière. Toutefois, les importations de blé pourraient diminuer à destination du **Bangladesh** et de la **Turquie**, en raison principalement d'une augmentation de leur production nationale, et à destination du **Viet Nam**, en raison de stocks de report relativement abondants.

Les importations totales de blé en *Afrique* devraient être supérieures à 37 millions de tonnes, soit 500 000 tonnes de moins qu'en 2010/11. La diminution devrait être principalement imputable à une baisse des importations de plusieurs pays d'Afrique du Nord, notamment l'**Égypte**, le **Maroc** et la **Tunisie**, à la suite de récoltes abondantes, qui devrait plus que compenser une hausse des livraisons à destination de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, notamment l'Éthiopie, en raison d'une baisse de la production et d'une hausse des prix sur le marché intérieur.

En *Amérique latine* et dans les *Caraïbes*, les importations totales de blé en 2011/12 devraient rester stables par rapport à la précédente campagne, à environ 20,4 millions de tonnes. Les importations à destination du **Brésil**, plus grand importateur de blé de la région, devraient augmenter légèrement, pour compenser une baisse de la production.

En ce qui concerne les **exportations**, la campagne de commercialisation 2011/12 a été marquée par une forte hausse des disponibilités dans les pays de la CEI. En effet, les perspectives de la région de la mer Noire en matière d'exportation se sont améliorées régulièrement à mesure que la campagne et les récoltes progressaient, confirmant un net redressement par rapport aux faibles niveaux de l'an dernier en raison de la sécheresse. Dans la **Fédération de Russie**, une forte reprise de la production (en hausse

de 37 pour cent par rapport à l'an dernier) et la levée des restrictions à l'exportation depuis le début de la campagne devraient stimuler les expéditions de blé à 18,5 millions de tonnes, proches des niveaux record de 2008/2009, après les niveaux réduits de la précédente campagne. Le gouvernement a récemment annoncé que, si les exportations globales de céréales atteignaient 24 millions de tonnes, il pourrait imposer des taxes à l'exportation. Les expéditions de blé de l'**Ukraine** devraient tripler et atteindre 9 millions de tonnes, et celles du **Kazakhstan** devraient progresser de 30 pour cent et passer à 7,2 millions de tonnes. En conséquence, les ventes globales de blé des trois principaux pays producteurs de blé de la CEI pourraient atteindre 33 millions de tonnes, un niveau nettement supérieur à celui du principal exportateur mondial, les États-Unis. Les exportations de blé en provenance des **États-Unis** devraient reculer et passer de 35 millions de tonnes en 2010/11 à 26 millions de tonnes lors de cette campagne, en raison d'une baisse de la production nationale et de l'appréciation de sa monnaie, qui réduit la compétitivité de ses prix par rapport aux exportations en provenance d'autres pays. Une réduction significative des expéditions est également prévue dans l'**UE**, où la situation de l'offre relativement serrée par rapport à l'an dernier devrait freiner les ventes de près d'un tiers, à un peu moins de 15 millions de tonnes. Néanmoins, les expéditions en provenance des autres principaux pays traditionnellement exportateurs, à savoir l'**Argentine**, l'**Australie** et le **Canada**, devraient rester proches des niveaux de la précédente campagne et pourraient même augmenter légèrement.

UTILISATION

La croissance de l'utilisation fourragère stimule l'utilisation mondiale de blé en 2011/12

Contrairement aux prévisions réalisées au début de la campagne, qui annonçaient une légère croissance de l'utilisation totale de blé en 2011/12, les dernières estimations font état d'une progression importante, principalement du fait de disponibilités plus importantes que prévues précédemment et des prix compétitifs du blé fourrager par rapport au maïs. Selon les prévisions actuelles, l'utilisation totale de blé serait de 682 millions de tonnes, soit 2,2 pour cent de plus qu'en 2010/11. Cette croissance de 2,2 pour cent est supérieure à la tendance sur dix ans, comme cela avait été le cas en 2010/11 et en 2009/10 avec des augmentations de respectivement 1,5 pour cent et 1,8 pour cent, mais inférieure à l'expansion de 2,9 pour cent enregistrée en 2008/2009.

L'utilisation mondiale de blé destiné à la **consommation humaine directe** devrait atteindre 474 millions de tonnes,

en hausse de 1 pour cent par rapport à 2010/11. Ainsi, la consommation annuelle par personne est estimée à 68 kg, un niveau similaire à celui des deux dernières campagnes, signe que l'utilisation alimentaire mondiale de blé continue de suivre le rythme de croissance moyenne de la population mondiale. Parmi les pays les plus peuplés, la consommation de blé par habitant en Chine¹ pourrait poursuivre sa tendance à la baisse, et s'établir à un peu moins de 64 kg, comparé à 73 kg au début du millénaire. La baisse progressive de la consommation de blé par habitant en Chine est principalement due à la hausse de la consommation de produits alimentaires à plus forte valeur ajoutée. En revanche, en Inde, la consommation de blé par habitant a augmenté au cours des dix dernières années et dépasse désormais 61 kg. Bien que des baisses non prévues de la consommation d'une année sur l'autre soient rares, elles peuvent être provoquées par des conflits, ou des problèmes imprévus de production et/ou économiques. En 2011/12, dans les principaux pays consommateurs de blé, les diminutions les plus fortes sont attendues en **Libye** avec une chute de 4 kg et au **Bahreïn** et à **Oman**, où la consommation pourrait reculer de 2 à 3 kg.

Selon les dernières prévisions, **l'utilisation fourragère** totale de blé devrait s'élever à 131 millions de tonnes, 5,6 pour cent de plus que l'estimation révisée pour 2010/11 et 4 millions de tonnes de plus que les premières prévisions de la FAO publiées en juin. En pourcentage de l'utilisation totale de céréales, l'utilisation fourragère du blé demeure relativement limitée et concentrée dans quelques pays ou régions, l'UE représentant le plus grand marché du blé fourrager. Toutefois, ces dernières années, l'utilisation de blé fourrager a augmenté en raison de la compétitivité des prix par rapport aux céréales secondaires. En 2011/12, la forte reprise de la production de blé dans les pays de la CEI et la hausse des réserves mondiales de blé, alors que l'offre de maïs reste tendue, sont parmi les principaux facteurs de l'essor de l'utilisation de blé pour l'alimentation animale. Les augmentations les plus rapides sont attendues en Chine, dans l'UE et aux États-Unis.

Les **autres utilisations** du blé comprennent l'utilisation industrielle et les semences. La combinaison des autres utilisations et des pertes après récolte représente 11 pour cent de la production mondiale de blé en 2011/12. L'utilisation industrielle de blé a augmenté au cours de la dernière décennie, principalement en raison de l'essor de l'utilisation de blé comme matière première pour la production de biocarburants (éthanol). Selon le Conseil International des

céréales (CIC), le blé utilisé pour la production industrielle en 2011/12 pourrait atteindre 21 millions de tonnes, 1 million de tonnes de plus qu'en 2010/11. La fabrication d'amidon constitue la principale utilisation industrielle du blé, suivie par la production de biocarburants. Le CIC prévoit que le blé utilisé pour la production de biocarburants (à l'exclusion des utilisations non combustibles) atteindra 7,3 millions de tonnes en 2011/12, 22 pour cent de plus qu'en 2010/11, principalement dans l'UE (5,3 millions de tonnes), suivie du Canada (2,1 millions de tonnes) et de la Chine (1 million de tonnes).

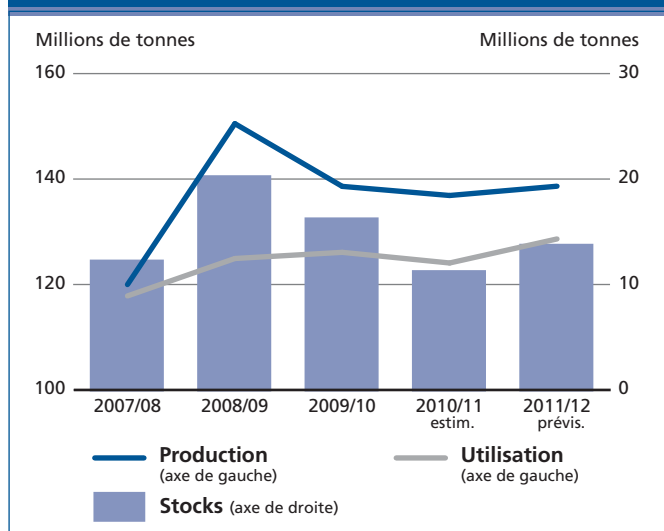
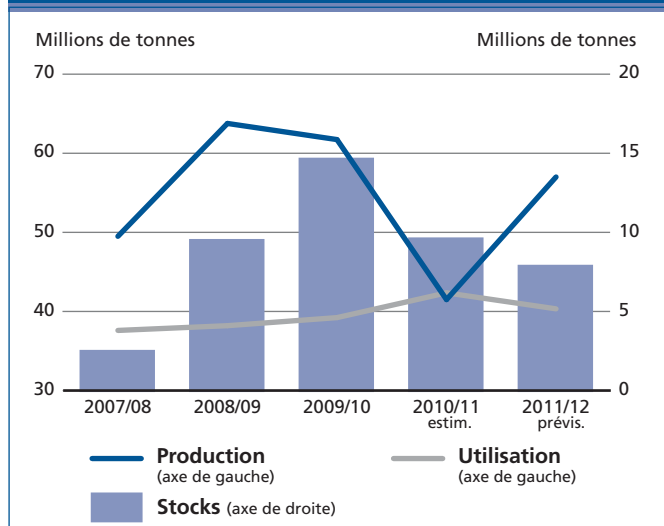
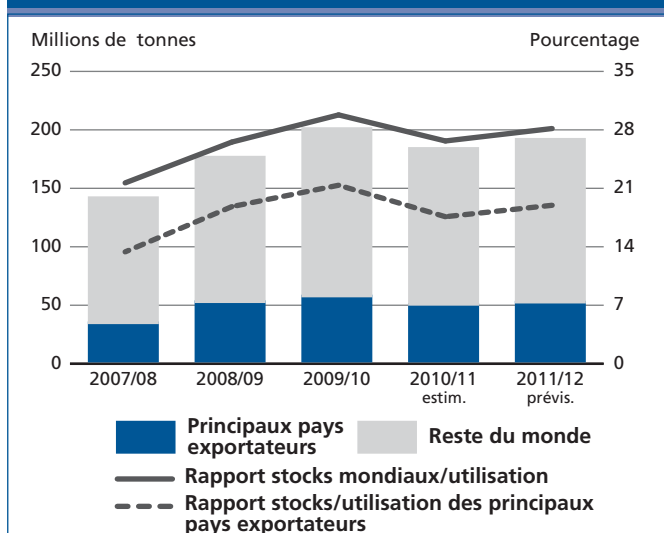
STOCKS

Les stocks de blé devraient augmenter en 2011/12

Les prévisions de la FAO concernant les stocks de clôture en 2012 ont été régulièrement révisées à la hausse depuis le début de la campagne, principalement en raison de récoltes plus abondantes que prévues dans de nombreux pays. Les dernières prévisions concernant les stocks mondiaux tiennent compte des révisions récentes de la taille des stocks de blé dans la CEI, en Chine, dans l'Union européenne et aux États-Unis. Selon les dernières estimations en matière de production pour 2011 et les prévisions concernant l'utilisation pour 2011/12, les stocks mondiaux de blé devraient avoisiner 190 millions de tonnes à la clôture de la campagne agricole de 2012, soit 10 millions de tonnes (4,3 pour cent) de plus que leurs niveaux d'ouverture. Cette estimation est supérieure de 4 millions de tonnes à celle qui avait été publiée au mois d'octobre par la FAO dans les *Perspectives de récoltes et situation alimentaire*. Les derniers ajustements à la hausse s'expliquent par les perspectives d'augmentation des stocks de clôture dans plusieurs pays ; à savoir : **l'Australie**, le **Canada**, la **Fédération de Russie** et les **États-Unis**, qui feront plus que compenser des révisions à la baisse des précédentes prévisions en **Chine** et dans **l'UE**.

Sur la base des estimations actuelles concernant la situation de l'offre et de la demande, le **rapport stocks mondiaux-utilisation** devrait atteindre 28,2 pour cent en 2011/12, alors qu'il était de 26,7 pour cent en 2010/11. Il serait ainsi bien supérieur au faible niveau enregistré en 2007/2008, 21,6 pour cent, ainsi qu'à sa valeur moyenne sur cinq ans (2004/2005–2008/09) qui est de 26,2 pour cent. Les stocks de blé détenus par les cinq principaux exportateurs traditionnels (Argentine, Australie, Canada, UE et États-Unis) devraient augmenter légèrement par rapport à leurs niveaux d'ouverture, et atteindre près de 50 millions de tonnes. Selon les prévisions actuelles, le rapport entre les stocks détenus par les principaux exportateurs et l'utilisation totale (c'est-à-

¹ Toutes les références à la Chine se rapportent à la Chine continentale, sauf indication contraire.

Figure 5. Production, utilisation et stocks de blé de l'UE

Figure 6. Production, utilisation et stocks de blé de la Russie

Figure 7. Stocks de blé et rapports


dire la consommation intérieure plus les exportations) devrait s'établir à 19 pour cent, légèrement supérieur aux 17,6 pour cent prévus pour 2010/11, mais bien au-dessus des 13,4 pour cent enregistrés en 2007/2008.

Parmi les autres principaux détenteurs de stocks, les réserves de blé en **Chine** devraient demeurer stables à environ 50 millions de tonnes. En **Inde** également, où la production de blé cette année atteint des niveaux record, les stocks de clôture devraient rester stables, à environ 18 millions de tonnes.

CÉRÉALES SECONDAIRES

PRIX

Les prix ont diminué en dépit de faibles stocks

Les cours mondiaux des principales céréales secondaires ont subi une pression à la baisse ces derniers mois, principalement en raison d'une demande plus faible que prévue, due à une conjoncture macro-économique défavorable. La baisse des prix est survenue malgré des niveaux de stocks faibles, alors que la croissance de la production en 2011 ne devrait pas être suffisante pour permettre une reconstitution significative des stocks mondiaux par rapport à leurs faibles niveaux actuels.

En octobre 2011, les **prix du maïs américain (jaune, N°.2, f.o.b.)**, qui sert de référence, s'établissaient en moyenne à 275 dollars E.U. la tonne, en baisse de 8 pour cent par rapport au mois précédent. Cependant, durant la majeure partie de 2011, le maïs s'est négocié à des valeurs supérieures de plus de 50 pour cent à celles de l'année précédente. En juin, l'écart s'est creusé pour atteindre le double des prix de l'an dernier. Toutefois, en octobre, les prix du maïs ont chuté et sont passés à un niveau supérieur de seulement 15 pour cent à celui d'octobre 2010. Parmi les autres principales céréales secondaires, les prix du **sorgho** ont suivi une tendance similaire et, en octobre, ils étaient environ 15 pour cent supérieurs aux prix de l'an dernier. En octobre, les prix de **l'orge (fourragère)** étaient également proches des niveaux de 2010. Les marchés de l'orge sont restés plus calmes cette année, bénéficiant d'une reprise de la production dans la Fédération de Russie et d'abondantes réserves mondiales de blé fourrager.

Les perspectives concernant l'offre et la demande en 2011/12 ont été exceptionnellement incertaines depuis le début de la campagne. La situation tendue sur le marché du maïs aux États-Unis, principal producteur, consommateur et exportateur mondial de maïs, s'est révélée être le principal facteur déterminant l'évolution des prix. Entre mai et

septembre, les superficies ensemencées et/ou les rendements du maïs aux États-Unis ont fait l'objet de plusieurs importantes révisions mensuelles influant sur les perspectives de production. Le Département de l'agriculture des États-Unis (*United States Department of Agriculture, USDA*) dans son rapport trimestriel sur l'état des stocks, publié le 30 septembre, a souligné que les stocks de clôture pour la campagne 2010/11 seraient beaucoup plus abondants que prévus. Cela a entraîné une baisse sensible des contrats à terme sur le maïs le 30 septembre, notamment les contrats à terme sur le maïs à livrer en décembre cotés au CBOT qui ont chuté à 233 dollars la tonne, atteignant leur limite quotidienne, une baisse de 6,3 pour cent par rapport à la clôture de la précédente journée de cotation. Néanmoins, les prix ont récupéré certaines de leurs pertes antérieures et, le 26 octobre, les contrats à terme sur le maïs à livrer en mars 2012 cotés au CBOT se négociaient de nouveau à 252 dollars la tonne. Les perspectives de tensions persistantes sur le marché du maïs ont maintenu les cours du maïs au-dessus de ceux du blé pendant plusieurs mois depuis le début de 2011, le blé s'est ainsi négocié à des prix plus compétitifs que le maïs. Fin octobre, **les contrats à terme sur le maïs à livrer en mars 2012 cotés au CBOT** se négociaient autour de 261 dollars la tonne, soit 4 pour cent ou 11 dollars la tonne de plus que les contrats à terme sur le blé à livrer en mars. Comme mentionné ci-dessus, les contrats à terme sur le maïs ont subi une forte baisse le 30 septembre, même s'ils ont par la suite retrouvé leur valeur, principalement du fait de la demande en Asie qui reste forte et régulière et du récent affaiblissement du dollar américain. Bien qu'il soit difficile de prévoir comment se comporteront les prix dans

les mois à venir dans le contexte macroéconomique actuel, la situation tendue de l'offre de maïs devrait maintenir les prix fermes, et soutenir d'autres marchés, en particulier celui du blé.

PRODUCTION

La production de céréales secondaires devrait augmenter en 2011

Selon les dernières prévisions de la FAO, la **production mondiale de céréales secondaires** en 2011 s'élèverait à 1 152 millions de tonnes, soit 2,6 pour cent de plus que la récolte de l'année précédente. Les prévisions réalisées en début de campagne indiquaient une augmentation plus importante, mais des conditions de sécheresse ont affecté les principales régions de culture du maïs aux États-Unis, premier producteur au monde, entraînant une révision à la baisse des perspectives concernant la récolte mondiale à mesure que la campagne avançait, malgré des récoltes plus abondantes que prévues dans d'autres pays.

Pour ce qui concerne le **maïs**, la principale céréale secondaire cultivée dans le monde, la production mondiale en 2011 devrait désormais atteindre 864 millions de tonnes, une hausse de 2,2 pour cent par rapport à 2010. La production des États-Unis, qui représente environ 40 pour cent de la production mondiale de maïs, s'élèverait à 316 millions de tonnes selon les prévisions publiées en octobre par l'USDA dans son rapport sur les cultures, un niveau pratiquement identique à celui de l'an dernier, malgré une augmentation estimée de 4 pour cent des semis. Des conditions de sécheresse pendant la campagne ont eu des

Figure 8. Prix du maïs à l'exportation (américain no.2 jaune, Golfe)

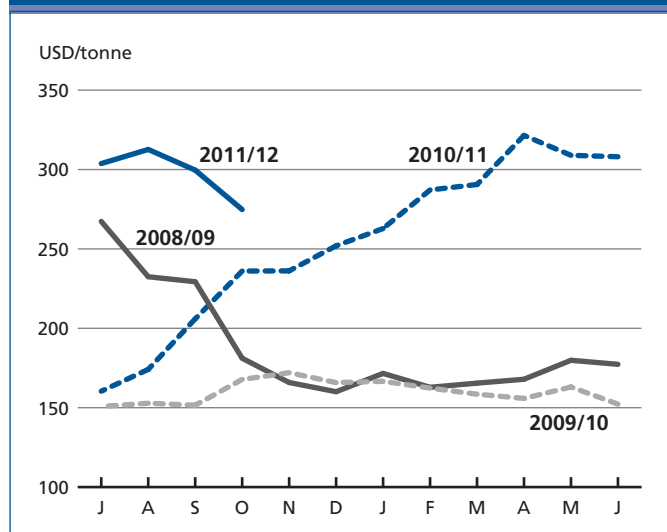


Figure 9. Contrats à terme du maïs au CBOT pour mars

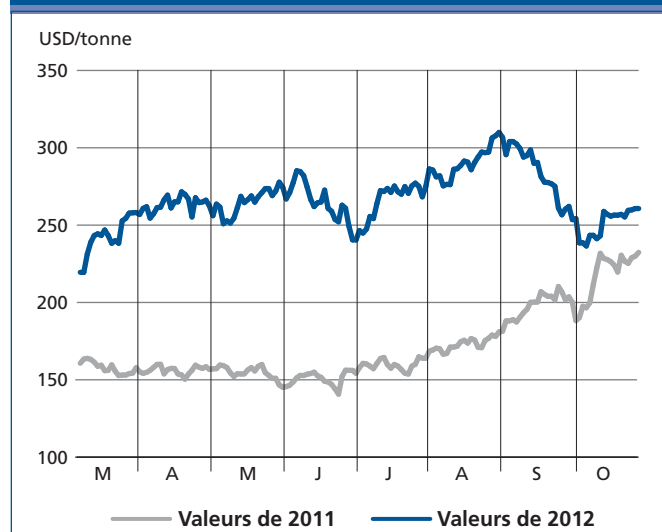


Tableau 3. Aperçu général du marché mondial des céréales secondaires

	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prév.</i>	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	<i>millions de tonnes</i>			<i>%</i>
BILAN MONDIAL				
Production	1 122.8	1 122.9	1 151.8	2.6
Commerce¹	115.8	122.6	120.0	-2.1
Utilisation totale	1 126.9	1 144.5	1 154.7	0.9
Alimentation	192.1	199.4	200.8	0.7
Fourrage	634.7	630.6	636.6	1.0
Autres utilisations	300.0	314.5	317.4	0.9
Stocks de clôture	194.7	170.1	168.0	-1.2
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	28.2	28.8	28.7	-0.3
PFRDV (kg/an)	37.0	38.2	38.1	-0.3
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	17.0	14.7	13.9	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale² (%)	14.9	10.5	8.6	
Indice FAO des prix des céréales secondaires (2002-2004=100)				
	2009	2010	2011 <i>Jan-Oct</i>	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 <i>%</i>
	157	176	281	71.2

¹ Les données relatives au commerce des céréales concernent les exportations basées sur une campagne de commercialisation juillet/juin.

² Les principaux exportateurs sont notamment l'Argentine, l'Australie, le Canada, l'Union européenne et les États-Unis.

Tableau 4. Production de céréales secondaires: principaux producteurs¹

	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010
	<i>millions de tonnes</i>		<i>%</i>
États-Unis d'Amérique	330.6	326.6	-1.2
Chine (continentale)	186.5	193.9	4.0
Union européenne	140.7	147.3	4.7
Brésil	58.3	58.9	1.0
Inde	40.1	41.4	3.2
Mexique	31.1	28.5	-8.4
Fédération de Russie	17.5	31.7	81.1
Argentine	30.0	31.0	3.3
Ukraine	21.3	28.3	32.9
Canada	22.4	21.4	-4.5
Nigeria	22.3	22.1	-0.9
Indonésie	18.4	17.9	-2.7
Ethiopie	14.2	12.6	-11.3
Australie	13.5	12.8	-5.2
Afrique du Sud	13.9	11.7	-15.8
Autres pays	162.1	165.7	2.2
Monde	1 122.9	1 151.8	2.6

¹ Les pays sont classés en fonction de leur place dans la production mondiale (moyenne 2009-2011)

conséquences néfastes sur les récoltes, rendant plusieurs hectares impropres à la culture des céréales et réduisant les rendements potentiels. En **Asie**, la production de la **Chine**, deuxième plus grand producteur de maïs du monde, a de nouveau atteint un niveau record. Ailleurs, la récolte réalisée plus tôt dans l'année en **Amérique du Sud** a été relativement abondante. Les **semis de maïs à récolter en 2012** sont déjà en cours dans l'hémisphère sud. Les agriculteurs en **Argentine** et au **Brésil** devraient élargir considérablement les surfaces ensemencées en réaction à la forte demande et aux perspectives de prix attractifs. Les semis de maïs sont également en cours en Afrique australe, où les perspectives sont positives après une récolte réduite en 2011.

Selon les dernières prévisions de la FAO, la production mondiale **d'orge** en 2011 s'élèverait à environ 135 millions de tonnes, une hausse de 8 pour cent par rapport à 2010. L'essentiel de l'augmentation devrait être réalisé en Europe, principale région productrice d'orge au monde, où une récolte légèrement moins importante dans **l'UE** cette année devrait être plus que compensée par une nette reprise dans la **Fédération de Russie** par rapport à la récolte réduite à cause de la sécheresse qui a sévit l'an dernier. Les prévisions concernant le **sorgho** font état d'une production mondiale en 2011 d'environ 60 millions de tonnes, une baisse de près de 5 pour cent par rapport à 2010. La production dans certains des principaux pays producteurs en Afrique a été

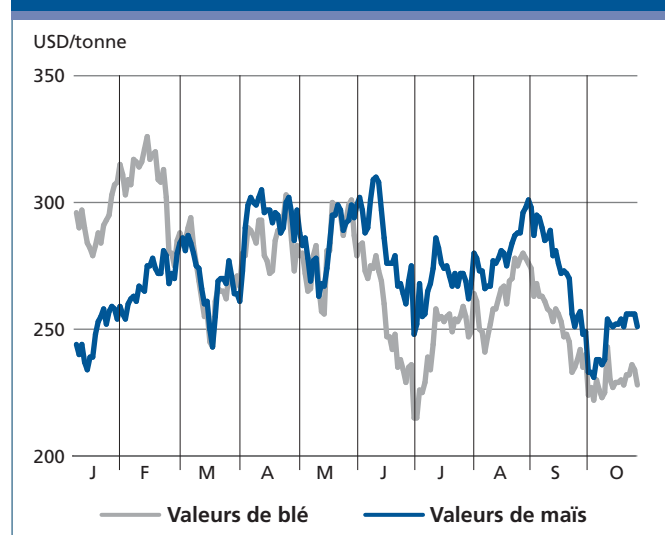
Figure 10. Contrats à terme pour le blé et le maïs au CBOT


Figure 11. Production de maïs

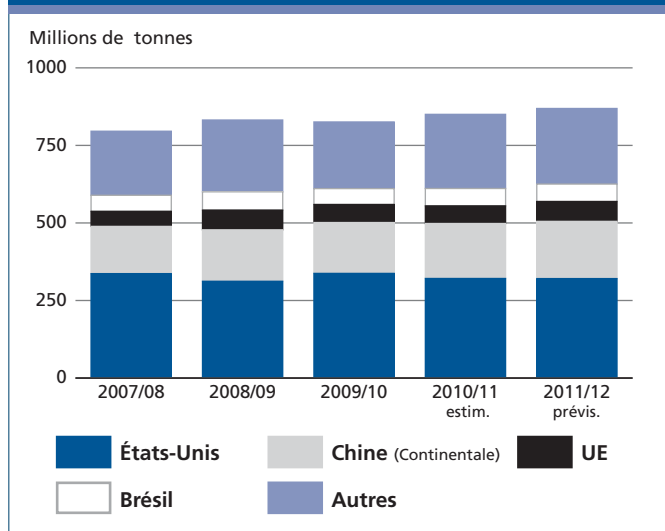
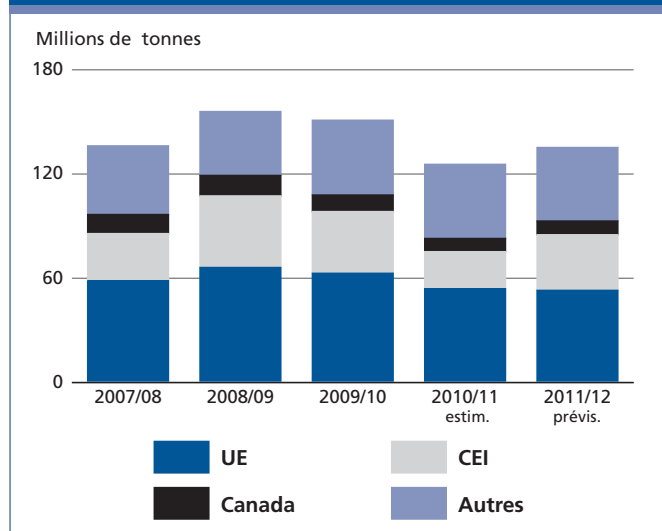


Figure 12. Production d'orge



compromise par la sécheresse, en particulier en Afrique de l'Est. De même, aux États-Unis, où les conditions de sécheresse cette année ont entravé la culture du sorgho.

COMMERCE

Le commerce mondial de céréales secondaires devrait rester stable en 2011/12

Le commerce mondial (exportations) de céréales secondaires en 2011/12 (juillet/juin), est estimé à 120 millions de tonnes, un niveau pratiquement identique à celui de 2010/11.

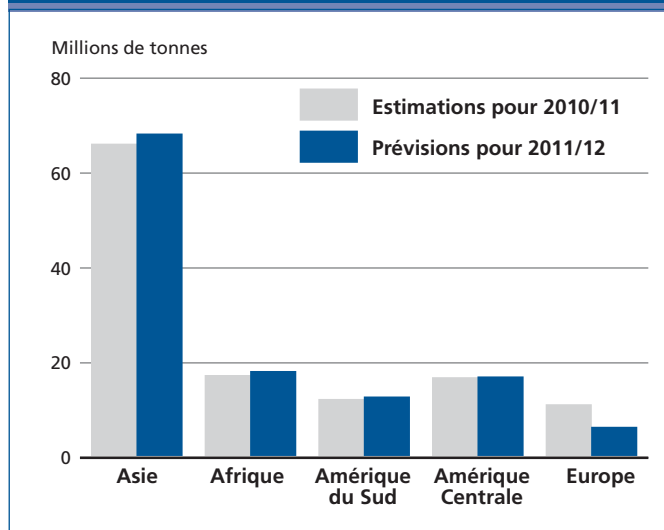
C'est bien en-dessous du record de 131 millions de tonnes enregistré en 2007/2008, mais tout de même le deuxième volume record d'échanges. Parmi les principales céréales secondaires, le commerce mondial de **maïs** devrait atteindre 94 millions de tonnes, un niveau stable par rapport à 2010/11 et le deuxième volume le plus important après le record de 102 millions de tonnes enregistré en 2007/08.

Le commerce mondial de **l'orge** et celui du **sorgho** pourraient diminuer légèrement, et s'établir respectivement à 16 millions de tonnes et à 6,5 millions de tonnes, tandis que de faibles augmentations sont prévues pour le commerce de **l'avoine** (2 millions de tonnes), du **seigle** (400 000 tonnes) et du **millet** (440 000 tonnes).

Même si globalement, le volume du commerce mondial ne devrait pas être très différent de celui de la précédente campagne, des changements considérables sont attendus concernant les importations et les exportations dans les différents pays. En **Asie**, le total des importations devrait atteindre 66 millions de tonnes en 2011/12, quelque 2 pour cent de plus que le volume estimé pour 2010/11. La plus forte croissance est attendue en **Chine**, où les

importations totales de céréales secondaires devraient atteindre 6,8 millions de tonnes, en hausse de 90 pour cent par rapport à la précédente campagne. Malgré sa production record de maïs, les importations de maïs du pays devraient atteindre 4,5 millions de tonnes, 3,2 millions de tonnes de plus qu'en 2010/11. Cette augmentation s'explique principalement par la demande croissante en Chine du secteur de l'alimentation pour animaux et les prix toujours élevés du maïs sur le marché intérieur. Les importations de céréales secondaires à destination du principal importateur du monde, le **Japon**, devraient augmenter légèrement et atteindre 19,2 millions de tonnes, après un recul en 2010/11 à la suite du tremblement de terre et de la catastrophe nucléaire qui ont frappé le pays en mars 2010. L'**Arabie saoudite**, principal importateur d'orge, devrait augmenter ses importations d'orge d'au moins 500 000 tonnes, à 6,7 millions de tonnes, profitant de la hausse des disponibilités d'orge cette année dans la Fédération de Russie et en Ukraine. En revanche, dans la **République de Corée**, un important marché pour ce qui concerne le maïs, les importations de maïs cette année pourraient être moins importantes, en raison de l'affaiblissement de la demande globale du secteur de l'alimentation pour animaux et de la hausse des importations de blé fourrager.

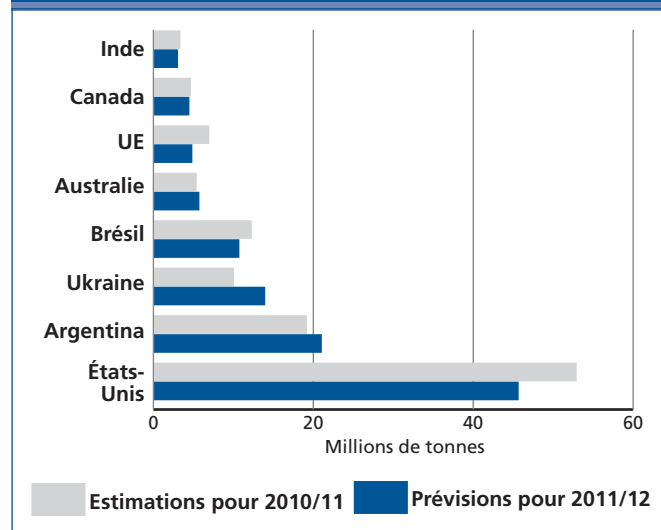
En **Afrique**, les importations totales de céréales secondaires devraient progresser et atteindre 16,8 millions de tonnes en 2011/12, soit 800 000 tonnes de plus qu'en 2010/11. Les importations globales des pays de l'Afrique du Nord devraient diminuer légèrement à 12,5 millions de tonnes. Des importations de maïs plus importantes à destination de **l'Égypte** devraient être plus que compensées par une baisse des importations d'orge en **Tunisie** et,

Figure 13. Importations de céréales secondaires par région


dans une moindre mesure, par une baisse des importations de céréales secondaires à destination de **l'Algérie** et du **Maroc**, en raison d'une hausse de leur production intérieure. Toutefois, les importations en Afrique subsaharienne devraient grimper de 900 000 tonnes. L'essentiel de l'augmentation devrait être réalisé au Kenya et au Soudan. Au **Kenya**, où le maïs est utilisé principalement pour la consommation alimentaire, les importations pourraient presque tripler par rapport à la précédente campagne et atteindre 1,1 millions de tonnes en 2011/12 pour faire face aux prix élevés sur le marché intérieur. Au **Soudan**, les importations de sorgho devraient pratiquement doubler par rapport à la précédente campagne, et atteindre 400 000 tonnes, en raison d'une chute de la production nationale.

Les importations totales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes devraient augmenter de 1 million de tonnes par rapport à la précédente campagne et s'établir à 27,4 millions de tonnes. Au **Mexique**, principal importateur de céréales secondaires de la région, les importations devraient atteindre 11 millions de tonnes, soit quelque 950 000 tonnes de plus que la précédente campagne, en raison essentiellement d'une augmentation des importations de maïs. Plusieurs pays d'Amérique du Sud devraient voir leurs importations augmenter légèrement, notamment le **Venezuela**, en raison d'une baisse de la production intérieure et de la forte demande du secteur de l'alimentation animale.

Concernant les **exportations**, les estimations relatives à la campagne 2011/12 sont caractérisées par une forte réduction d'au moins 7 millions de tonnes des expéditions de céréales secondaires (en particulier de maïs) des **États-Unis**, qui s'établiraient à 45 millions de tonnes (juillet/juin), en raison de l'équilibre particulièrement tendu sur le marché intérieur.

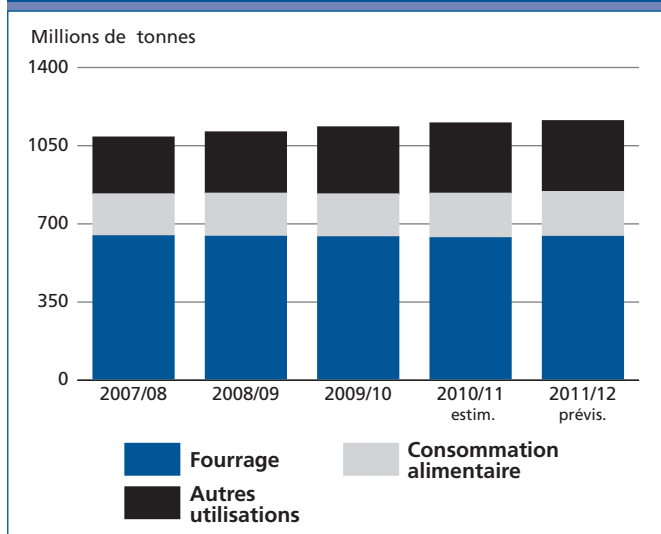
Figure 14. Exportateurs de céréales secondaires


Les exportations en provenance de **l'UE** devraient également reculer, de presque 2 millions de tonnes (principalement l'orge) et s'établir à 4,1 millions de tonnes. Le **Brésil** pourrait également diminuer ses exportations de quelque 1,5 millions de tonnes, après un record de 11,5 millions de tonnes de ventes (de maïs) en 2010/11. Les exportations de maïs devraient également reculer au **Canada**, une baisse de 500 000 tonnes par rapport à la précédente campagne, et en **Afrique du Sud**, où les exportations de maïs pourraient reculer de 200 000 tonnes. Ces diminutions pourraient être en partie compensées par une hausse de 2 millions de tonnes des livraisons de maïs et d'orge de **l'Argentine**, qui atteindraient 20,3 millions de tonnes. En **Ukraine**, après la forte reprise cette année de la production de maïs, le total des exportations de maïs devrait augmenter de 3,7 millions de tonnes et passer à 9,5 millions de tonnes. De même, dans la **Fédération de Russie**, une reprise de la production d'orge cette année devrait se traduire par une augmentation des exportations, qui pourraient être multipliées par cinq et atteindre 1,6 millions de tonnes.

UTILISATION

La croissance de l'utilisation devrait ralentir en 2011/12

Selon les prévisions actuelles, l'utilisation totale de céréales secondaires en 2011/12 devrait augmenter de seulement 0,9 pour cent par rapport à 2010/11, et atteindre 1 155 millions de tonnes, alors qu'elle avait augmenté de 1,5 pour cent en 2010/11 et de 2 pour cent en 2009/10. Selon les prévisions actuelles, l'utilisation totale devrait être inférieure de 10 millions de tonnes aux prévisions réalisées au début de la campagne. La révision à la baisse s'explique par une

Figure 15. Utilisation de céréales secondaires

croissance plus faible que prévue de la demande pour l'alimentation animale ainsi que par une stagnation de la demande pour les biocarburants.

La **consommation alimentaire mondiale** de céréales secondaires devrait augmenter de 0,7 pour cent en 2011/12, et atteindre 200 millions de tonnes. À l'échelle mondiale, l'utilisation alimentaire des céréales secondaires représente environ 17,5 pour cent de l'utilisation totale, un niveau relativement faible. Toutefois, son utilisation pour la consommation humaine est importante, en particulier en Afrique et en Amérique latine et dans les Caraïbes. Pour l'ensemble des pays en développement, l'utilisation alimentaire des céréales secondaires devrait augmenter de plus de 1 pour cent, et passer à environ 169 millions de tonnes. Dans les pays développés, où l'utilisation alimentaire des céréales secondaires est beaucoup moins importante, elle devrait atteindre 32 millions de tonnes, un peu moins que le niveau de la précédente campagne.

L'**utilisation fourragère mondiale** de céréales secondaires en 2011/12 devrait atteindre 637 millions de tonnes, une hausse de 1 pour cent par rapport à 2010/11. L'augmentation est relativement faible pour plusieurs raisons, notamment des disponibilités serrées et des prix élevés par rapport à l'offre plus abondante et moins chère de blé fourrager, de grandes disponibilités de drèches de distillerie séchées qui représentent une alternative pour l'alimentation des animaux et des perspectives de croissance économique lente. En effet, plutôt que de croître, la demande fourragère devrait se contracter aux États-Unis (-3,7 pour cent), dans l'UE (-2,6 pour cent) et au Canada (-1,4 pour cent). Ces baisses devraient être compensées par une forte expansion ailleurs, en particulier dans la CEI (+ 11 pour cent) et en Chine (+ 4,8

pour cent). Dans l'ensemble, l'utilisation fourragère totale de céréales secondaires dans les pays développés devrait s'établir à 323 millions de tonnes, 0,5 pour cent de moins que lors de la campagne précédente. En revanche, l'utilisation fourragère totale de céréales secondaires dans les pays en développement devrait croître de 2,5 pour cent par rapport à 2010/11 et atteindre 313 millions de tonnes.

L'**utilisation industrielle** constitue l'essentiel de la catégorie « autres utilisations » de céréales secondaires. Selon les estimations du CIC, elle pourrait atteindre 282 millions de tonnes en 2011/12, soit une hausse de 1,3 pour cent par rapport au volume estimé pour 2010/11. Les trois plus grandes applications industrielles de céréales secondaires sont la fabrication d'éthanol, d'amidon et de bière. L'utilisation de maïs pour la production d'éthanol aux États-Unis a été l'un des principaux moteurs de l'expansion rapide de l'utilisation industrielle de céréales secondaires ces dernières années. Toutefois, selon les prévisions de l'USDA (octobre 2011) l'utilisation totale de maïs pour la fabrication d'éthanol (biocarburants) aux États-Unis pourrait s'établir à 127 millions de tonnes en 2011/12, ce qui représenterait le premier recul annuel, quoique faible, après plusieurs années de forte croissance annuelle (à deux chiffres) (comme indiqué dans le tableau). Le maintien d'une forte croissance économique stimule l'utilisation de céréales (du maïs principalement) pour la fabrication de l'amidon en Chine, qui, selon le CIC devrait atteindre 36 millions de tonnes en 2011/12, 6 pour cent de plus que lors de la campagne précédente et 33 pour cent de plus que la prévision pour les États-Unis, principal marché de l'amidon jusqu'en 2006/2007.

STOCKS

Faible augmentation des stocks mondiaux

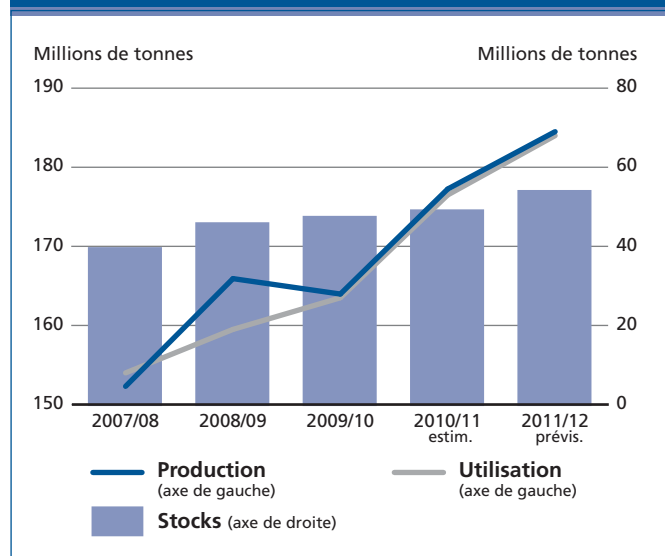
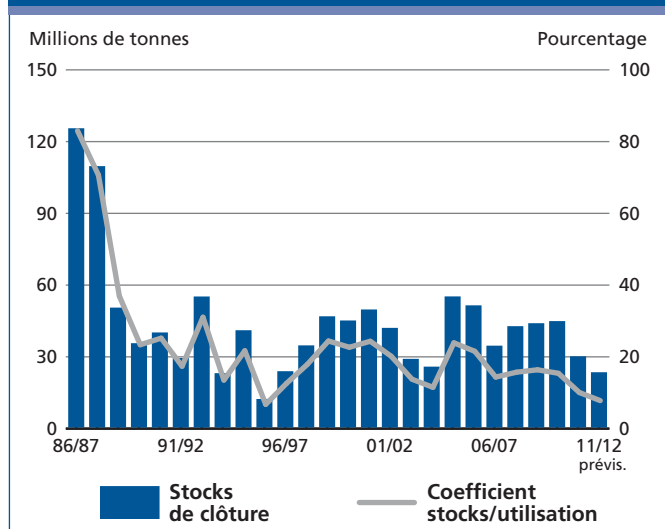
Selon les dernières prévisions concernant la production en 2011 et l'utilisation en 2011/12, les stocks mondiaux de céréales secondaires devraient passer à 168 millions de tonnes à la clôture des campagnes en 2012, 1 million de tonnes de moins que leur faible niveau d'ouverture. Selon les prévisions actuelles, le **rapport stocks mondiaux-utilisation** de céréales secondaires continuerait de diminuer, d'un faible rapport de 14,7 pour cent en 2010/11 à 13,9 pour cent en 2011/12. Le rapport pour 2011/12 est légèrement plus élevé que ce qui avait été prévu au début de la campagne, en raison notamment de plusieurs révisions à la baisse concernant les perspectives d'utilisation en 2011/12.

Les stocks de clôture des principaux exportateurs devraient s'élever à environ 48 millions de tonnes, en baisse de 12 millions de tonnes, soit 20 pour cent de moins que

Tableau 5. Utilisation du maïs pour la production d'éthanol (excepté les usages non combustibles) aux États-Unis

	2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12* <i>prév.</i>
	<i>Milliers de tonnes</i>							
Production de maïs	299 986	282 263	267 503	331 177	307 142	332 550	316 166	315 811
Utilisation pour la production d'éthanol	33 611	40 726	53 837	77 453	93 396	116 616	127 513	127 005
Changement annuel (%)	13	21	32	44	21	25	9	-0.4
En pourcentage de la production (%)	11	14	20	23	30	35	40	40

Source: WASDE-USDA. *Évaluation préliminaire de l'USDA concernant les cultures alimentaires mondiale et américaine, octobre 2011

Figure 16. Production, utilisation et stocks de maïs de la Chine

Figure 17. Stocks de maïs américain et rapport entre les stocks et l'utilisation


leur niveau d'ouverture, pourtant déjà faible. La baisse est principalement due à la situation de l'offre et de la demande aux États-Unis, où selon le dernier rapport officiel, les stocks devraient diminuer et passer de 32 millions de tonnes,

estimation révisée (supérieure), à l'ouverture de la campagne à 24,5 millions de tonnes à la clôture de la campagne en 2012. L'utilisation fourragère et l'utilisation pour la production de combustible moins importantes que prévues, ont conduit à une révision à la baisse de l'estimation concernant l'utilisation intérieure totale des États-Unis pour 2010/11. Cette situation s'est traduite par des stocks de clôture plus élevés que prévus, qui ont participé à l'amélioration des perspectives concernant l'offre pour 2011/12.

Parmi les autres principaux exportateurs, seuls les stocks dans l'UE devraient diminuer significativement (surtout ceux de l'orge) compte tenu des perspectives concernant la consommation intérieure, qui devrait dépasser l'offre totale. En conséquence, le rapport entre les **stocks détenus par les principaux exportateurs et l'utilisation totale** (c'est-à-dire la consommation intérieure plus les exportations) en 2011/12 devrait rester à un niveau très faible de 8,6 pour cent. Ailleurs, une récolte record en Chine et une croissance des importations de maïs pourraient entraîner une augmentation de 5 millions de tonnes des stocks de clôture de la Chine, à 56 millions de tonnes. Une augmentation significative des stocks est également prévue dans la Fédération de Russie et en Ukraine après la reprise de la production cette année.

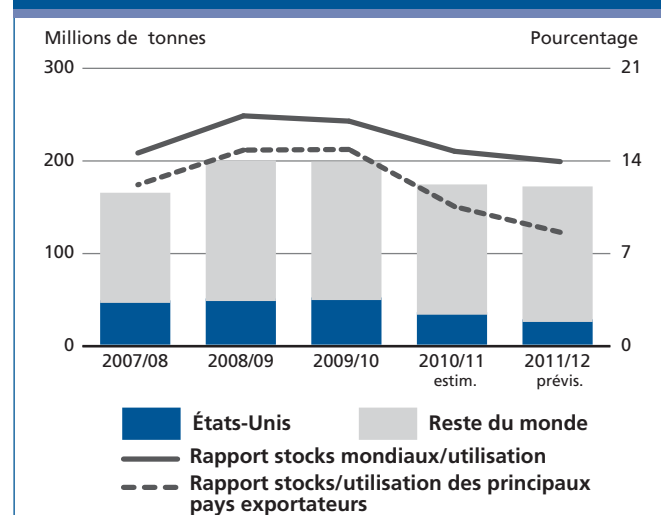
Figure 18. Stocks de céréales secondaires et rapports


Tableau 6. Principales évolutions des politiques céréalières : de mai 2011 à octobre 2011 *

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Argentine	Blé	Mai-Juin 2011	Contingent d'exportation	Contingent d'exportation supplémentaire de 600 000 tonnes de blé de la récolte 2010-2011.
	Blé	Juin-2011	Contingent d'exportation	Autorisation d'un contingent d'exportation de 3,0 millions de tonnes de blé de la récolte 2011-2012 (expéditions à partir de décembre 2011). Autorisation d'un contingent d'exportation supplémentaire de 200 000 tonnes de la récolte 2010-2011.
Azerbaïdjan	Maïs	Mai-Août 2011	Contingent d'exportation	Autorisation d'un contingent d'exportation de 3,1 millions de tonnes de maïs de la récolte 2010-2011.
	Blé, Seigle	Juil-2011	Tarif d'importation	Rétablissement de la TVA (18 pour cent) sur le blé, le seigle et les farines d'importation, qui avait été supprimée en décembre 2010.
Bangladesh	Blé	Juil-2011	Reconstitution des stocks	Appels d'offres gouvernementaux visant à importer 50 000 tonnes de blé et 50 000 tonnes de riz non-basmati en vue de reconstituer les réserves
	Blé	Août-2011	Accord commercial	Accord avec le gouvernement Ukrainien pour l'achat de 100 000 tonnes de blé en provenance d'Ukraine.
Canada	Blé, Orge	Oct-2011	Privatisation	Le Marketing Freedom for Grain Farmers Act (Projet de loi) supprimant le monopole de la Commission canadienne du blé (CWB) sur la commercialisation du blé et de l'orge à partir du 1er août 2012.
Chine	Maïs	Mai-Sept 2011	Débloccage de stocks	Débloccage de 3,7 millions de tonnes supplémentaires de maïs (suite à la vente de 100 000 tonnes de maïs en mai) des réserves nationales avant la fin de novembre 2011, afin d'améliorer l'offre et de faire fléchir les prix sur le marché intérieur.
	Blé	Sept-2011	Hausse du prix plancher	Hausse du prix d'achat plancher du blé dans les principales régions productrices du pays, de 95 CNY à 102 CNY (16 \$EU) pour 50 kg.
Ethiopie	Blé	Sept-2011	Distribution alimentaire en cas d'urgence	Distribution de quelque 15 000 tonnes de blé accordées par le Japon aux meuniers touchés par la pénurie.
	Blé	Sept-2011	Constitution de réserves	Reconstitution du Ethiopian Food Emergency Relief Reserve (EFRR) à travers des interventions visant à stabiliser le marché, notamment l'achat par le gouvernement de 300 000 tonnes de blé en août 2011.
Guatemala	Maïs	Juin-2011	Prolongation des importations en franchise de droit	Prolongation des importations de maïs en franchise de droit au-delà du 21 juin (échéance prévue) jusqu'à la fin de l'année 2011.
	Blé	Juin-2011	Accord commercial	Envoi de 250 000 tonnes de blé en provenance des réserves nationales à destination de l'Afghanistan, en raison des récentes sécheresses.
Inde	Blé	Juil-2011	Contingent d'exportation	Autorisation d'un contingent d'exportation de 650 000 tonnes de produits à base de blé, y compris de la farine et de la semoule, jusqu'au 31 mars 2012.
	Blé	Sept-2011	Interdiction d'exporter	Suspension de l'interdiction d'exporter du blé, imposée début 2007, autorisant l'exportation de 2 millions de tonnes, après qu'une récolte record a permis de reconstituer les stocks nationaux, qui s'élevaient désormais à 33 millions de tonnes.
	Blé	Sept-2011	Débloccage de stocks	Mise en vente sur le marché de blé en provenance des stocks afin de libérer de l'espace dans les entrepôts pour les achats de riz, du fait que les volumes des stocks ont plus que doublé grâce à une récolte de blé record.
	Céréales	Août-2011	Subvention à l'exportation	Restauration d'une subvention à l'exportation des céréales à destination des régions de la mer Noire et de la mer Baltique, visant à compenser la hausse du coût de fret (40 \$EU/tonne).

* Note : L'édition de juin 2011 des Perspectives de l'alimentation couvrirait l'évolution des politiques céréalières entre juillet 2010 et mi-mai 2011

Source: FAO - SMIAIR - Suivi des politiques des pays. http://www.fao.org/giews/countrybrief/policy_index.jsp

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Kenya	Maïs	Août-2011	Autre mesure relative aux importations	Autorisation accordée aux importations de maïs génétiquement modifié.
	Blé	Juili-2011	Tarif d'importation	Importations de blé en franchise de droit pendant un an, à partir de juillet 2011.
	Maïs	Août-2011	Politique de constitution de réserves alimentaires	Allocation de 5 milliards de KES (49 millions de \$EU) au National Cereals and Produce Board afin d'augmenter les réserves alimentaires stratégiques à plus de 8 millions de sacs de maïs (1 sac équivalent à 90 kg).
	Maïs	Août -2011	Prix d'achat minimum	Le National Cereals and Produce Board achète du maïs aux agriculteurs à un prix déterminé de 3 000 KES (31.5 \$EU) le sac de 90 kg. La mesure, valable pour août-septembre 2011, est révisée tous les deux mois. Début 2011, le prix d'achat avait été fixé à 1 800 KES (21 \$EU).
Mexique	Céréales	Août -2011	Facilités de crédit et de financement	Baisse de 6pour cent des taux d'intérêts appliqués sur les prêts aux producteurs de céréales et aux éleveurs, afin de stimuler les investissements dans le secteur agricole.
Moldavie	Blé	Mai-2011	Interdiction d'exporter	Levée de l'interdiction d'exporter du blé en vigueur depuis février 2011.
	Blé	Mai-2011	Intervention sur le marché	Prime de magasinage de 2 dh/ql (0,25 \$EU) par quinzaine sur les quantités de blé tendre de production nationale de la récolte 2011 acquises et mises en stock. Période d'achat prolongée jusqu'à mi-octobre 2011 afin de donner le temps aux agriculteurs de choisir le meilleur moment de mettre leur production sur le marché.
Maroc	Blé	Mai-2011	Tarif d'importation	Réintroduction d'un tarif d'importation de 135 pour cent sur le blé tendre, visant à soutenir la production nationale, alors qu'un tarif d'importation de 80 pour cent sur le blé dur sera rétabli à partir de juin-juillet 2011.
	Blé dur	Oct-2011	Tarif d'importation	Le tarif d'importation sur le blé tendre sera levé entre le 15 novembre et le 31 décembre 2011, alors que le tarif d'importation sur le blé dur sera levé du 1er octobre 2011 au 31 décembre 2011.
Nicaragua	Maïs	Août -2011	Tarif et contingent d'importation	Approbation d'un contingent d'importation en franchise de droit de 8 000 tonnes de maïs jaune.
Russie	Céréales	Juili-2011	Interdiction d'exporter	Levée de l'interdiction d'exporter des céréales.
	Céréales	Juili-2011	Instrument financier pour la gestion des risques	Approbation d'une Loi fédérale pour le Soutien de l'État à l'assurance agraire, qui augmente les garanties d'indemnisation pour les agriculteurs contre les risques liés aux conditions climatiques, y compris les pertes de cultures agricoles, de vergers et de bétail. La loi réduit de 50 pour cent les primes payées par les agriculteurs dans le cadre du contrat d'assurance, alors que le reste des 50 pour cent est payé directement à la compagnie d'assurance par le gouvernement.
	Céréales	Août -2011	Autres mesures pesant sur les exportations	Interdiction imposée par les autorités des Chemins de fer sur le transport des céréales d'exportation à destination de Novorossiisk, principal débouché du pays sur la mer Noire, en raison d'un volume excessif de céréales en stocks au port.
	Céréales	Sept-2011	Taxes à l'exportation	Réduction de moitié des taxes ferroviaires pour les expéditions longue distance de céréales de la Sibérie et de la région de l'Oural, pour faciliter les exportations et réduire les interventions visant à soutenir les prix.
	Céréales	Oct-2011	Droits à l'exportation	Le gouvernement envisage d'imposer des taxes à l'exportation si les expéditions de céréales dépassent 24/25 millions de tonnes en 2011/12.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Taiwan (République de Chine)	Maïs	Mai-2011	Tarif d'importation	La réduction de 50 pour cent du tarif sur les importations de maïs et de soja (mise en place en décembre 2010) est prolongée jusqu'au 30 novembre 2011.
Tanzanie (Rép. Unie de)	Blé	Août -2011	Tarif d'importation	La réduction de moitié du tarif sur les importations de blé et de farine de blé est prolongée pour 6 mois.
	Maïs	Juil-2011	Achats gouvernementaux auprès des agriculteurs	Allocation de 17,6 milliards de TZS (11 million \$EU) pour l'achat de 200 000 tonnes de maïs directement auprès des agriculteurs, à compter du 1er août. Le prix est déterminé à un niveau compétitif de 350 TZS le kg pour décourager les agriculteurs à vendre leur production dans les pays voisins.
	Céréales	Mai-2011	Taxes à l'exportation	Abolition du système de contingent d'exportation sur les céréales et instauration de taxes à l'exportation : 9 pour cent pour le blé – mais pas moins de 17 euros par tonne, 14 pour cent pour l'orge – mais pas moins de 23 euros par tonne, et 12 pour cent pour le maïs – mais pas moins de 20 euros par tonne. Les taxes entreront en vigueur du 1er juin 2011 au 1er janvier 2012.
Ukraine	Blé	Juil-2011	Contrôle des prix	Hausse du prix de vente de la farine produite à partir du blé en provenance des réserves publiques. Le prix de la farine de blé de qualité premium est fixé à 2801,36 UAH la tonne (346,5 \$EU/tonne), celui de la farine de blé de première classe à 2614,60 UAH la tonne (323,4 \$EU/tonne), celui de la farine de blé de deuxième classe à 2241,9 UAH la tonne (277 \$EU/tonne) et le prix de la farine de seigle est fixé à 2114,04 UAH la tonne (261,5 \$EU/tonne).
	Céréales	Août -2011	Achats gouvernementaux auprès des producteurs	Achats de 1,7 millions de tonnes de céréales visant à soutenir les producteurs et à reconstituer les réserves publiques pour la saison hivernale.
	Céréales	Oct-2011	Droits à l'exportation	Suspension des droits à l'exportation sur le blé et le maïs. Les droits sur l'orge sont maintenus au niveau actuel (14 pour cent, mais au moins 23 euros) jusqu'à la fin de 2011.
Etats-Unis d'Amérique	Ethanol à base de maïs	Juin-2011	Subventions à la production	Suspension du crédit d'impôt et du tarif visant à subventionner la production d'éthanol, réduisant les subventions en faveur de la production d'éthanol à base de maïs.
	Blé	Oct-2011	Entrée en vigueur d'un accord de libre-échange	Accord de libre-échange (ALE) passé entre la Colombie, Panama et la Corée du Sud.
Venezuela	Sorgho	Août -2011	Mesures de prix au producteur	Hausse du prix maximum à la production pour le sorgho, de 50 VEF la tonne (170 \$EU) à 1 200 VEF la tonne (272 \$EU).
Zambie	Maïs	Mai-2011	Achats gouvernementaux	Achat de 1,3 millions de tonnes de maïs par la Food Reserve Agency (FRA) entre juin et octobre, suite à une récolte de maïs record en 2011 de 3 millions de tonnes. Le prix d'achat est fixé à 273 \$EU la tonne (1,3 millions ZMK), similaire aux prix de l'an dernier, en dépit de la baisse des prix sur le marché, afin de maintenir les niveaux de revenu des agriculteurs.
	Céréales	Juin-2011	Prix planchers pour les denrées alimentaires de base	Prix à la production fixé à 285 \$EU la tonne pour le maïs et toutes les céréales. Le Grain Marketing Board (GMB) paiera le nouveau prix rétroactivement à partir du 1er avril 2011.
Zimbabwe	Maïs	Juil-2011	Distribution de nourriture/ de coupons alimentaires	Le Grain Marketing Board a débloqué 50 000 tonnes de maïs pour une distribution gratuite à environ 170 000 ménages touchés par les réductions des récoltes. Les ménages recevront des coupons leur permettant d'acheter des céréales au GMB dans des points de distribution ainsi que 10 \$EU supplémentaires en espèces pour acquérir d'autres produits.
	Maïs	Août -2011	Tarif d'importation	Rétablissement du droit d'importation pour protéger les industries alimentaires locales, en vigueur à partir d'août pour la farine de maïs (10 pour cent) et l'huile de cuisine (15 pour cent).
	Maïs	Sep-2011	Marchés publics/ Programme en faveur des intrants	Le Grain Marketing Board accorde environ 10 million de dollars E.U. pour payer les agriculteurs qui ont livré du maïs dans ses dépôts. 30 millions de dollars E.U. supplémentaires alloués pour payer les fournisseurs d'intrants pour la campagne agricole 2011/12.

RIZ

PRIX

L'incertitude domine le marché du riz

Les cours mondiaux du riz ont repris une tendance à la hausse en juin 2011, en raison de l'évolution des autres marchés des céréales et de l'annonce faite par la Thaïlande d'une politique de prix garantis plus élevés pour les producteurs à partir du 7 octobre 2011. Toutefois, l'indice FAO des prix du riz s'est établi en moyenne à 255 points en octobre, en légère baisse par rapport au mois de septembre où il était de 261 points. Avec le retour de l'Inde sur le marché international du riz, l'indice comprend désormais de nouveau les prix sur le marché indien, qui ont contribué à la baisse de l'indice en octobre. Toutefois, en fonction des variétés et origines, les variations de prix ont été très différentes, un signe de l'incertitude croissante qui domine le marché, étant donné que d'une part le lancement de la politique de prix garantis aux producteurs en Thaïlande et d'autre part la levée de l'interdiction qui pesait sur les exportations de riz autre que le riz basmati, ont des effets contrastés sur les cours internationaux. Les incertitudes concernant la conjoncture macroéconomique, un renforcement du dollar américain et les chutes récentes des cours du blé et des céréales secondaires ont également eu des répercussions sur le marché du riz en octobre. Par rapport à janvier, les prix mondiaux du riz ont gagné 1 pour cent, soutenus par des augmentations des prix du riz Indica de qualité supérieure et inférieure de respectivement 8 et 9 pour cent, tandis que les prix du riz Japonica ont chuté de 10 pour cent et ceux du riz parfumé de 5 pour cent. En outre, la nouvelle politique de prix en Thaïlande a relancé les prix de pratiquement tous les types et qualités de riz exportés par le pays, le **riz thaïlandais 100 pour cent B, f.o.b. Bangkok**, qui sert de référence, se négociait en octobre à un peu plus de 620 dollars E.U. la tonne, 14 pour cent de plus que son niveau en janvier. Les évolutions en Thaïlande ont eu des répercussions sur les autres pays exportateurs, en particulier le Viet Nam, mais aussi les États-Unis, qui ont vu les prix se renforcer ces derniers mois. Les prix au Pakistan étaient généralement inférieurs à ceux des autres fournisseurs et en baisse, car les exportateurs se sont efforcés de rester compétitifs face à l'Inde. Les perspectives concernant les prix dans les prochains mois sont très incertaines, ce qui incite les importateurs à retarder leurs achats en attendant d'avoir une vision plus claire de l'évolution des prix à court terme.

Figure 19. Des tendances divergentes rapprochent les cours du riz et du blé

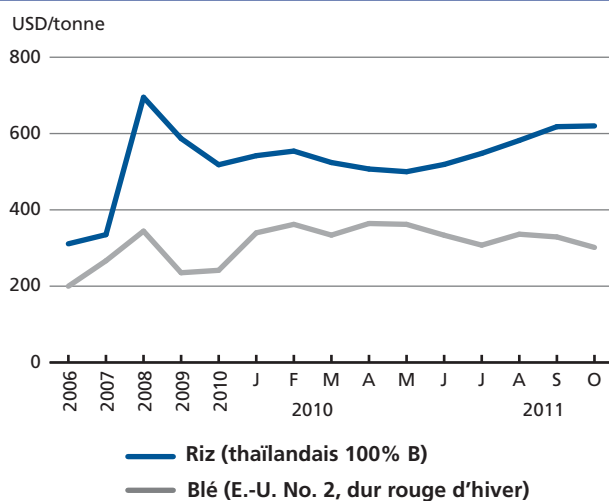


Figure 20. Prix à l'exportation du riz (thaïlandais 100 pour cent B, f.o.b. Bangkok)

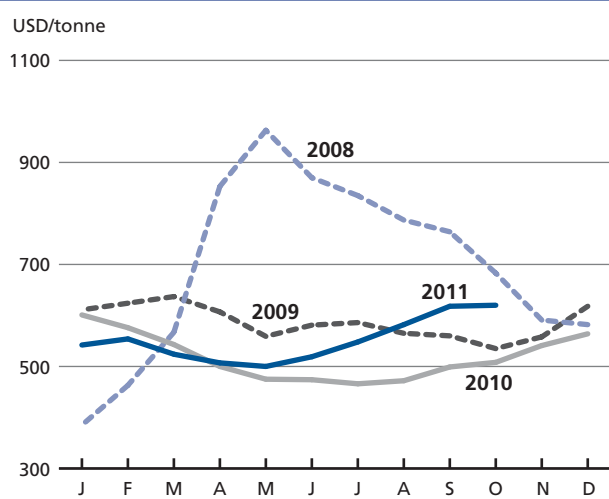
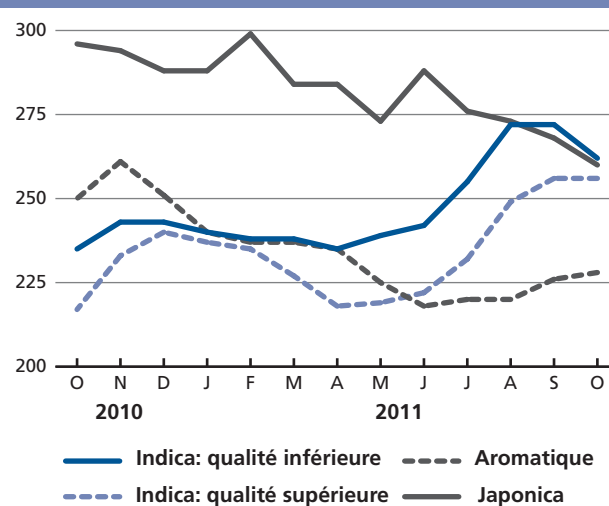


Figure 21. Indices FAO des prix du riz (2002-2004=100)

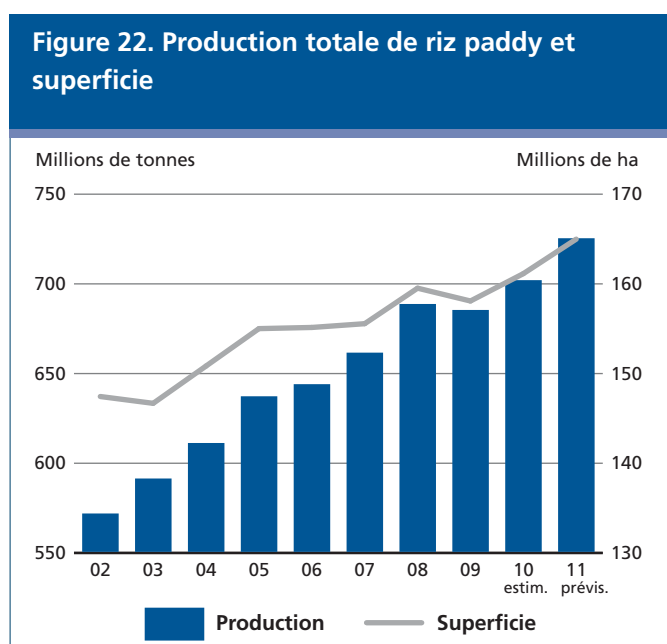


PRODUCTION²

En dépit de fortes inondations qui minent les perspectives de récoltes en Asie du Sud-Est, des augmentations importantes dans les principaux pays producteurs stimulent la production mondiale de riz à un niveau record en 2011

De graves inondations continuent de sévir dans un certain nombre de pays asiatiques producteurs de riz, soulevant des préoccupations concernant les dégâts causés aux populations touchées, mais aussi concernant les conséquences pour la culture du riz. Dans la plupart des cas, les plants de riz inondés approchent du stade de la récolte, ce qui laisse peu de possibilités aux agriculteurs de replanter leurs champs de riz, comme ils l'auraient fait si l'eau s'était retirée il y a un mois. Néanmoins, beaucoup auront la possibilité de recouvrer une partie des pertes en augmentant les semis des cultures secondaires de 2011, de décembre à février, étant donné qu'en raison des inondations, il n'y aura pas de pénurie d'eau pour l'irrigation et que le sol sera enrichi de limon. En effet, pour ce qui concerne le riz, les inondations sont bien moins une malédiction que la sécheresse. Bien que les inondations aient entraîné une détérioration des perspectives de production au **Cambodge**, en **République démocratique populaire Lao**, au **Myanmar**, aux **Philippines** et en **Thaïlande**, la FAO a révisé à la hausse ses prévisions concernant la production mondiale de riz en 2011 d'environ 2 millions de tonnes

² Les chiffres concernant la production sont exprimés en équivalent riz usiné, sauf indication contraire. .



depuis septembre. Les perspectives ont été soutenues par des récoltes plus abondantes que prévues initialement, en particulier au **Bangladesh**, en **Chine**, en **Inde** et au **Viet Nam**. Selon les estimations actuelles, la production mondiale de riz atteindrait 482 millions de tonnes (723 millions de tonnes de paddy), en hausse de 3,4 pour cent par rapport à 2010, en raison de conditions météorologiques favorables et des prix attractifs, qui ont incité les producteurs à étendre les semis de riz d'environ 2,4 pour cent, à 165 millions d'hectares. Les rendements moyens devraient également augmenter d'environ 1 pour cent, à 2,9 tonnes par hectare (4,38 tonnes, équivalent paddy).

L'augmentation de la production mondiale devrait être concentrée en *Asie*, où les cinq principaux pays producteurs, le **Bangladesh**, la **Chine**, l'**Inde**, l'**Indonésie** et le **Viet Nam**, devraient tous enregistrer des volumes de production record. En **Inde**, en particulier, la récolte devrait atteindre 103 millions de tonnes, soit 8 millions de tonnes de plus qu'en 2010, en raison de conditions de mousson très favorables en 2011. Malgré un problème de sécheresse qui a frappé en milieu d'année certaines provinces du sud-ouest, parmi les principales régions productrices de riz, les estimations concernant la production en **Chine** ont récemment été revues à la hausse. Elles font désormais état d'une augmentation de 3 pour cent, à 138 millions de tonnes. La tendance constante à la hausse enregistrée au cours des dix dernières années s'explique par la volonté de la Chine d'accroître son degré d'autosuffisance en matière de céréales et par le soutien du gouvernement au secteur, réitéré récemment dans le 12^{ème} plan quinquennal (2011-2015). Des pluies de mousson abondantes ont amélioré les perspectives de production au **Bangladesh**, où les agriculteurs ont étendu les semis de riz et utilisé des variétés avec un meilleur rendement. L'**Indonésie** devrait également enregistrer une production record en 2011, mais le résultat devrait être inférieur de 3,5 pour cent aux objectifs fixés par le gouvernement, en raison d'une sécheresse, de ravageurs et de maladies qui ont altéré la qualité de la récolte de la saison sèche. Bien que le **Pakistan** ait été de nouveau frappé par des inondations cette année, elles ont été beaucoup moins destructrices qu'en 2010 et le secteur se remet rapidement de la catastrophe de l'an dernier, stimulé par des prix attractifs. De même, les inondations provoquées par la crue du fleuve Mékong devrait avoir un impact limité sur la production de l'ensemble de la campagne au **Viet Nam**, et les estimations officielles font désormais état d'une récolte record de 28 millions de tonnes (42 millions de tonnes, équivalent paddy). La production pourrait également croître dans la **Province chinoise de Taiwan**, en **République islamique d'Iran** et en **Malaisie**. Dans la **République démocratique de Corée**, la meilleure disponibilité des intrants devrait

favoriser une faible augmentation de la production, malgré les problèmes liés aux inondations. En revanche, les pluies de mousson et les inondations devraient provoquer une diminution de la production par rapport à l'an dernier au **Cambodge**, qui ne profitera pas d'une expansion des semis et au **Myanmar**, où une nouvelle stratégie pour le riz, visant à moderniser le secteur, a été lancée. Les dégâts causés par les typhons et les tempêtes devraient limiter la production aux **Philippines** et dans la **République démocratique populaire Lao**, où une augmentation était prévue. Toutefois, la **Thaïlande** a été le pays le plus touché par la montée des eaux, en effet le pays a été frappé par de vastes inondations depuis le mois d'août. La FAO estime que 1,6 millions d'hectares ont été complètement détruits dans le cadre de la campagne principale, équivalent à quelque 4 millions de tonnes de paddy. Cependant, étant donné qu'une partie du déficit sera vraisemblablement récupérée durant la campagne secondaire, en particulier compte tenu des prix très attractifs offerts dans le cadre du programme d'achat à des prix plus élevés mis en place par le gouvernement (*Paddy Pledging Programme*), les prévisions du mois de septembre n'ont été révisées à la baisse que de 3 millions de tonnes, en équivalent riz paddy, soit 2 millions de tonnes en équivalent riz usiné. Avec 21,2 millions de tonnes, la production serait inférieure de 7 pour cent à celle de 2010, mais semblable au volume récolté en 2009. La **République de Corée**, où une réduction des semis pourrait entraîner une chute de la production au plus bas niveau des 30 dernières années, le **Japon** et le **Sri Lanka** font partie des autres pays de la région qui pourraient faire face à une contraction cette année.

Les prévisions de la FAO concernant la production en *Afrique* ont peu changé depuis septembre, restant de l'ordre de 17,0 millions de tonnes, soit 2,6 pour cent de plus qu'en 2010. L'essentiel de l'augmentation devrait provenir de **l'Égypte**, où l'application indulgente par le gouvernement des limites de semis de riz et des prix attractifs ont incité les producteurs à étendre les superficies sous riz et donc la production. Malgré des précipitations irrégulières, la campagne devrait se clore positivement dans les pays d'Afrique de l'Ouest, où nombre d'entre eux mettent actuellement en œuvre des politiques visant à accroître la production de riz. En particulier, la production devrait fortement progresser au **Bénin**, au **Ghana**, au **Mali**, au **Nigeria** et au **Sierra Leone**, dans un contexte de prix attractifs, et plus que compenser une réduction au **Burkina Faso**, au **Tchad**, en **Côte d'Ivoire** et en **Guinée-Bissau**. Dans le reste du continent, la récolte a été réduite à **Madagascar**, deuxième plus grand producteur de riz en Afrique, par des pluies tardives dans la principale région productrice du Centre-Est, qui pourraient entraîner une

chute de la production d'environ 10 pour cent par rapport à l'an dernier. De même, la production devrait baisser dans la **République-Unie de Tanzanie** et en **Zambie**, en raison de précipitations insuffisantes, alors qu'elle pourrait augmenter au **Malawi** et au **Mozambique**, grâce à d'importants investissements dans le secteur.

En *Amérique latine et dans les Caraïbes*, la campagne de 2011 est pratiquement terminée et les agriculteurs se préparent maintenant pour les semis de la campagne principale de 2012. Contrairement à 2010, où plusieurs pays sud-américains avaient souffert de conditions météorologiques irrégulières, la campagne de 2011 s'est déroulée sans heurts. Cette situation, conjuguée à des perspectives de prix élevés, a favorisé une croissance à deux chiffres en **Argentine**, en **Bolivie**, au **Bésil**, en **Colombie**, en **Uruguay** et au **Venezuela**. En revanche, en Équateur, au **Mexique** et au **Pérou** les perspectives font désormais état d'une diminution de la production, en raison de conditions de sécheresse en début d'année. Au **Honduras**, au **Nicaragua** et au **Salvador**, de graves inondations récemment signalées pourraient détériorer les perspectives de croissance dans ces pays.

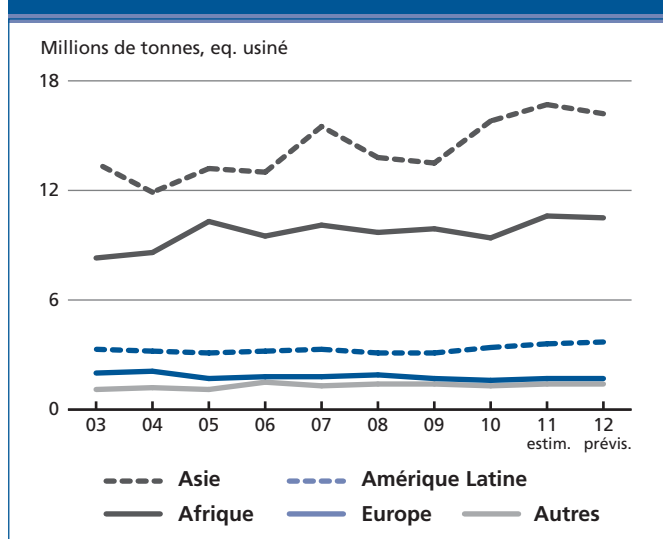
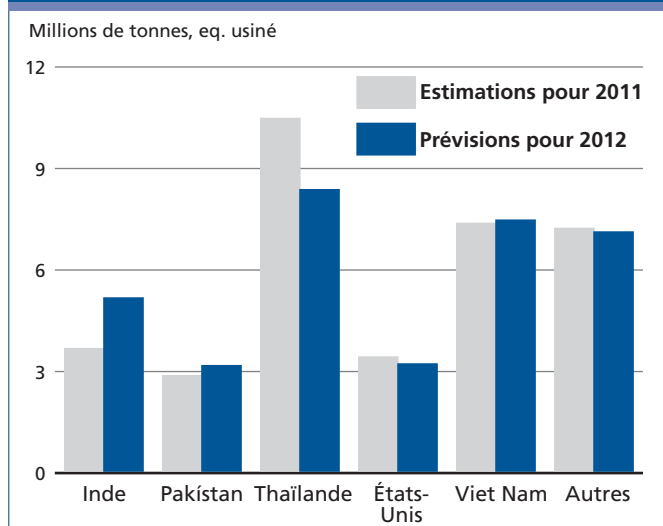
Dans le *reste du monde*, les allocations d'eau aux producteurs de riz en **Australie** ont continué à faciliter une reprise de la production qui a atteint 538 000 tonnes, son plus haut niveau depuis 2006 et quatre fois le volume récolté en 2010. Dans **l'UE**, la production de riz devrait augmenter de 1 pour cent, à 1,9 millions de tonnes, principalement en raison d'une augmentation en Italie, qui devrait plus que compenser un recul en France et en Espagne. Une augmentation conséquente est également prévue dans la **Fédération de Russie**, où le secteur continue de jouir d'un fort soutien du gouvernement et de protections à la frontière. En revanche, dans son rapport d'octobre concernant les perspectives de production du riz, l'USDA a établi une prévision pour les États-Unis de près de 6 millions de tonnes, soit une baisse de 21 pour cent par rapport à la production de 2010 et le rendement le plus bas depuis 1998. La contraction de cette campagne a été provoquée par une diminution de 27 pour cent des superficies sous riz et par des conditions météorologiques défavorables dans les États du sud, qui ont particulièrement entravé la production des variétés de riz à grain long.

COMMERCE

Après une expansion de 8 pour cent à un niveau record en 2011, un affaiblissement de la demande pourrait entraîner une diminution des échanges en 2012

Selon les prévisions de la FAO, le commerce mondial de riz devrait progresser de 8 pour cent en 2011, et atteindre un

Figure 23. Commerce mondial de riz et indice FAO des prix du riz à l'exportation

Figure 24. Importations de riz par région

Figure 25. Exportations de riz des principaux pays exportateurs


record historique de 34,0 millions de tonnes (équivalent riz usiné). Bien que préliminaires, les prévisions pour 2012 indiquent un niveau légèrement inférieur, soit 33,5 millions de tonnes, en raison principalement d'un affaiblissement de la demande d'importation, en particulier à destination des principaux pays traditionnellement exportateurs. En effet, l'année prochaine, le **Bangladesh** et l'**Indonésie** devraient réduire leurs importations du fait de l'abondance des disponibilités sur leurs marchés intérieurs. De même, des récoltes exceptionnelles devraient permettre à la **Chine** de réduire de moitié la taille de ses achats en 2012. Ces réductions devraient être partiellement compensées par une hausse des livraisons à destination de la **Malaisie**, du **Népal** et des **Philippines**, mais aussi de la **Jordanie**, de l'**Irak** et de la *République islamique d'Iran*. La croissance des importations des pays africains, en particulier du **Nigeria** et de l'**Afrique du Sud**, a été l'un des principaux moteurs de la croissance du commerce en 2011. Dans l'ensemble, les importations à destination de l'Afrique devraient augmenter de 1,2 million de tonnes, soit 13 pour cent, et atteindre 10,6 millions de tonnes, en raison notamment, dans divers pays, de l'assouplissement ou de la levée des taxes et des droits à l'importation par les gouvernements qui tentent de maîtriser l'inflation alimentaire sur le marché intérieur. En 2012, les importations des pays africains devraient demeurer à un niveau similaire à celui de cette année, en particulier si les prix internationaux devaient rester élevés. Dans les autres régions, les importations du **B Brésil** devraient baisser sensiblement en 2011, en raison d'importantes disponibilités locales et de la baisse des prix intérieurs, mais elles pourraient augmenter à nouveau l'année prochaine. Les importations des États-Unis devraient progresser en 2011 et en particulier en 2012, quand l'offre sur le marché intérieur sera particulièrement serrée. De même, une croissance des livraisons à destination de l'**UE** est prévue en 2011 et en 2012.

La **Thaïlande** devrait conserver sa position de premier exportateur mondial en 2012, même si les ventes devraient diminuer et passer à quelque 8,2 millions de tonnes l'an prochain, alors qu'elles étaient de 10,3 millions de tonnes en 2011. Cette diminution ne s'explique pas par une pénurie de l'offre, car même après les récentes pertes liées aux inondations, les réserves de riz détenues par les commerçants et dans les entrepôts publics devraient suffire à compenser la baisse de la production. La contraction prévue est principalement attribuable à la reprise du programme d'achat à des prix plus élevés pour les producteurs, qui devrait se traduire par une forte hausse des prix à l'exportation. Le système d'achat à des prix plus élevés fixe par exemple le prix du riz paddy blanc dans une fourchette

Tableau 7. Aperçu général du marché mondial du riz

	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11 %
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	456.0	466.6	482.4	3.4
Commerce¹	31.5	34.0	33.5	-1.5
Utilisation totale	448.8	460.9	471.9	2.4
Alimentation	382.4	389.8	397.8	2.1
Stocks de clôture	132.7	138.4	149.0	7.7
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	56.0	56.4	56.9	0.9
PFRDV (kg/an)	65.2	65.6	66.6	1.5
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	28.8	29.3	31.8	
Rapport stocks des principaux exportateurs-utilisation totale² (%)	19.5	18.8	20.9	
Indice FAO des prix du riz (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	253	229	252	12.5

¹ Exportations par année civile (deuxième année indiquée).

² Les principaux exportateurs sont notamment les suivants: Inde, Pakistan, Thaïlande, États-Unis et Viet Nam.

De plus amples renseignements sur le marché du riz sont disponibles dans le FAO Rice Market Monitor, qui peut être consulté à l'adresse <http://www.fao.org/economic/est/publications/rice-publications/rice-market-monitor-rmm/en/>

allant de 13 800 à 15 000 Baht la tonne (460-500 dollars E.U. la tonne), soit 25 à 36 pour cent de plus que le prix garanti dans le cadre du régime de prix garantis (*Price Insurance Scheme*) en vigueur en 2010. Par conséquent, les importateurs devraient se diriger vers des pays pratiquant des prix moins chers, ce qui devrait stimuler les exportations du **Viet Nam** qui pourraient atteindre un volume record de 7,3 millions de tonnes, ainsi que celles de la **Chine** et du **Pakistan**. En septembre, l'Inde a levé les restrictions qui pesaient sur les exportations de riz ordinaire depuis quatre ans, en autorisant initialement l'expédition de 2 millions de tonnes de riz du secteur privé, en plus du riz basmati. Ainsi, le commerce de riz de l'Inde pourrait représenter environ 5 millions de tonnes l'année prochaine, environ 1,5 millions de tonnes de plus que le volume prévu pour 2011.

Parmi les pays non asiatiques, la forte croissance des disponibilités en **Australie** pourrait stimuler ses exportations en 2012. En revanche, la décision prise par **l'Égypte** au mois de mai de maintenir l'interdiction d'exportation du riz pourrait entraver la capacité des exportateurs à profiter

de la croissance de l'offre intérieure pour intensifier les ventes l'année prochaine. Ainsi, à moins que le pays ne reconsidère sa politique, les exportations de riz pourraient ne pas dépasser les 100 000 tonnes. En ce qui concerne les États-Unis, la faible récolte de 2011 et la forte concurrence des pays d'Amérique du Sud dans les pays traditionnellement clients des États-Unis devraient entraîner une baisse des expéditions de riz en 2012. Parmi les exportateurs non traditionnels, la baisse des prix à l'exploitation au **Brésil** a incité le gouvernement à mettre en place des subventions en 2011 afin d'aider les États producteurs du Sud à déplacer leur production, une mesure qui a également favorisé les exportateurs. Cette mesure, conjuguée à des prix intérieurs relativement faibles, devrait stimuler les ventes du Brésil, qui pourraient passer de 431 000 tonnes en 2010 à 1,1 millions de tonnes cette année, et faire passer le pays en situation d'exportateur net. À moins que ce soutien ne soit renouvelé, les exportations du Brésil devraient retomber à quelque 800 000 tonnes l'an prochain, en raison également du fait que les agriculteurs pourraient opter pour des cultures plus rémunératrices lors de la prochaine campagne. L'année 2011 aura également été caractérisée par la consolidation de la position de la **Fédération de Russie** comme exportateur net. Le pays, qui a réussi à concurrencer d'autres fournisseurs sur le marché du riz à grain moyen, en particulier en Asie centrale et au Proche-Orient, devrait encore intensifier ses livraisons et augmenter sa part de marché en 2012.

UTILISATION

Des disponibilités abondantes devraient soutenir une augmentation de la consommation de riz par habitant malgré des prix intérieurs élevés

L'utilisation mondiale de riz en 2011/12 devrait augmenter de 2,4 pour cent et s'élever à 472 millions de tonnes (équivalent riz usiné), soutenue par une augmentation de l'utilisation de riz destiné à la consommation humaine, proche de 398 millions de tonnes. Le riz destiné aux semences, aux utilisations industrielles non alimentaires et les pertes après récolte devraient augmenter de près de 5 pour cent et atteindre 62 millions de tonnes, une partie de l'augmentation est due aux dégâts provoqués par les inondations sur le riz conservé dans les entrepôts des pays touchés. Le prix très élevé des denrées alimentaires, en particulier du maïs et des farines d'oléagineux, ainsi que d'abondantes disponibilités de riz de qualité inférieure, expliquent l'augmentation prévue de 3 pour cent de l'utilisation de riz pour l'alimentation animale, qui s'élèverait à 12,2 millions de tonnes. En ce qui concerne la

consommation alimentaire moyenne de riz par habitant, les prévisions avoisinent 57 kg en 2012, environ 1 pour cent de plus qu'en 2011. Dans de nombreux pays, les prix de détail du riz ont maintenu une tendance à la hausse cette année (voir le tableau sur les prix intérieurs), qui tend à ralentir la croissance de la demande et qui incite les gouvernements à prendre des mesures visant à freiner l'inflation. Certains ont augmenté les taux d'intérêt, alors que d'autres ont ciblé directement les prix du riz à travers des interventions sur le marché, en mettant sur le marché du riz provenant des stocks, en limitant les exportations de riz ou en exonérant de taxes les importations de riz (voir le tableau sur l'évolution des politiques).

STOCKS

Les stocks mondiaux de riz devraient augmenter à leur plus haut niveau de ces dix dernières années

Dans le contexte des prévisions actuelles, qui indiquent une forte croissance des récoltes, la production mondiale devrait dépasser la consommation pour la septième année consécutive. En conséquence, en 2012 les stocks mondiaux de riz devraient augmenter de 8 pour cent, soit de 11 millions de tonnes, et atteindre leur plus haut niveau de ces dix dernières années, 148 millions de tonnes. Ainsi, le rapport stock mondiaux-utilisation, un indicateur important de la sécurité alimentaire, devrait atteindre 31,8 pour cent en 2012, alors qu'il était de 29,3 pour cent en 2011. Une grande partie de l'augmentation des stocks mondiaux devrait être concentrée en **Chine** et en **Inde**, qui ensemble devraient

Figure 26. Stocks de clôture mondiaux de riz et rapport stocks/utilisation

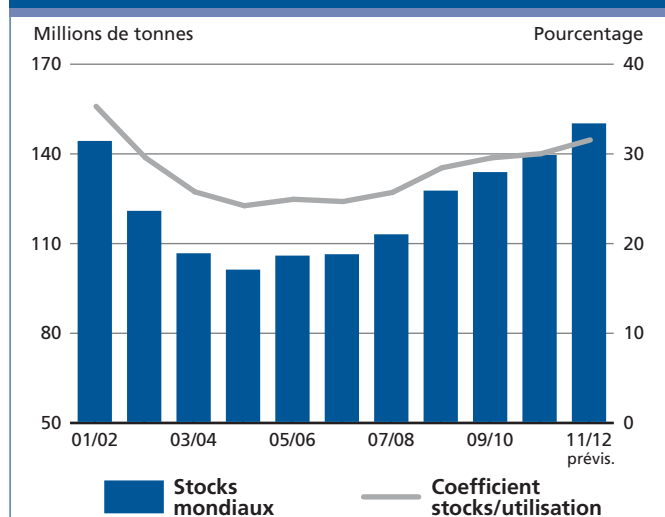
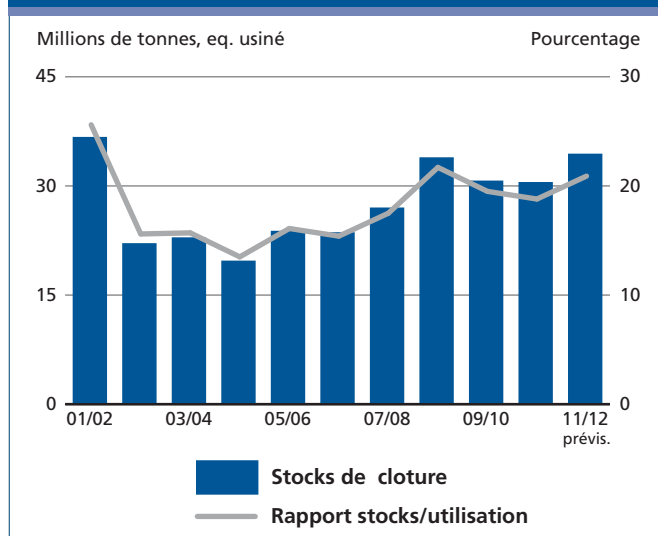


Figure 27. Stocks détenus par les cinq principaux exportateurs de riz et rapport stocks-utilisation totale



détenir près de 70 pour cent des réserves mondiales. Ailleurs, les stocks devraient également augmenter au **Pakistan** et au **Viet Nam**, mais aussi en **Argentine** et en **Uruguay**. En raison des inondations qui ont provoqué des dégâts aussi bien sur les cultures de riz que sur le riz détenu dans les réserves, les stocks en **Thaïlande**, essentiellement détenus par le gouvernement, ne devraient pas progresser et rester à environ 6 millions de tonnes, car les achats dans le cadre du programme d'achat à des prix plus élevés devraient être conséquents. En revanche, le recul de la production aux **États-Unis** cette année pourrait obliger le pays à puiser dans les stocks, ce qui entraînerait une réduction des stocks de report. De même, afin de répondre aux besoins nationaux et de satisfaire les attentes en matière d'expéditions, le **Myanmar** pourrait également devoir puiser dans les réserves. Parmi les pays importateurs traditionnels, le **Brésil** et l'**Indonésie** devraient tous deux reconstituer des stocks grâce aux récoltes abondantes de cette campagne, mais les **pays d'Afrique**, dans leur ensemble, pourraient détenir moins de riz, à moins qu'ils n'intensifient leurs importations par rapport à ce qui est actuellement envisagé. En revanche, d'importants volumes d'achat devraient entraîner une augmentation des stocks dans les pays du **Proche-Orient**, en particulier dans la **République islamique d'Iran**.

Les stocks globaux des cinq principaux pays exportateurs, à savoir l'**Inde**, le **Pakistan**, la **Thaïlande**, les **États-Unis** et le **Viet Nam**, devraient s'élever à 34 millions de tonnes à la clôture de la campagne de 2012, alors qu'ils étaient de 30 millions de tonnes en 2011. En conséquence, le rapport entre les stocks et l'utilisation totale (c'est-à-dire

la consommation intérieure plus les exportations) devrait progresser de 18,8 pour cent en 2011 à 20,9 pour cent en 2012. Cependant, l'essentiel de la constitution des stocks devrait être concentré en **Inde**, un pays qui a fait de la sécurité alimentaire intérieure une priorité, ce qui signifie que les disponibilités de riz ne seront accessibles

pour les exportations qu'après un examen de la situation sur le marché national et, surtout, de l'inflation alimentaire intérieure. Ainsi, alors que généralement une amélioration du rapport indique une hausse des disponibilités mondiales de riz destinées au commerce, cela pourrait ne pas être le cas en 2012.

Tableau 8. Prix de détail mensuels du riz certains marchés

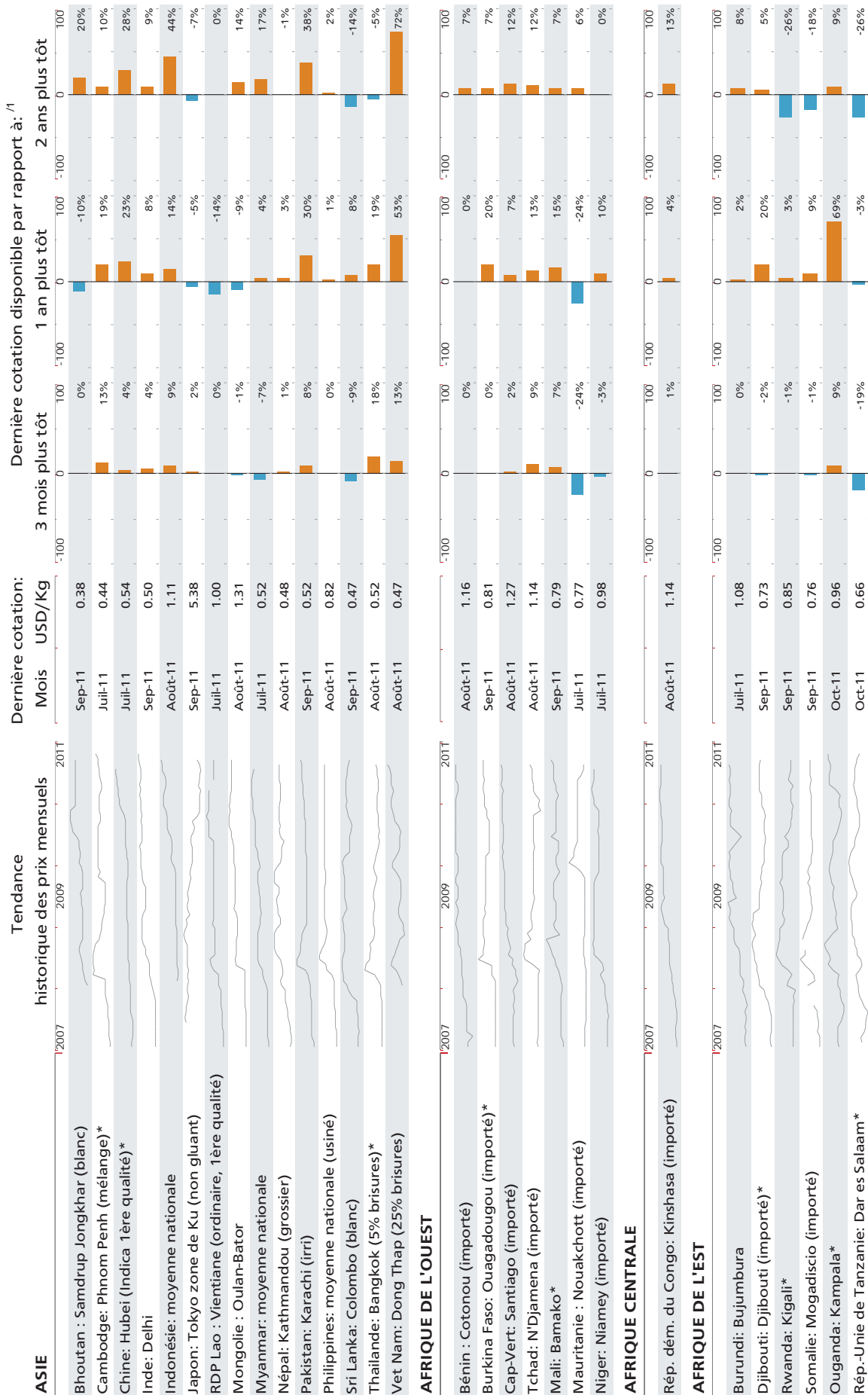


Tableau 8. Prix de détail mensuels du riz certains marchés (continué)

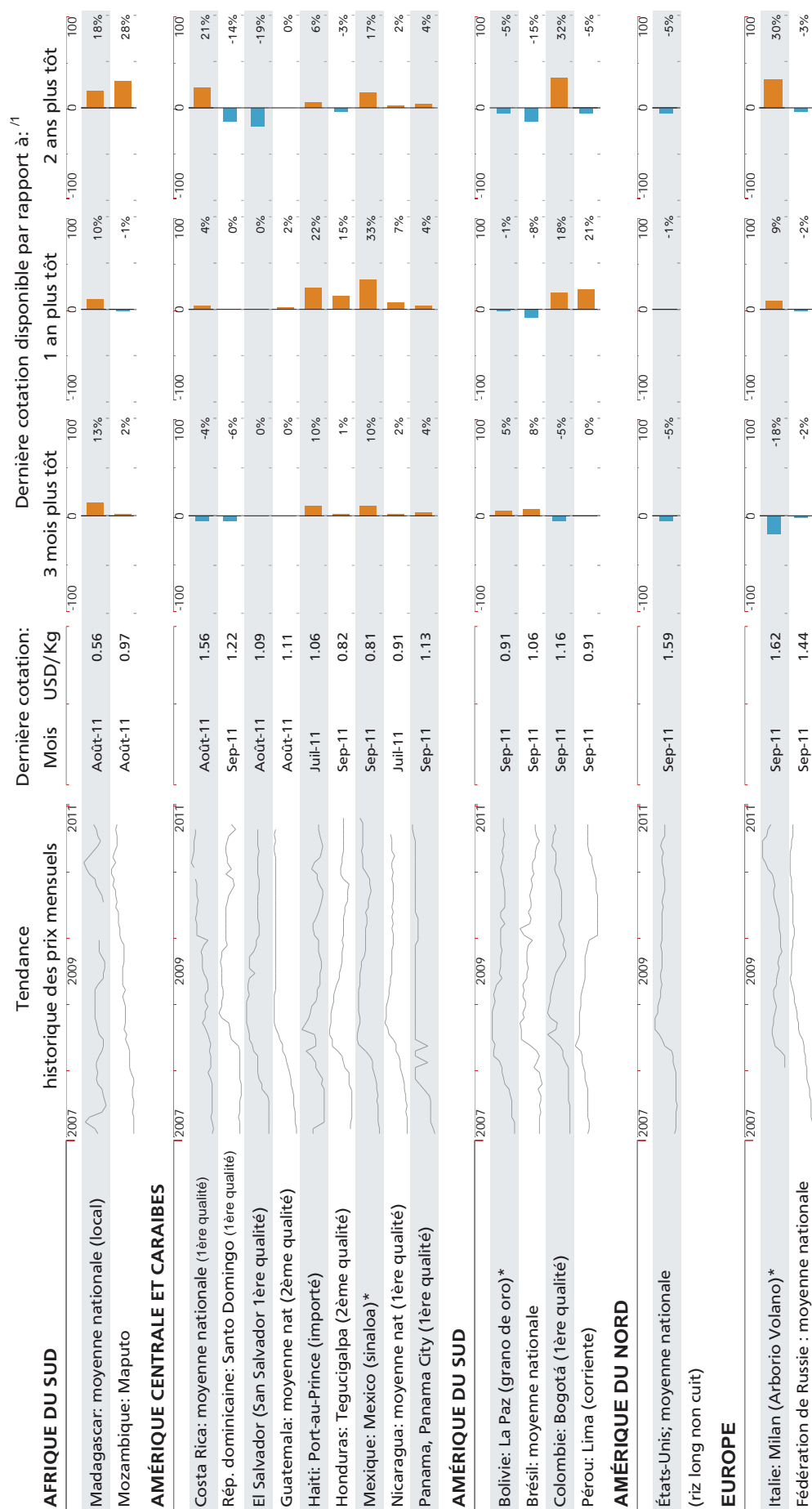


Tableau 9. Principales évolutions des politiques rizicoles : de mai 2011 à octobre 2011

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
ASEAN +3	Riz	Oct-11	Réserve stratégique	Signature d'un protocole d'entente au sein de l'ASEAN + 3 concernant des Réserves de riz d'urgence (APTERR), afin de constituer une réserve de 787 000 tonnes visant à assurer la stabilité des prix du riz et la sécurité alimentaire régionale dans les situations d'urgence.
	Riz	Jan-11	Subventions alimentaires	Reprise des ventes sur le marché libre, prix subventionné de 24 Taka le kg à hauteur de 5 kg de riz par personne.
	Céréales	Fév-11	Subventions alimentaires	Lancement d'un nouveau programme de « Carte prix équitable » pour fournir aux foyers ayant accès à ce programme 20 kg de céréales vivrières. Dans le cadre du programme, le riz doit être vendu à 24 Taka/kg (313 EU\$/tonne) et le blé à 20 Taka/kg (261 \$EU/tonne).
	Céréales	Fév-11	Subventions alimentaires	Distributions ciblées de céréales vivrières aux fonctionnaires de quatrième classe.
Bangladesh	Riz	Avr-11	Soutien à la production	Le gouvernement fournira des engrais gratuits à 537 000 agriculteurs, en vue d'augmenter la production de 200 000 tonnes.
	Riz	Avr-11	Contrat d'importation	Signature d'un protocole d'accord avec le Viet Nam, donnant au Bangladesh la priorité pour la fourniture de 1 million de tonnes de riz par an.
	Riz	Juin-11	Marchés publics, Prix de soutien	Les objectifs d'achat de riz Boro sont fixés à 600 000 tonnes pour la période juin-septembre 2011 et les prix d'achat officiels sont relevés de 4 pour cent à 29 Taka/kg (378 \$EU/tonne).
	Riz	Juin-11	Interdiction d'exporter	Renouvellement de l'interdiction d'exporter du riz jusqu'au 30 juin 2012.
Bolivie	Riz	Août-11	Marchés publics	Les objectifs d'achat de riz Boro sont relevés de 200 000 tonnes à 800 000 tonnes.
	Général	Juin-11	Cadre de politique agricole	Approbation de la Loi de révolution productive, communautaire et agricole, comme cadre politique général visant à faciliter la réalisation de la souveraineté alimentaire nationale.
Brésil	Riz	Jan-11	Prix de soutien	Allocation de 303 millions de Real (171 millions \$EU) pour financer les mesures de soutien aux États du sud par le biais des programmes Prêmio Equalizador Pago ao Produtor (PEPRO) et Prêmio e Valor de Escamento de Produto (PEP), avec un prix minimum garanti de 25,8 Real le sac de 50 kg de paddy (291 \$EU/tonne).
	Rice	Feb-11	Support prices	Government paddy procurement prices raised by 10–22 percent to Yuan 102-128 per 50 kg bag (USD 319 – 401/tonne).
Chine	Riz	Fév-11	Prix de soutien	Le prix auquel le gouvernement achète le riz a été relevé de 10–22 pour cent pour atteindre 102-128 Yuan le sac de 50 kg (319 – 401 \$EU/tonne).
	Céréales	Fév-11	Soutien à la production	Allocation de 12,9 milliards de Yuan (2,0 milliards \$EU) pour le financement des mesures d'atténuation des effets de la sécheresse.
	Général	Mar-11	Général, Soutien à la production	En 2011 les allocations budgétaires destinées au secteur agricole ont augmenté de 130,48 milliards de Yuan (20 milliards de \$EU) et ont atteint 988 milliards de Yuan (155 milliards de \$EU), dont 15 pour cent doivent servir à financer des versements directs aux producteurs de céréales, des subventions pour l'achat de fournitures agricoles, de variétés de semences améliorées, d'outils et de machines agricoles.
	Riz	Mar-11	Objectifs de production	Objectif d'augmenter la proportion de plantation de riz mécanisée à 45 pour cent et de récolte mécanisée à 80 pour cent. Les systèmes de production avec une seule récolte par an dans les provinces du Nord-Est et dans la vallée du Yangtsé devraient être entièrement mécanisés en 2015.
	Céréales	Mar-11	Objectif de production	Annonce d'un objectif de préservation des terres arables de plus de 1,818 milliards de mu (121 millions d'hectares), afin de garantir que la production annuelle de céréales atteindra au moins 540 millions de tonnes en 2015.
Chine (Prov. De Taïwan)	Riz	Fév-11	Débloccage de stocks	Débloccage de 65 000 tonnes de riz des réserves publiques destinées au secteur de l'alimentation animale, à partir du mois de mars, à un prix de 8,74 TWN le kg (290 \$EU/tonne).
	Riz	Mar-11	Consommation intérieure	Lancement d'une campagne pour promouvoir une plus grande consommation de produits à base de riz, dans le but de faire progresser la consommation de riz par habitant à 48,5 kg en 2011, à 50 kg en 2013 et à 51 kg en 2014.
	Riz	Avr-11	Prix de soutien	Dans le cadre d'un programme d'achat concernant trois États, les prix ont été revus à la hausse de 3 TWN par kg à 20,6-26 TWN le kg (684 – 863 \$EU/tonne).
	Riz	Mai-11	Débloccage de stocks	Débloccage de 10 000 tonnes de riz des réserves publiques pour juguler l'inflation inattendue des prix.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Colombie	Riz	Jan-11	Contingent d'importation	Contingent d'importation de 40 000 tonnes à destination des pays membres de la Communauté andine entre février et avril 2011.
	Riz	Fév-11	Soutien à la production	Allocation de fonds à l'appui du secteur rizicole, afin de construire des installations de séchage et de stockage, lignes de crédit pour des travaux destinés à améliorer les infrastructures d'irrigation et intensification des contrôles aux frontières.
	Générale	Avr-11	Soutien à la production	500 milliards de pesos (260 millions de dollars E.U.) alloués en 2011 pour faciliter les crédits, améliorer les infrastructures d'irrigation et de drainage et fournir un appui technique à la production alimentaire, dans le cadre du nouveau Rural Development Equity Programme.
	Riz	Jul-11	Prix de soutien	Allocation de 10 milliards de pesos (5,2 millions de dollars E.U.) au programme de promotion du stockage, entre le 27 juillet et le 30 décembre. Les prix minimums de référence à la production, entre 800 000 et 920 000 pesos par tonne (416 – 478 \$EU/tonne) selon les régions de production, seront appliqués sur une quantité maximum de 170 000 tonnes de paddy sec.
	Riz	Jan-11	Cadre de politique agricole	Le système de fixation des prix sera progressivement éliminé. En parallèle, l'aide publique au secteur se concentrera sur le renforcement de la productivité et l'accroissement des revenus des petits et moyens producteurs de riz, tout en veillant à maintenir les prix à des niveaux abordables pour les consommateurs.
Costa Rica	Riz	Jan-11	Prix de soutien	La réduction de 17 pour cent des prix à la production, à 20 050 Colones par sac de 73,6/kg (531 \$EU/tonne) approuvée en novembre 2010 a été révoquée par décision de justice. Un nouveau prix à la production a été défini, soit 22 604 Colones par sac de 73,6/kg (599 \$EU/tonne).
	Riz	Mar-11	Prix à la consommation	Le prix plafond du riz de catégorie 80/20 a été revu à la baisse de 6 pour cent à 691 Colones le kg (1 347 \$EU/tonne), à partir de mai 2011.
	Riz	Aug-11	Prix à la consommation	Suite à un accord avec les représentants du secteur, le riz de brisure à 25 pour cent ne pourra être vendu à plus de 340 FCFA/kg (704 \$EU/tonne) pour une période de trois mois.
Cuba	Riz	Fév-11	Prix à la consommation	Le riz importé pourra être vendu sur les marchés alimentaires parallèles à 5,0 pesos la livre (216 \$EU/tonne).
	Riz	Juin-11	Prix de soutien	Hausse des prix à la production de 200 Pesos, à 2 100 pesos par fanègue (455 \$EU/tonne), approuvée par la Commission nationale du riz, pour compenser la hausse des coûts de production.
République dominicaine	Riz	Mai-11	Prix à la consommation	Les prix du riz à la consommation ne pourront pas dépasser 22 pesos la livre (1 270 \$EU/tonne).
	Riz	Mai-11	Prix de soutien	Hausse de 11 pour cent des prix minimums à la production, à 31 \$EU le sac de 90,72 kg.
	Riz	Mai-11	Interdiction d'exporter	Interdiction d'exporter du riz maintenue.
Égypte	Riz	Mai-11	Restrictions à la culture	Les plantations ne devront pas dépasser une limite de 1,1 millions de feddans (462 000 hectares) en 2011, afin de préserver les ressources en eau.
	Riz	Sep-11	Marchés publics, Prix de soutien	Annnonce d'un programme visant à constituer des réserves de riz par le biais d'achats sur les marchés locaux. Les volumes achetés devraient représenter la moitié des besoins annuels du pays en termes de distribution alimentaire, avec des prix fixés entre 1 920 et 2 000 livres la tonne (320 – 334 \$EU/tonne)
	Riz	Jan-11	Subventions alimentaires	Distributions de riz importé sur les marchés locaux afin d'alléger la pression sur les prix.
Guinée	Riz	Jan-11	Interdiction d'exporter	Interdiction d'exporter du riz, avec effet immédiat.
	Riz	Fév-11	Prix à la consommation	Prix du riz au détail fixés à 160 000 francs de Guinée le sac de 50 kg (448 \$EU/tonne).
	Riz	Juin-11	Subventions alimentaires	Deuxième distribution de riz importé sur les marchés locaux à des prix subventionnés.
Guinée-Bissau	Riz	Sep-11	Importations, Subventions alimentaires	Importation de 30 000 tonnes de riz, qui seront vendues entre 14 500 et 14 800 FCFA le sac de 50 kg (600 – 618 \$EU/tonne).

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Inde	Riz	Jan-11	Débloccage des stocks	Débloccage de 1,0 million de tonnes de riz à vendre par le biais d'opérations d'open market à 15,86 roupies le kg (314 \$EU/tonne).
	Riz	Fév-11	Soutien à la production	Renouvellement pour une deuxième campagne du programme «Extending the Green Revolution to Eastern India», auquel sont alloués 4 milliards de roupies (79 millions de dollars E.U.), dans le but de stimuler la production de riz dans sept États de l'est du pays.
	Riz	Fév-11	Interdiction d'exporter	Approbation d'une dérogation à l'interdiction d'exporter du riz : 150 000 tonnes de riz des variétés Sona Masoori, Ponni Samba et Matta pourront être exportées vers n'importe quelle destination, à un prix minimum à l'exportation de 850 \$EU la tonne.
	Riz	Juin-11	Prix de soutien	Hausse de 8 pour cent du prix minimum de soutien à 10 800 roupies la tonne de paddy ordinaire (214 \$EU/tonne) et 11 100 roupies la tonne de paddy de catégorie-A (220 \$EU/tonne).
	Céréales	Juin-11	Subventions alimentaires	Approbation de 5,0 millions de tonnes de riz et de blé subventionnés supplémentaires, destinés à la distribution en vertu du régime d'assistance publique jusqu'en mars 2012.
	Riz	Juili-11	Interdiction d'exporter	Approbation d'une dérogation à l'interdiction d'exporter du riz : les négociants privés pourront exporter 1 million de tonnes de riz vers n'importe quelle destination, à un prix minimum à l'exportation de 400 \$EU la tonne. Un contingent supplémentaire de 500 000 tonnes de riz réservé pour des expéditions par voies officielles.
	Riz	Juili-11	Interdiction d'exporter	Les exportations autorisées dans le cadre du contingent d'exportation de 1 million de tonne décidé en juillet, ont été reportées, dans l'attente d'une audience de la Haute Cour.
	Riz	Août-11	Prix minimum à l'exportation	Les prix minimums à l'exportation des riz des variétés Sona Masoori, Ponni Samba et Matta, décidés en février 2011, ont été revus à la baisse de 250 \$EU la tonne à 600 \$EU la tonne.
	Riz	Sep-11	Interdiction d'exporter	Levée de l'interdiction d'exporter du riz non-basmati. Le secteur privé est autorisé à expédier 2 millions de tonnes de riz autre que basmati en provenance des réserves par le biais d'une licence générale ouverte. Le gouvernement surveillera le flux des expéditions et révisera la décision concernant les exportations une fois atteint le total de 2 millions de tonnes.
	Riz	Sep-11	Interdiction d'exporter	L'arrêt du tribunal concernant l'attribution du contingent d'exportation de 1 million tonnes de riz décidé en juillet a été révoqué. Compte tenu de la suppression en septembre de l'interdiction d'exporter du riz non-basmati, les expéditions ne devraient plus avoir lieu.
	Indonésie	Riz	Jan-11	Soutien à la production
Riz		Fév-11	Objectif de production	Augmentation prévue de la production nationale afin de permettre un excédent annuel de 10 millions de tonnes de riz d'ici 2015.
Riz		Fév-11	Marchés publics	Objectif d'achat fixé à 3,5 millions de tonnes de riz.
Riz		Fév-11	Stocks publics	Les stocks détenus par Bulog seront progressivement relevés de 1,5 millions de tonnes à 2,0 millions de tonnes.
Riz		Avr-11	Tarif d'importation	Remise en place des droits de douane sur le riz de 450 Rupiah/kg (50 \$EU/tonne), après une suspension de trois mois.
Riz		Juin-11	Soutien à la production	Indemnité de 3,7 millions de roupies (407 \$EU) par hectare de plantations perdues pour les agriculteurs ayant subi des pertes en raison des conditions climatiques défavorables ou des attaques de ravageurs.
Riz		Mai-11	Restrictions des importations	Restrictions des importations de riz au moment de la récolte, afin de protéger l'industrie locale.
Iraq	Riz	Juin-11	Soutien à la production	Allocations supplémentaires d'énergie de mi juin à octobre, afin de permettre aux producteurs dans les zones centrales du pays d'irriguer les rizières.
	Riz	Avr-11	Restrictions à la culture	La culture de riz sera interdite dans les régions où des traces de césium radioactif, supérieures à 5 000 Becquerel/kg, ont été retrouvées dans les échantillons de terre, seuil défini après le démantèlement des installations nucléaires dans la préfecture de Fukushima.
Japon	Riz	Juili-11	Contrats à terme	Rétablissement des contrats à terme sur le riz, sur une période d'essai de deux ans, au Tokyo Grains Exchange et au Kansai Commodities Exchange.
	Générale	Aug-11	Cadre de politique agricole	Annnonce d'une stratégie pour revitaliser le secteur agricole. La taille moyenne des exploitations devrait être relevée de 2 ha actuellement à 20-30 ha dans les plaines et à 10-20 ha dans les collines et les zones de montagne. Les couches plus jeunes de la population seront encouragées à se lancer dans le secteur agricole par le biais de mesures incitatives.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Kenya	Riz	Juin-11	Soutien à la production	Allocation de 1,2 milliards de Shilling (12 millions \$EU) pour soutenir l'expansion du système d'irrigation Mwea, dans le cadre d'un projet recevant l'appui du Japon et de la Banque mondiale
	Riz	Juin-11	Tarif d'importation	Approbation pour une année supplémentaire de la réduction des droits à l'importation de riz de 75 pour cent, applicable en vertu du Tarif extérieur commun de la communauté de l'Afrique de l'Est. Droits réduits sur le riz de toutes origines fixé à 35 pour cent.
République de Corée	Riz	Mar-11	Débloccage de stocks	Débloccage de 150 000 tonnes de riz des réserves publiques à partir du mois de mars, pour juguler l'inflation des prix sur le marché intérieur
	Riz	Oct-11	Objectif de production	Poursuite du projet de réduction du riz en 2012, entraînant une baisse des semis de riz de 40 000 ha.
Madagascar	Riz	Jan-11	Tarif d'importation	Suspension des droits et taxes sur les importations de riz.
	Riz	Jan-11	Subventions alimentaires	Distribution du riz importé sur des marchés locaux à des prix subventionnés.
	Riz	Jan-11	Prix à la consommation	Prix de vente fixé à 1 180 Ariary le kg (555 \$EU/tonne).
	Riz	Mar-11	Interdiction d'exporter	Interdiction d'exporter le riz.
Malaisie	Riz	Mai-11	Droits à l'importation	Renouvellement jusqu'au 10 janvier 2012 du droit exclusif d'importer du riz pour la société Padiberas Nasional Berhad's (BERNAS).
	Général	Oct-11	Cadre de politique agricole	Lancement d'une Politique nationale agro-alimentaire 2011-2020, stratégie à quatre volets visant à augmenter le degré d'autosuffisance alimentaire du pays, à accroître la valeur ajoutée des produits, à renforcer les chaînes d'approvisionnement et à développer les capacités techniques.
	Général	Oct-11	Soutien à la production	Allocation d'un fonds de 1,1 milliards de Ringgit (350 millions \$EU) pour financer des projets de développement agricole en 2012.
	Riz	Oct-11	Contrat d'importation	Protocole d'accord signé avec le Viêt Nam, garantissant la fourniture de 800 000 tonnes de riz sur une période de 12 mois.
Mali	Riz	Juil-11	Contingent d'importation	Contingent d'importation de 60 000 tonnes de riz en franchise de droit, pour freiner la hausse des prix pendant le Ramadan.
Mozambique	Riz	Sept-11	Objectif de production, Soutien à la production	9 000 ha seront consacrés à la culture du riz pour les 5 prochaines années dans le cadre du projet Bella Vista Rice, avec l'objectif d'accroître la production annuelle de 40 000 tonnes. Des installations de transformation du riz seront également disponibles et les infrastructures d'irrigation réhabilitées.
	Riz	Fév-11	Interdiction d'exporter	Exportations de riz temporairement interdites.
Myanmar	Riz	Mai-11	Interdiction d'exporter	Levée de l'interdiction qui pesait sur les exportations de riz.
	Riz	Juil-11	Taxes sur les exportations	Réduction des taxes sur les exportations de riz de 8 pour cent à 5 pour cent.
	Riz	Août-11	Taxes sur les exportations	Les exportations de riz et de six autres produits seront exemptées de 5 pour cent de taxe à l'exportation pour une période de six mois. La taxe sur le revenu de 2 pour cent reste appliquée.
Nigeria	Riz	Jan-11	Évaluation en douane	Réduction du prix de référence utilisé pour l'évaluation en douane de 640 \$EU à 560 \$EU la tonne.
	Riz	Jan-11	Restrictions aux importations	Interdiction d'importer du riz à travers les frontières terrestres
	Riz	Août-11	Objectif de production	Objectif de 650 000 hectares consacrés à la culture du riz, dans le cadre du Agricultural Transformation Action Plan, qui vise à augmenter la production des principales denrées alimentaires de 20 millions de tonnes en quatre ans. Efforts déployés pour réduire la dépendance à l'égard des importations en 4 ans, en augmentant les investissements dans la production de riz étuvé.
	Riz	Jan-11	Contrat d'importation	Renouvellement de l'accord de trois ans avec le Viet Nam, donnant aux Philippines un statut prioritaire leur permettant d'acquérir 1,5 millions de tonnes de riz par an dans un rapport de gouvernement à gouvernement.
Philippines	Riz	Mar-11	Contingent d'importation	Le contingent d'importation de 660 000 tonnes en franchise de droit accordé au secteur privé est soumis à des frais de service minimum de 100 Pesos le sac de 50 kg (46 \$EU/tonne).
	Général	Avr-11	Soutien à la production	Mise en place d'une Food Staples Self-sufficiency Roadmap 2011-2016, qui vise à assurer l'autosuffisance alimentaire en augmentant la production de paddy à 22,5 millions de tonnes d'ici 2016, à maintenir la consommation de riz à 120 kg par an et à assurer une croissance moyenne de 3,5 pour cent de la production des denrées alimentaires autres que le riz.
	Riz	Mai-11	Subventions alimentaires	Allocation de 4,23 milliards de Pesos (97 millions \$EU) pour financer un programme de subventions visant à aider la population à faire face à l'envolée des prix de l'alimentation et des carburants, par le biais d'un programme de travail temporaire ou des rations de riz.
	Riz	Juin-11	Soutien à la production	Mise en œuvre d'un programme de mécanisation de la culture du riz, avec un budget de 16 milliards de Pesos (369 millions \$EU), afin de fournir des machines agricoles et d'augmenter les capacités de séchage et d'usinage d'ici 2016.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Rwanda	Riz	Juin-11	Transformation et commerce	Mise en place d'une certification du riz et publication de normes et réglementations en matière de qualité, d'entreposage et de conditionnement.
Sénégal	Riz	Fév-11	Prix à la consommation	Mise en place de prix plafonds de 280 FCFA le kg (580 \$EU/tonne) pour les brisures de riz importées et de 310 FCFA le kg (642 \$EU/tonne) pour le riz parfumé importé.
	Riz	Fév-11	Interdiction d'exporter	Interdiction d'exporter du riz.
Sierra Leone	Riz	Mai-11	Tarif d'importation	Suspension du droit d'importation de 10 pour cent sur le riz.
	Riz	Août-11	Prix à la consommation	Prix du riz importé fixé à 136 000 LE le sac de 50 kg (598 \$EU/tonne) comprenant 25 pour cent de brisures de riz et 128 000 LE le sac de 50 kg (563 \$EU/tonne) comprenant 100 pour cent de brisures de riz.
Sri Lanka	Général	Fév-11	Soutien à la production	Allocation d'un budget de 33 milliards de Rupees (299 millions \$EU) pour des travaux de réhabilitation, notamment la restauration des réseaux et canaux d'irrigation endommagés par les inondations récurrentes en 2011. Des engrais subventionnés doivent également être fournis, ainsi que des semences gratuites.
	Riz	Juil-11	Marchés publics, Prix de soutien	Le Paddy Marketing Board (PMB) achètera 75 000 tonnes de Yala paddy, à 30 Rupees le kg (272 \$EU/tonne) le Samba paddy et à 28 Rupees le kg (254 \$EU/tonne) le Nadu paddy.
République arabe syrienne	Riz	Fév-11	Tarif d'importation	Réduction des droits d'importation de 3 pour cent à 1 pour cent.
	Riz	Mar-11	Prix de soutien	Les prix offerts aux producteurs dans le cadre du régime de prix garantis ont été relevés de 10 pour cent à 11 000 Bahts la tonne (355 USD) pour le riz blanc, de 5 pour cent pour le riz Pathum Thani à 11 500 Baht la tonne (371 \$EU), et de 5 pour cent pour le riz gluant à 10 000 Baht la tonne (323 \$EU). La jauge maximale autorisée par foyer en vertu du programme a été relevée de 5 tonnes à 30 tonnes.
	Riz	Mar-11	Marchés publics, Prix de soutien	Lancement d'un nouveau programme d'achats directs, afin d'acquies 2,0 millions de tonnes de paddy de la récolte secondaire. Les agriculteurs devraient recevoir les mêmes prix que ceux offerts dans le cadre du régime de prix garantis.
Thaïlande	Riz	Avr-11	Restrictions à la culture	La culture du riz sera limitée à deux récoltes par an.
	Riz	Sep-11	Soutien à la production	Les agriculteurs touchés par les inondations recevront une compensation de 3 659 Baht par Rai (738 \$EU/ha) de paddy perdu, ou 1 437 Baht (46 \$EU) par tonne de paddy récolté prématurément, après avoir été compensés pour les semences endommagées.
	Riz	Oct-11	Marchés publics, Prix de soutien	Rétablissement du Price pledging scheme, avec un budget de 435 milliards de Baht (14 milliards \$EU). L'État garantit aux producteurs des achats, sans limite de volume pour la récolte principale de paddy 2011/12, qui s'étend d'octobre 2011 à février 2012, à des prix de 13 800–15 000 Baht (446–484 \$EU) la tonne de riz blanc, 15 000 Baht (484 \$EU) la tonne de riz gluant à grain court, 16 000 Baht (517 \$EU) la tonne de riz gluant à grain long ou de riz Pathum Thani, 18 000 Baht (581 \$EU) la tonne de riz parfumé et 20 000 Baht (646 \$EU) la tonne de riz Hom Mali. Le programme devrait également être étendu aux cultures de paddy de la récolte secondaire 2011/12, qui débutera en mars 2012.
	Riz	Oct-11	Stocks privés	Les commerçants et les usiniers qui possèdent au moins 15 tonnes de riz doivent informer le gouvernement de l'état de leurs stocks, afin d'éviter les ventes illégales.
Émirats arabes unis	Riz	Oct-11	Déblocage de stocks	Déblocage de 100 000 tonnes de riz des réserves publiques aux prix du marché afin d'atténuer la pénurie provoquée par les inondations.
	Riz,			

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Venezuela	Général	Jan-11	Soutien à la production	Lancement de la "Misión Agro Venezuela", dans le but d'augmenter la production agricole et de renforcer le degré d'autosuffisance alimentaire du pays. Dans le cadre du programme les producteurs de denrées alimentaires auront accès à des intrants agricoles, des machines et des crédits.
	Général	Fév-11	Soutien à la production	Mesures pour alléger les dettes des producteurs agricoles frappés par les conditions climatiques défavorables durant le dernier trimestre de 2010.
	Riz	Août-11	Prix de soutien	Le prix de soutien à la production a été relevé de 30 pour cent à 2,02 Bolívares le kg de riz de Type A (470 \$EU/tonne) et à 2,0 Bolívares le kg de riz de Type B (465 \$EU/tonne).
	Riz	Sep-11	Prix à la consommation	Les prix maximums à la consommation ont été relevés à 5,62 Bolívares le kg (1 307 \$EU/tonne) pour le riz de Type I, à 5,23 Bolívares (1 216 \$EU/tonne) pour le riz de Type II et à 4,96 Bolívares (1 153 \$EU/tonne) pour le riz de Type III.
	Riz	Jan-11	Contingent d'importation	Contingent d'importation en franchise de droit de 250 000 tonnes de riz en provenance du Cambodge autorisé jusqu'en décembre 2011.
	Riz	Fév-11	Marchés publics, Prix de soutien	Les entreprises membres de la Vietnam Food Association achèteront 1 million de tonnes de paddy de la campagne hiver-printemps, qui débute en mars, à 5 000 VND le kg (250 \$EU/tonne).
	Riz	Fév-11	Prix minimaux à l'exportation	Les prix minimaux à l'exportation du riz de brisure 5pour cent sont fixés à 520 \$EU la tonne et à 490 \$EU la tonne pour le riz de brisure 25pour cent.
	Riz	Mar-11	Prix minimaux à l'exportation	Les prix minimaux à l'exportation du riz de brisure 5pour cent sont fixés à 500 \$EU la tonne et à 480 \$EU la tonne pour le riz de brisure 25pour cent.
	Riz	Mar-11	Prix minimaux à l'exportation	Les prix minimaux à l'exportation du riz de brisure 5pour cent sont fixés à 480 \$EU la tonne et à 460 \$EU la tonne pour le riz de brisure 25pour cent.
	Riz	Mar-11	Prix minimaux à l'exportation	Les prix minimaux à l'exportation du riz de brisure 5pour cent sont fixés à 490 \$EU la tonne et à 470 \$EU la tonne pour le riz de brisure 25pour cent.
Viet Nam	Riz	Avr-11	Objectif de production	Objectif de production de 41 millions de tonnes de paddy pour 2011. Les agriculteurs des provinces du sud seront encouragés à réduire les cultures de la campagne été-automne et à accroître de 100 000 hectares les semis des cultures de la campagne automne-hiver.
	Riz	Juin-11	Marchés publics, Prix de soutien	Les entreprises membres de la Vietnam Food Association achèteront 1 million de tonnes de paddy de la campagne été-automne, qui débute en juillet 2011, à 5 000 VND le kg (250 \$EU/tonne).
	Riz	Juil-11	Marchés publics	Suspension pour une période indéfinie de l'achat de 1 million de tonnes de paddy de la campagne été-automne sur les marchés locaux.
	Riz	Juil-11	Prix minimaux à l'exportation	Mise en place de directives relatives au calcul des prix minimaux à l'exportation. En vigueur à partir d'août 2011, les prix planchers seront basés sur les coûts de chaque catégorie standard pour les exportateurs, plus les bénéfices et taxes prévus, ou par rapport au prix de référence mondial plus le coût prévu de la livraison jusqu'à destination.

MANIOC

PRIX

Après avoir atteint de nouveaux sommets en 2011, les cours internationaux des produits à base de manioc ont baissé

Les prix mensuels des produits à base de manioc sur les marchés internationaux ont continué leur envolée au premier trimestre de 2011. Les cours des **cossettes de manioc de Thaïlande** (à destination de la Chine) ont atteint un nouveau record au début du deuxième trimestre de 2011, tandis que les prix de la **farine et de l'amidon de manioc de Thaïlande (f.o.b. Bangkok)** sont restés proches de niveaux record jusqu'en mai en raison de la diminution des disponibilités à l'exportation en Thaïlande. Depuis, les prix du manioc ont chuté, car les prix élevés ont eu des répercussions sur leur compétitivité par rapport à leurs équivalents à base de maïs, le remplacement s'est d'ailleurs intensifié ces derniers mois.

En avril 2011, les cossettes de manioc de Thaïlande se négociaient sur le marché international à un prix 50 pour cent plus élevé que celui d'avril 2010 ; de même les prix de

Tableau 10. Aperçu général du marché mondial du manioc

	2009	2010 estim.	2011 prév.	Variation: 2011 par rapport à 2010
	millions de tonnes (équiv. racines fraîches)			%
BILAN MONDIAL				
Production	241.9	237.9	250.2	5.2
Commerce	25.6	23.2	22.8	-1.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	17.1	16.9	17.7	5.2
En développement (kg/an)	21.5	21.2	22.2	5.2
PMA (kg/an)	68.1	70.4	73.6	4.5
Afrique subsaharienne (kg/an)	105.5	108.4	113.1	4.3
Commerce - Part de la production (%)	10.6	9.8	9.1	-6.6
	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
Prix du manioc¹ (USD/tonne)				
Cossettes à destination de la Chine (f.o.b Bangkok)	137	208	265	32.7
Fécule (Fob Bangkok)	281	507	500	0.8
Racines (Thaïlande, prix intérieurs)	41	79	80	5.3

¹ Source des données: Thai Tapioca Trade Association.

la farine et de l'amidon de manioc thaïlandais étaient 20 pour cent plus élevés au cours de cette période. Les cotations avaient déjà doublé de valeur lors des six mois précédents. Des récoltes successives de manioc exceptionnellement faibles en Thaïlande ont entraîné une pénurie de matière première de qualité pour satisfaire l'expansion rapide des secteurs industriels en Asie du Sud-Est, qui s'est traduite par une envolée des prix. Dans une tentative d'arrêter la flambée des prix et de maintenir la compétitivité des exportations, les autorités thaïlandaises sont d'abord intervenues en mettant sur le marché des produits à base de manioc en provenance des stocks officiels, mais cela n'a eu que peu d'effets étant donné l'ampleur des pénuries. Toutefois, alors que les utilisateurs industriels ont commencé à chercher des sources alternatives de matières premières, en août 2011, les

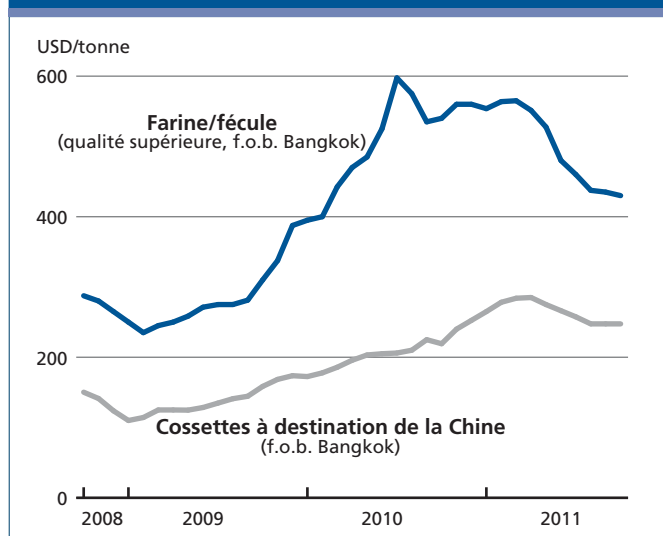
Tableau 11. Production mondiale du manioc

	2008	2009	2010*	2011**
	(000 tonnes)			
MONDE	239 843	241 890	237 917	250 062
Afrique	125 039	123 180	126 627	132 119
Nigéria	44 582	36 804	37 504	38 982
Congo, Rép Dém. du	15 013	15 034	15 049	15 215
Ghana	11 351	12 231	13 504	14 910
Angola	10 057	12 828	13 100	13 378
Mozambique	8 500	9 100	9 331	10 133
Tanzanie, Rép. Unie de	5 392	5 916	6 508	6 963
Ouganda	5 072	5 179	5 000	5 000
Malawi	3 491	3 823	4 187	4 300
Bénin	3 611	3 996	3 996	4 100
Cameroun	2 883	2 950	3 024	3 100
Rwanda	979	2 020	2 377	2 798
Madagascar	2 577	2 702	2 833	2 702
Côte d'Ivoire	2 531	2 262	2 450	2 653
<i>Autres Afrique</i>	<i>8 999</i>	<i>8 335</i>	<i>7 764</i>	<i>7 884</i>
Amérique Latine	34 201	32 773	33 029	35 170
Brésil	26 703	24 404	24 354	26 132
Paraguay	2 219	2 610	2 624	2 638
Colombie	1 804	2 202	2 364	2 537
<i>Autres, Amérique Latine</i>	<i>3 475</i>	<i>3 557</i>	<i>3 688</i>	<i>3 863</i>
Asie	80 404	85 785	78 086	82 587
Thaïlande	25 156	30 088	22 006	21 912
Indonésie	21 593	22 039	23 908	25 936
Viet Nam	9 396	8 557	8 522	8 863
Inde	9 056	9 623	8 060	8 743
Chine (continental)	8 300	8 700	8 000	8 500
Cambodge	3 676	3 497	4 247	5 158
Philippines	1 942	2 044	2 101	2 185
<i>Autres Asie</i>	<i>1 285</i>	<i>1 237</i>	<i>1 242</i>	<i>1 289</i>
Océanie	284	278	271	277

* Estimation

** Prévision

Figure 28. Cours mondiaux du manioc (octobre 2008 – octobre 2011)



prix ont nettement baissé des niveaux record qu'ils avaient enregistrés en 2011 : moins 22 pour cent dans le cas des cossettes et moins 13 pour cent dans le cas de la farine et de l'amidon.

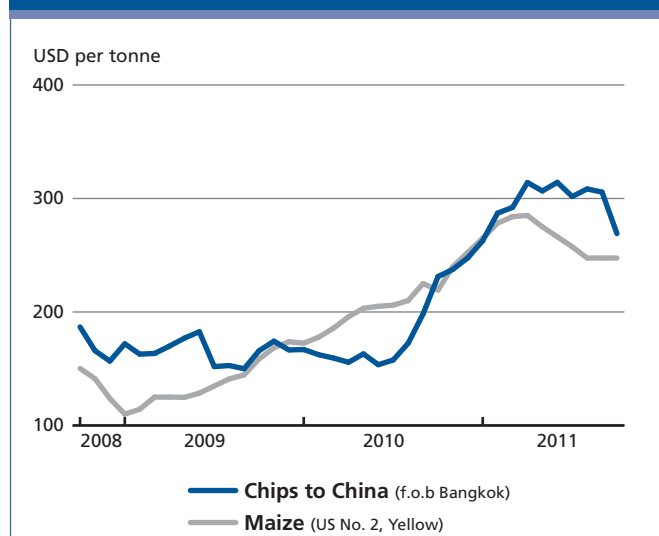
La baisse récente des prix du maïs, un substitut concurrentiel pour la fabrication d'amidon et d'alcool, notamment d'éthanol, a aussi considérablement réduit la demande de manioc de Thaïlande, et entraîné de nouvelles chutes des cours ces derniers mois. De plus, la persistance de la demande de produits pour animaux en granulés sur les marchés d'importation traditionnels, a fortement exposé les prix internationaux des produits à base de manioc à l'évolution rapide des tendances dans les secteurs industriels. Le manioc mélangé à des farines riches en protéines, comme la farine de soja, constitue un substitut efficace des céréales secondaires et du blé pour l'alimentation animale, mais durant la majeure partie de 2011, une offre suffisante de céréales dans l'UE a une fois de plus limité la demande de composants d'aliments pour animaux à base de manioc.

PRODUCTION

La production mondiale de manioc devrait s'accroître considérablement en 2011

La production mondiale de manioc en 2011 devrait augmenter de 5 pour cent par rapport à l'année dernière et dépasser 250 millions de tonnes pour la première fois. L'expansion s'explique par une augmentation des applications industrielles du manioc en Asie du Sud-Est, notamment la fabrication d'éthanol, mais aussi par la demande des consommateurs pour des produits alimentaires

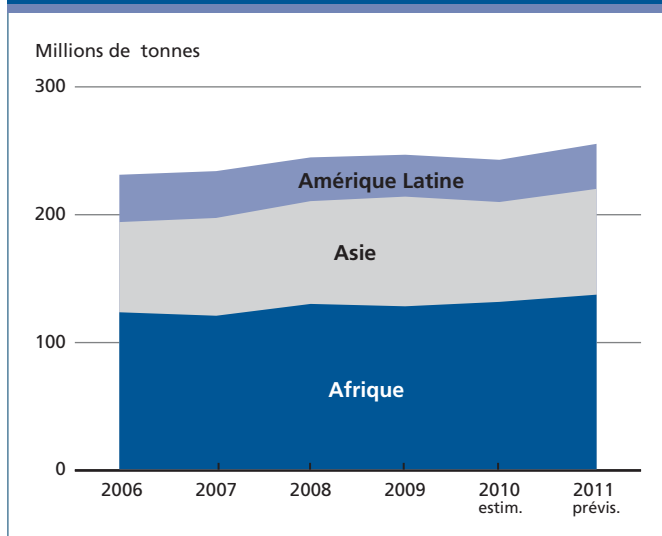
Figure 29. Cours du maïs et des cossettes de manioc (octobre 2008 – octobre 2011)



à base de manioc, confirmant le rôle de plus en plus important joué par cette culture pour la sécurité alimentaire, notamment en Afrique. Ces tendances divergentes soulignent une fracture géographique croissante entre les différents rôles du manioc dans les économies agricoles de ces deux régions.

Alors que les perspectives de retour au calme sur les marchés mondiaux des denrées de base sont faibles, l'importance du manioc comme culture stratégique est de plus en plus prononcée dans de nombreux pays vulnérables en Afrique, notamment du fait que les racines de manioc nécessitent peu d'intrants et peuvent tolérer des conditions météorologiques sèches. En raison de ces caractéristiques, des programmes à long terme ont été élaborés pour encourager la commercialisation du manioc comme culture vivrière, principalement sous forme de produits transformés, ainsi que des initiatives gouvernementales de sécurité alimentaire avec l'appui de donateurs internationaux. Le manioc jouant encore un rôle important dans l'agriculture de subsistance, une évaluation exacte de la production dans la région est particulièrement difficile, cependant une expansion de plus de 4 pour cent, à 132 millions de tonnes est prévue en 2011.

Au sein de la région, presque tous les principaux pays producteurs devraient enregistrer des récoltes de manioc exceptionnelles. Tout d'abord le **Nigeria**, premier producteur mondial, où la production pourrait atteindre 38 millions de tonnes, bien en dessous du record de 46 millions de tonnes récoltées il y a cinq ans mais 4 pour cent de plus que l'année dernière, en raison d'une augmentation des superficies consacrées au manioc. De solides investissements

Figure 30. Production mondiale de manioc

intérieurs dans le secteur et des conditions météorologiques favorables devraient stimuler la production de manioc du **Ghana** vers de nouveaux volumes record, presque 15 millions de tonnes en 2011. Depuis 2006, le secteur a progressé en moyenne de 9 pour cent par an. Pour des raisons de sécurité alimentaire et grâce à des conditions de croissance favorables, la production pourrait également fortement augmenter en **Angola**, au **Mozambique** et en **Tanzanie**. En revanche, la production de manioc en 2011 en Ouganda reste très incertaine, suite à des inondations et à la déclaration de foyers de mosaïque du manioc dans l'est du pays. Alors que l'introduction rapide de nouvelles variétés améliorées renforce nettement la productivité dans toute la région, elles constituent également un facteur de risque majeur en termes de transmission de maladies, étant donné que la méthode de propagation repose sur la distribution de semences provenant de plants potentiellement infectés.

En **Asie**, la production de manioc a augmenté de 6 pour cent et a atteint 83 millions de tonnes en 2011. L'utilisation industrielle du manioc sous forme d'alcool et d'éthanol explique principalement l'essor de la culture de manioc dans toute la région, une progression de près de 60 pour cent ces dix dernières années. De nombreux secteurs, principalement en Asie du Sud-Est ont bénéficié de l'attribution de nouvelles terres pour la culture du manioc et de l'instauration de subventions et d'exigences réglementaires relatives aux mélanges éthanol-essence.

Les perspectives de la région pour 2011 auraient été encore meilleures sans les problèmes auxquels a été confrontée la **Thaïlande**. L'épidémie de *cochenille rose de l'hibiscus* qui a dévasté la récolte de l'année dernière n'a pas été totalement éradiquée, alors qu'une combinaison

de problèmes de sécheresse et d'inondations a aggravé la situation. En conséquence, il est peu probable que la production dépasse le niveau de 2010, qui s'élevait à 8 millions de tonnes de moins que les 30 millions de tonnes récoltées tout juste un an plus tôt. Les autorités thaïlandaises ont lancé un programme de soutien des revenus pour aider les agriculteurs touchés. En raison des difficultés en Thaïlande, l'Indonésie est devenue le principal producteur de la région. Contrairement au reste de la sous-région, en Indonésie le manioc est plus important pour la sécurité alimentaire que pour l'industrie. En effet, le manioc a été identifié dans le programme de diversification alimentaire du gouvernement comme substitut du riz.

En **Chine**, la production de manioc pourrait rebondir à 8,5 millions de tonnes, alors que la récolte de l'an dernier avait été frappée par la sécheresse. Les investissements à grande échelle effectués par la Chine hors de ses frontières, afin d'augmenter la production de manioc destiné à la production d'éthanol, se sont traduits par de vastes expansions de la production au **Cambodge**, en **République démocratique populaire Lao** et au **Viet Nam**. Dans ce dernier, l'expansion a été modérée par des mesures pour limiter les superficies sous manioc à un maximum de 450 000 ha, en réaction aux préoccupations concernant la dégradation des terres et la déforestation. Cependant, compte tenu des prix des racines de manioc très attractifs, les superficies cultivées pourraient encore atteindre 510 000 ha en 2011, pour une production qui pourrait avoisiner les 9 millions de tonnes. L'expansion rapide de la culture de manioc au Cambodge soulève également des préoccupations environnementales similaires.

Les perspectives concernant la production de manioc en *Amérique latine et dans les Caraïbes* indiquent une progression importante en 2011, qui reflète une forte augmentation de la production au **Brésil**, principal producteur de la région. Des conditions de croissance favorables ont accru les rendements, entraînant une augmentation de 8 pour cent de la production pour une superficie semblable à celle de l'année dernière.

UTILISATION

La production mondiale record pourrait entraîner un accroissement de la consommation alimentaire de manioc par habitant et de l'utilisation industrielle

Concernant l'**utilisation alimentaire**, des initiatives visant à recourir au manioc pour satisfaire les besoins alimentaires croissants ont été adoptées dans de nombreux pays, notamment en *Afrique subsaharienne*. La consommation

de manioc (principalement sous forme de racines fraîches et de produits de base transformés) poursuit sa progression dans la région. Grâce à l'augmentation de la production mondiale prévue en 2011, les disponibilités alimentaires par habitant pourraient augmenter de 4 kg et atteindre environ 113 kg par an. Les mesures destinées à promouvoir la farine de manioc produite dans le pays aux dépens des céréales importées, soit pour la consommation directe soit sous forme de mélange, sont toujours en vigueur dans de nombreux pays et jouent un rôle déterminant dans la croissance de la consommation alimentaire de manioc. Par exemple, le Brésil s'est engagé à incorporer 10 pour cent de farine de manioc dans la farine de blé, dont 50 pour cent proviendraient de la production nationale de manioc. Bien que plusieurs grands pays producteurs en Afrique de l'Ouest, notamment le Nigeria, aient également promu cette initiative, beaucoup se sont vus dans l'impossibilité de la faire appliquer en raison des disponibilités limitées de farine de manioc.

La demande de manioc émanant du secteur de la production **d'éthanol**, qui vise à satisfaire aux exigences de mélange, jouera encore un rôle majeur dans l'utilisation croissante du manioc. Une distillerie typique peut produire environ 280 litres (222 kg) d'éthanol pur à 96 pour cent par tonne de racines de manioc ayant une teneur en amidon de 30 pour cent. En Chine, selon les estimations, 700 millions de litres d'éthanol à base de manioc pourraient être produits en 2011, ce qui nécessitera environ 5 millions de tonnes de manioc desséché (également appelé "tapioca"). Le pays a conclu des accords avec plusieurs États voisins pour approvisionner en matière première son industrie de fabrication d'éthanol, mais l'allègement des droits imposés en Chine sur les importations d'éthanol a incité ces pays à exporter directement ce biocarburant plutôt que la matière brute. Au Viet Nam, la raffinerie publique PetroVietnam a annoncé qu'elle exporterait environ 85 pour cent de sa production d'éthanol-carburant à base de manioc jusqu'en 2013, date à laquelle un mandat exigeant que 5 pour cent de toute l'essence vendue dans le pays soit mélangée à de l'éthanol entrera en vigueur.

L'utilisation du manioc dans **l'alimentation animale** sous forme de cossettes desséchées et de granulés est essentiellement concentrée en Amérique latine et dans les Caraïbes, en particulier au Brésil. Ailleurs, la demande de manioc du secteur de l'alimentation pour animaux reste faible, comme en témoigne l'effondrement total du marché international des granulés de manioc. Par exemple, en Europe, le manioc n'a pratiquement pas été utilisé dans la fabrication d'aliments pour animaux ces deux dernières années, alors que jusque-là il jouait un rôle important. En Asie, l'utilisation des racines pour nourrir les animaux

est également en déclin, compte tenu des profits plus élevés réalisés en utilisant les racines de manioc pour des applications industrielles.

COMMERCE

Le commerce mondial de manioc devrait se contracter en 2011 en raison de la baisse de sa compétitivité par rapport à ses équivalents à base de céréales

Cette année, le commerce mondial des produits à base de manioc devrait s'établir à 11,4 millions de tonnes (en équivalent poids cossettes et granulés), en baisse par rapport au volume échangé l'an dernier et plus encore, par rapport au volume record de 12,8 millions de tonnes atteint en 2009. Les hausses de prix à des niveaux record, du fait de problèmes persistants concernant les disponibilités en **Thaïlande**, plus grand exportateur mondial, et l'amélioration de la compétitivité du maïs, ont contribué à une baisse des échanges de produits à base de manioc sur le marché mondial en 2011. Dans l'ensemble, la Thaïlande devrait expédier environ 7,4 millions de tonnes (en équivalent poids cossettes et granulés) de cossettes de manioc, de granulés et d'amidon dans l'année, une diminution des volumes de 21 pour cent par rapport à 2010.

Les échanges internationaux de manioc visent de plus en plus à répondre aux besoins industriels, et les exigences de qualité en termes de haute teneur en amidon (au moins 30 pour cent) orientent les décisions d'achat. En raison des difficultés à se procurer de la matière première de qualité à des prix compétitifs en Thaïlande, les acheteurs

Figure 31. Commerce mondial des produits à base de manioc (équivalent cossettes et granulés)

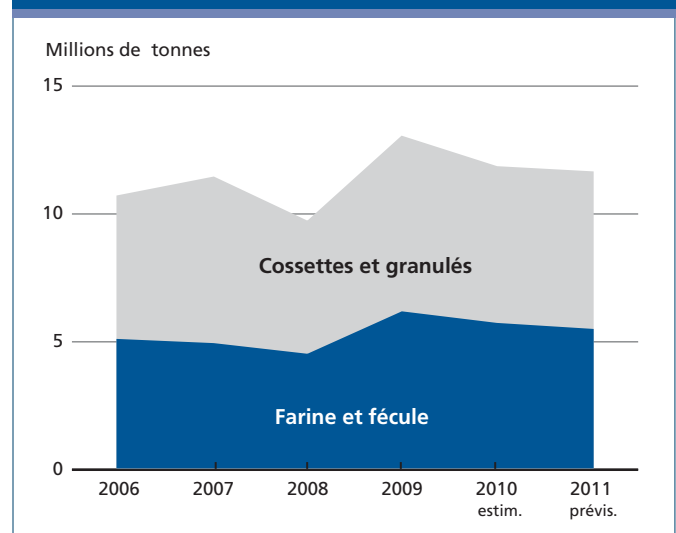


Table 12. Exportations mondiales du manioc (équivalent poids produit)

	2008	2009	2010	2011
	<i>000 tonnes</i>			
Total	9 452	12 791	11 610	11 404
Farine et féculé	4 265	5 929	5 483	5 249
Thaïlande	3 963	4 993	4 864	4 427
Viet Nam	946	600	250	500
<i>Autres</i>	302	335	369	323
Cossettes et agglomérés	5 187	6 862	6 127	6 155
Thaïlande	2 848	4 411	4 411	2 927
Viet Nam	437	2 000	1 200	2 000
Cambodge	170	100	250	1 000
<i>Autres</i>	340	351	266	228

internationaux ont commencé à acheter des produits à base de manioc ailleurs dans la région, en particulier au **Cambodge** et au **Viet Nam**.

La Chine, avec 65 pour cent des importations de manioc en 2011, a consolidé sa position sur la scène internationale en tant que principal acheteur de produits à base de manioc. L'émergence de la position de la Chine a été grandement facilitée par des évolutions à l'échelle du pays, en particulier des politiques visant à entraver la compétitivité du maïs en faveur du manioc³, mais alors que les prix internationaux du maïs ont regagné de la compétitivité ces derniers mois, les acheteurs s'orientent de plus en plus vers des produits à base de céréales.

Les importations mondiales de **cossettes et de granulés** restent principalement destinées aux besoins croissants du secteur de la production d'alcool (notamment d'éthanol), principalement en Chine. La demande de cossettes de la Chine devrait soutenir le commerce mondial de ce type de produit en 2011. Celui-ci pourrait enregistrer une progression de quelques points de pourcentage par rapport à l'année dernière et atteindre 6,2 millions de tonnes. Les volumes combinés du Cambodge et du Viet Nam pourraient être équivalents à ceux de la Thaïlande pour satisfaire cette demande, étant donné que les deux pays ont pu vendre des cossettes à un prix inférieur à ceux des cossettes thaïlandaises.

³ Les autorités chinoises ont adopté en novembre 2009 une politique visant à subventionner des achats de maïs sur le marché intérieur pour satisfaire la demande dans les zones déficitaires sans recourir à des importations. Accompagné d'un contrôle des stocks, cette politique a provoqué une hausse considérable des prix du maïs dans le pays, et a ainsi renforcé la compétitivité du manioc importé.

Pour ce qui concerne **l'amidon et la farine de manioc**, les transactions mondiales devraient se contracter de 4 pour cent en 2011, mais la Thaïlande devrait facilement conserver sa place de premier fournisseur international. De nouveau, l'amélioration de la compétitivité de l'amidon de maïs par rapport à l'amidon de manioc explique principalement cette contraction.

Sur un marché axé sur l'approvisionnement des pays voisins, cette évolution prouve une fois de plus que les échanges de manioc visent de plus en plus à satisfaire des exigences dans la sous-région de l'Asie du Sud-Est. Les perspectives de développement d'un véritable marché mondial du manioc sont de plus en plus improbables.

PERSPECTIVES

Le rôle du manioc dans l'économie agricole et les perspectives de croissance du secteur à l'échelle mondiale en 2012 varieront toujours plus en fonction des régions. Par exemple, en *Afrique*, l'essor de la culture du manioc devrait se poursuivre l'année prochaine, également pour des utilisations autres que la subsistance. Le secteur favorise le développement rural, la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et la croissance économique. Les pays qui envisagent des mesures visant à rendre obligatoire un mélange de farine de manioc et de farine de blé (principalement importée) pour la fabrication du pain par exemple, pourront tirer profit d'une réduction des factures d'importation et épargner des devises. Ces facteurs devraient permettre de pérenniser le développement du secteur dans la région à long-terme.

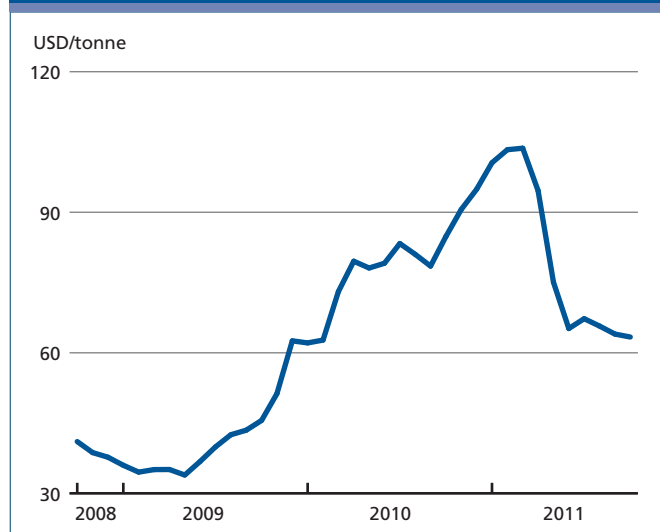
En *Asie*, les perspectives sont très incertaines et dépendent fortement de l'offre hautement concurrentielle pour les secteurs industriels, notamment l'amidon et l'alcool, y compris l'éthanol-carburant. En raison du récent retour à des prix concurrentiels du maïs par rapport au manioc, le secteur industriel de fabrication d'amidon s'est orienté vers des équivalents à base de céréales et en conséquence, la demande de manioc a considérablement faibli. Les perspectives de croissance du marché dans la région dépendront donc de l'évolution des prix. Pour ce qui concerne l'alcool et l'éthanol, la croissance en termes de capacité des distilleries en Asie a stimulé la demande régionale de manioc ces dernières années, mais encore une fois, les distillateurs choisiront parmi les différentes matières premières concurrentes, à savoir le maïs, le sucre et le manioc, celle qui leur permettra d'optimiser leurs bénéfices. Cependant, les décisions visant à ajuster la capacité globale de fabrication d'éthanol dépendront également de l'évolution des prix du pétrole brut, qui sont hautement imprévisibles.

Table 13. Commerce du manioc de la Thaïlande (équivalent en poids produits)

	2008	2009	2010	2011
	<i>000 tonnes</i>			
Total	6 810	9 405	9 275	7 354
Farine et féculé total	3 963	4 993	4 864	4 427
Japon	873	746	719	775
Chine	611	1 220	1 322	1 280
Chine, Prov. de Taiwan	483	684	549	534
Indonésie	417	617	695	404
Malaisie	296	414	417	338
<i>Autres</i>	<i>1 284</i>	<i>1 312</i>	<i>1 161</i>	<i>1 096</i>
Cossettes et agglomérés	2 848	4 411	4 411	2 927
Chine	1 214	4 237	4 284	2 876
Corée, Rép. du	480	111	35	0
UE	989	17	0	0
<i>Autres</i>	<i>170</i>	<i>46</i>	<i>92</i>	<i>51</i>

Source: Thai Tapioca Trade Association (TTTA), FAO

Enfin, les perspectives de production en **Thaïlande** renforcent les incertitudes dans la région. Alors que la demande internationale diminue, les prix de la racine sur le marché intérieur ont chuté de 40 pour cent, d'un niveau élevé de 104 dollars E.U. la tonne en avril de cette année à environ 60 dollars E.U. la tonne en juin et sont restés à ce niveau par la suite. La baisse des prix du manioc jette le doute sur la motivation des producteurs à augmenter les superficies cultivées et se reflète dans les perspectives préliminaires concernant la récolte de 2012 en Thaïlande. En

Figure 32. Prix à la production en Thaïlande (octobre 2008 – octobre 2011)

effet, en raison des difficultés persistantes à combattre et à éradiquer la cochenille du manioc, les agriculteurs pourraient être tentés de s'orienter vers des cultures plus rémunératrices comme la canne à sucre. En revanche, les perspectives régionales du secteur sont meilleures dans les pays voisins, au **Cambodge**, en **République démocratique populaire Lao** et au **Viet Nam**, en raison de la croissance rapide de la filière dans ces pays et notamment de leur capacité à rester concurrentiels sur le marché malgré la chute des cours du manioc et de ses équivalents.

GRAINES OLÉAGINEUSES, HUILES ET FARINES D'OLÉAGINEUX⁴

PRIX⁵

Les fondamentaux indiquent un nouveau renforcement des prix en 2011/12

Lors de la campagne de commercialisation 2010/11 (octobre/septembre), les prix internationaux de la plupart des graines oléagineuses et produits dérivés ont augmenté jusqu'en février 2011 et ont atteint des niveaux proches des records enregistrés en 2008 (comme illustrés par les divers indices FAO des prix). Cette hausse des prix s'explique principalement par une série de révisions à la baisse des prévisions concernant la production, la croissance continue de la demande d'huiles végétales comme matière première pour la fabrication de biodiesel, une forte demande d'importation de produits d'oléagineux et la répercussion sur les prix des graines oléagineuses de la situation tendue sur les marchés céréaliers.

Cependant, après février 2011, les prix internationaux ont entamé une tendance à la baisse, et en septembre, bien qu'encore élevé en termes historiques, les indices de prix concernant les graines oléagineuses, les huiles et les farines avaient chuté de respectivement 7, 15 et 17 pour cent, par rapport à leurs sommets enregistrés dans le courant de cette campagne. La baisse a suivi l'évolution des perspectives du marché : des récoltes de soja plus abondantes que prévues en Amérique du Sud et un redressement de la production d'huile de palme en Asie du Sud-Est après huit mois de faible croissance. L'amélioration des perspectives de récoltes a coïncidé avec un ralentissement temporaire de la demande mondiale d'importation de soja et de produits à base de soja ainsi que d'huile de palme. Cela s'est traduit par une hausse inattendue des stocks détenus par les principaux

⁴ La quasi totalité des oléagineux récoltés dans le monde est broyée en vue de l'obtention d'huiles et de matières grasses destinées à la consommation humaine ou à des utilisations industrielles, de même que de tourteaux et farines, ingrédients entrant dans la composition d'aliments pour animaux. L'analyse de l'état du marché porte donc moins sur les graines oléagineuses que sur les huiles et matières grasses de même que sur les tourteaux et farines. C'est ainsi que les données de production pour les huiles (tourteaux) obtenues à partir de graines d'oléagineux correspondent à l'équivalent huile (tourteaux) de la production actuelle des graines d'oléagineux utilisées, et ne reflètent donc pas les résultats du broyage réel des graines oléagineuses et ne tiennent pas non plus compte de l'évolution des stocks de graines oléagineuses. En outre, les données concernant les échanges et les stocks d'huiles (tourteaux) se rapportent à la somme des échanges et des stocks d'huiles et de tourteaux, plus l'équivalent en huile (tourteaux) des échanges et des stocks de graines oléagineuses.

⁵ Pour plus de détails sur les prix et les indices correspondants, voir le tableau A24 à l'appendice.

exportateurs. Alors que les récoltes de l'hémisphère Nord sont arrivées sur les marchés en septembre, la pression exercée par l'offre s'est poursuivie. En outre, la faiblesse des prix sur les marchés mondiaux de céréales fourragères s'est répercutée sur le complexe des oléagineux, et les inquiétudes croissantes concernant une nouvelle récession économique mondiale, qui pourrait provoquer une chute de la demande, ont commencé à peser sur les prix.

Avec le début de la nouvelle campagne, le marché devrait être plus axé sur les perspectives concernant l'offre et la demande pour 2011/12. Selon les prévisions actuelles, notamment la perspective d'une réduction de la production de deux des principales graines oléagineuses (colza et soja), un resserrement de la situation mondiale de l'offre et de la demande semble inévitable. À ce jour, le marché n'a pas encore réagi à ces signaux : les amplies disponibilités actuelles d'huiles et de farines, la faiblesse des prix sur les marchés des céréales et la persistance des incertitudes macroéconomiques ont empêché les prix d'augmenter. Cependant, les indicateurs fondamentaux du marché des graines oléagineuses pour 2011/12 semblent indiquer un renforcement progressif des prix dans le courant de la campagne. La faible croissance des disponibilités mondiales de graines oléagineuses et des produits d'oléagineux (en particulier de tourteaux) devrait coïncider avec une expansion soutenue de la demande mondiale. Par conséquent, si les prévisions actuelles s'avèrent correctes, le marché sera confronté à un abaissement du niveau des stocks mondiaux ainsi qu'à une réduction des rapports stock mondiaux-

Figure 33. Indices FAO mensuels des cours internationaux des graines oléagineuses, des huiles/matières grasses et des farines/tourteaux (2000-2004=100)

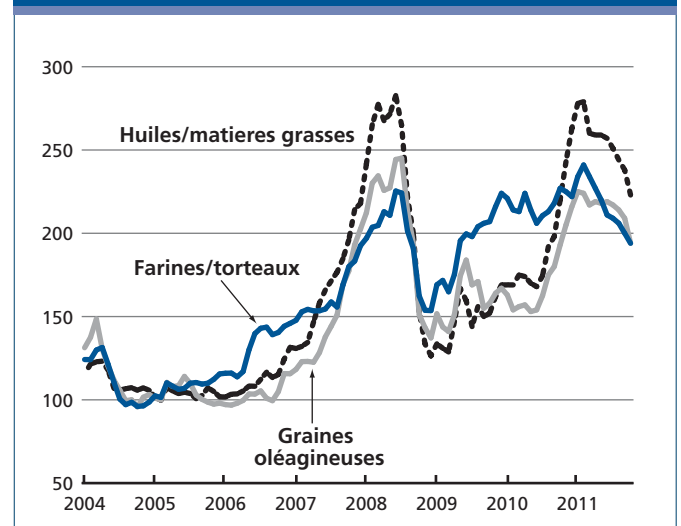
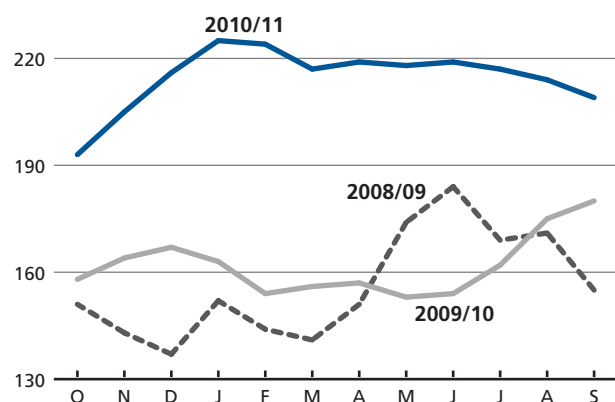
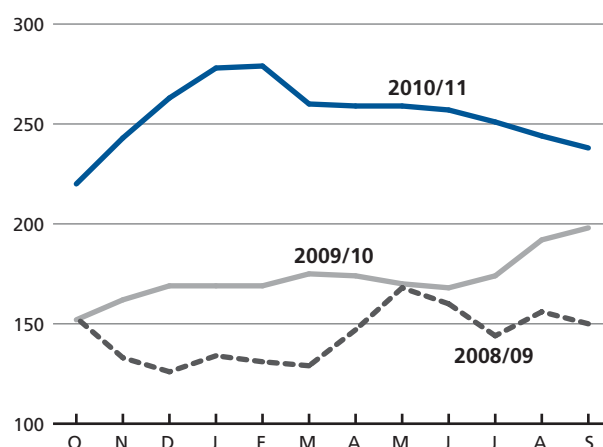
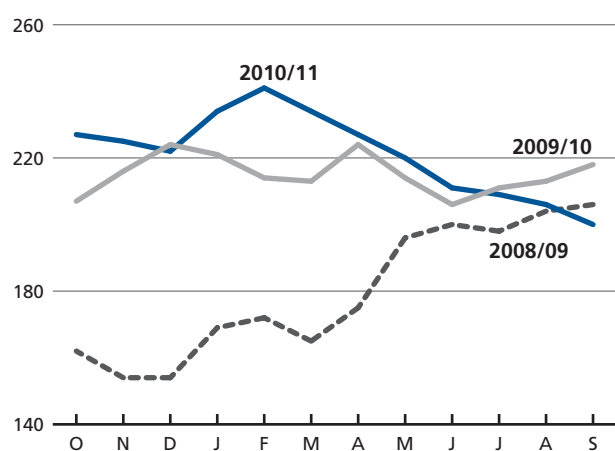
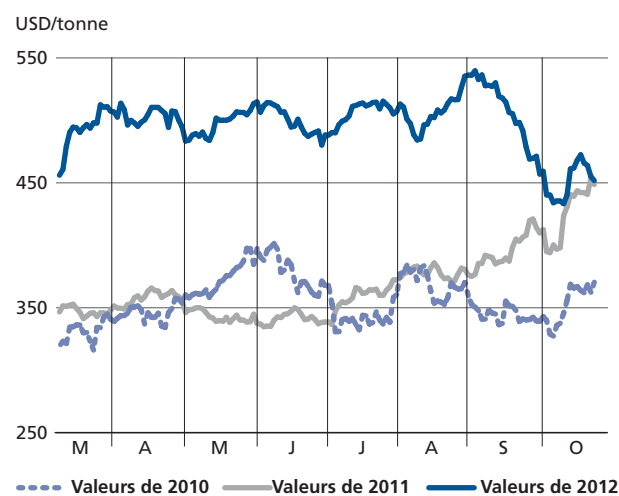


Figure 34. Indices FAO des prix mensuels des graines oléagineuses (2002-2004 = 100)

Figure 35. Indices FAO des prix mensuels des huiles/matières grasses (2002-2004 = 100)

Figure 36. Indices FAO des prix mensuels des farines/tourteaux (2002-2004 = 100)

Figure 37. Contrats à terme du soja au CBOT pour mars


utilisation, l'inverse de ce qui s'est passé lors des deux dernières campagnes. En outre, la demande mondiale d'importation dépendra fortement des futures disponibilités en Amérique du Sud, ce qui suscite des inquiétudes. Enfin, les marchés des graines oléagineuses continueront d'être influencés par l'évolution de la situation en dehors du complexe des oléagineux, en particulier l'évolution des prix sur les marchés des céréales fourragères et des huiles minérales et les craintes persistantes concernant une récession économique.

GRAINES OLÉAGINEUSES

La production de graines oléagineuses devrait augmenter légèrement en 2011/12.

La production mondiale de graines oléagineuses en 2011/12 est provisoirement estimée à 472 millions de tonnes. Bien que ce soit un nouveau volume record, la production devrait enregistrer une croissance de 1 pour cent seulement, alors qu'elle avait été de plus de 5 pour cent en moyenne au cours des trois dernières campagnes. Le ralentissement serait dû

Tableau 14. Production mondiale des principales graines oléagineuses

	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prév.</i>	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11 pour cent
	<i>million de tonnes</i>			
Soja	259.9	265.8	260.7	-1.9
Cotton	39.9	44.8	48.0	6.9
Colza	61.7	60.7	59.2	-2.5
Arachides (non décortiquées)	34.9	37.0	37.2	0.5
Graine de tournesol	32.5	33.1	37.5	13.2
Palmiste	11.7	12.5	13.1	4.3
Coprah	5.8	5.0	5.5	9.3
Total	446.4	458.9	461.2	0.5

Note: Les années fractionnées englobent les récoltes annuelles effectuées à la fin de la première année indiquée pour l'hémisphère nord et les récoltes annuelles effectuées au début de la seconde année indiquée pour l'hémisphère sud. Pour les cultures arbustives, qui sont produites tout au long de l'année, on utilise la production de l'année civile de la seconde année indiquée.

à une baisse de la production de colza et de soja, dont les volumes récoltés devraient baisser de 2 pour cent.

Aux **États-Unis**, premier producteur de soja du monde, la récolte qui vient de se terminer est inférieure de 8 pour cent à celle de l'an dernier, du fait d'une diminution des semis et de rendements moins importants provoqués par les conditions météorologiques. En raison de l'intensification de la concurrence pour les terres, les semis d'autres cultures, notamment de maïs, ont augmenté au détriment du soja. La production de soja devrait également enregistrer une baisse en **Chine**, en raison d'une réduction des semis au profit d'autres cultures et d'une contraction chronique des terres arables du pays, et au **Canada**. En Amérique du Sud, où les semis de soja sont en cours, les premières prévisions indiquent une hausse modeste de la production, qui pourrait atteindre le deuxième volume le plus élevé jamais enregistré. La concurrence des céréales et d'autres cultures à des prix attractifs devrait limiter l'expansion des semis de soja cette année. En outre, les perspectives de rendement restent incertaines étant donné que La Niña pourrait entraîner de nouvelles conditions météorologiques défavorables, et provoquer une réduction des précipitations dans la région au-dessous de la moyenne habituelle. La production de **l'Argentine** devrait augmenter par rapport à l'an dernier, alors qu'une légère diminution est prévue au **Brasil**.

Le recul prévu de la production mondiale de colza s'explique principalement par des réductions en **Chine** dues à un repli des semis et dans certaines parties de **l'UE**, en raison de conditions météorologiques défavorables. Des récoltes record en **Australie**, au **Canada** et en **Inde**

Table 15: Aperçu général des marchés des graines oléagineuses et des produits dérivés

	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>f'cast</i>	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	<i>million tonnes</i>			%
TOTALES GRAINES OLÉAGINEUSES				
Production	456.7	469.9	472.0	0.4
HUILES ET MATIÈRES GRASSES¹				
Production	172.7	178.6	181.3	1.5
Disponibilités ²	196.1	204.9	209.8	2.4
Utilisation ³	169.9	175.2	183.6	4.8
Commerce ⁴	89.4	90.7	94.4	4.1
Rapport stocks utilisation (%)	15.5	16.2	14.5	-10.5
FARINES ET TOURTEAUX D'OLÉAGINEUX⁵				
Production	114.1	117.3	116.9	-0.3
Disponibilités ²	128.1	136.3	137.6	1.0
Utilisation ³	107.8	113.8	119.1	4.7
Commerce ⁴	67.0	69.3	72.3	4.3
Rapport stocks utilisation (%)	17.6	18.1	15.1	-16.6
Indice FAO des prix (Oct-Sep) (2002-2004=100)				
	2008/09	2009/10	2010/11	Variation: 2010/11 par rapport à 2009/10 %
Graines oléagineuses	156	162	215	32.7
Farines d'oléagineux	180	215	221	2.8
Huiles	144	173	254	46.8

Note: Voir note 4 en bas de page dans le texte pour de plus amples renseignements sur les définitions et les couvertures.

¹ Comprend les huiles et matières grasses d'origine végétale, animale et marine.

² Production plus stocks d'ouverture.

³ Reliquat du solde.

⁴ Les données sur les échanges se rapportent aux exportations basées sur une campagne commerciale commune octobre/septembre.

⁵ Tous les chiffres concernant les farines sont exprimés en équivalent protéines; les farines comprennent toutes les farines et tourteaux dérivés des cultures oléagineuses ainsi que les farines d'origine marine et animal.

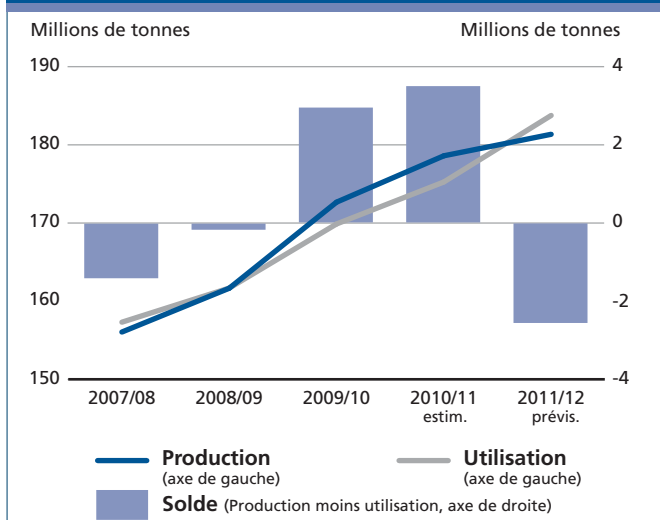
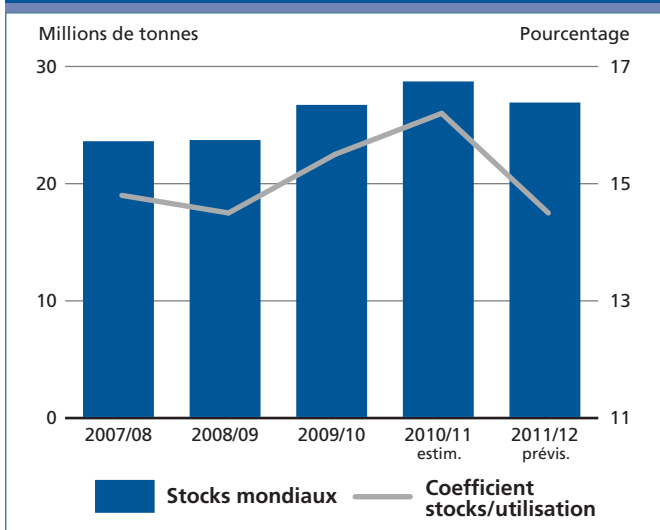
devraient compenser en partie seulement ces réductions. La production mondiale des autres principales graines oléagineuses devrait sensiblement augmenter, en particulier les graines de coton et de tournesol. La croissance de la production de graines de coton devrait être concentrée en **Asie du Sud et de l'Est**, tandis que celle de graines de tournesol devrait être attribuable à la **Fédération de Russie**.

HUILES ET MATIÈRES GRASSES⁶

Le taux de croissance de l'offre d'huiles et de matières grasses devrait être inférieur à la moyenne

Les prévisions actuelles concernant la récolte de 2011/12

⁶ La présente section porte sur les huiles de toutes origines qui, outre les produits dérivés des cultures oléagineuses décrites dans la section précédente, comprennent l'huile de palme, les huiles d'origine marine et les matières grasses animales.

Figure 38. Production et utilisation mondiales des huiles/matières grasses

Figure 39. Stocks mondiaux de clôture et rapport stocks-utilisation des huiles/matières grasses (y compris les huiles contenues dans les graines entreposées)


font état d'une augmentation de 1,5 pour cent de la production mondiale d'huiles et de matières grasses, à 181 millions de tonnes, soit un ralentissement considérable de la croissance par rapport aux trois précédentes campagnes. Le volume d'huile extrait des récoltes de graines oléagineuses devrait augmenter de moins de 1 million de tonnes cette année. Les cultures pérennes, huile de palme en tête, devraient ajouter presque 2 millions de tonnes à la production totale. Le taux de croissance annuel de la production mondiale d'huile de palme est estimé à 3 pour cent, nettement inférieur aux précédents taux de croissance, en raison de l'augmentation réduite des superficies où

les cultures sont parvenues à maturité, en particulier en **Malaisie**, ainsi qu'en raison du cycle de rendement des arbres et des effets possibles de conditions météorologiques défavorables liées à La Niña.

Les disponibilités mondiales d'huiles et de matières grasses, c'est-à-dire la production de 2011/12 plus les stocks mondiaux de clôture de 2010/11, devraient croître d'environ 2,5 pour cent, grâce à des stocks d'ouverture abondants en début de campagne. Pour ce qui concerne les principaux producteurs, les disponibilités intérieures devraient augmenter, en particulier, en **Argentine**, au **Brésil**, en **Indonésie**, en **Malaisie** et dans les pays de la **CEI**. En revanche, elles devraient rester stables au **Canada**, en **Chine** et en **Inde**, alors qu'un fort recul est prévu aux États-Unis, en raison d'une faible récolte de soja. Une réduction de l'offre est également prévue dans **l'UE** pour la deuxième année consécutive, du fait d'un nouveau recul de la production et d'une nouvelle réduction des stocks d'ouverture.

La consommation d'huiles et de matières grasses devrait continuer d'augmenter

La demande mondiale d'huiles et de matières grasses devrait continuer de progresser à un taux moyen d'environ 5 pour cent en 2011/12 et atteindre 184 millions de tonnes. La croissance économique devrait continuer à stimuler la consommation moyenne d'huile par habitant dans de nombreux pays en développement, en particulier dans les pays émergents. Une nouvelle hausse de la demande de l'industrie du biodiesel dans le monde entier, dont la consommation pourrait croître d'environ 20 pour cent par rapport à la précédente campagne, devrait représenter près de la moitié de l'augmentation prévue de la consommation mondiale. Des taux de mélanges obligatoires plus élevés et la création de capacités de production supplémentaires dans plusieurs pays continuent de favoriser la croissance de l'industrie du biodiesel.

À l'instar des années précédentes, l'accroissement de la demande mondiale devrait être en grande partie constatée en Asie, la **Chine** devrait jouer un rôle dominant et les utilisations à des fins alimentaires et oléochimiques devraient représenter les principales sources de croissance. Avec une consommation nationale supérieure à 34 millions de tonnes (presque 9 pour cent de plus que la dernière campagne), la Chine devrait confirmer sa position de plus grand consommateur mondial. En **Inde**, deuxième plus grand consommateur de l'Asie, la croissance annuelle devrait être inférieure à 4 pour cent, alors qu'en **Indonésie** l'utilisation devrait progresser de plus de 10 pour cent, reflétant un nouvel essor de l'industrie du raffinage de l'huile de palme dans le pays. La consommation devrait continuer de progresser en Amérique du Sud, stimulée par **l'Argentine** et surtout le **Brésil**. Ensemble, l'Argentine et

le Brésil devraient consommer 11,4 millions de tonnes d'huiles et de matières grasses, le double du volume consommé il y a six ans seulement. La demande pour la fabrication de biocarburants devrait représenter au moins les deux-tiers de la hausse prévue de la consommation, étant donné que les taux de mélange obligatoire devraient être relevés à 7 pour cent au Brésil et à 10 pour cent en Argentine, qui devrait également accroître ses exportations de biodiesel. Aux **États-Unis**, la croissance de la consommation intérieure s'explique principalement par les efforts réalisés par l'industrie du biodiesel pour respecter les objectifs nationaux en matière d'utilisation de biocarburants. Cependant, la consommation réelle de l'industrie dépendra de l'extension en 2012, ou pas, de l'actuel crédit d'impôt sur le biodiesel. Dans **l'UE**, la demande devrait stagner en raison des réductions successives des disponibilités intérieures d'huile et de la croissance plus lente de l'industrie du biodiesel, en raison des faibles taux de rentabilité.

La situation de l'offre et la demande d'huiles et de matières grasses devrait se resserrer

Contrairement aux deux dernières campagnes, la production mondiale devrait être inférieure à la demande totale en 2011/12. Le déficit, estimé à environ 2,4 millions de tonnes, devrait provoquer une diminution des stocks mondiaux. Les stocks mondiaux de clôture (qui comprennent les stocks d'huiles et de matières grasses, plus l'huile contenue dans les graines entreposées) devraient diminuer de 5 pour cent, à moins de 27 millions de tonnes. En ce qui concerne les principaux pays qui détiennent des stocks, les réserves devraient diminuer de manière significative aux **États-Unis**, afin de compenser le recul de la production et en **Chine**, pour satisfaire la croissance de la consommation. Les réserves du **Canada** devraient se réduire et atteindre leur plus bas niveau des sept dernières années. En revanche, des reconstitutions significatives des stocks sont prévues en **Argentine** et dans la **Fédération de Russie**, grâce à des augmentations de la production intérieure. La réduction des stocks mondiaux, conjuguée à la hausse prévue de la consommation mondiale, devrait faire baisser le rapport stocks-utilisation à un niveau inférieur à 15 pour cent, proche du seuil critique observé au cours de la crise alimentaire en 2008. Si ces prévisions sont confirmées, le marché international des huiles et des matières grasses devrait être caractérisé par des prix fermes en 2011/12.

Le commerce mondial des huiles et des matières grasses devrait progresser

En 2011/12, le commerce mondial des huiles et matières grasses (y compris l'huile contenue dans les graines

Figure 40. Importations totales d'huiles/matières grasses par région ou pays principal (y compris l'huile contenue dans les graines importées)

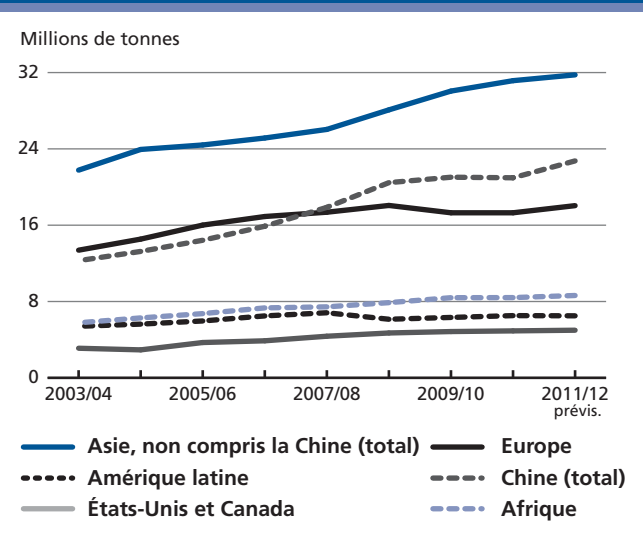
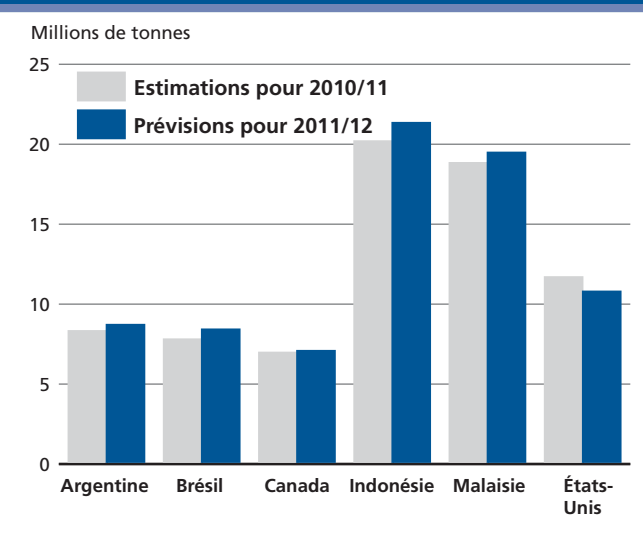


Figure 41. Exportations d'huiles/matières grasses des principaux pays exportateurs (y compris l'huile contenue dans les graines exportées)



oléagineuses commercialisées) devrait augmenter de près de 4 millions de tonnes, soit d'environ 4 pour cent. Environ la moitié de la hausse prévue devrait concerner l'huile de palme, avec des disponibilités à l'exportation record en **Indonésie**, qui devraient entraîner une augmentation de 6 pour cent de ses expéditions. La progression des exportations de la **Malaisie** devrait être beaucoup moins importante qu'en Indonésie, en raison de la croissance plus faible de sa production nationale. Contrairement à ces dernières années, l'huile de soja devrait jouer un rôle limité dans l'expansion commerciale de cette campagne, car la hausse prévue des

exportations en provenance d'Amérique du Sud devrait être largement compensée par une baisse des expéditions en provenance des **États-Unis**. En revanche, le commerce d'huile de tournesol devrait enregistrer une forte croissance, en raison de l'essor de la production de graines de tournesol dans les pays de la CEI. Plus de la moitié de l'ensemble de la production de la **Fédération de Russie** et de **l'Ukraine** devrait arriver sur le marché mondial. Comme pour le soja, la contribution du colza à l'expansion du commerce mondial devrait être limitée, principalement en raison de l'absence de croissance de la production au **Canada**. En ce qui concerne les importations mondiales d'huiles et de matières grasses, l'essentiel de la croissance prévue en 2011/12 devrait avoir lieu en Asie, principalement en **Chine** et en **Inde**. Les importations de la Chine devraient augmenter de près de 10 pour cent, et atteindre plus de 21 millions de tonnes (y compris l'huile contenue dans les graines oléagineuses importées). Cette hausse des importations s'explique par la croissance continue de la population et des revenus, alors que la production domestique de graines oléagineuses ne croît pas. La Chine, comme l'Inde, devraient rester fortement tributaires des importations pour satisfaire les besoins de la consommation intérieure. Dans **l'UE**, une augmentation marquée des importations est fort probable, étant donné la faible récolte de colza cette année et une demande en hausse de l'industrie du biodiesel. Selon les prévisions actuelles, plus de la moitié des besoins de consommation d'huiles et de matières grasses de l'UE devrait être satisfaite par le biais d'importations.

FARINES ET TOURTEAUX⁷

L'offre mondiale de farines devrait augmenter légèrement en 2011/12

Si les prévisions actuelles concernant les récoltes se concrétisent, la production mondiale de farines et tourteaux devrait enregistrer une légère baisse par rapport à la dernière campagne. Une hausse de la production de farines de tournesol et de coton ne devrait pas suffire à compenser le recul prévu de la production de farine de soja. Cependant, grâce à des stocks de report de la dernière campagne abondants, en particulier des réserves de soja proches de niveaux record, les disponibilités mondiales de farines et tourteaux, c'est-à-dire la production de 2011/12 et les stocks de clôture de 2010/11, devraient augmenter modérément. En ce qui concerne les principaux producteurs, de mauvaises

récoltes devraient se traduire par des réductions significatives des disponibilités intérieures en **Chine**, dans **l'UE** et aux **États-Unis**, tandis que des réserves abondantes devraient entraîner une hausse de l'offre intérieure de farines au **Brésil**. En **Argentine**, les perspectives d'essor de la production de soja pourraient entraîner une hausse de l'offre encore plus importante. Des améliorations notables des disponibilités sont également prévues en **Inde** et dans la **Fédération de Russie**, de nouveau grâce à des récoltes nationales abondantes.

La consommation de farines devrait croître de manière soutenue

La consommation mondiale de farines et tourteaux devrait continuer de progresser de manière soutenue en 2011/12. La croissance de la consommation devrait principalement concerner les farines de tournesol, de coton et de soja. En termes absolus, la farine de soja devrait satisfaire les deux-tiers de la demande totale. La croissance de la consommation dans les pays en développement devrait rester supérieure à celle des pays développés. Environ les deux-tiers de la croissance de la consommation mondiale devraient être concentrés en Asie, où la demande continue d'augmenter, alimentée par l'essor du secteur de l'élevage. Dans ce contexte, la **Chine** devrait jouer un rôle déterminant. Malgré un ralentissement possible par rapport aux deux dernières campagnes, la demande de farines de la Chine devrait encore augmenter de 5,5 millions de tonnes. **L'Inde** devrait également enregistrer une croissance de la consommation, ainsi que les pays d'Amérique du Sud, notamment le **Brésil**. En revanche, la croissance devrait rester nulle ou très faible en Afrique, en Amérique centrale et en Océanie. Parmi les pays développés, la demande devrait augmenter de moins de 1 pour cent aux **Etats-Unis** et maintenir le niveau de consommation à un niveau historiquement bas, alors que dans **l'UE**, une croissance modérée pourrait entraîner la consommation vers un nouveau volume record.

La production mondiale de farine devrait être inférieure à la demande

Contrairement aux deux dernières campagnes, au cours desquelles la production mondiale a dépassé la consommation mondiale et a permis un accroissement des stocks mondiaux, la production totale en 2011/12 devrait être inférieure à la demande de plus de 2 millions de tonnes (en équivalent protéines), soit de 2 pour cent. Le déficit devrait concerner principalement la farine de soja et, dans une moindre mesure, la farine de colza. Si ces prévisions se concrétisent, une réduction importante des stocks mondiaux sera nécessaire pour satisfaire la demande. En 2011/12, les

⁷ La présente section porte sur les farines de toutes origines qui, outre les produits dérivés des cultures oléagineuses décrites dans la section précédente, comprennent la farine de poisson ainsi que les farines d'origine animale.

Figure 42. Production et utilisation mondiales de farines/tourteaux (en équivalent protéines)

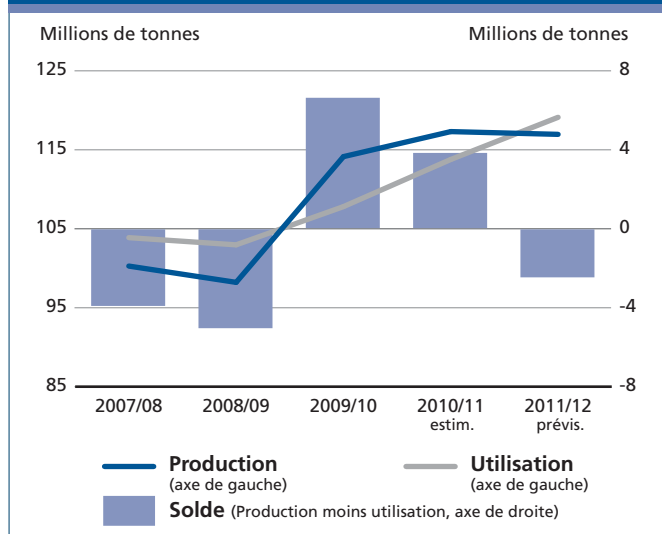
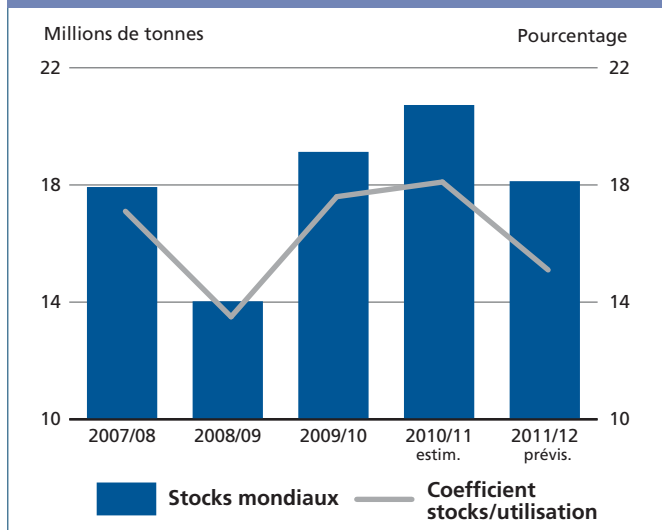


Figure 43. Stocks mondiaux de clôture et rapport stocks-utilisation des farines/tourteaux (en équivalent protéines, y compris la farine contenue dans les graines entreposées)



stocks mondiaux pourraient chuter à 18 millions de tonnes (en équivalents protéines et comprenant les farines mêmes plus les farines contenues dans les graines entreposées), soit une baisse de 13 pour cent par rapport au bon niveau atteint à la clôture de la précédente campagne. Parmi les principaux pays qui détiennent des stocks, la **Chine**, le **Brésil** et les **États-Unis** devraient enregistrer de fortes réductions de leurs réserves, soit pour satisfaire la demande interne (Chine) soit pour continuer à approvisionner les marchés d'exportation (Brésil, États-Unis). Dans les trois pays, les stocks pourraient diminuer de 20 à 25 pour cent. En revanche, en **Argentine**,

la hausse prévue de la production devrait être suffisante pour reconstituer les stocks de farine et satisfaire les besoins du secteur national et la demande d'exportation. La hausse prévue de la consommation mondiale et la réduction probable des stocks mondiaux devraient entraîner une baisse du rapport stocks-utilisation à 15 pour cent, alors qu'il était d'environ 18 pour cent lors des deux dernières campagnes. Bien qu'il ne soit pas aussi faible que lors de la crise alimentaire de 2008, les prévisions concernant le rapport devraient se traduire par un renforcement progressif des prix mondiaux des farines au cours de la campagne.

Le commerce mondial de farines devrait continuer de progresser

En 2011/12, les échanges mondiaux de farines et tourteaux devraient augmenter d'environ 4 pour cent et dépasser 72 millions de tonnes (exprimés en équivalent protéines et comprenant l'équivalent farine des graines oléagineuses commercialisées). L'essentiel de l'expansion prévue devrait être attribuable à la farine de soja. La hausse de la demande de farines devrait être principalement satisfaite par les pays d'Amérique du Sud. Grâce à une augmentation significative des disponibilités à l'exportation, la région devrait regagner les parts de marché perdues ces dernières années. Les expéditions de farines de **l'Argentine** pourraient atteindre le deuxième volume le plus élevé jamais enregistré, si les prévisions concernant l'augmentation de la production se concrétisent. Des expéditions record sont également prévues au **Brésil**, malgré la diminution probable de la production de soja, car le déblocage de farines en provenance des stocks devrait compenser le déficit de production. Aux **États-Unis** également, les stocks devraient être utilisés pour soutenir les exportations. Néanmoins, les expéditions des États-Unis devraient diminuer pour la deuxième année consécutive et entraîner une réduction de la part du pays sur le marché mondial. Outre les fournisseurs d'Amérique du Sud, les pays de la **CEI** devraient également accroître leurs exportations, mais ces augmentations devraient être moins importantes à l'échelle mondiale. En **Inde**, une augmentation significative des expéditions semble peu probable, étant donné que le marché intérieur de l'alimentation pour animaux devrait absorber l'essentiel de la croissance de la production de farines. En ce qui concerne les importations, d'importants volumes d'achats par les pays asiatiques, la **Chine** en tête, devraient entraîner une hausse de la demande mondiale d'importation. Après une croissance modérée lors de la dernière campagne, les achats de la Chine devraient augmenter d'environ 8 pour cent et atteindre un volume record de 22 millions de tonnes (exprimé en équivalent protéines et comprenant l'équivalent farine des graines

Figure 44. Importations de farines/tourteaux par région ou principaux pays (en équivalent protéines, y compris la farine contenue dans les graines importées)

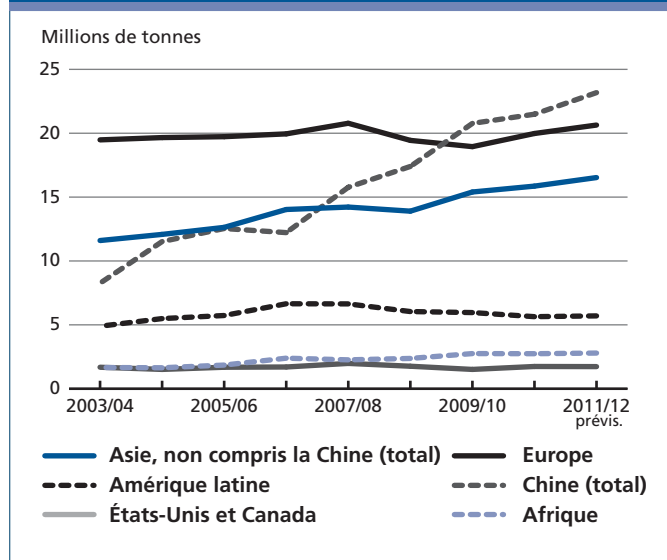
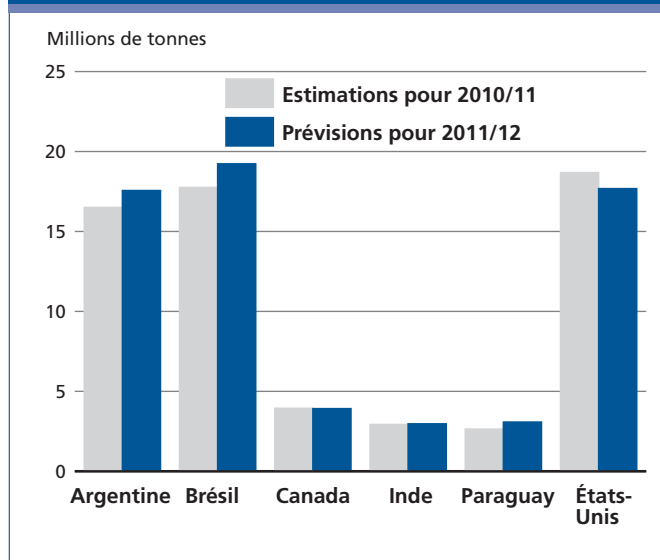


Figure 45. Exportations de farines/tourteaux des principaux pays exportateurs (en équivalent de protéines, y compris la farine contenue dans les graines exportées)



oléagineuses importées). Ses prévisions s'appuient sur la croissance de la demande du secteur de l'élevage et l'essor de l'industrie nationale du broyage. Dans les pays asiatiques autres que la Chine et l'Inde, les importations devraient

également continuer de croître. Les importations mondiales devraient également progresser en raison de la hausse des importations à destination de l'UE, du fait du ralentissement de la production intérieure de farines.

Tableau 16. Principales évolutions des politiques relatives aux graines oléagineuses : d'octobre 2011 à septembre 2011

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Algérie	Huiles alimentaires	Déc-10	Contrôle des prix	Réduction temporaire des taxes sur les ventes et des droits sur les importations pour les aliments de base, dont l'huile alimentaire, afin de juguler une hausse des prix à la consommation.
	Biodiesel	Mai-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Augmentation du prix de détail du biodiesel fixé par le gouvernement, pour stimuler les ventes et la production nationale.
Australie	Biodiesel	Apr-11	Droits antidumping	Instauration de droits antidumping sur les importations de biodiesel provenant des États-Unis.
	Huile de soja	Déc-10	Contrôle des prix	Négociation de prix plafonds temporaires avec les transformateurs pour juguler la hausse des prix à la consommation.
Bangladesh	Huiles alimentaires	Fév-11	Politique en matière d'importations	Réduction des tarifs sur les importations pour protéger les consommateurs contre les flambées des prix internationaux.
	Palmiers à huile	Nov-10	Gestion des terres	Instauration de règles en faveur d'une gestion durable de l'expansion du palmier à huile.
Brésil	Biodiesel	Apr-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	L'obligation d'utiliser un mélange B7 a été retardée afin de donner plus de temps au développement d'une base industrielle nationale de production de matières premières.
	Colza, soja, graines de caméline	Jan-11	Recherche et développement	Mise en place de programmes de financements publics afin d'augmenter la valeur ajoutée et de créer de nouveaux débouchés pour les oléagineux les plus prometteurs.
Canada	Biodiesel	Fév-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Obligation d'utiliser un mélange B2 au niveau national.
	Colza	Juil-11	Politique en matière d'exportations	Fonds publics accordés pour le développement des exportations (de colza et produits dérivés du colza).
	Soja	Oct-10	Réserves publiques	Augmentation des réserves de l'État pour permettre de futures interventions sur le marché.
	Huile de soja	Nov-10	Politique en matière d'importations	Suspension des critères de qualité rigoureux sur les importations d'huile de soja (introduits en avril 2009).
	Soja, farine de soja, huile de soja, huile de palme	Nov-10	Contrôle des prix	Renforcement de la réglementation des marchés à terme afin de décourager la spéculation sur les marchés des matières premières et de juguler la hausse des prix à la consommation.
	Graines et huile de colza, graines et huile de soja	Déc 10 à Sept 11	Réserves publiques	Déblocage des réserves publiques pour juguler la hausse des prix à la consommation ; accès privilégié aux enchères publiques accordé aux fabricants qui acceptent de plafonner les prix de détail ; et subventions accordées aux fabricants qui achètent la matière première dans les réserves publiques.
Chine	Biodiesel	Déc-10	Politique en matière d'énergies renouvelables	Suppression des taxes à la consommation pour le biodiesel (appliqué rétroactivement à partir de janvier 2009).
	Huiles alimentaires	Déc 10 à Août 11	Contrôle des prix	Négociation avec les principaux détaillants d'un gel temporaire des prix des huiles alimentaires pour juguler la hausse des prix à la consommation.
	Colza	Mai-11	Réserves publiques	Lancement d'une norme commerciale complète en vue de la régulation de la production, de la distribution et de la vente de biodiesel.
	Huiles alimentaires	Juil-11	Régulation du marché	Mise en œuvre de contrôles de l'huile alimentaire dans les établissements de restauration, afin de faire respecter les normes de qualité et de dissuader le commerce illégal.
CEI (Fédération de Russie, Belarus, Kazakhstan)	Soja	Juil-11	Politique et réglementation en matière d'OGM	Mise en place d'une zone officielle de culture de soja sans OGM pour distinguer la production intérieure du soja OGM importé.
	Farine de soja	Juin à Juil 2011	Politique en matière d'importations	Suspension temporaire des tarifs sur les importations de farine de soja pour remédier à la pénurie de céréales fourragères sur le marché intérieur.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Ethiopie	Huiles alimentaires	Jan-11	Contrôle des prix et intervention sur le marché	Prix plafonds temporaires sur les prix de détail de l'huile alimentaire et mise en place de ventes publiques.
	Huiles alimentaires	Jan-11	Sécurité des consommateurs	Les licences de certains producteurs d'huile végétale ont été retirées en raison de problèmes de qualité.
Union Européenne	Biodiesel	Jan-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	La publication des directives sur l'impact des changements d'affectation des sols (ILUC) et sur les réductions d'émissions de GES associés aux biocarburants a été retardée, afin de garantir que les meilleures données scientifiques disponibles sont utilisées.
	Produits pour l'alimentation animale	Fév-11	Politique et réglementation en matière d'OGM	Assouplissement de la réglementation sur les traces d'OGM non autorisés dans les produits destinés à l'alimentation animale, afin de garantir l'approvisionnement en fourrage protéiné de l'étranger à destination de l'UE.
	Biodiesel	Mai-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Extension des droits antidumping sur les importations de biodiesel en provenance des États-Unis aux importations du Canada.
	Biodiesel	Juil-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Soutien accordé à l'initiative de l'ensemble de l'industrie destinée à promouvoir pour l'aviation un carburant renouvelable et produit durablement.
	Biodiesel	Juil-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Approbation de sept programmes volontaires pour la certification des méthodes de production de biocarburants durables.
	Huile d'olive	Sept 11 à Fév 12	Soutien du marché	Versements d'aide accordés pour le stockage privé visant à faire face aux difficultés commerciales à court terme.
	Palmiers à huile	Nov-10	Aide au développement du secteur	Élaboration d'un plan directeur relatif à l'huile de palme pour répondre à la demande locale et améliorer la compétitivité au niveau des exportations régionales.
Ghana	Huiles alimentaires	Oct-10	Politique en matière d'exportations	Prolongement de l'interdiction d'exporter la plupart des huiles alimentaires jusqu'en septembre 2011.
	Colza, coprah	Nov/Déc 2010	Prix de soutien à la production	Hausse du prix d'achat du colza et du coprah.
	Huile de palme	Fév-11	Politique en matière d'importations	Suppression du tarif sur la stéarine de palme brute.
	Huiles alimentaires	Fév-11	Marchés publics	Hausse des achats d'huiles alimentaires afin de soutenir les consommateurs à faible revenu par le biais de filets de protection sociale.
Inde	Palmiers à huile	Mar-11	Aide au développement du secteur	Financement public accordé pour le développement de nouvelles plantations de palmiers à huile afin de stimuler la production domestique d'huile de palme.
	Huiles alimentaires	Mar à Sep 2011	Régulation du marché	Extension des limites de volume d'huiles et de graines oléagineuses alimentaires que peuvent détenir en stock les commerçants (pour éviter les hausses de prix et la thésaurisation).
	Soja, arachide	Juil-11	Prix de soutien à la production	Hausse des prix de soutien à la production pour soutenir la production nationale de graines oléagineuses.
	Huile de palme	Juil-11	Commerce bilatéral	Signature d'un accord de libre-échange avec la Malaisie, y compris des concessions tarifaires sur les importations d'huile de palme en provenance de Malaisie.
	Huiles alimentaires	Sep-11	Commerce d'État / Assistance alimentaire	Prolongement du programme d'importations publiques visant à être distribuées à des prix subventionnés jusqu'en septembre 2012.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Indonésie	Huile de palme	Oct 10 à Sept 11	Politique en matière d'exportations	Le régime de taxes variables sur les exportations a été maintenu pour assurer des disponibilités suffisantes sur le marché intérieur et prévenir les hausses des prix à la consommation.
	Soja	Jan-11	Politique en matière d'importations	Suspension des droits d'importation sur le soja pour stabiliser les marchés et accroître les disponibilités.
	Palmiers à huile	Mai-11	Politique environnementale	Instauration d'un moratoire de deux ans sur le défrichement et la conversion des tourbières (pour la création de plantations).
	Palmiers à huile	Août-11	Régulation du marché	Instauration d'une certification obligatoire pour des méthodes de production durable pour toutes les entreprises de plantation et les petits producteurs cultivant le palmier à huile.
	Huile de palme	Sep-11	Commerce bilatéral	Signature d'un accord de libre-échange avec le Pakistan, incluant la réduction des droits pakistanaïis sur les importations d'huile de palme en provenance d'Indonésie.
	Huile de palme	Oct-11	Politique en matière d'exportations	Modification des limites inférieures et supérieures appliquées dans le cadre du régime de taxes variables sur les exportations en vue d'encourager les exportations d'huile de palme raffinée (à valeur élevée).
Japon	Huiles et matières grasses alimentaires	Jan-11	Politique sanitaire	Passage à un système de divulgation volontaire des niveaux d'acides gras trans dans les produits alimentaires pour réduire le risque de maladies cardiovasculaires.
Kazakhstan	Toutes les principales graines oléagineuses et les huiles dérivées	Oct 10 à Mar 11	Politique en matière d'exportations	Application d'une interdiction temporaire d'exporter.
Liberia	Palmiers à huile	Jan-11	Aide au développement du secteur	Concessions accordées aux investisseurs étrangers pour le développement de plantations de palmiers à huile à grande échelle.
Libye	Huiles alimentaires	Fév-11	Politique en matière d'importations / Régulation du marché	Suspension des droits de douane et des taxes sur les ventes intérieures concernant les huiles alimentaires pour juguler la hausse des prix à la consommation.
Malaisie	Palmiers à huile	Jan-11	Aide au développement du secteur	Lancement d'un nouveau programme en faveur de la replantation des palmiers à huile, visant à augmenter la productivité dans le secteur de la culture du palmier à huile, y compris des mesures spécifiquement axées sur les petits exploitants.
	Huile de palme	Jan-11	Régulation du marché / Assistance alimentaire	Les producteurs d'huile alimentaire ont reçu l'ordre d'augmenter les ventes d'huile de palme à des prix subventionnés pour éviter des pénuries artificielles sur le marché intérieur.
	Huile de palme	Jan-11	Commerce bilatéral	Entrée en vigueur d'un accord de libre-échange avec l'Inde, incluant la réduction des droits indiens sur les importations d'huile de palme en provenance de Malaisie.
	Huile de palme	Mar-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Introduction progressive obligatoire d'un mélange B5, accompagné d'exonérations de taxes et de subventions variables.
	Huile de palme	Jun-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Allocation de fonds publics aux compagnies pétrolières pour investir dans les infrastructures destinées au mélange de biodiesel.
	Huile de palme	Sep-11	Politique environnementale	Promotion de partenariats public-privé pour le recyclage des déchets produits durant le processus de fabrication de l'huile de palme.
Mozambique	Biodiesel	Juil-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Promulgation d'un règlement obligatoire l'utilisation d'un mélange B3 d'ici 2012.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
	Colza	Nov-10	Aide d'urgence	Prêts concessionnels et sans intérêt pour aider les agriculteurs à se remettre des conséquences des inondations.
	Tournesol	Jan-11	Soutien des agriculteurs	Négociations avec le secteur privé en vue de hausses des prix à la production (pour stimuler la production nationale).
Pakistan	Huiles alimentaires	Juil-11	Régulation du marché / Politique en matière de concurrence	L'Association nationale des fabricants d'huiles alimentaires a reçu l'interdiction de coordonner les activités de détermination des coûts et des prix.
	Huile de palme	Sep-11	Commerce bilatéral	Signature d'un accord de libre-échange avec l'Indonésie, incluant des concessions tarifaires sur les importations d'huile de palme en provenance d'Indonésie.
Philippines	Noix de coco	Jan-11	Aide au développement du secteur	Présentation d'un programme d'une durée de six ans, visant à accroître la productivité dans le secteur de la culture de la noix de coco.
	Soja	Fév-11	Réserves publiques	Annnonce de l'inclusion du soja dans les réserves publiques, pour stabiliser l'offre sur le marché intérieur.
Corée du Sud	Soja	Mar à Déc 2011	Politique en matière d'importations	Réduction temporaire du tarif d'importation.
	Huiles alimentaires	Nov-10	Politique en matière d'importations	Réduction des taxes appliquées sur les importations d'huile de palme et de coco pour juguler la hausse des prix à la consommation.
Sri Lanka	Noix de coco	Jan-11	Aide au développement du secteur	Vente aux producteurs d'engrais chimiques à des prix subventionnés pour accroître la production de noix de coco.
Tanzanie	Huiles alimentaires	Mar-11	Aide au développement du secteur	Exonération de TVA pour les fabricants qui utilisent des graines oléagineuses cultivées localement pour stimuler la demande de graines oléagineuses locales.
	Huile de palme	Nov-10	Régulation du marché / Contrôle des prix	Installation de contrôles temporaires sur les stocks et les ventes d'huile de palme pour protéger les consommateurs contre les flambées des prix. Imposition temporaire de prix de détail maximums, accompagnée de subventions compensatoires pour les extracteurs/fabricants.
Thaïlande	Huile de palme	Jan-11	Régulation du marché et des échanges / Assistance alimentaire	Autorisation exceptionnelle d'importer de l'huile de palme; mise en place de ventes publiques à des prix subventionnés ; et objectifs de production/consommation de biodiesel révisés afin de préserver les disponibilités intérieures.
	Farine de soja	Jan-11	Politique en matière d'importations	Extension pendant un an des droits réduits sur les importations de farine de soja, afin de garantir les disponibilités intérieures de matières premières.
	Huile de soja	Apr-11	Assistance alimentaire	Instauration de contrôles temporaires des prix de détail de l'huile du soja.
Ouganda	Palmiers à huile	Nov-10	Aide au développement du secteur	Le soutien au projet de développement national du palmier à huile a été renouvelé pour encourager la production nationale.
Ukraine	Graines et huile de tournesol	Fév-11	Régulation du marché et des échanges	Accord conclu avec le secteur privé afin de restreindre temporairement les exportations, visant à garantir l'offre sur le marché intérieur.
Émirats arabes unis	Biodiesel	Juil-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Etablissement d'un partenariat avec le secteur privé pour produire du biodiesel à partir d'huile de cuisson recyclée.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
États-Unis	Huile d'olive	Nov-10	Sécurité sanitaire des aliments	Création de normes volontaires pour les huiles d'olive de production nationale et importées afin d'assurer la cohérence et la transparence de l'étiquetage.
	Biodiesel	Déc-10	Politique en matière d'énergies renouvelables	Approbation de l'extension du crédit d'impôt sur le biodiesel jusqu'en décembre 2011 (ainsi que rétroactivement pour tout 2010) afin d'encourager la production.
	Graines de caméline	Juil-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Subventions à la production accordées aux agriculteurs qui s'engagent dans la production de semences de caméline comme matière première alternative pour la fabrication de biodiesel.
	Soja	Juil-11	Recherche et développement	Financement de la recherche sur les techniques agricoles qui permettent aux agriculteurs de s'adapter aux changements climatiques.
	Huile de colza	Sep-11	Politique en matière d'énergies renouvelables	Approbation de l'utilisation de l'huile de colza pour la production et la consommation de biodiesel aux États-Unis.
Venezuela	Soja	Août-11	Soutien des agriculteurs	Hausse des prix à la production du soja pour stimuler la production nationale.

SUCRE

PRIX

Les incertitudes macroéconomiques et la perspective d'un excédent de production en 2011/12 expliquent le récent fléchissement des cours mondiaux de sucre.

Depuis le début de 2011, le marché mondial du sucre est marqué par une forte volatilité des prix, qui ont enregistré une succession de pics et de corrections à la baisse. Après avoir atteint en janvier 2011 leur niveau le plus élevé depuis 30 ans soit 29,61 cents E.U. la livre, les prix ont baissé régulièrement et se sont établis à 22,00 cents E.U. la livre en moyenne en mai, avant d'augmenter à nouveau à 28,20 cents E.U. la livre en juillet. Peu après, les prix ont fléchi pendant trois mois consécutifs, et ont atteint 25,45 cents E.U. la livre en moyenne en octobre. Cependant, les prix restent relativement élevés par rapport à la période 2000-2010. Le récent fléchissement des prix du sucre s'explique par une combinaison de facteurs, notamment les perspectives d'amélioration de l'offre mondiale pour la nouvelle campagne 2011/12 ; les risques associés aux perspectives moins favorables concernant l'économie mondiale, qui devrait entraîner une réduction de la demande ; un fléchissement des prix de l'énergie depuis le mois d'avril ; et l'appréciation du dollar américain par rapport aux devises des principaux pays exportateurs.

PRODUCTION⁸

La production mondiale de sucre devrait augmenter en 2011/12.

Selon les dernières estimations de la FAO, la production mondiale de sucre devrait atteindre 173,1 millions de tonnes en 2011/12, soit une augmentation de 4,1 pour cent par rapport à la campagne 2010/11. La croissance prévue devrait être attribuable à une expansion globale des superficies consacrées à la canne et à la betterave à sucre en réaction à la rentabilité relativement élevée du sucre. En outre, la hausse des prix enregistrée ces 12 derniers mois a favorisé une utilisation accrue des engrais et autres intrants. L'essentiel de l'augmentation devrait survenir dans les pays développés, où la production devrait augmenter de 11,9 pour cent, alors que dans les pays en développement la croissance devrait être de 2 pour cent. Si les prévisions

⁸ Les chiffres concernant la production de sucre correspondent au sucre centrifugé obtenu à partir de la canne à sucre ou de la betterave, exprimés en équivalents bruts. Les données correspondent à la campagne d'octobre/septembre.

Figure 46. Accord internationale sur le sucre (ISA)

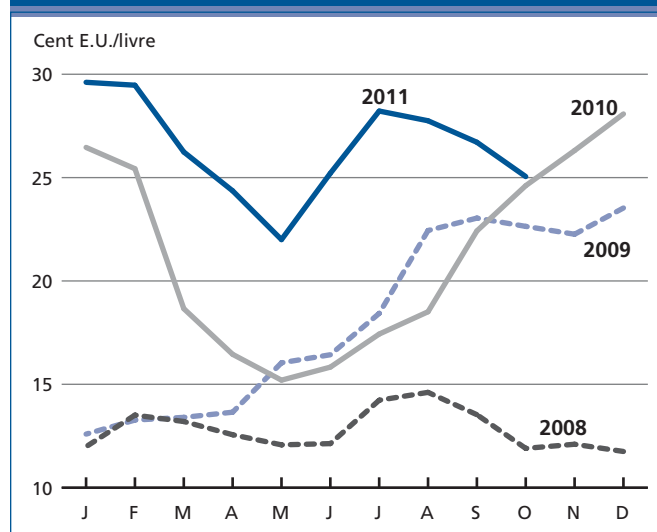


Tableau 17. Aperçu général du marché mondial du sucre

	2009/10	2010/11 estim.	2011/12 prév.	Variation: 2011/12 par rapport à 2010/11
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	156.7	166.3	173.1	4.1
Commerce	58.1	51.3	48.1	-6.1
Utilisation	162.6	164.1	166.6	1.5
Stocks de clôture	54.8	56.5	62.3	10.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/year)	23.8	23.8	23.8	0.4
PFRDV (kg/year)	16.3	16.0	16.1	0.2
Rapport stocks mondiaux- utilisation (%)	33.7	34.4	37.4	
Moyenne du cours quotidien ISA (cents E-U./livre)				
	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	18.1	21.2	26.5	31.8

actuelles se concrétisent, la production mondiale en 2011/12 devrait être plus que suffisante pour couvrir les besoins de consommation. L'excédent, qui pourrait avoisiner 6,5 millions de tonnes, pourrait être révisé à la baisse en cours de campagne compte tenu des incertitudes liées aux conditions météorologiques.

En *Amérique du Sud*, la production devrait se contracter de 6,3 pour cent en 2010/11, principalement en raison d'un recul de la production au **Brésil**. Cette baisse de la production est en partie due à des conditions de croissance

Tableau 18. Production mondiale de sucre

	2010/11	2011/12
	<i>millions de tonnes</i>	
Asie	61.9	66.5
Afrique	10.9	11.7
Amérique centrale	11.7	12.1
Amérique du Sud	47.2	44.2
Amérique du Nord	7.6	7.6
Europe	22.8	26.6
Océanie	4.1	4.4
Monde	166.3	173.1
Pays en développement	129.0	131.4
Pays développés	37.2	41.7

et de récolte défavorables, mais également à des réductions des investissements aux niveaux des exploitations et des raffineries, qui ont eu des répercussions négatives sur les rendements. En 2011/12, selon les estimations, la production totale de canne à sucre pourrait chuter de 11 pour cent par rapport à la précédente campagne. À la clôture de la campagne 2011/12, environ 48,5 pour cent de l'ensemble de la production de canne à sucre devraient être consacrés à la production de sucre, contre 46 pour cent en 2010/11, principalement du fait que les marges sont meilleures que celles obtenues par la conversion de canne à sucre en éthanol. La production de sucre devrait également diminuer en **Argentine**, où des gelées ont entravé la production de canne à sucre, alors qu'elle devrait rester au niveau de l'année dernière en **Colombie**, deuxième plus grand producteur de sucre de la région. En *Amérique centrale*, les premières prévisions font état d'une production stable au **Mexique** par rapport à 2010/11, mais les prix élevés du sucre pourraient inciter les producteurs à accroître l'utilisation des engrais, ce qui pourrait aboutir à une augmentation de la production. Au **Guatemala**, la hausse des prix intérieurs, favorisée par une demande intérieure soutenue, devrait stimuler le développement du secteur, alors qu'une série de mesures politiques, y compris une hausse des prix de la canne à sucre, pourrait entraîner une augmentation de la production à **Cuba**.

La production de sucre en *Afrique* devrait augmenter, principalement du fait de conditions météorologiques favorables. En **Afrique du Sud**, principal producteur de sucre de la région, la production devrait augmenter modérément en 2011/12 par rapport à la dernière campagne, durant laquelle une sécheresse sévère avait réduit la récolte de canne à sucre. Des augmentations sont prévues au **Kenya** et au **Swaziland**, en raison d'une amélioration des conditions météorologiques, alors qu'au **Mozambique**

une expansion régulière des superficies consacrées à la canne à sucre et l'utilisation de variétés à haut rendement devraient se traduire par une hausse de la production.

En **Égypte** et au **Soudan**, la production de sucre devrait également augmenter par rapport à l'an dernier. En *Asie*, la production de sucre devrait progresser lors de la campagne de commercialisation 2011/12, principalement du fait d'une forte croissance en **Inde**. Les prix record de la canne à sucre enregistrés en 2009, ont incité les agriculteurs à accroître les superficies consacrées à la canne à sucre et ont stimulé l'utilisation d'intrants. La canne à sucre étant une plante pérenne, l'essentiel de la récolte de canne à sucre devrait être réalisé lors de cette campagne. Les premières estimations concernant la production de sucre en 2011/12 indiquent un recul de 1,7 pour cent en **Thaïlande** où des conditions météorologiques défavorables et des inondations menacent les rendements des cannes à sucre. Cependant, ces estimations pourraient être révisées, selon l'ampleur des dégâts. Une augmentation de la production est prévue en **Chine** en 2011/12 grâce à une augmentation de 10 pour cent des surfaces consacrées à la betterave à sucre et une augmentation de 5 pour cent des superficies consacrées à la canne à sucre dans les trois principales régions productrices de sucre. L'expansion des superficies s'explique principalement par le soutien financier et les intrants subventionnés fournis par les raffineries de sucre aux agriculteurs. Au **Pakistan**, les estimations indiquent une réduction de la production de sucre en 2011/12, du fait que les agriculteurs ont remplacé les cannes à sucre par des cultures de tournesol et de coton, en raison des prix moins élevés du sucre. La production de 2011/12 devrait augmenter en **Indonésie** et au **Japon** et rester stable en **Turquie**.

En *Europe*, les dernières estimations de l'**UE** font état d'une nette progression de la production de sucre, largement attribuable à une expansion des superficies consacrées à la betterave à sucre et une amélioration des rendements agricoles et des raffineries. Les premiers tests réalisés dans les champs ont montré des hausses supérieures à la moyenne à long terme de la teneur en sucre et des rendements des betteraves à sucre. Stimulée par une augmentation significative des superficies consacrées à la betterave à sucre, la production de sucre devrait croître dans la **Fédération de Russie**, contrairement à l'an dernier, où une sécheresse sévère avait entravé le développement des cultures. Des augmentations sont également prévues en **Ukraine**, du fait de l'expansion des superficies consacrées à la betterave à sucre et de conditions météorologiques favorables. Dans le *reste du monde*, la production aux **États-Unis** devrait rester au niveau de 2010/11, étant donné que le recul de la

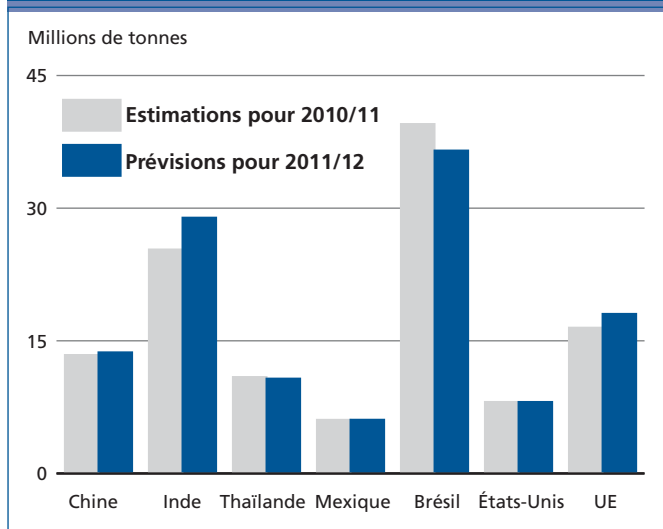
COMMENT LA HAUSSE DES PRIX DU SUCRE SE TRANSMET-ELLE AUX PRODUCTEURS ?

Lors de la campagne de commercialisation 2011/12 un important excédent de production devrait être généré, environ 6,5 millions de tonnes, principalement en raison d'une augmentation des superficies consacrées à la canne et à la betterave à sucre dans les principales régions productrices. Après deux années durant lesquelles les prix du sucre ont été relativement élevés et rémunérateurs, les agriculteurs ont réagi en augmentant les terres et autres ressources productives en faveur de la production de sucre. Un examen de la structure de l'industrie sucrière dans les principaux pays producteurs révèle que, dans la plupart des cas, il existe deux systèmes qui déterminent les prix obtenus par les agriculteurs.

La structure la plus courante est fondée sur une formule de partage des revenus entre les agriculteurs et les usines sucrières. Lorsque la fermeté du marché entraîne une hausse des prix du sucre domestique, la formule garantit que la hausse bénéficie aux agriculteurs tout en les incitant clairement à accroître la production. Le pourcentage du prix final du sucre que les agriculteurs reçoivent varie selon les pays et peut aller de 54 pour cent au Guatemala et 60 pour cent au Brésil, à 70 pour cent en Thaïlande et 72 pour cent dans la Fédération de Russie.

L'autre structure courante dans l'industrie sucrière repose sur la réglementation par les gouvernements des prix payés aux agriculteurs pour la betterave et la canne à sucre, comme c'est le cas dans l'UE et en Inde. Cela signifie que les producteurs ne peuvent pas bénéficier directement des hausses des prix du sucre sur le marché, à moins que les autorités nationales ne relèvent les prix réglementés de la canne et de la betterave à sucre afin de refléter la fermeté du marché. Cependant, sous certaines conditions, l'industrie sucrière peut être forcée d'augmenter les prix qu'elle offre aux agriculteurs à des niveaux supérieurs au prix réglementé. Par exemple, une dépendance accrue envers les marchés d'exportation pratiquant des prix attractifs incitera l'industrie du sucre à augmenter les prix offerts aux agriculteurs afin d'assurer l'approvisionnement. Ou bien, parce que les cultures de sucre sont en concurrence en termes de terres et d'intrants avec d'autres cultures, notamment les céréales et les oléagineux, les sucreries doivent alors offrir aux agriculteurs un prix au moins compétitif avec celui qu'ils recevraient pour les cultures concurrentes. En effet, selon le principe de substitution, les agriculteurs alloueront à d'autres cultures des ressources destinées aux cultures de sucre si ces cultures alternatives offrent des rendements plus élevés. Étant donné que les prix des céréales ont augmenté ces dernières années, les sucreries ont été contraintes d'augmenter leurs prix d'achat du sucre au-dessus du prix minimum pour attirer les agriculteurs. En Inde, par exemple, les prix du blé ont augmenté de près de 75 pour cent entre 2006/07 et 2010/11. Au cours de la même période, les sucreries ont relevé leur prix d'achat aux producteurs de canne à sucre d'environ 89 pour cent, une augmentation nettement supérieure à la hausse de 60 pour cent des prix du sucre réglementés par l'État. Ainsi, même dans le cadre d'un système de prix des produits agricoles réglementés, la concurrence entre les usines sucrières pour garantir les disponibilités peut se traduire par une hausse des prix aux producteurs de canne et de betterave à sucre.

Même si les producteurs ne peuvent pas tirer profit pleinement des avantages de la hausse des prix du marché, une partie des augmentations leur est transmise, même dans les cas où les prix à la production sont administrés par les gouvernements. Cela explique la grande expansion des plantations de canne et de betterave à sucre observée ces deux dernières années.

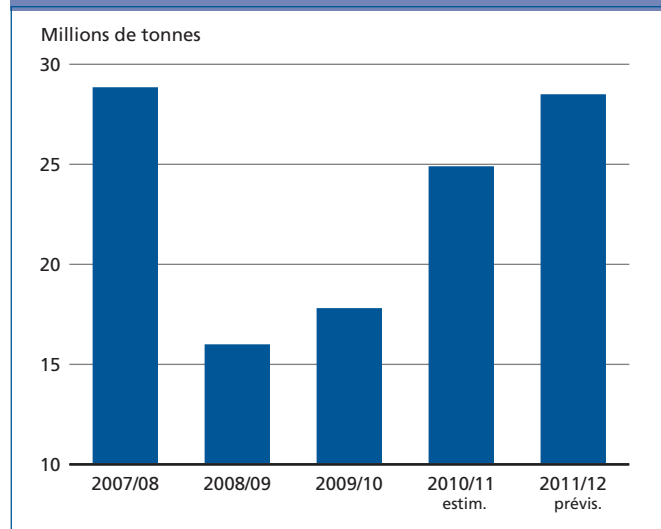
Figure 47. Production de sucre par principaux pays producteurs

production de sucre de betterave devrait être compensé par l'essor de la production de sucre de canne. En **Australie**, la production de sucre devrait augmenter en 2011/12, stimulée par des prix intérieurs élevés ces trois dernières années qui se sont traduits par une expansion significative des superficies consacrées à la canne à sucre.

UTILISATION

La consommation mondiale de sucre devrait augmenter, mais à un taux toujours inférieur à la tendance à long-terme

Selon les dernières estimations de la FAO, la consommation mondiale de sucre devrait atteindre 166,6 millions de tonnes en 2011/12, soit 2,5 millions de tonnes (1,5 pour cent), de plus qu'en 2010/11. L'accroissement des disponibilités et la baisse des prix devraient soutenir une progression de la consommation de sucre par rapport à la précédente campagne. En 2010/11, la hausse des prix de gros du sucre sur les marchés intérieurs, dans pratiquement toutes les régions, a entraîné une baisse de la demande. En Chine, par exemple, les prix élevés du sucre ont incité plusieurs producteurs alimentaires à substituer le sucre par des édulcorants fabriqués à partir d'amidon. De nombreux pays ont pris des mesures pour endiguer l'envolée des prix du sucre sur leurs marchés intérieurs, dans le cadre de mesures plus larges pour juguler l'inflation alimentaire intérieure. Ces mesures comprenaient des débloquages de sucre provenant des stocks, le contrôle des prix au détail et des réductions des droits sur les importations, ainsi que des contingents d'exportations et/ou des taxes à l'exportation

Figure 48. Production de sucre en Inde

élevées. Selon les perspectives actuelles, la consommation mondiale de sucre par habitant restera stable à 23,8 kg en 2011/12. La consommation globale de sucre dans les pays en développement devrait augmenter de 1,8 millions de tonnes et atteindre 118 millions de tonnes, soit 71,0 pour cent de la consommation mondiale. Sur les marchés généralement plus matures des pays développés, la consommation devrait augmenter de 1,6 pour cent, et représenter 29 pour cent du total mondial. Cependant, une croissance économique mondiale plus faible que celle qui est actuellement prévue pour 2011/12, pourrait freiner les perspectives d'augmentation de la demande, étant donné que les secteurs de la fabrication et de la préparation des aliments, y compris le secteur des boissons, qui constituent l'essentiel de la consommation totale de sucre, sont relativement sensibles à l'évolution des revenus.

COMMERCE

Le commerce mondial devrait se contracter en raison d'un recul de la demande d'importation

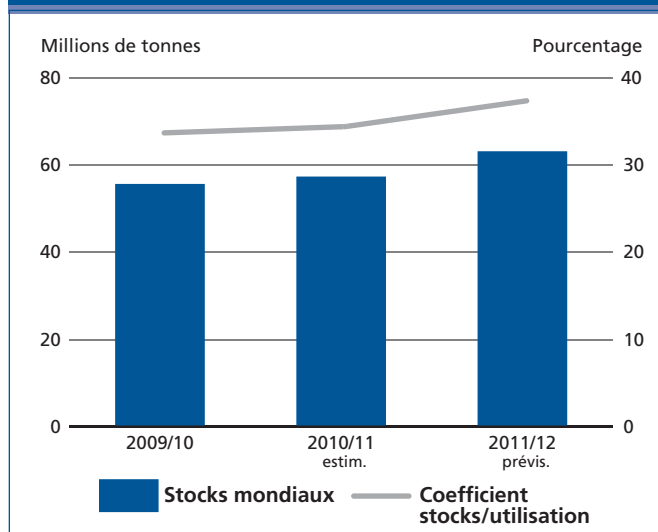
Selon les dernières prévisions de la FAO, les importations mondiales de sucre en 2011/12 (octobre/septembre) devraient s'établir à 47,5 millions de tonnes, environ 6 pour cent de moins que lors de la précédente campagne. Cela s'explique par le recul de la demande d'importation des principaux pays importateurs, où les récoltes devraient être abondantes. Toutefois, à ce stade précoce de la campagne, les prévisions demeurent incertaines. Après avoir été le principal moteur de la croissance mondiale des échanges en 2009/10, **l'Inde** a importé environ 1 million

de tonnes de sucre en 2010/11, soit 83 pour cent de moins qu'en 2009/10 et, en raison d'une production abondante prévue pour la nouvelle campagne, le pays ne devrait pas avoir besoin d'importer de sucre en 2011/12. Toutefois, malgré l'absence de l'Inde sur le marché, la croissance des importations asiatiques devrait rester stable, du fait de la croissance démographique et de celle des revenus. Les achats de l'**Indonésie** devraient augmenter de 10 pour cent, notamment en raison de l'essor récent de sa capacité de raffinage, qui devrait renforcer sa position comme l'une des principales destinations des importations de sucre brut en Asie. L'Indonésie devrait importer l'essentiel de son sucre de Thaïlande en raison des faibles coûts de transport et de la qualité qui satisfait aux normes imposées par le gouvernement. Les expéditions à destination de la **Chine** devraient aussi augmenter, du fait d'une forte demande intérieure et de la nécessité de reconstituer les réserves publiques, après que de grandes quantités ont été mises sur le marché l'année dernière pour freiner la hausse des prix du sucre sur le marché intérieur. En Europe, les expéditions à destination de l'**UE** devraient également diminuer en raison de la hausse de la production domestique. Au cours de la campagne 2010/11, la situation tendue de l'offre a incité l'Union européenne à prendre une série de mesures, y compris la suspension des droits de douane pour les importations au titre du contingent CXL et la reclassification de 500 000 tonnes de sucre hors-quota. Depuis la mise en place de diverses réformes dans le sous-secteur du sucre en 2006, l'UE est passée du statut d'exportateur net de sucre à celui de principal importateur mondial de sucre.

Les expéditions à destination de la **Fédération de Russie**, autrefois principal importateur mondial de sucre, devraient également diminuer sensiblement, en raison de la hausse de la production de betterave à sucre. Les importations devraient être destinées à la forte croissance du secteur de l'industrie alimentaire, et provenir pour l'essentiel du Brésil. Dans le *reste du monde*, les expéditions à destination des **États-Unis** devraient rester semblables à celles de la précédente campagne, avec environ 1,38 millions de tonnes expédiées dans le cadre d'un contingent tarifaire. Des importations supplémentaires pourraient être nécessaires au cours de la campagne pour reconstituer les stocks. Les importations des pays d'**Afrique** devraient diminuer, car une amélioration des disponibilités intérieures devrait se substituer aux importations.

Malgré une augmentation de la production mondiale de sucre, les disponibilités exportables devraient diminuer, en raison d'un recul de la production au Brésil, plus grand exportateur mondial, de la demande intérieure soutenue dans les pays exportateurs et de la nécessité de plusieurs

Figure 49. Stocks de clôture de sucre et rapport stocks mondiaux-utilisation



pays producteurs de reconstituer des stocks qui ont été largement utilisés au cours des deux dernières campagnes. Le **B Brésil** devrait exporter environ 22,1 millions de tonnes, environ 11 pour cent de moins qu'en 2010/11, même si les exportations devraient tout de même compter pour un peu moins de la moitié des exportations mondiales. Les expéditions de la **Thaïlande**, deuxième plus grand exportateur de sucre au monde, devraient augmenter du fait de la situation tendue de l'offre mondiale (production et stocks). L'essentiel des exportations de sucre devraient concerner des pays voisins, notamment la Malaisie et la République de Corée, mais également la Fédération de Russie. La Thaïlande devrait également atteindre le contingent tarifaire des États-Unis d'environ 15 000 tonnes (valeur brute) et pourrait satisfaire à des quantités de quota supplémentaires. Toutefois, si l'impact des récentes inondations qui ont touché les zones de production de canne à sucre s'avère plus grave que prévu, les estimations concernant les exportations devront être révisées à la baisse en conséquence. Les exportations de l'**Australie**, troisième plus grand fournisseur au monde, devraient augmenter par rapport aux niveaux de 2010/11, car son excédent exportable devrait s'accroître en raison de l'essor de la production. Les livraisons en provenance de **Afrique du Sud** devraient diminuer et rester en dessous de la tendance à long terme. L'essentiel des expéditions devrait être destiné au marché de l'Union douanière d'Afrique australe (UDAA). Les exportations du **Guatemala** devraient être soutenues par une hausse des disponibilités et des prix concurrentiels. Les importations de sucre, principalement à destination du Mexique et des États-Unis, sont devenues la plus importante

source de devises pour le Guatemala. De même, les expéditions de **Cuba** devraient augmenter, en raison d'une hausse des disponibilités. A la suite des mesures annoncées récemment pour réhabiliter le sous-secteur du sucre, le pays, autrefois principal exportateur mondial, projette de transformer l'industrie sucrière en une source durable de devises étrangères.

VIANDES ET PRODUITS CARNÉS

COURS MONDIAUX

Les prix de la viande ont fléchi ces derniers mois, mais restent à des niveaux historiquement élevés

Les prix élevés des produits pour l'alimentation animale, des conditions météorologiques défavorables, des épidémies et la reconstitution des troupeaux ont maintenu les prix de la viande à des niveaux record en 2011. En avril, l'indice FAO des prix de la viande s'élevait à 180 points, la valeur la plus élevée jamais enregistrée depuis sa création il y a plus de 20 ans. Depuis le mois d'avril, les prix ont baissé et en octobre 2011, l'indice FAO des prix de la viande s'établissait à 177 points. Toutefois, malgré ce fléchissement, les prix de la viande restent supérieurs de 12 pour cent à ceux d'octobre 2010. C'est la viande ovine qui a enregistré la plus forte progression, une hausse de 35 pour cent, suivie des viandes bovine et de volaille, en hausse de respectivement 16 et 12

Figure 50. Évolution des indices des prix des viandes et des aliments pour animaux (2002-2004 = 100)

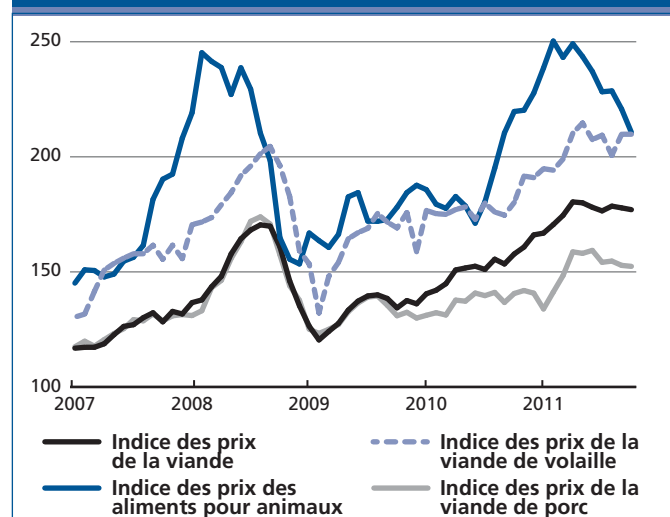


Tableau 19. Aperçu général des marchés de la viande

	2009	2010 estim.	2011 prév.	Variation: 2011 par rapport à 2010
	millions de tonnes			%
BILAN MONDIAL				
Production	283.6	290.8	294.7	1.3
Viande bovine	65.0	65.0	64.6	-0.5
Viande de volaille	93.6	98.1	101.1	3.1
Viande porcine	106.3	109.2	110.2	0.9
Viande ovine	12.9	13.0	13.0	-0.1
Commerce	25.2	26.5	27.4	3.6
Viande bovine	7.2	7.6	7.6	0.9
Viande de volaille	11.1	11.6	12.1	3.7
Viande porcine	5.8	6.1	6.6	7.9
Viande ovine	0.9	0.8	0.8	-2.8
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	41.4	42.0	42.1	0.1
Pays développés (kg/an)	78.4	78.6	78.3	-0.4
Pays en développement (kg/an)	31.1	31.9	32.2	0.8
Indice FAO des prix de la viande (2002-2004=100)	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	133	152	177	18.0

pour cent. La fermeté des prix s'explique principalement par une demande d'importation soutenue, particulièrement à destination des marchés asiatiques et de la Fédération de Russie, qui ont entraîné une hausse de 3,6 pour cent des échanges mondiaux de viande, à 27,4 millions de tonnes.

VIANDE BOVINE

En raison d'une contraction des cheptels dans les principaux pays exportateurs, les prix de la viande de bœuf devraient rester élevés

Limitée en raison des faibles effectifs des cheptels, des sécheresses et des programmes de reconstitution des troupeaux, la production mondiale de viande bovine devrait légèrement baisser à 65 millions de tonnes en 2011. La production au Brésil et aux États-Unis, qui représentent à eux deux un tiers des exportations et de la production mondiale de viande de bœuf, devrait se contracter. Aux États-Unis, la production de bœuf est en recul malgré une liquidation accrue des cheptels, en raison d'une sécheresse historique qui a frappé les principales régions de pâturages. En outre, l'absence de précipitations a provoqué une réduction des troupeaux de vaches au niveau le plus bas depuis 1950. Par conséquent, les disponibilités de viande de bœuf aux États-

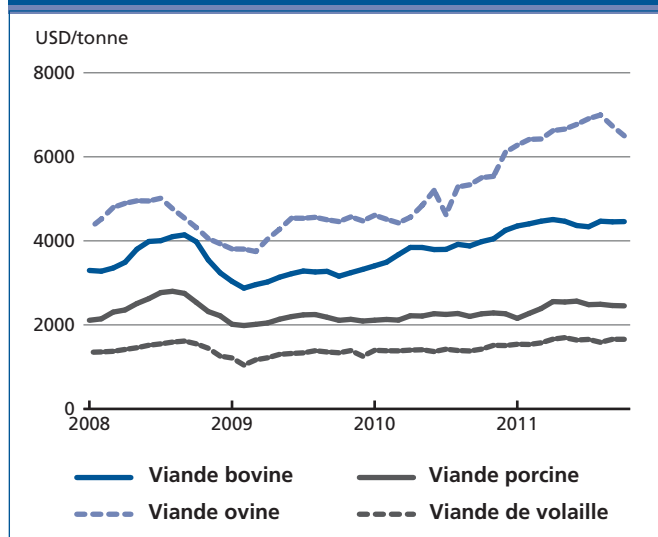
Unis devraient être limitées dans les prochaines années, une perspective qui devrait également concerner le **Mexique**, également frappé par la sécheresse. Des conditions de sécheresse persistent également dans la corne de l'Afrique, qui abrite les plus grands troupeaux de bovins d'Afrique, et provoquent une détérioration progressive du fourrage en **Éthiopie**, au **Kenya** et en **Somalie** entraînant des conditions difficiles pour les animaux et des taux de mortalité élevés.

En Amérique du Sud, les faibles effectifs des cheptels minent les perspectives concernant la production, qui devrait baisser pour la deuxième année consécutive. Au **Brésil**, la production est entravée par la disponibilité limitée d'animaux de qualité, la concurrence de viandes moins chères sur le marché intérieur et le ralentissement des exportations. Dans les pays voisins, **l'Argentine** et **l'Uruguay**, les effectifs des troupeaux ont diminué à leur plus bas niveau de ces dix dernières années. En Argentine, la diminution est liée à des restrictions gouvernementales en matière de poids d'abattage et d'exportations qui, malgré des prix élevés, ont sapé la production et les investissements dans le secteur. Des conditions de sécheresse en début d'année en **Uruguay** et la hausse des exportations de bovins vivants se sont traduites par une réduction des abattages et de la production du pays. Le **Paraguay**, qui aurait dû tirer profit de son statut récemment acquis auprès de l'OIE de zone indemne de maladie, a été frappé par une épidémie de fièvre aphteuse (FA) mi-septembre, qui devrait entraîner une réduction des abattages et une diminution des exportations de 16 pour cent. Les effectifs de bovins au **Canada** sont à leur niveau le plus bas depuis 1994 et la reconstitution des troupeaux a entraîné un recul de presque 10 pour cent de la production en 2011. Les perspectives du secteur sont également sous pression en raison d'une réduction de 40 pour cent des exportations de bovins vivants, suite à l'introduction aux États-Unis d'une loi sur la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes (COOL), une politique actuellement en litige à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En Europe, la reconstitution des troupeaux laitiers dans **l'UE** et dans la **Fédération de Russie** et la réforme de la politique de l'Union européenne, qui a progressivement réduit le soutien au secteur de la viande bovine, ont provoqué une baisse des effectifs de bovins et ont limité la croissance de la production. En revanche, au **Kazakhstan**, les troupeaux et la production sont en expansion, soutenus par l'instauration de subventions gouvernementales destinées à l'élevage des animaux et au fourrage, ainsi que par un accès au crédit avantageux pour les producteurs.

En Asie, **l'Inde**, qui est désormais le cinquième plus grand pays producteur de bœuf, a bénéficié d'une offre suffisante

Figure 51. Moyenne des cours mondiaux pondérée en fonction des échanges



de bovins destinés à l'abattage, en partie du fait de l'essor du secteur des produits laitiers dans le pays qui a abouti à un nombre croissant d'animaux mâles. Cependant, ailleurs dans la région, les prix élevés des aliments pour animaux et les politiques continuent d'exercer des pressions à la baisse sur la production. Par exemple, dans la **République de Corée**, la mesure de stabilisation des prix du veau, introduite par le gouvernement à la suite de la pire épidémie de fièvre aphteuse qu'ait jamais connu le pays, incite les producteurs à garder les animaux pour la reconstitution des troupeaux, limitant le potentiel de croissance de la production. En **Indonésie**, une interdiction d'exportation liée au bien-être des animaux, imposée par l'Australie sur les bovins vivants exportés sur le marché indonésien, devrait se traduire par une réduction des abattages de bovins et un recul de la production de bœuf. Les pertes de bétail provoquées par les catastrophes naturelles au **Pakistan** (2010, 2011) et au **Japon** (2011) devraient entraîner une baisse de la production de bœuf dans ces deux pays, tandis que les prix élevés des aliments pour animaux limitent actuellement la production en **Chine**. En Océanie, la production de bœuf devrait progresser en **Australie**, après plusieurs années de reconstitution des cheptels.

La demande d'importation croît malgré la hausse des prix

La réduction de l'offre dans des pays traditionnellement importateurs, tels que **l'Indonésie**, le **Japon** et la **Fédération de Russie**, a fait grimper les importations en 2011 à 7,6 millions de tonnes. Les pays d'Asie représentent la moitié des importations mondiales, et devraient encore

augmenter leurs importations de bœuf de près de 10 pour cent à 3,5 millions de tonnes, notamment en raison d'une hausse des expéditions à destination de la **RAS de Hong Kong**, de la **Malaisie**, des **Philippines** et de la République de Corée. Au **Japon**, la découverte d'une contamination radioactive du bétail qui avait consommé de la paille de riz dans la région proche du site de l'accident nucléaire, a stimulé la demande de bœuf d'importation. La levée par le **Viet Nam** de l'interdiction d'exporter qui pesait sur les bovins canadiens depuis huit ans, a favorisé les importations, qui ont été multipliées par 100 au cours des cinq dernières années. Ailleurs, un quasi doublement des importations de bœuf est prévu en **Turquie**, malgré le rétablissement en milieu d'année des droits d'importations, qui avait été précédemment réduits, sur les coupes de bœuf et les bovins d'engraissement et d'abattage. L'interdiction décrétée par l'Australie sur l'exportation de bovins sur pied à destination de **l'Indonésie**, devrait probablement favoriser un transfert de la demande d'importation de bœuf dans ce pays. Dans la **Province chinoise de Taiwan**, une réglementation imposant des tests visant à détecter la présence de ractopamine, un médicament autorisé dans de nombreux pays, devrait entraîner un ralentissement des expéditions. Les expéditions à destination de **l'Égypte**, un marché important au Moyen-Orient, devraient diminuer, en raison de la perturbation des échanges du fait des troubles politiques qu'a connu le pays en début d'année. Les importations régionales en Amérique centrale et dans les Caraïbes sont en baisse pour la troisième année consécutive, étant donné que la demande de produits d'importations à destination du **Mexique** a été réduite suite à une augmentation des abattages, conséquence de la sécheresse, qui a entraîné une hausse des disponibilités sur le marché intérieur.

Grâce à un taux de change favorable et à la réouverture des marchés, qui avaient été fermés en raison d'inquiétudes concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), les exportations de viande de bœuf des **États-Unis** augmentent à un rythme soutenu. Si les prévisions actuelles, d'une hausse de 20 pour cent des expéditions à 1,3 millions de tonnes se confirment, le pays deviendra le deuxième plus grand exportateur de bœuf au monde, après le Brésil. Bien que les États-Unis soient toujours le plus gros importateur de bœuf au monde, pour la première fois ils pourraient être en situation d'exportateur net. À l'inverse, à cause de taux de change défavorables et de disponibilités limitées de bovins, les expéditions en provenance d'Amérique du Sud et du Canada devraient diminuer de respectivement 10 et 20 pour cent, du fait d'une réduction des livraisons du **Brésil**, mais aussi de **l'Argentine**, du **Paraguay** et de **l'Uruguay**. En Europe, la faiblesse de l'euro favorise la vente de bœuf de

l'UE à la Fédération de Russie et sur de nombreux marchés du Moyen-Orient, notamment en Turquie. À l'inverse, en raison de la force de leurs monnaies, les exportations de **l'Australie** et de la **Nouvelle Zélande** devraient baisser. Cela devrait permettre à **l'Inde** d'accroître ses expéditions et de devenir le quatrième exportateur de viande de bœuf, étant donné que la forte demande de viande de buffle à bas prix dans les pays du sud-est asiatique, comme la Malaisie et les Philippines, devrait favoriser une augmentation des exportations de viande bovine, y compris de buffle.

VIANDE PORCINE

Le secteur de la viande porcine peine à se redresser suite aux épidémies

Le ralentissement de la croissance en Asie, qui détient environ 65 pour cent des effectifs mondiaux de porcs, se répercute sur la production mondiale de viande de porc qui devrait s'établir à 110 millions de tonnes, seulement 1 pour cent de plus qu'en 2010. Des foyers de maladie fin 2010 ont décimé les cheptels porcins en **Chine** et dans la **République de Corée**, provoquant une pénurie des disponibilités qui s'est traduite par une hausse de 60 pour cent des prix de la viande de porc sur les marchés intérieurs de ces deux pays au cours des douze derniers mois. En **Chine**, selon les estimations, la production devrait atteindre environ 52 millions de tonnes, 2 pour cent de plus qu'en 2010, mais le plus faible taux de croissance depuis 2007. Le ralentissement de la production a incité le gouvernement à réintroduire des subventions destinées à l'élevage des truies pour les grands producteurs et à mettre sur le marché de la viande de porc en provenance des stocks pour juguler l'inflation alimentaire. Les conséquences des maladies devraient être encore plus fortes dans la **République de Corée**, où une augmentation des mises-bas ne devrait que partiellement remplacer la perte d'un tiers du cheptel national. Par conséquent, la production devrait se contracter d'environ 25 pour cent. Au **Japon**, une diminution des naissances de porcelets dans les provinces touchées par les retombées nucléaires et une réduction de 13 pour cent des exploitations porcines au cours des trois dernières années, devrait provoquer un recul de la production d'environ 7 pour cent.

En Amérique du Sud, en raison d'une baisse de 20 pour cent des prix de la viande de porc au **Brésil** et de la liquidation de certaines exploitations suite à l'imposition de restrictions à l'exportation, la production dans la région ne devrait croître que de 1 pour cent. Cependant, dans une région caractérisée par une consommation de bœuf élevée, la hausse des prix intérieurs du bœuf dans la plupart

des pays de la région, devrait permettre une croissance de la demande des consommateurs pour la viande de porc, en particulier en **Argentine**, au **Chili**, en **Colombie** et en **Uruguay**.

Dans les pays développés, la production totale de viande de porc devrait stagner à environ 41,3 millions de tonnes, en raison des coûts élevés des aliments pour animaux. Au **Canada** et aux **États-Unis**, une envolée de la productivité des truies, par exemple plus de dix porcelets par portée, devrait se traduire par une augmentation de 1 pour cent de la production dans les deux pays, avec une croissance plus importante vraisemblablement l'année prochaine, en particulier si les prix des aliments pour animaux continuent de fléchir. Dans **l'UE**, le secteur devrait stagner en 2011, en raison d'une baisse de la rentabilité. La hausse des coûts de production du fait de la mise en œuvre de nouvelles exigences en matière de bien-être des animaux et les prix élevés des aliments pour animaux ont incité les exploitations commerciales les moins efficaces à liquider leurs cheptels porcins. Dans la **Fédération de Russie**, de nouvelles mesures d'aide au secteur favorisent une croissance des investissements dans le secteur et dans la production.

Une croissance à deux chiffres des importations asiatiques renforce les perspectives concernant le commerce de viande porcine

La forte croissance de la demande mondiale devrait entraîner une hausse de 8 pour cent des échanges mondiaux de viande de porc en 2011, qui devraient atteindre 6,6 millions de tonnes. Suite à l'abattage de presque un tiers du cheptel porcin après l'apparition de foyers de fièvre aphteuse l'an dernier, les importations de la **République de Corée** devraient augmenter de 57 pour cent. Les importations de viande de porc de la **Chine** devraient également augmenter à des niveaux record cette année, pour tenter de juguler l'inflation des prix alimentaires. La forte demande de la **RAS de Hong Kong**, du **Japon**, de **Singapour** et du **Viet Nam** devrait davantage encore renforcer l'expansion du commerce. Une grande partie de l'augmentation des échanges devrait être satisfaite par une hausse des exportations en provenance de **l'UE** et des **États-Unis**. Aux États-Unis, les expéditions ont atteint un rythme record, qui pourrait se traduire par une croissance record de 17 pour cent. Les exportateurs dans le pays bénéficient de la résolution d'un litige relatif aux services de camionnage avec le Mexique et de la diminution de la concurrence sur le marché de la Fédération de Russie, en raison de restrictions vétérinaires imposées par le pays sur la viande de porc en provenance du Brésil. Ces mêmes restrictions devraient également favoriser une croissance des exportations de **l'UE**,

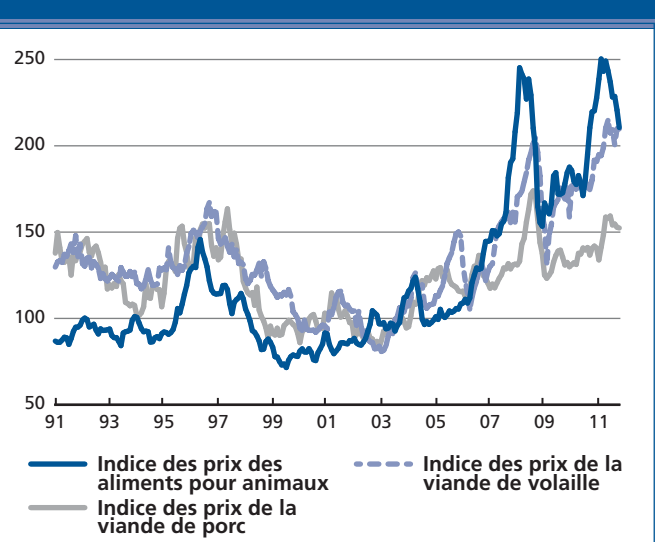
également renforcée par la mise sur le marché de viande de porc en provenance de stocks privés suite à la crise de la dioxine l'an dernier. En revanche, les expéditions en provenance du **Brésil** devraient diminuer quelque peu, du fait de l'accès réduit au marché russe.

VIANDE DE VOLAILLE

Les prix élevés des aliments pour animaux réduisent de moitié la croissance de la production

La production mondiale de viande de volaille devrait dépasser 101 millions de tonnes en 2011, la part de la viande de volaille dans l'offre mondiale de viande pourrait ainsi augmenter d'un demi-point à 34 pour cent. Toutefois, une baisse de la rentabilité en raison des prix élevés des aliments pour animaux et l'apparition de foyers de maladies pourraient limiter la croissance de la production mondiale à seulement 3 pour cent, alors qu'elle était de 5 pour cent en 2010. Aux **États-Unis**, qui compte pour un cinquième de la production mondiale, les prix élevés des aliments pour animaux et un accès plus difficile au marché chinois après l'imposition de droits antidumping ont grandement contribué à une réduction de 30 pour cent des bénéfices escomptés et à la fermeture de certaines entreprises. En conséquence, la production ne devrait augmenter que de 1 pour cent, à 19,9 millions de tonnes, alors qu'elle avait été de 3 pour cent l'an dernier. Une croissance plus importante, de 2 pour cent est prévue dans **l'UE**, grâce à une demande d'exportation soutenue qui devrait

Figure 52. Évolution des indices des prix des viandes de volaille et de porc et des aliments pour animaux (2002-2004 = 100)



soutenir les prix et la production, et compenser la hausse des coûts de production découlant des règlements plus rigoureux en matière de bien-être des animaux. Dans la **Fédération de Russie**, les interventions gouvernementales visant à contenir les prix des aliments pour animaux, et les restrictions imposées sur les importations de volailles, ont stimulé un taux de croissance de la production à deux chiffres. Des mesures similaires favorisent les investissements et la production au **Kazakhstan** et en **Ukraine**.

En Asie, les prix élevés de la viande de porc par rapport à la viande de volaille favorisent un changement de comportement des consommateurs en faveur de la viande de volaille. Toutefois, la croissance du secteur en Asie continue d'être entravée par une résurgence du virus de la grippe aviaire (H5N1). En conséquence, la production dans la région, qui représente un tiers de la production mondiale, affiche une croissance de 3,5 pour cent, un niveau inférieur aux tendances récentes. Le ralentissement est en grande partie causé par une croissance faible voire négative dans les pays où le virus H5N1 est toujours solidement retranché, tels que le **Bangladesh**, **l'Indonésie** et le **Vietnam**. Dans d'autres pays endémiques, telles que la **Chine** et **l'Inde**, mais aussi la **Thaïlande** où la maladie a été maîtrisée, l'essor d'exploitations plus grandes et mieux bio-sécurisées soutiennent une augmentation de la production, mais à un rythme plus lent. La **Malaisie**, pays non endémique, a quant à elle favorisé la croissance de la production de viande de volaille en augmentant le prix plafond pour la vente de viande de volaille au détail. Alors que les préoccupations concernant la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et des produits alimentaires au **Japon** ont provoqué une baisse de la production, la propagation d'une souche mutante du virus H5N1 dans des pays exempts de virus depuis plusieurs années, soulève des inquiétudes concernant la production et la santé humaine en **Mongolie** et au **Népal**, mais aussi dans les pays non asiatiques, comme la **Bulgarie**, **Israël** et la **Roumanie**.

C'est en Amérique du Sud que la croissance de la production devrait être la plus forte. Un resserrement de l'offre et la hausse des prix du bœuf dans la région ont stimulé la demande de viande de volaille, qui s'est traduite par une hausse de presque 5 pour cent de la production, à 18 millions de tonnes. En **Argentine**, l'octroi de prêts subventionnés et la forte croissance des exportations ont fait grimper la production de 10 pour cent. La production avicole devrait également progresser au **Brésil**, au **Chili**, en **Colombie** et au **Pérou**. Le **Venezuela** représente une exception dans la région, du fait de l'imposition de contrôles

sur les prix à la consommation qui ont découragé les investissements dans le secteur.

La croissance du commerce de viande de volaille ralentit dans un contexte caractérisé par des restrictions des échanges et des litiges

Même si le commerce de viande de volaille pourrait augmenter de 4 pour cent à plus de 12 millions de tonnes en 2011, le contexte international du commerce de viande de volaille continue d'être caractérisé par l'imposition de mesures visant à restreindre les échanges et par des litiges toujours plus fréquents. Tandis que le **Canada** et le **Mexique** devraient augmenter leurs importations en 2011, des réductions des contingents tarifaires pour la viande de volaille dans la Fédération de Russie compromettent les perspectives concernant les échanges mondiaux de viande de volaille. La **Fédération de Russie**, principal importateur de volaille au monde jusqu'en 2008, devrait réduire ses achats de 30 pour cent par rapport à 2010, à un niveau équivalent à un tiers des achats effectués en 2008. De même, les expéditions à destination de **l'Ukraine** ont chuté de 70 pour cent par rapport à leur niveau de 2010. En Asie, la croissance des importations à destination du **Japon**, des **Philippines** et du **Viet Nam** devraient plus que compenser une baisse des importations de la **Chine** pour la troisième année consécutive, en raison de l'imposition de droits antidumping et de droits compensateurs sur les produits en provenance des États-Unis, qui ont déposé en septembre une plainte devant l'OMC.

Contrairement aux **États-Unis**, où les exportations de viande de volaille devraient diminuer pour la troisième année consécutive du fait d'un accès plus difficile à ses marchés traditionnels, les expéditions du **Brésil** et de **l'UE** devraient tirer profit de la forte demande de viande de volaille dans la **RAS de Hong Kong** et en **Arabie saoudite**, ainsi que dans de nombreux pays en Afrique, une région qui ne représente que 10 pour cent du commerce mondial, mais qui enregistre la plus forte croissance des importations. La forte demande d'importation provient de **l'Angola**, du **Bénin**, de **l'Égypte**, de la **Namibie** et surtout, de **l'Afrique du Sud**, où l'appréciation de la monnaie a stimulé les achats malgré l'imposition de droits antidumping sur la volaille des États-Unis. **L'Iraq**, la **République islamique d'Iran** et le **Koweït** devraient également enregistrer un rythme soutenu des importations, en provenance des pays exportateurs d'Amérique du Sud, en particulier d'Argentine, du Brésil et du Chili. En revanche, **l'UE** devrait renforcer sa position d'exportateur net, grâce à un accroissement des disponibilités de viande de volaille, dans un contexte

caractérisé par une restructuration du secteur en raison des réglementations plus strictes en matière de bien-être des animaux et le maintien de quotas d'importations.

VIANDE OVINE

Une production à des niveaux historiquement bas dans les pays développés provoque une flambée record des prix de la viande ovine

La stagnation de la production mondiale de viande ovine qui dure depuis cinq ans devrait se poursuivre en 2011 en raison de la réduction des troupeaux de moutons en Océanie, en Europe et en Amérique du Nord et d'un taux de mortalité record du bétail provoquée par la sécheresse dans la corne de l'Afrique. En **Chine**, qui détient près du tiers des effectifs mondiaux d'ovins, la croissance de la production ralentit car les autorités ont limité de nombreuses exploitations agricoles ovines afin de tenter d'endiguer l'érosion et la désertification et de préserver l'environnement. En Océanie, d'où partent plus des deux tiers des expéditions mondiales, la production devrait diminuer de 8 pour cent, en raison de conditions météorologiques difficiles qui ont eu des répercussions négatives sur l'agnelage en **Nouvelle-Zélande**, tandis que les producteurs en **Australie** conservent des agneaux afin de reconstituer leurs cheptels, du fait des prix proches de niveaux records. La corne de l'Afrique a été marquée par deux saisons consécutives durant lesquelles les précipitations ont été inférieures à la moyenne et qui ont abouti à un épuisement des ressources pastorales en **Éthiopie**, au **Kenya** et en **Somalie** et par conséquent à une mortalité du bétail importante. En **Éthiopie**, les taux de mortalité dans les régions frappées par la sécheresse sont estimés à environ 60 pour cent des bovins, 40 pour cent de la population ovine et 25 à 30 pour cent de la population caprine. Au **Soudan**, les prix des moutons ont triplé et ont atteint des niveaux record étant donné que la consommation intérieure reste soutenue et que les pénuries sur les marchés du Moyen-Orient, une

région fortement dépendante des importations de moutons vivants de l'Australie et de la corne de l'Afrique ont favorisé les expéditions d'animaux sur pied. En Asie, des inondations dues à la mousson dans le sud du **Pakistan**, quatrième producteur de viande ovine et un exportateur majeur au Moyen-Orient, ont mis des millions d'animaux en péril, bloqués par les inondations et confrontés à des infections parasitaires, des maladies et des pénuries de fourrage.

Des prix plus élevés et des pénuries d'animaux se traduisent par un recul des échanges pour la deuxième année consécutive

Même si les exportations devraient augmenter en provenance de fournisseurs non traditionnels, comme **l'Argentine**, **l'Inde** et la **République islamique d'Iran**, une diminution des disponibilités exportables en **Australie** et en **Nouvelle-Zélande** devrait provoquer une réduction des exportations mondiales en 2011 à 824 000 tonnes, soit une baisse de 3 pour cent par rapport à 2010. Le recul des expéditions d'animaux vivants en provenance de la corne de l'Afrique, frappée par la sécheresse, pèse sur les marchés et contribue à la hausse des prix de plus de 80 pour cent dans les pays du Moyen-Orient. Dans de nombreux pays du Moyen-Orient fortement dépendants des importations, la faible disponibilité de viande ovine et d'animaux vivants a entraîné une envolée des prix et provoqué des réponses politiques diverses, telles que le subventionnement des prix des moutons au **Qatar**, la détermination des prix dans les **Émirats arabes Unis** et le subventionnement du fourrage en **Arabie saoudite**. Sur d'autres marchés, les prix mondiaux élevés devraient limiter les livraisons en **Chine** alors qu'une baisse des importations de **l'UE** devrait être compensée par une hausse des expéditions à destination des **États-Unis**, où les niveaux des stocks de moutons ont chuté à leur niveau le plus faible depuis 100 ans et où les prix ont augmenté de 70 pour cent, probablement en réaction à la hausse de la demande de viande de mouton et de chèvre induite par l'évolution démographique.

Tableau 20. Principales évolutions des politiques relatives aux marchés des viandes et produits carnés: de janvier à octobre 2011

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Argentine	Viande de bœuf	Juin-11	Contrôles des prix	Hausse d'environ 30 pour cent des prix maximums, de gros et de détail, de la viande de bœuf, après trois ans sans changement.
Australie	Bovins sur pied	Juin-11	Interdiction d'exporter	Interdiction d'exporter des bovins sur pied à destination de l'Indonésie, par la suite levée au début du mois de juillet, après l'imposition de réglementations plus rigoureuses concernant le bien-être des animaux, la traçabilité, etc..
	Bétails sur pied	Août-11	Mesures de soutien aux exportations	Soutien de 73 millions de dollars E.U. (70 millions AUD) accordé aux producteurs de bovins touchés par la suspension des exportations de bovins. En outre, les taux d'intérêt sur les nouveaux prêts seront subventionnés à hauteur de 314 000 \$EU (300 000 AUD) pendant deux ans pour les différents acteurs impliqués dans les exportations de bétail.
	Viandes de porc et de volaille	Mai-11	Levée de l'interdiction d'importer	Levée de l'interdiction d'importer des viandes de porc et de volaille et des produits à base de viande déjà préparés contenant de la viande de porc en provenance d'Allemagne (imposée début janvier en raison de la crise de la dioxine).
Chine	Viande de volaille	Avr-11	Interdiction d'importer	Interdiction d'importer des produits à base de volaille des Pays-Bas après la découverte le 22 mars d'un foyer du virus de la grippe aviaire H7N1.
	Viandes bovine, porcine, ovine et caprine	Avr-11	Restrictions aux importations	À partir du 1er avril, toutes les importations de viandes bovine, porcine, ovine et caprine, ainsi que des abats de viande rouge sont soumises à une obligation d'avis d'importation à la Chambre de Commerce chinoise pour l'importation et l'exportation de produits alimentaires, de produits du terroir et de sous-produits animaux.
	Porcs vivants	Juin-11	Subventions	Réinstauration d'une subvention de 400 millions de dollars E.U. (2,5 milliards de RMB) accordée à l'élevage de porcs afin d'éviter les difficultés d'approvisionnement et les envolées de prix observées durant la première moitié de l'année.
	Porcs vivants	Juil-11	Subventions	Réinstauration des subventions accordées à l'élevage des truies reproductrices à hauteur de 100 yuans (15,60 \$EU) par animal (la subvention avait été suspendue mi-2010).
Suisse-Colombie	Viande séchée	Juil-11	Accord de libre-échange	Entrée en vigueur d'un accord de libre-échange (ALE) le 1er juillet dans le cadre duquel la Suisse obtient des concessions douanières sur la viande séchée.
Canada-Colombie	Viandes de bœuf et de porc	Août-11	Accord de libre-échange	Entrée en vigueur d'un accord de libre-échange le 15 août : les droits de douane colombiens sur les importations de bœuf canadien seront éliminés sur une période de 12 ans, avec des volumes croissants de contingents d'importations en franchise de droit durant cette période ; les droits sur le porc canadien seront progressivement supprimés sur une période de 13 ans ; les droits de douane sur des quantités globales déterminées dans l'accord sont établis à 20 pour cent et progressivement éliminés de manière à ce que ces contingents soient exempts de droits en cinq ans.
UE	Viande de bœuf	Mars/Juil/Août 2011	Extension d'un contingent d'importation en franchise de droit	Contingents tarifaires pour les importations de viande bovine de haute qualité étendus au Canada (mars 2011), à la Nouvelle-Zélande (juillet 2011) et à l'Uruguay (août 2011).
	Viande de porc	Fév-11	Intervention publique sur le marché	Introduction le 1er février d'un programme d'aide au stockage privé (PSA) pour la viande de porc européenne, en réaction à la crise de la dioxine en Allemagne (le programme a pris fin le 23 février).
	Poulets vivants	Juin-11	Réglementations sur le bien-être des animaux	Renforcement de la réglementation concernant la protection des poulets destinés à la production de viande.
UE - Rép. De Corée	Viandes de porc et de volaille	Juil-11	Accord de libre-échange	Entrée en vigueur d'un ALE à compter du 1er juillet 2011, dans le cadre duquel les tarifs d'importation seront éliminés d'ici la fin de la période de transition sur la plupart des produits agricoles, y compris les produits à base de porc et de volaille.
Fidji	Agneau	Sep-11	Suppression des contrôles des prix	Les contrôles sur les prix de l'agneau d'importation ont été supprimés.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Inde	Animaux sur pied et produits d'origine animale	Juil-11	Extension de l'interdiction d'importer	Extension de l'interdiction d'importer certains animaux sur pied et produits d'origine animale à tous les pays qui ont déclaré la présence des virus de la grippe aviaire hautement pathogène (GAHP) et de la grippe aviaire faiblement pathogène (GAFP), pour une période indéterminée.
	Bétail	Mai-11	Règlementations sur le bien-être des animaux	Introduction de mesures visant à renforcer les contrôles des maladies du bétail à l'échelle du pays, y compris l'enregistrement des exploitations, des exigences en termes d'espace minimum pour les animaux, l'amélioration de la formation des exploitants, le renforcement des procédures opérationnelles standards (POS) en matière de fièvre aphteuse (FA) et le partage des coûts pour les frais de vaccination.
	Viande de volaille	Mai-11	Contingent d'importation	Un contingent tarifaire en franchise de droit de 50 000 tonnes métriques sur la viande de poulet congelée, annoncé en mai et atteint en juillet.
Rép. de Corée	Porcs vivants	Juin-11	Droit d'importation	Importations en franchise de droit de 31 000 truies (précédemment les droits s'élevaient à 18 pour cent) pour le second semestre de 2011.
	Viandes de porc et de bœuf	Juil-11	Mesures de soutien des prix	Mesures de soutien des prix pour faire baisser les prix de la viande de poitrine fraîche/réfrigérée : 1. en instaurant des mesures incitatives pour la passation de marchés publics en situation d'urgence à hauteur de 10 000 tonnes métriques ; 2. en baissant d'environ 10 pour cent les prix de vente sur le marché intérieur des viandes achetées par le gouvernement ; 3. en effectuant des versements pour compenser les frais de fret aérien pour les importations hors achats d'urgence du gouvernement ; et 4. en demandant aux consommateurs de manger d'autres coupes de viande de porc et du bœuf local.
	Viande de porc	Août-11	Droit d'importation	Ces mesures incitatives sont en vigueur jusqu'au 20 août. Suppression des droits sur toutes les importations de porc réfrigéré destiné à des usages alimentaires jusqu'au 30 septembre, en remplacement des réductions des droits de douane, et extensions/renouvellements des contingents d'importation en franchise instaurés plus tôt dans l'année.
	Viande de bœuf	Jan-11	Levée de l'interdiction d'importer	Levée de l'interdiction d'importer du bœuf et des produits à base de bœuf en provenance de l'UE (mise en place en 2001).
	Viande de volaille	Juil-11	Contrôle des prix	Prix plafond pour la viande de poulet fixé à 6.35 RM/kg pendant le Ramadan et l'Aïd.
	Animaux sur pied	Juil-11	Interdiction d'importer	Interdiction d'importer des bovins sur pied et d'autres animaux d'élevage en provenance d'Australie après la découverte d'un foyer de hendra, un virus transmis par les chauves-souris.
	Animaux sur pied	Août-11	Levée de l'interdiction d'importer	Levée de l'interdiction d'importer des bovins sur pied et d'autres animaux d'élevage en provenance d'Australie (sauf pour les chevaux).
	Animaux sur pied	Sep-11	Règlementations sur le bien-être des animaux	Nouveau code de protection établissant des normes minimales concernant le bien-être des animaux et les meilleures pratiques pour toutes les personnes impliquées dans le transport des animaux en Nouvelle-Zélande.
	Viande de bœuf	Jan-11	Levée de l'interdiction d'importer	Levée de l'interdiction d'importer en raison de l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) qui pesait sur les importations de bœuf en provenance d'Europe (interdiction mise en place en 2000).
	Viandes de bœuf, de volaille et de porc	Juin-11	Interdiction d'importer	Instauration d'une interdiction d'importer des produits à base de viande en provenance de trois États brésiliens (Mato Grosso, Parana, Rio Grande do Sul) parce que les conditions sanitaires n'atteignent pas les normes requises.
Fédération de Russie	Viandes de porc et de volaille	Juil-11	Réduction du contingent d'importation	Réduction des contingents tarifaires de viandes de porc et de volaille pour 2012 : porc (320 000 tonnes métriques), parures de porc (30 000 tonnes métriques), volailles désossées (80 000 tonnes métriques), volailles non désossées (250 000 tonnes métriques). Les importations de viandes de porc et de volaille dans le cadre du quota seront assujetties à un droit de douane de 15 pour cent et les importations hors quota à un droit de douane de 75 pour cent.

Pays	Produit	Date	Instrument de politique	Description
Afrique du Sud	Viande et animaux sur pied	Fév-11	Interdiction d'exporter	Interdiction d'exporter de la viande et des animaux sur pied en raison d'une épidémie de fièvre aphteuse dans l'est de l'Afrique du Sud. L'interdiction concerne également la Namibie et le Botswana, qui exportent leur viande via les ports d'Afrique du Sud.
	Viande rouge	Avr-11	Levée de l'interdiction d'exporter	Levée de l'interdiction d'exporter de la viande rouge ; l'interdiction d'exporter des animaux sur pied est quant à elle maintenue.
	Viande de volaille	Avr-11	Interdiction d'exporter	Suspension des exportations de viande de volaille à la suite d'un foyer de grippe aviaire dans un élevage d'autruches dans la région du Cap occidental.
	Viande de porc	Juil-11	Suppression de l'interdiction d'importer	Réouverture du marché sud-africain pour le porc brésilien. L'Afrique du Sud avait interdit les importations de viandes de bœuf et de porc en provenance du Brésil en 2005 en raison d'une épidémie de fièvre aphteuse qui avait touché des élevages dans la région du Mato Grosso do Sul. L'interdiction d'importer du bœuf avait été levée en 2009.
Taiwan	Viande de bœuf	Jan-11	Mesures de sécurité sanitaire des aliments	Restauration de mesures imposant des tests visant à détecter la présence de ractopamine (un additif alimentaire) dans la viande de bœuf.
Thaïlande	Viandes de volaille et de porc	Juil-11	Contrôle des prix	Réglementation des prix de référence des viandes de poulet et porc.
	Porcs vivants, viande de porc	Août-11	Contrôle des prix	Mise en place de mesures supplémentaires pour juguler la hausse des prix de la viande de porc (y compris une restriction des exportations de six mois du 6 août 2011 au 5 février 2012).
Turquie	Viande de bœuf	Mar-11	Droit d'importation	Hausse de 30 pour cent à 45 pour cent des droits de douane sur les viandes de carcasse.
	Viande de bœuf	Mai-11	Droit d'importation	Hausse de 45 pour cent à 60 pour cent des droits de douane sur les viandes de carcasse.
	Viande de bœuf	Juil-11	Droit d'importation	Hausse de 60 pour cent à 75 pour cent des droits de douane sur les viandes de carcasse.
Ukraine	Porcs vivants, viande de porc	Mar-11	Interdiction d'importer	Interdiction d'importer des porcs et de la viande de porc provenant des districts fédéraux du Sud, du Centre et de Privolzhkiya de la Fédération de Russie.
	Viande	Juin-11	Interdiction d'importer	Interdiction d'importer de la viande en provenance du Brésil.
	Viande de volaille	Juil-11	Licences d'importation	Licences d'importation nécessaires pour les importations de viande de volaille, de graisses de volaille et de saindoux.
	Viande de porc	Sep-11	Levée de l'interdiction d'importer	Levée de l'interdiction d'importer de la viande de porc d'Azerbaïdjan.
États-Unis	Viande	Oct-11	Interdiction d'importer	Interdiction d'importer de la viande du Nicaragua, de l'Uruguay et d'Israël en raison de foyers de maladies dans ces pays.
	Viande porcine	Mar-11	Droit d'importation	Suppression des droits de douane (de représailles) mexicains sur les exportations de viande de porc des États-Unis après le règlement du différend relatif au camionnage entre les États-Unis et le Mexique.
	Viande de volaille	Sep-11	Dépôt de plainte devant l'OMC	Plainte déposée devant l'OMC contre la Chine en réaction aux droits antidumping et compensateurs imposés sur les expéditions des États-Unis (instaurés par la Chine en septembre 2010).
États-Unis – Rép. de Corée, Colombie, Panama	Viandes de bœuf et de porc	Oct-11	Accord de libre-échange	Approbation par le Congrès américain de trois ALE (Corée du Sud, Colombie et Panama). Le plus grand potentiel pour le secteur américain du bétail réside dans le pacte commercial signé avec la Corée du Sud car c'est un des principaux acheteurs des viandes de porc et de bœuf des États-Unis. L'accord prévoit une annulation progressive sur une période de 10 ans des droits de douane de la Corée sur la viande de porc et sur une période de 15 ans pour la viande de bœuf.
Viet Nam	Animaux sur pied	Août-11	Levée de l'interdiction d'importer	Levée de l'interdiction d'importer qui pesait depuis 8 ans sur les importations de bovins, de moutons et de chèvres sur pied en provenance du Canada; les exportations de bœuf du Canada avaient obtenu l'accès complet au Viet Nam en juillet 2010.
Zimbabwe	Viande de volaille	Avr-11	Interdiction d'importer	Interdiction d'importer tous les produits à base de volaille en provenance d'Afrique du Sud, suite à une épidémie de grippe aviaire dans un élevage d'autruche.

LAIT ET PRODUITS LAITIERS

PRIX

Les cours mondiaux des produits laitiers fléchissent par rapport aux niveaux élevés enregistrés au premier trimestre

Après avoir atteint un pic au premier trimestre de 2011, l'indice FAO des prix mondiaux des produits laitiers (2002-2004 = 100) a entamé une tendance à la baisse et a perdu 13 pour cent entre mars et octobre pour s'établir à 204 points. Le lait entier en poudre est le produit laitier dont le prix a le plus baissé, même si les prix du beurre et du lait écrémé en poudre ont également chuté. Le lait entier en poudre a chuté de 1 100 dollars E.U. la tonne, soit de 24 pour cent par rapport à son pic du mois de mars. Depuis mars, les prix du beurre ont reculé de 800 dollars E.U. la tonne, soit de 17 pour cent, le lait écrémé en poudre a chuté de 500 dollars E.U. la tonne, soit de 13 pour cent et les prix du cheddar ont perdu 400 dollars E.U. la tonne soit 9 pour cent. La baisse générale des prix des produits laitiers s'explique par une augmentation des disponibilités exportables et une chute de la valeur de l'euro par rapport au dollar depuis le mois de juillet.

Après une longue période durant laquelle les prix mondiaux ont été favorables, les stocks publics de produits laitiers sont à des niveaux minimums dans l'UE et aux États-Unis. Par conséquent, l'année prochaine, les cours des produits laitiers sur les marchés internationaux devraient rester particulièrement sensibles aux conditions climatiques en raison de leur influence sur la croissance des pâturages, la disponibilité et les prix du fourrage et des aliments pour animaux et donc sur la production de lait.

PRODUCTION

La production mondiale de produits laitiers devrait augmenter de 2 pour cent en 2011, soutenue par une croissance en Asie

La production mondiale de lait en 2011 devrait augmenter de 2 pour cent et atteindre 728 millions de tonnes. L'essentiel de la croissance prévue devrait se concentrer en Asie, où **l'Inde**, premier producteur de lait au monde, pourrait enregistrer une hausse de la production de 5 millions de tonnes, soit une production totale de 121,7 millions de tonnes. L'essor de la demande intérieure est le moteur principal de la croissance du secteur dans le pays, étant donné que l'Inde est pratiquement absente du marché international des produits laitiers. Des augmentations importantes de la production sont également prévues en **Chine** et en **Turquie**, stimulées par la

Figure 53. Indice FAO internationale des prix des produits laitiers (2002-2004=100)



Cet indice est calculé sur la base de la moyenne pondérée en fonction des échanges internationaux d'une sélection de produits laitiers représentatifs sur les marchés mondiaux.

Tableau 21. Aperçu général des marchés des produits laitiers

	2009	2010 estim.	2011 prév.	Variation: 2011 par rapport à 2010
	millions de tonnes (eq. en lait)			%
BILAN MONDIAL				
Production total de lait	701.4	713.6	727.6	2.0
Total commerce	44.3	47.0	49.5	5.4
SUPPLY AND DEMAND INDICATORS				
Consommation par habitant:				
Monde (kg/an)	101.7	102.3	103.1	0.8
Pays développés (kg/an)	233.9	233.4	233.7	0.1
Pays en développement (kg/an)	66.7	68.0	69.4	2.1
Commerce - Part de la production (%)	6.3	6.6	6.8	3.4
Indice FAO des prix des produits laitiers (2002-2004=100)				
	2009	2010	2011 Jan-Oct	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	142	200	224	12.8

demande soutenue des consommateurs. Le secteur des produits laitiers en Chine, qui se remet du scandale du lait contaminé en 2009, a rebondi de 10 pour cent en 2010 et malgré la hausse des coûts, il devrait croître encore de 7 pour cent en 2011, signe de la consolidation du secteur. En revanche, le **Japon** pourrait enregistrer une contraction limitée, en partie en raison du tremblement de terre qui a frappé le pays cette année.

En Afrique, la production de lait pourrait stagner voire même se contracter cette année, du fait de la hausse des coûts des aliments pour animaux et de la détérioration

des conditions de pâturage par rapport aux excellentes conditions de l'an dernier. La sécheresse persistante dans la corne de l'Afrique et les taux de mortalité élevés du bétail qui s'en sont suivis, devraient faire reculer la production en **Éthiopie**, au **Kenya** et en **Somalie**. Dans le reste de la région, **l'Égypte** devrait produire 6 millions de tonnes, un niveau stable par rapport à 2010.

La hausse des revenus et la fermeté des prix internationaux ont favorisé la croissance de la production dans plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans la plupart des pays d'Amérique du Sud, des conditions de pâturages ont été bonnes jusqu'à présent cette année et la production de lait a augmenté dans de nombreux pays, y compris **l'Argentine** et **l'Uruguay**, où les augmentations pourraient être de respectivement 10 et 15 pour cent. Dans les deux pays, de bons résultats sur le marché international ont favorisé une utilisation accrue d'aliments concentrés, augmentant davantage encore les rendements laitiers des animaux. Ailleurs dans la région, la plupart des pays devraient maintenir ou augmenter légèrement leur production par rapport à l'année précédente, à l'exception du **Bésil**, principal producteur de la région, où de mauvaises conditions de pâturages et le prix élevés des aliments pour animaux pourraient faire reculer la production de 2 pour cent.

En *Amérique du Nord*, la production de lait aux **États-Unis** devrait augmenter de 89 millions de tonnes, en partie en raison d'une expansion des troupeaux laitiers en réaction à la croissance de la demande nationale et internationale. La production au **Canada** devrait rester stable à 8,3 millions de tonnes, dans les limites fixées par le système des quotas laitiers.

En *Europe*, la production de **l'UE** devrait augmenter de 1 pour cent et atteindre 156,4 millions de tonnes, étant donné que l'amélioration des rendements laitiers devrait plus que compenser la réduction des effectifs de vache. Alors que le secteur demeure soumis à des limites de production, les quotas sont relevés de 1 pour cent par an en vue de l'abandon du système en 2015. Dans la **Fédération de Russie**, la sécheresse qui a frappé le pays l'an dernier a provoqué une forte contraction des troupeaux laitiers, compte tenu des graves pénuries de fourrage, qui ont incité les producteurs à abattre des animaux. En conséquence, la production pourrait être inférieure à la moyenne pour la deuxième année consécutive, et baisser de 2 pour cent, à 31,2 millions de tonnes. En **Ukraine**, la production de lait diminue depuis un certain nombre d'années et devrait encore baisser en 2011. Cette tendance s'explique par le retrait de la production laitière des anciens grands kolkhozes, qui n'a été que partiellement compensée par une hausse de la production dans des exploitations familiales.

En *Océanie*, une longue période de prix élevés des produits laitiers sur le marché international et les niveaux de rentabilité qui en découlent, ont stimulé la production de lait. En **Nouvelle-Zélande**, la production de la campagne 2010/11 (juin/mai) a été restreinte par des conditions météorologiques exceptionnellement pluvieuses, tandis que durant la campagne 2011/12 en cours, une augmentation de la taille des troupeaux et des conditions météorologiques normales devraient permettre une augmentation de la production de plus d'un million de tonnes, à 17,5 millions de tonnes. En **Australie**, la fin de la sécheresse prolongée a encouragé les agriculteurs à reconstituer leurs troupeaux laitiers, mais il faudra quelques années avant de retrouver les niveaux d'avant la sécheresse. Néanmoins, la production de lait devrait enregistrer une hausse de 3 pour cent en 2010/11 (juillet/juin), qui devrait être suivie d'une croissance plus substantielle lors de la prochaine campagne.

COMMERCE

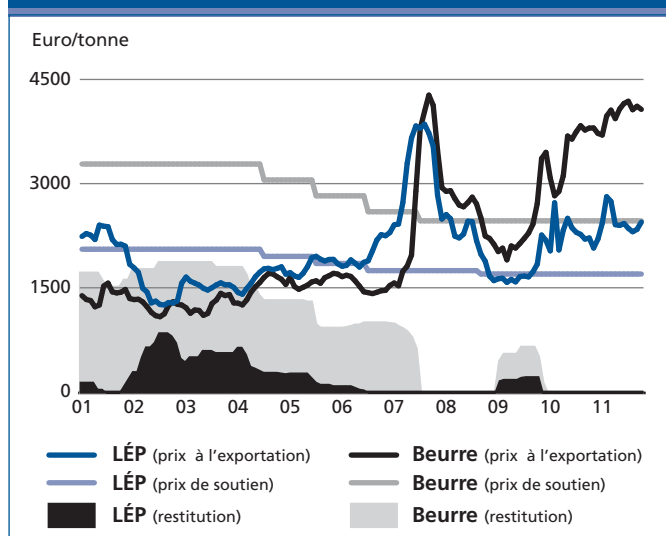
Une offre suffisante entraîne un fléchissement des prix internationaux

Le commerce mondial des produits laitiers devrait continuer de progresser en 2011 et atteindre 49,5 millions de tonnes en équivalent lait, en raison de la demande internationale soutenue. Cependant, des disponibilités exportables abondantes et une baisse de la valeur de l'euro par rapport au dollar américain ont entraîné un fléchissement des prix au cours de l'année, du fait de la concurrence accrue entre les exportateurs. Les achats effectués par les pays d'Asie devraient augmenter modérément car la demande d'importation devrait rester stable ou croître en **Chine**, en **Indonésie**, en **République de Corée**, aux **Philippines**, à **Singapour** et en **Thaïlande**. Ailleurs, les importations en **Algérie** et en **Égypte** devraient également croître considérablement. Du côté des exportations, la plupart des principaux pays exportateurs devraient enregistrer une augmentation des ventes, en particulier **l'Argentine**, le **Bélarus**, **l'UE**, la **Nouvelle-Zélande** et les **États-Unis**.

LAIT ENTIER EN POUDRE

Les prix du **lait entier en poudre** ont augmenté durant les premiers mois de l'année, en raison des incertitudes qui pesaient sur les disponibilités exportables du fait des faibles niveaux des stocks et d'une longue période de conditions météorologiques très sèches en Europe au début de la campagne de production. Après avoir atteint un pic de 4 592 dollars E.U. la tonne en mars, le prix a baissé à 3 475 dollars E.U. la tonne en octobre. Le fléchissement

Figure 54. Prix d'intervention de l'UE, prix et restitutions à l'exportation pour le beurre et le lait écrémé en poudre



des prix s'est accéléré au cours de la seconde moitié de l'année, lorsqu'il est devenu clair que les disponibilités seraient suffisantes. Les exportations mondiales de lait entier en poudre devraient augmenter modérément en 2011 par rapport à l'année dernière, à 2,2 millions de tonnes. Les achats ont augmenté en raison de la forte demande des principaux pays importateurs, **Algérie, Mexique** et **Venezuela**. En ce qui concerne les exportateurs, **l'Argentine** et la **Nouvelle-Zélande** devraient satisfaire l'essentiel des ventes supplémentaires liées à l'accroissement du commerce, étant donné que des restrictions de l'offre et des utilisations alternatives plus rentables devraient freiner les exportations de **l'Australie** et de **l'UE**.

LAIT ÉCRÉMÉ EN POUVRE

Les prix du **lait écrémé en poudre** ont également diminué au cours de la seconde moitié de l'année, bien que plus modérément que ceux du lait entier en poudre. Après un pic de 4 000 dollars E.U. la tonne en juin, ils ont chuté à 3 346 dollars E.U. la tonne en octobre. Les exportations mondiales de lait écrémé en poudre devraient augmenter pour la quatrième année consécutive et atteindre 1 694 000 tonnes en 2011. Les trois quarts des exportations mondiales sont réalisés par **l'UE**, la **Nouvelle-Zélande** et les **États-Unis** qui devraient tous augmenter leurs expéditions. Toutefois, c'est **l'UE** qui devrait enregistrer la plus forte croissance, car la chute de la valeur de l'euro par rapport au dollar américain a offert de nouvelles possibilités aux

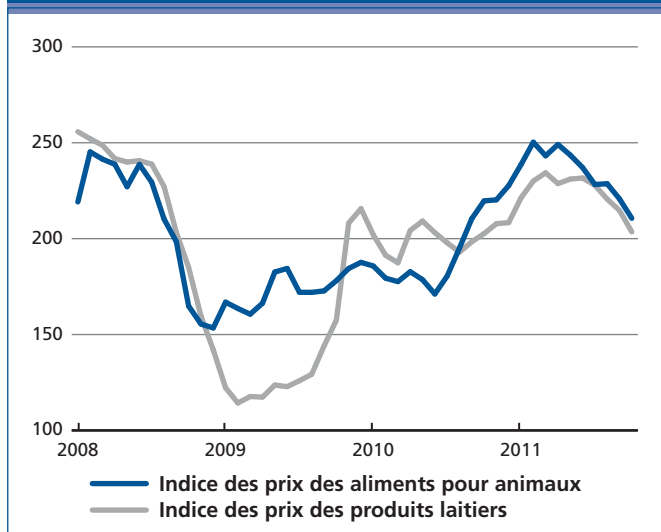
exportateurs européens. En outre, les exportations de lait écrémé en poudre jouent un rôle important dans le maintien de l'équilibre du marché du lait de l'UE, dans la mesure où la demande globale intérieure est orientée vers les matières grasses (pour la production de beurre et de fromage) plutôt que vers les protéines de lait. Les exportations de lait écrémé en poudre des États-Unis ont considérablement augmenté ces dernières années car la production nationale de lait a été stimulée par des prix internationaux favorables. En conséquence, les États-Unis sont actuellement le deuxième exportateur de lait écrémé en poudre sur le marché mondial. **L'Australie** et la **Nouvelle-Zélande**, qui sont respectivement classées troisième et quatrième, devraient aussi voir leurs exportations progresser. En ce qui concerne les importations, le lait écrémé en poudre est essentiel pour le secteur de la transformation du lait dans de nombreux

Tableau 22. Principaux exportateurs de produits laitiers

	2007-09 Moyenne	2010 prélim.	2011 f'cast
<i>milliers de tonnes en poids produit</i>			
LAIT ENTIER EN POUVRE			
Monde	1 954	2 141	2 165
Nouvelle Zélande	701	949	1005
Union européenne *	437	444	422
Argentine	117	128	180
Australie	130	115	113
LAIT ÉCRÉMÉ EN POUVRE			
Monde	1 223	1 482	1 694
Union européenne *	203	378	484
États-Unis	299	384	415
Nouvelle Zélande	310	343	375
Australie	142	132	150
BEURRE			
Monde	862	870	884
Nouvelle Zélande	399	416	424
Union européenne *	167	155	143
Belarus	66	87	90
États-Unis	51	58	68
Australie	66	57	50
FROMAGE			
Monde	1 907	2 215	2 336
Union européenne *	575	676	696
Nouvelle Zélande	282	265	237
Australie	179	160	163
Belarus	105	133	150

* Les échanges entre les États membres de l'Union européenne ne sont pas compris. Depuis 2007: EU-27

Figure 55. Indices FAO des prix des produits laitiers et des aliments pour animaux (2002-2004 = 100)



pays et, par conséquent, la demande du marché est largement répandue. Les principaux marchés sont **l'Algérie**, la **Chine**, **l'Égypte**, **l'Indonésie**, la **Malaisie**, le **Mexique**, les **Philippines**, **Singapour** et la **Thaïlande**. La demande, dans l'ensemble, devrait rester ferme sur ces marchés. Durant la première moitié de l'année, les chiffres relatifs aux importations ont montré une croissance particulièrement forte des achats à destination de **l'Algérie** et du **Mexique**.

BEURRE

Les prix du **beurre** ont également fléchi dans le courant de l'année 2011. Après avoir atteint un niveau record de 4 883 dollars E.U. la tonne en mars, les prix ont chuté à 4 075 dollars E.U. la tonne en octobre, une diminution similaire à celle de son co-produit, le lait écrémé en poudre. Le commerce de beurre devrait augmenter de manière marginale en 2011, à 884 000 tonnes. Cette progression s'explique par une augmentation des ventes de la **Nouvelle-Zélande** et des **États-Unis** qui devrait être en grande partie compensée par une baisse des ventes de **l'Australie** et de **l'UE**. Dans le cas de l'Union européenne, la plus faible rentabilité du beurre a favorisé à une utilisation majeure du lait pour la production de fromage. Au sein de l'UE, les prix du beurre sur le marché intérieur sont, de toute façon, actuellement plus élevés que sur le marché international, limitant les possibilités d'exportation. En outre, les stocks

d'intervention, qui ont par le passé soutenu les exportations, sont épuisés. En revanche, les exportations de la **Nouvelle-Zélande**, qui approvisionne maintenant près de 50 pour cent du marché international du beurre, devraient augmenter de 8 000 tonnes, principalement pour satisfaire les exigences de ses clients traditionnels. Les exportations des **États-Unis** devraient également augmenter, en raison de la rentabilité de la conversion des excédents de la production intérieure de lait en beurre (et en lait écrémé en poudre) pour les marchés extérieurs. La demande d'importation de beurre, qui provient principalement des pays d'Asie du Sud-Est, du Moyen Orient et de la **Fédération de Russie**, devrait rester ferme.

FROMAGE

Parmi les produits laitiers, seuls les prix du **fromage** sont restés stables au cours de l'année 2011, autour de 4 400 dollars E.U. la tonne tout au long de l'année, fléchissant seulement en octobre à 4 029 dollars E.U. la tonne. Le commerce de fromage devrait croître de 5,5 pour cent en 2011, à 2 336 000 tonnes, soutenu par une forte demande d'importation. Les principaux marchés sont des pays à revenus élevés ou exportateurs de pétrole comme **l'Algérie**, le **Japon**, le **Mexique**, la **République de Corée** et la **Fédération de Russie**. L'offre sur le marché mondial provient principalement de **l'UE**, suivie de la **Nouvelle-Zélande**, de **l'Australie** et du **Belarus**. Contrairement aux autres produits laitiers, qui sont des produits uniformes, le fromage est échangé sous une grande variété de formes, qui possède chacune ses propres caractéristiques et dans certains cas, il existe des limitations spécifiques sur le plan géographique pour sa production. Par conséquent, il est plus difficile de généraliser les tendances concernant les échanges et les prix pour ce produit. En fait, les prix cités plus haut concernent le cheddar, qui est un type de fromage parmi les nombreux fromages échangés. Dans **l'UE**, la rentabilité plus élevée de la production de fromage par rapport aux autres produits laitiers d'exportation continue de se traduire par une croissance soutenue du commerce, la **Fédération de Russie** représentant un marché particulièrement important. Les ventes du **Belarus** ont également augmenté. En revanche, la **Nouvelle-Zélande**, deuxième plus grand fournisseur du marché, s'est concentrée sur la fourniture de produits destinés aux transformateurs laitiers (matière grasse butyrique et lait en poudre) et, en conséquence, ses exportations de fromage ont diminué.

POISSONS ET PRODUITS HALIEUTIQUES

PRIX

Les incertitudes économiques croissantes pèsent fortement sur les marchés internationaux du poisson. Les importateurs, les transformateurs et les détaillants sur les grands marchés d'importation diminuent leurs achats, moins enclins à s'engager ou à conclure des contrats à long terme. En conséquence, les prix de nombreux produits halieutiques ont baissé après avoir atteint des niveaux record en mars 2011. Depuis lors, comme en témoigne l'indice FAO des prix du poisson, les niveaux de prix à l'échelle mondiale ont diminué pour de nombreux produits de la pêche. Cependant, comme d'habitude, la situation n'est pas homogène. En effet, les disponibilités limitées de certaines espèces comme le thon, la crevette, le tilapia, le hareng et le maquereau ont entraîné des hausses des prix. En revanche, les prix du saumon de l'Atlantique d'élevage se sont effondrés en mai 2011, après avoir atteint des niveaux de prix record en 2010, et le marché ne s'est toujours pas repris.

Tableau 23. Aperçu général du marché mondial du poisson

	2009	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prév.</i>	Variation: 2011 par rapport à 2010 %
<i>millions de tonnes</i>				
BILAN MONDIAL				
Production	144.8	146.9	151.7	3.2
Pêches de capture	89.1	87.7	90.1	2.7
Aquaculture	55.7	59.2	61.6	4.0
Valeur des échanges (exportations en milliards d'USD)	95.7	107.5	119.7	11.3
Volume des échanges (poids vif)	54.9	55.2	56.0	1.4
Utilisation totale	144.8	146.9	151.7	3.2
Alimentation	118.0	121.1	124.0	2.5
Fourrage	20.0	17.7	20.3	14.4
Autres utilisations	6.8	8.1	7.3	-9.3
INDICATEURS DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE				
Consommation par habitant:				
Poisson comestible (kg/an)	17.3	17.6	17.8	1.3
des pêches de capture (kg/an)	9.1	9.0	9.0	-0.2
de l'aquaculture (kg/an)	8.2	8.6	8.8	2.8
Indice de la FAO des prix du poisson¹ (2002-2004=100)	2009	2010	2011 <i>Jan-Oct</i>	Variation: Jan-Oct 2011 par rapport à Jan-Oct 2010 %
	126	137	152	16.4

¹ Source des données: Norwegian Seafood Export Council

ÉCONOMIE MONDIALE DES PRODUITS HALIEUTIQUES : PERSPECTIVES POUR 2011-2012

Après une année 2010 excellente, l'année en cours devrait également être bonne dans l'ensemble, malgré la nervosité qui prévaut sur de nombreux marchés. Les prix de certains produits et de certaines espèces devraient certainement fléchir, mais la cause est plus souvent liée à une offre limitée qu'à un manque de demande. La demande sous-jacente de poisson et de produits halieutiques est forte et la stagnation observée dans certains pays importateurs traditionnels en termes de consommation et d'importation est largement compensée par une demande dynamique sur les marchés émergents en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique centrale et du Sud. Les perspectives pour 2012 sont plus incertaines, même si la croissance soutenue de la demande dans les pays en développement stimulent la production nationale et régionale et favorise les exportations des pays développés à destination des pays en développement, contrairement à la direction traditionnelle d'un commerce qui a traditionnellement vu les pays en développement exporter vers les pays développés.

LA DEMANDE DE CREVETTES EST RESTÉE FERME AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE 2011, MALGRÉ UNE DIMINUTION DE L'OFFRE ET DES PRIX EN HAUSSE

Les importations de crevettes à destination des principaux marchés, **l'UE**, le **Japon** et les **États-Unis**, ont augmenté en 2011, malgré la hausse des prix causée par une offre moins

Figure 56. Indice FAO des prix du poisson (2002-2004=100)

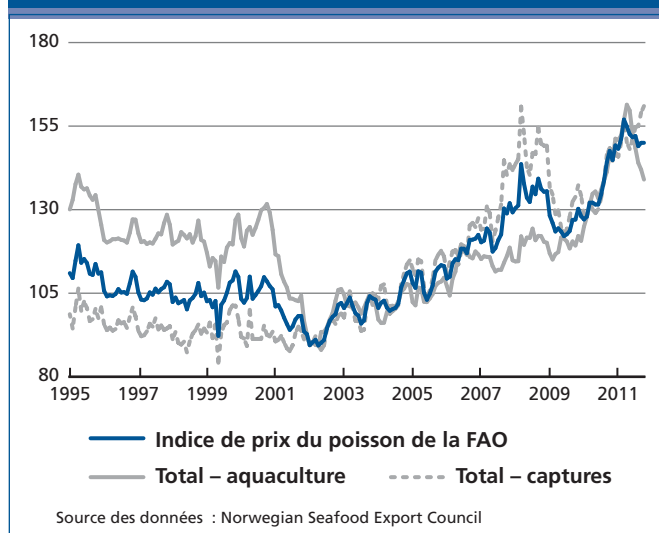
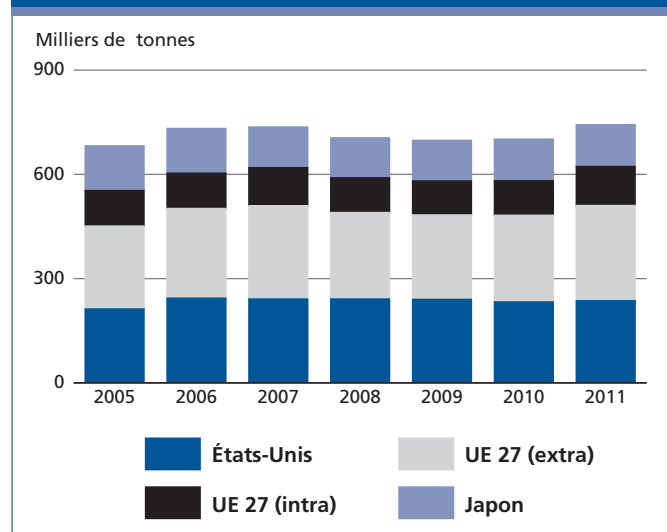


Figure 57. Principaux marchés d'importation des crevettes**Tableau 24. Importations de crevettes par produit (Japon)**

 Janvier - Juin					
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	(milliers de tonnes)					
Vivantes	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0
Fraîches/Réfrigérées	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.0
Congelées (crues)	95.5	85.3	84.1	85.2	86.4	83.6
Séchées/salées/en saumure	1.2	1.0	1.1	1.8	1.5	1.6
Congelées (cuites)	7.9	8.0	9.1	8.7	9.7	9.8
Cuites et fumées	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.2
Préparées et conservées*	23.8	22.4	20.6	20.9	21.3	23.6
Sushi (avec du riz)	0.1	0.1	0.0	0.1	0.7	1.5
Total	128.7	117.0	115.0	116.9	119.8	120.4

(incl. crevettes tempura) Source : JFTA/INFOFISH

importante que prévue en Asie. La demande de crevettes transformées a augmenté sur le marché **japonais** après le tsunami ainsi que dans l'**UE** et aux États-Unis, confirmant la tendance positive du marché pour les crevettes à valeur ajoutée. La forte demande pourrait faiblir si le comportement des consommateurs venait à changer. En effet, les crevettes sont très souvent consommées à l'extérieur du domicile, leur consommation dépend donc de la conjoncture économique.

Durant la première moitié de l'année, les exportations de la **Thaïlande** ont reculé en raison d'une offre limitée de crevettes, tandis que les exportations de la **Chine**, de l'**Inde**, de l'**Indonésie** et du **Viet Nam** ont toutes augmenté. La demande régionale de crevettes sur de nombreux marchés asiatiques est restée dynamique, soutenue par des

monnaies nationales fortes et la croissance des revenus des consommateurs, même en Inde, qui n'est traditionnellement pas un grand marché pour les produits halieutiques. La croissance de la consommation intérieure dans les pays en développement favorise le développement de l'aquaculture au niveau local et réduit l'exposition du secteur aux fluctuations soudaines sur les marchés internationaux.

THON : LES PRIX AUGMENTENT ET LE SECTEUR EST ATTAQUÉ PAR LES ÉCOLOGISTES

Les prix de la bonite ont atteint un niveau historique en septembre 2011 de 2 100 dollars E.U. la tonne, coût et fret (C et F), Bangkok, dépassant le précédent record établi en 2008. Les conserveries sont inquiètes de la résistance des consommateurs dans le contexte économique actuel en Europe et aux États-Unis. Les prix de l'albacore destiné à la mise en conserve ont dépassé les 3 000 dollars E.U. la tonne dans la région Asie - Pacifique en raison de captures insuffisantes.

Le thon en conserve a été critiqué au **Royaume-Uni** et aux États-Unis par des organisations non gouvernementales (ONG) qui défendent les captures de thon à la ligne et à l'hameçon, sans utiliser de dispositifs de concentration du poisson (DCP). Au **Japon**, après les mesures d'austérité prises au printemps, la consommation de thon *sashimi* a progressé pendant les vacances d'été et s'est accrue à la mi-août. Le marché du thon non en conserve aux États-Unis reste sensible aux prix du marché.

Tableau 25. Importations de thon congelé (Japon)

	Janvier-Décembre		Janvier-Juin			
	2008	2009	2009	2010	2011	
	(milliers de tonnes)					
Albacore	47.4	44.1	50.1	22.9	24.8	22.7
Thon obèse	77.8	77.1	73.9	39.6	41.6	32.1
Bonite	33.5	53.3	59.6	32.0	32.5	20.4
Thon rouge du sud	7.4	6.9	6.7	1.0	1.2	0.5
Germon	8.0	8.5	23.2	3.1	7.5	9.4
Thon rouge du nord	4.2	4.0	1.8	3.7	0.9	1.6
Total	178.3	193.9	215.3	102.3	108.5	86.7

Source : INFOFISH

L'OFFRE TOTALE DE POISSONS DE FOND DEVRAIT PROGRESSER DE 4 POUR CENT CETTE ANNÉE CAR LA PLUPART DES STOCKS SONT ABONDANTS

Les perspectives concernant les poissons de fond en 2012 sont positives. Sur la base de la dernière enquête réalisée dans la mer de Barents, la **Fédération de Russie** et la **Norvège** ont convenu d'augmenter leur quota conjoint de morue de l'Arctique du Nord-Est de 7 pour cent à 751 000 tonnes en 2012. Leur quota d'églefin augmentera de 5 pour cent, à 318 000 tonnes et celui de flétan noir de 20 pour cent à 18 000 tonnes.

Dans l'ensemble, la dépendance de **l'UE** à l'égard des importations de poissons de fond augmente. L'association des industries du poisson de l'Union européenne (AIPCE-CEP) estime que 89 pour cent de la consommation sera couverte par des importations, alors que le niveau global moyen pour les importations de poissons est de 62 pour cent.

Aux **États-Unis**, le nouveau système de gestion du secteur en Nouvelle-Angleterre pour la flottille de pêche de poissons de fond semble fonctionner pour la morue, l'églefin, le flet et le lieu noir, avec 10 pour cent de revenus supplémentaires générés.

La production de surimi est plus faible que prévue après des captures décevantes de lieu de l'Alaska

Les prévisions préliminaires, basées sur la hausse des quotas de lieu de l'Alaska et de merlu, qui laissait prévoir une offre abondante de surimi ne se sont pas concrétisées. La production de surimi à base de lieu de l'Alaska ne devrait augmenter que de 28 pour cent, à 135 000 tonnes en

2011, soit la moitié de l'augmentation prévue, alors que la production de surimi à base de merlu pourrait diminuer. Ces perspectives sont également conditionnées par une production moins importante en Amérique du Sud. En effet, la production de surimi à base de merlu, de hoki et de merlan en **Argentine** et au **Chili** devrait diminuer de 50 pour cent, à moins de 10 000 tonnes.

Islande : les stocks de morue atteignent des niveaux supérieurs de la biomasse

L'Institut de recherche océanographique islandais annonce que les stocks de morue sont en progression et que le quota pour 2011/12 sera de 177 000 tonnes, soit une augmentation de 10 pour cent. Le quota islandais d'églefin a été réduit de 11 pour cent à 40 000 tonnes, et son quota de lieu noir est de 52 000 tonnes, légèrement supérieur à celui de 2010/11. Au cours de la période janvier-juin 2011, la valeur des captures des démersaux islandais a augmenté pour atteindre un montant total de 414 millions de dollars E.U. La morue représentait une valeur de 210 millions de dollars E.U., celles des églefins et des sébastes, 55 millions de dollars E.U. chacun. Les exportations de poissons de fond de **Norvège** au cours du premier semestre 2011 ont représenté 4,5 milliards de dollars E.U., la plus haute valeur des exportations jamais enregistrée. Les exportations de morue salée, de clipfish et de morue fraîche ont toutes augmenté.

Hormis la morue et le lieu noir, les captures de poissons de fond de la **Fédération de Russie** devraient diminuer pour le reste de l'année. Les pêcheries russes de lieu noir de la mer de Béring et de la mer d'Okhotsk sont en cours d'évaluation par le *Marine Stewardship Council* (MSC) en vue d'une possible certification.

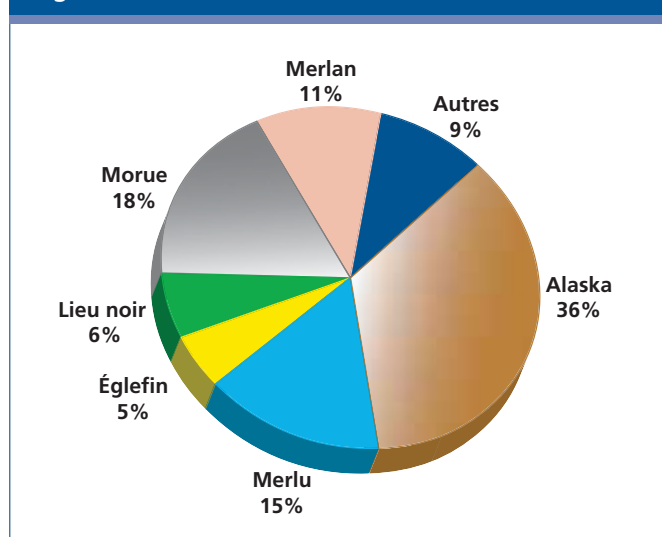
Afrique australe - opportunités et surexploitation

La société de pêche **sud africaine** Oceanfresh a accepté de fournir des filets de merlu à 500 magasins Walmart aux États-Unis. Cela permettra à Oceanfresh d'accroître sa production et de créer plus d'emplois dans le secteur. En **Namibie**, de récents articles de presse ont relayé des mises en garde de la communauté scientifique contre des intérêts étrangers qui pourraient exercer une pression trop forte sur les stocks de merlu déjà vulnérables. La population de merlu est désormais estimée à seulement 13 pour cent de son niveau dans les années 1960.

Les débarquements de l'Argentine diminuent, mais les prix augmentent

Les débarquements de merlu argentin entre janvier et septembre 2011 ont atteint 194 100 tonnes, soit 5 pour cent de moins qu'à

Figure 58. Lieu de l'Alaska



la même période en 2010. Entre janvier et juin, les exportations ont chuté de 20 pour cent, à 54 500 tonnes, mais les prix ont augmenté. En outre, les débarquements de hoki en Argentine ont diminué de manière significative entre janvier et septembre, une baisse de 14 pour cent à 52 800 tonnes. En revanche, les exportations ont atteint 10 300 tonnes le 1^{er} juillet, une hausse de 8,3 pour cent, à des prix plus élevés. Les pêcheries argentines de hoki, une espèce importante de poisson de fond, sont en cours d'évaluation par le MSC en vue d'une certification. Les exportations de merlu de l'**Uruguay** ont atteint 43 millions de dollars E.U. entre janvier et juin 2011, une hausse de 26 pour cent. Les volumes sont demeurés stables à 15 000 tonnes.

CÉPHALOPODES

La pénurie de l'offre entraîne une hausse des prix du poulpe sur les marchés mondiaux

La plupart des marchés du poulpe ont enregistré une baisse des importations durant la première moitié de 2011. Les importations à destination du **Japon** ont diminué de 14 pour cent. En outre, les exportations se sont réparties différemment, la **Mauritanie** a augmenté ses exportations de poulpes à destination du Japon cette année, tandis que celles en provenance du Maroc ont nettement diminué.

La diminution des captures de poulpe a ravivé l'intérêt pour l'élevage de poulpes. Au **Mexique**, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage fait état de succès en matière d'élevage de poulpes en captivité. Il est encore tôt pour savoir si cette nouvelle technologie permettra de produire à l'avenir des quantités importantes de poulpe d'une taille suffisante pour le marché, mais les progrès réalisés jusqu'à présent sont encourageants.

Des captures de calmar abondantes stimulent l'offre

Pour les calmars, la situation de l'offre s'est améliorée. Les débarquements des pêcheries de l'**Argentine** ont augmenté pendant la première moitié de l'année, mais les captures ont été décevantes à partir du mois d'août. Ainsi le volume total devrait être inférieur à celui de 2010. Les importations du Japon ont progressé de 23 pour cent au cours du premier semestre de 2011, bien que l'essentiel de l'augmentation des importations du Japon ait été satisfaite par la Chine. La bonne saison de pêche en Amérique du Sud s'est traduite par une croissance des exportations à destination de l'Europe au cours du premier semestre de 2011. Alors que les exportations des **Îles Falkland et Malouines** à destination de l'**Espagne** sont restées stables, les exportations argentines à destination de l'Espagne ont repris après une absence totale l'an dernier. Les importations des **États-Unis**

ont légèrement baissé durant cette même période, car les captures domestiques ont été abondantes. La Chine a été le principal exportateur.

Les prix de la seiche sur une tendance positive à long terme

Les disponibilités de seiche sont suffisantes pour satisfaire la demande actuelle du marché. L'**Inde** enregistre une croissance de près de 20 pour cent de ses exportations, à des prix plus élevés. Les importations **japonaises** de seiche ont chuté de 23 pour cent au cours des six premiers mois de 2011. En Europe, les importations de seiche à destination de l'**Italie** et de l'**Espagne** pour l'année 2011 sont relativement stables, soit respectivement environ 25 000 et 50 000 tonnes.

LA DEMANDE MONDIALE DE TILAPIA PROGRESSE RÉGULIÈREMENT, MAIS LA SITUATION DE L'OFFRE EST TENDUE

La demande mondiale de tilapia continue de croître à un rythme soutenu. Conjugée à la hausse des coûts de production et de transformation et à une offre statique en raison de conditions climatiques défavorables en **Chine**, elle soutient les prix mondiaux. Alors que la production mondiale de tilapia est estimée à environ 3,7 millions de tonnes en 2010, la production de la Chine est restée stable à 1,2 millions de tonnes. Le reste de l'offre provient désormais d'autres producteurs d'Asie, d'Amérique centrale et du Sud ainsi que d'Afrique.

Les exportations de Tilapia en provenance de la Chine ont augmenté de seulement 2 pour cent durant le premier semestre de 2011, et ont atteint environ 140 000 tonnes, dont 45 pour cent de filets congelés. Il est intéressant de constater que les exportations chinoises de tilapia entier congelé à destination des marchés africains comme le **Cameroun**, le **Ghana**, le **Congo** et la **Namibie**, augmentent. Cela témoigne de la compétitivité du tilapia chinois, mais pourrait aussi créer des difficultés pour les nouveaux producteurs africains de tilapia d'élevage.

LA SITUATION DE L'OFFRE DE PANGASIU EST TENDUE, MAIS LA DEMANDE EST FORTE

Le secteur du pangasius au **Viet Nam** est toujours en proie à des problèmes en termes de disponibilités. Selon l'Association de la transformation et de l'exportation des produits aquatiques du Vietnam (VASEP), la production pourrait diminuer de 40 pour cent cette année et atteindre seulement 900 000 tonnes, équivalent à environ 360 000 à

380 000 tonnes de filets. Les importations des États-Unis au cours du premier semestre 2011 sont restées stables à 38 000 tonnes, tandis que celles de l'UE ont chuté de 9 pour cent. Bien que le Viet Nam soit le principal fournisseur des marchés de l'UE, le produit arrive également de la **Chine** et de la Thaïlande. La demande asiatique reste forte sur les nouveaux marchés émergents, y compris ceux de **l'Inde** et mais aussi du Moyen-Orient. La réduction de l'offre pourrait se traduire par une augmentation des prix, encourageant ainsi les producteurs asiatiques à augmenter la production en 2012.

Questions de qualité

En 2011, certains détaillants du **Royaume-Uni** ont décidé de retirer les filets de pangasius de leurs étals en raison de l'utilisation d'additifs, appelés « restaurateurs d'humidité », visant à retenir l'eau dans le poisson, en augmentant par conséquent le poids.

LA DIMINUTION DE L'OFFRE DE PERCHE DU NIL A CONTRAINT LES IMPORTATEURS EUROPÉENS DE POISSONS DE FOND À CHERCHER DES ALTERNATIVES

Les importations de filets de perche du Nil à destination de l'UE au cours du premier semestre de 2011 ont atteint 15 700 tonnes, faisant de la perche du Nil le poisson d'eau douce le plus importé dans l'UE après le pangasius. Cependant, alors que les captures sont en baisse, en raison de la situation délicate des stocks dans le lac Victoria, le marché de la perche du Nil en Europe pourrait être en

partie complété par d'autres espèces, telles que le tilapia, en particulier dans le secteur de la restauration. L'UE doit aussi rivaliser avec des importateurs de marchés émergents, en particulier du Moyen-Orient.

L'UE a menacé d'interdire les importations de poissons en provenance **d'Ouganda**, l'un des principaux exportateurs de perche du Nil, en raison de problèmes de qualité liés à des niveaux de température et à l'utilisation d'additifs non réglementés visant à augmenter le poids des filets congelés. Les disponibilités de perche du Nil restent incertaines pour le second semestre de 2012.

UNE SITUATION PLUS ÉQUILIBRÉE ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE A MAINTENU LES PRIX DU BAR ET DE LA DORADE À DES NIVEAUX ÉLEVÉS EN 2011, MALGRÉ CERTAINES RÉCENTES FAIBLESSES SAISONNIÈRES

Fin 2010, la plupart des producteurs ont réduit la production, entraînant une hausse des prix en 2011, en particulier ceux de la dorade, à des niveaux qu'ils n'avaient plus atteint depuis de nombreuses années. La situation est revenue à la normale, et le bar est désormais coté à un prix plus élevé que la dorade, ce qui correspond à une situation traditionnelle. La force de l'économie **turque** a également joué un rôle, étant donné que la consommation intérieure des deux espèces a été particulièrement importante.

La majorité des consommateurs et des producteurs se trouvent toujours dans le bassin méditerranéen, mais les ventes ont augmenté sur les marchés du Nord, comme en

Figure 59. Prix du bar et de la dorade en Italie

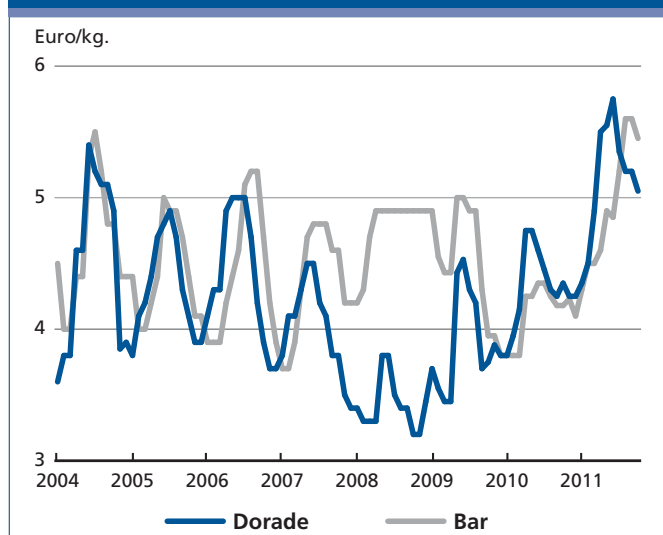
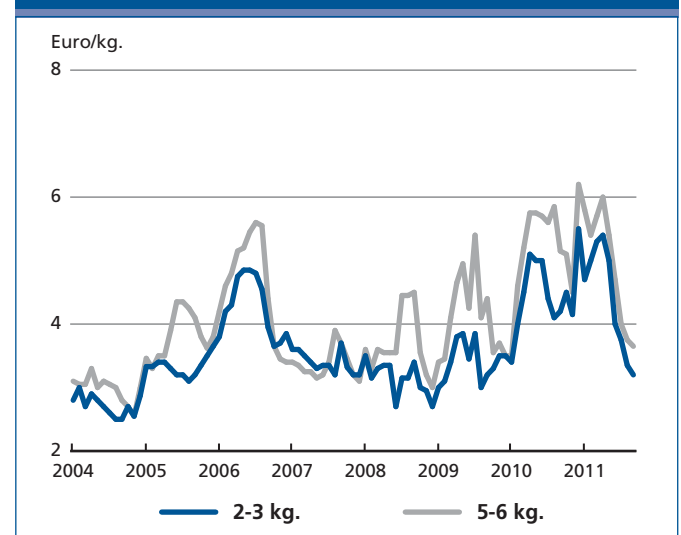


Figure 60. Prix du saumon en Europe, en provenance de Norvège



Allemagne, dans la **Fédération de Russie** et au **Royaume-Uni**. Les importations à destination des **États-Unis** sont limitées mais en pleine croissance, les seules expéditions de bar frais en provenance de Grèce ont notamment atteint 692 tonnes durant les six premiers mois de 2011, en hausse de 78 pour cent par rapport à 2010.

EFFONDREMENT DU MARCHÉ DU SAUMON D'ÉLEVAGE – APRÈS DES NIVEAUX RECORD AU DÉBUT DE 2011 LES PRIX ONT RAPIDEMENT CHUTÉ À DES NIVEAUX DÉFICITAIRES

Les cinq premiers mois de 2011 ont été caractérisés par des prix exceptionnellement élevés du saumon de l'Atlantique d'élevage. Les producteurs ont fait d'énormes bénéfices, mais les transformateurs et les fumoirs qui n'ont pas été en mesure de répercuter totalement la hausse des prix sur leurs clients ont vu leurs pertes s'accroître. Depuis, les prix se sont effondrés. Les prix ont commencé à fléchir au début du mois de mai et ne se sont pas encore stabilisés, car les acheteurs ne souhaitent pas s'engager sur de grands volumes, même aux prix actuels. Cette baisse soudaine des prix s'explique par un certain nombre de facteurs, notamment le retour des produits du **Chili** sur les marchés mondiaux en 2011. Par ailleurs, des captures abondantes de saumon sauvage du Pacifique, qui ont alimenté les marchés nationaux de la **Fédération de Russie** et des **États-Unis** ont contribué à une baisse des prix et des volumes d'importation. En novembre et décembre, le marché devrait se corriger en raison de la demande saisonnière. Mais de nouveau à partir de mi-2012, avec l'arrivée sur le marché de la nouvelle production en provenance du **Chili** et de la **Norvège**, les prix pourraient facilement retomber à des niveaux très bas.

Les exportations de saumon en provenance du **Chili** effectuent un retour cette année après deux années difficiles en 2009 et en 2010. Le Chili vise ses marchés traditionnels, le Japon et les États-Unis, afin de regagner ses anciens clients. Le marché du frais au **Brésil** reste prometteur mais la baisse récente du *real* brésilien complique la tâche des exportateurs chiliens. Au cours des neuf premiers mois de l'année, les exportations de la **Norvège** ont enregistré une augmentation de 3 pour cent en termes de volume et ont atteint 670 000 tonnes. En raison de la chute importante des prix à partir du troisième trimestre, la valeur des exportations a diminué, quoique marginalement, à 3,9 milliards de dollars E.U. Pour ce qui concerne le **Royaume-Uni**, le plus grand producteur de saumon de l'UE, les États-Unis sont devenus son plus gros marché, suivi par la France. Cela pourrait changer, car les produits en provenance du Chili sont de plus

en plus nombreux sur le marché américain. Le Royaume-Uni a profité du différend qui oppose la Norvège et la Chine, et ses exportations à destination de la Chine ont augmenté de zéro à 2 000 tonnes durant les six premiers mois de 2011. La consommation et les importations de saumon de la **France** ont augmenté de manière marginale au cours des six premiers mois de l'année. En revanche, les importations de filets congelés à destination de la Chine ont augmenté de manière significative, pour l'essentiel du saumon du Pacifique en provenance d'Alaska et de Russie. En seulement deux ans, les importations de filets congelés ont augmenté de 46 pour cent et représentent désormais 21 pour cent du total des importations de saumons, alors qu'elles représentaient 16 pour cent des importations au cours de la même période en 2009. Le volume des importations des **États-Unis** a baissé pour la deuxième année consécutive. Le Chili est de retour sur le marché des filets frais, mais les volumes sont toujours inférieurs à ceux de 2009. En conséquence, les exportateurs norvégiens semblent se retirer du marché des filets frais aux États-Unis. Au **Japon**, les expéditions en provenance du Chili ont augmenté de 26 pour cent, entraînant une hausse de 22 pour cent des importations globales de saumon du Japon qui ont atteint 85 900 tonnes.

DES PRIX ÉLEVÉS POUR LES PETITS POISSONS PÉLAGIQUES

La diminution des débarquements de maquereaux provoque une hausse des prix

La campagne du maquereau norvégien a commencé lentement cette année, et en **Espagne**, où 90 pour cent du quota pour 2011 a été capturé, la pêche nationale au maquereau a été fermée. Cette situation a contribué au resserrement de la situation mondiale de l'offre, étant donné que les débarquements de maquereaux du Chili ont également considérablement baissé. Fin septembre, la **Norvège** avait exporté 129 000 tonnes de maquereaux pour une valeur totale de 300 millions de dollars E.U., soit 47 000 tonnes et 5 millions de dollars E.U. de moins qu'à la même période en 2010. La Chine est devenue le plus grand marché de la Norvège. En effet, entre janvier et septembre, la Chine a importé 32 000 tonnes de maquereaux congelés en provenance de Norvège, le Japon en a importé 25 900 tonnes et la Fédération de Russie 14 400 tonnes.

Les prix ont enregistré de fortes hausses. Les prix à l'exportation du maquereau rond congelé en provenance de Norvège se sont établis à 14 couronnes norvégiennes (NOK) le kg en moyenne durant les neuf premiers mois de l'année, 40 pour cent de plus que l'an dernier. Les disponibilités devraient augmenter durant le reste de l'année et les prix

pourraient fléchir légèrement. Un changement important est en train de s'opérer en Islande en ce qui concerne l'utilisation du maquereau. Aujourd'hui, 90 pour cent des captures de l'Islande sont destinées à la consommation humaine directe, alors qu'en 2009, 80 pour cent des captures étaient utilisées pour la production de farine et d'huile de poisson.

Les disponibilités de hareng sont bien inférieures aux niveaux de l'an dernier, entraînant une hausse des prix

La **Norvège**, principal exportateur mondial de hareng, a exporté 203 500 tonnes de hareng pendant les neuf premiers mois de l'année, soit 28 pour cent de moins que l'année dernière. La **Fédération de Russie** reste le plus grand marché avec 47 900 tonnes, suivi par le Nigéria (45 000 tonnes) et l'Ukraine (39 300 tonnes). Les captures de la Fédération de Russie sont également considérablement en baisse, à la fin de juillet les débarquements s'élevaient à 172 100 tonnes, soit une baisse de 37 pour cent. Comme pour le maquereau, les prix actuels sont élevés. En effet, durant les neuf premiers mois de l'année, le prix moyen à l'exportation du hareng en provenance de Norvège a atteint 1,15 dollars E.U. le kg, en hausse de 53 pour cent.

Le marché **japonais** du hareng est relativement stable et les importations pendant la première moitié de l'année se sont élevées à 23 000 tonnes, dont 16 800 tonnes en provenance des États-Unis, soit 73 pour cent du total.

Le commerce des petits pélagiques en conserve progresse sur des marchés non traditionnels

Le **Pérou** enregistre une forte hausse de la demande d'importation de sardines, de maquereaux et de chinchards

en conserve en provenance du **Brésil**, du **Chili**, d'**Équateur**, du **Japon**, de la **République de Corée**, de **Thaïlande**, des **États-Unis** et du Moyen-Orient. Le marché brésilien des sardines en conserve progresse de 7,5 pour cent par an. En raison de la forte croissance de ses importations, le Brésil a imposé un embargo sur les importations de sardines et d'anchois en provenance du Pérou, en début d'année, invoquant des problèmes de qualité. Les importations de sardines en conserve à destination de l'Europe reculent, en particulier à destination de l'**Allemagne** et du **Royaume-Uni**, mais le marché **français** enregistre également une baisse. Les principaux fournisseurs de l'Europe sont le **Maroc** et le **Portugal**.

LES COURS DE LA FARINE DE POISSON RESTENT ÉLEVÉS SUR UN MARCHÉ CALME DANS L'ATTENTE DES QUOTAS POUR LA NOUVELLE CAMPAGNE DE PÊCHE AU PÉROU

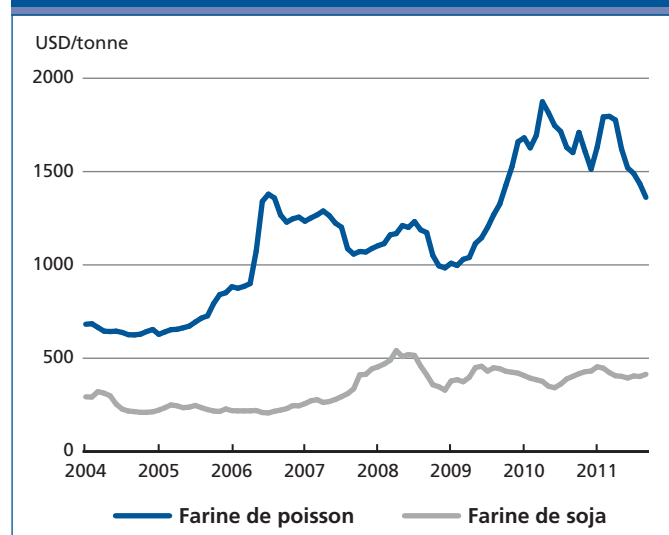
Alors que les quotas pour la nouvelle campagne au **Chili** et au **Pérou** n'ont pas encore été fixés, les acheteurs ne sont pas disposés à s'engager, surtout que pour la plupart, les besoins immédiats sont couverts. Les quotas devraient être au même niveau que l'an dernier. Durant les six premiers mois de l'année, la production totale de farine de poisson dans les cinq principaux pays faisant partie de l'Organisation internationale de la farine et de l'huile de poisson (IFFO) est restée stable par rapport à 2010, à 1,6 millions de tonnes. Cependant, il y a eu des changements significatifs au sein des régions productrices. La production en Amérique du Sud a progressé de 21 pour cent grâce à une reprise des captures par rapport à l'année 2010 marquée par El Niño. En revanche, dans le nord de l'Europe, la production a chuté de 51 pour cent en raison de captures moins importantes, mais en particulier du fait qu'une part plus élevée des captures est destinée à la consommation humaine directe.

Malgré quelques récents fléchissements, les prix restent à un niveau assez élevé en termes historiques. Pour ce qui concerne la demande, les incertitudes sont croissantes, du fait du ralentissement économique dans plusieurs grands pays importateurs. Ainsi, les prix pourraient continuer à fléchir dans les six prochains mois.

Malgré l'augmentation de la production, les exportations d'huile de poisson du Chili et du Pérou n'ont augmenté que légèrement durant la première moitié de 2011

Du fait de la reprise de l'industrie du saumon, les besoins du Chili en ce qui concerne l'huile de poisson ont considérablement augmenté après une période difficile

Figure 61. Prix de la farine de poisson et de la farine de soja

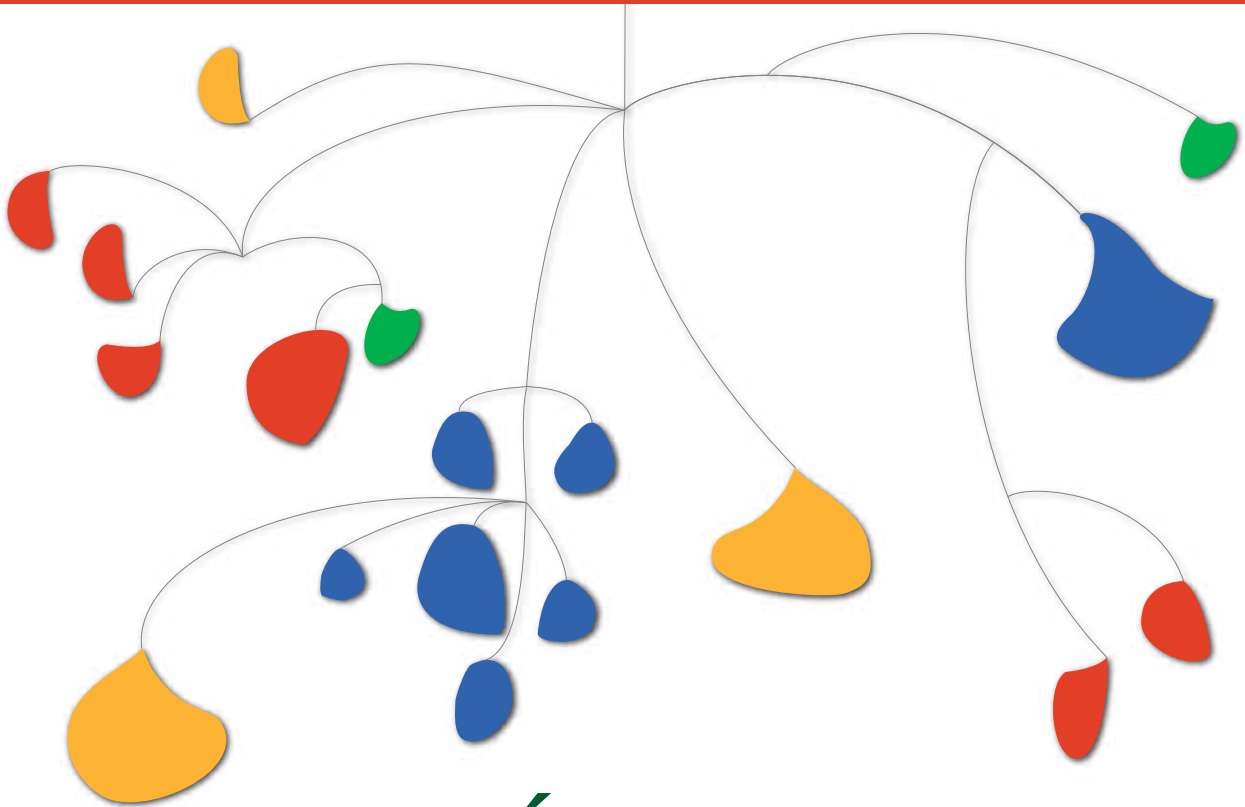


en 2009 et 2010. En conséquence, les exportations en provenance du Pérou à destination du Chili ont augmenté en 2011, et le Chili représente désormais le plus grand marché d'exportation pour l'huile de poisson du Pérou. Comme pour ce qui concerne la farine de poisson, les perspectives à long terme sont positives du fait que la demande des secteurs de l'aquaculture et de l'élevage d'animaux terrestres devrait

croître fortement. Pour l'huile de poisson en particulier, la demande d'oméga-3 et d'huile comme suppléments alimentaires devrait entraîner une hausse des prix. À court terme, les prix dépendront des nouveaux quotas de captures au Chili et au Pérou, du taux de récupération de l'industrie du saumon au Chili et de la demande globale pour l'aquaculture marine et les compléments alimentaires.



Systeme d'information sur les marches agricoles



AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DES MARCHÉS



Contenu

Avant-propos	1
Améliorer la gouvernance mondiale pour la sécurité alimentaire – Le rôle des organisations internationales	2
Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS)	13
Évolution des signaux sur les marchés à terme : Interpréter le comportement des prix	22
Mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face à la flambée des prix des céréales en 2007-2011	27
Examen de l'évolution des prix des céréales sur les marchés nationaux durant la flambée des prix mondiaux	32



Réunion de lancement du système AMIS, 15-16 septembre 2011, Rome

Avant-propos

Les marchés sont essentiels pour l'agriculture et l'agriculture est essentielle pour la sécurité alimentaire. Le bon fonctionnement des marchés est fondamental pour la sécurité alimentaire aussi bien à l'échelle nationale que mondiale. Tant que l'offre a été abondante, la confiance dans les marchés internationaux pour l'achat de produits alimentaires est allée de soi. Cependant, la transformation rapide du secteur alimentaire ces dernières années, s'est traduite par une envolée et une forte instabilité des prix mondiaux et a mis à rude épreuve les capacités des marchés alimentaires mondiaux. Cette nouvelle situation a compliqué les choix des responsables politiques pour élaborer des stratégies de sécurité alimentaire. Il est indispensable que les marchés internationaux fonctionnent bien et il est essentiel que des systèmes d'informations actualisées sur les marchés alimentaires soient mis en place pour améliorer leur transparence.

Ces dernières années, la demande de nourriture, d'aliments pour animaux et de biocarburants s'est accrue, et pour y répondre de nombreuses cultures sont cultivées dans des régions sujettes à des conditions météorologiques instables et à des rendements irréguliers: un facteur qui explique les écarts importants qui sont apparus récemment entre les prévisions de production et les chiffres définitifs concernant les récoltes. Manifestement, le manque de précision des prévisions en matière de production rend les marchés vulnérables aux chocs de l'offre et réduit donc la stabilité des marchés. En outre, alors que les stocks dans les principaux pays exportateurs sont nettement inférieurs à leurs niveaux des précédentes décennies et qu'il n'existe que très peu de statistiques fiables sur le niveau des stocks, à l'exception de ceux de quelques exportateurs traditionnels, il est plus que jamais nécessaire de mettre en place un système permettant d'élaborer des statistiques précises et actualisées sur la situation de l'offre et de la demande des principales denrées alimentaires commercialisées. L'instabilité des marchés, qui se manifeste par de fortes fluctuations des prix, c'est-à-dire la volatilité des prix, est exacerbée par le manque d'informations précises sur la situation internationale de l'offre et de la demande. Accroître l'information sur les marchés mondiaux et améliorer la transparence permettra de réduire la fréquence des flambées des prix provoquées par la panique, telles que celles observées ces dernières années. Cela devrait également permettre des choix politiques mieux informés et

coordonnés pour éviter que les interventions des pouvoirs publics augmentent davantage encore la volatilité des prix.

C'est le contexte dans lequel le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) a été créé. Ce premier rapport intérimaire présente le système AMIS à un large public. Il expose les raisons et le processus qui ont conduit à la création de ce système et illustre les types de résultats que le système AMIS a l'intention de délivrer dans les mois et années à venir. Le rapport commence par deux notes d'information préparées par le Secrétariat du système AMIS, qui vient d'être créé (composé de neuf organisations internationales). La première note d'information décrit le mandat confié aux organisations internationales lors du Sommet de Séoul en novembre 2010 et résume leurs recommandations. La seconde explique le contexte dans lequel le système AMIS a été mis en place et résume les résultats de la réunion de lancement du système, en septembre 2011. Ensuite, trois courts articles se penchent sur les indicateurs des marchés à terme, un examen des prix des céréales sur les marchés nationaux dans le contexte des flambées de prix sur le marché mondial, et les mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face aux augmentations de prix. Ce sont les types de questions auxquelles le système AMIS accordera une attention particulière à mesure qu'il développera sa capacité de surveiller, d'analyser et d'interpréter l'évolution des politiques et des marchés.

Le système AMIS, comme tout autre système d'information, aura besoin de temps pour arriver à maturité. Le Secrétariat du système AMIS a fait de son mieux pour accélérer le processus dans le cadre de la présidence de la France, pays qui préside actuellement le G-20. Le site Web du système AMIS sera bientôt terminé. Il servira de plate-forme de base pour toutes les activités liées au système et sera entièrement accessible au public. Le site Web facilitera l'élaboration de données actualisées à partir d'informations provenant de diverses sources, sur un certain nombre de produits agricoles. Il permettra également aux pays membres participants d'entrer des données et des informations sur le marché concernant leurs pays respectifs dans un domaine sécurisé. Le système AMIS organisera également des réunions d'experts techniques pour définir, affiner et développer des indicateurs quantitatifs qui amélioreront la prévision du comportement des prix. Enfin, le succès du système AMIS dépendra de la collaboration étroite et constante entre tous ses membres.

Secrétariat du système AMIS
Novembre 2011



Améliorer la gouvernance mondiale pour la sécurité alimentaire – Le rôle des organisations internationales

Contexte

Lors de leur sommet de novembre 2010, les dirigeants du G20¹ ont demandé à la FAO, la Banque mondiale, le FIDA, le FMI, l'OCDE, la CNUCED, le PAM et l'OMC de travailler avec les principales parties intéressées afin « d'élaborer des options pour examen du G20 sur la façon de mieux gérer et d'atténuer les risques associés à la volatilité des prix des denrées alimentaires et autres produits agricoles sans créer de distorsion au fonctionnement du marché, dans le but de protéger les personnes les plus vulnérables. » Ce mandat faisait partie d'un Plan d'Action pluriannuel global pour le développement, dont la sécurité alimentaire était un des thèmes, tout comme les infrastructures, le développement des ressources humaines, le commerce, les investissements privés et la création d'emplois ainsi que la croissance et la résilience.

Le groupe initial a rapidement été complété par l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et par l'IFPRI. Le consortium de ces dix Organisations, coordonné par la FAO et l'OCDE, a travaillé en étroite collaboration avec la présidence française du G20 et formulé des recommandations de politique à la requête des dirigeants. Chacune des organisations avait entrepris une vaste analyse du problème, ou possédait une expérience pratique en matière d'efforts pour faire face aux conséquences. La première étape a consisté à faire le point sur les connaissances actuelles et à les analyser. Tout au long du processus, chaque organisation a contribué en fonction

de ses avantages comparatifs et de ses compétences et connaissances spécifiques.

Définition du problème

Avant de prétendre fournir des solutions, il était nécessaire de s'entendre sur la définition du problème. Les organisations internationales ont analysé les causes et les conséquences de la récente volatilité des prix alimentaires et les implications pour la sécurité alimentaire. Dans la synthèse qui a finalement été présentée lors de la réunion du G20 et qui couvrait l'ensemble de la question, les organisations internationales ont reconnu que l'extrême volatilité des prix enregistrée entre 2007 et 2009 avait brusquement accentué le problème chronique de l'insécurité alimentaire, qui s'était aggravé depuis le milieu des années 1990. La méthodologie adoptée par l'ensemble des organisations internationales reflète leur vision de la volatilité des prix et de ses effets sur la sécurité alimentaire, c'est-à-dire un problème complexe et multidimensionnel, agricole et non agricole, à court et à long terme, dépendant de l'évolution de la situation de l'offre et de la demande, ayant des effets très différents sur les consommateurs et les producteurs dans les pays développés et en développement.

Réponses différenciées

Parmi les mesures proposées aux pouvoirs publics, il est important de distinguer celles visant à prévenir ou à réduire la volatilité des prix et celles destinées à en atténuer les conséquences. Les deux types d'intervention ont été examinés en détail. Le champ d'application a été identifié aux niveaux individuel, national, régional et international. Certaines des mesures proposées devraient permettre d'éviter une menace, d'autres s'apparentent à des plans d'urgence afin d'améliorer l'état de préparation, alors que d'autres encore traitent de la capacité d'adaptation à long terme. Enfin, le rapport propose des mécanismes de coopération internationale pour mettre en œuvre ses recommandations et en suivre les progrès. Les sections qui suivent présentent brièvement les raisons qui sous-tendent chacune des recommandations formulées par les organisations internationales et reproduisent les recommandations dans leur intégralité.

¹ Le Groupe des Vingt (G20) comprend l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Indonésie, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Fédération de Russie, l'Arabie Saoudite, l'Afrique du Sud, la République de Corée, la Turquie, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne.



Un ensemble complet de propositions pour faire face à la volatilité des prix et améliorer la sécurité alimentaire

Mesures visant à accroître la productivité, la durabilité et la capacité d'adaptation de l'agriculture

Après avoir reconnu l'existence du problème sous-jacent et chronique de la sécurité alimentaire, aggravé ces

dernières années par des prix élevés et extrêmement volatils, les organisations internationales ont convenu que l'amélioration à long terme de la productivité, de la capacité d'adaptation et de la durabilité de l'agriculture, en particulier dans les pays en développement devait être au cœur de toute solution à long terme. Cette approche peut contribuer à améliorer la sécurité alimentaire de plusieurs façons. Outre l'augmentation de la production, elle peut réduire la volatilité des prix alimentaires, notamment grâce à une productivité accrue et à une meilleure gestion technique de la production et des risques et aider les agriculteurs et les ménages à affronter de manière plus

Recommandation 1

Les gouvernements du G20 s'engagent à prendre des mesures globales pour renforcer la productivité, la durabilité et la capacité d'adaptation à long terme du système alimentaire et agricole mondial, en tenant compte de divers éléments.

- Améliorer les systèmes d'innovation dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation en privilégiant les investissements publics et privés dans la recherche et le développement scientifiques, le transfert de technologies ainsi que les services de conseil, de formation et d'éducation, et veiller à ce que les pratiques qui donnent de bons résultats soient généralisées.
- Renforcer le réseau du GCRAI afin de favoriser l'innovation technologique et la diffusion mondiale de la technologie, afin notamment d'améliorer la productivité dans les pays moins développés en tenant compte des besoins des petits exploitants et en particulier des agricultrices.
- Contribuer au développement des technologies et prendre des mesures incitatives appropriées pour traiter les problèmes spécifiques que posent le changement climatique et l'utilisation des ressources durables (terres et eaux).
- Accroître les investissements publics (APD et gouvernements nationaux) dans le secteur agricole des pays en développement et dans les activités fortement liées à la croissance de la productivité agricole, tels que les institutions agricoles, les services de vulgarisation, les routes, les ports, l'énergie, le stockage, les systèmes d'irrigation et les technologies de l'information et de la communication, le cas échéant. Lier les investissements publics à l'établissement de partenariats durables entre le secteur public, le secteur privé et la société civile.
- Appuyer les stratégies nationales de sécurité alimentaires qui sont élaborées et mises en œuvre par les pays, qui sont fondées sur des données objectives et qui prennent en considération la société civile et les organisations d'agriculteurs. À cet égard, assurer le suivi des engagements pris lors des G20 précédents, notamment au Sommet de Pittsburgh, pour financer le Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- Créer un environnement favorable aux agriculteurs et à d'autres acteurs du secteur privé pour mobiliser des investissements qui ne dépendent pas de l'aide publique au développement et de la dépense publique, afin d'augmenter la productivité et la capacité d'adaptation, qui sont deux facteurs cruciaux pour la sécurité alimentaire. Pour atteindre le niveau d'investissement nécessaire du secteur privé, les pays les moins développés devront en particulier faciliter la mise en place de systèmes de gouvernance et d'institutions efficaces, de conditions macroéconomiques stables, de politiques structurelles adaptées et de services publics performants tout en privilégiant la valorisation du capital humain.



efficace les effets de la volatilité, le cas échéant. L'ensemble des recommandations présentées ici (recommandation 1), si elles sont mises en œuvre, pourrait représenter la contribution la plus importante à une solution durable à l'insécurité alimentaire mondiale. Les bénéfices se manifesteront à long terme, mais il est nécessaire d'agir immédiatement.

Selon les estimations de la FAO, pour nourrir la population mondiale qui continue de croître, la production agricole mondiale devra augmenter de 70 pour cent d'ici 2050 et, plus spécifiquement de presque 100 pour cent dans les pays en développement. À moyen et à long terme, investir dans les secteurs agricoles des pays en développement représente la seule manière d'augmenter durablement la productivité, d'assainir les marchés, d'accroître la capacité de résistance aux envolées des prix internationaux et d'améliorer la sécurité alimentaire. Les investissements dans les infrastructures, les services de vulgarisation et d'éducation, ainsi que dans la recherche et le développement, peuvent permettre d'accroître l'offre alimentaire dans les pays en développement, d'améliorer le fonctionnement des marchés agricoles locaux, et ainsi réduire la volatilité des prix.

Les investissements nécessaires dans les pays en développement pour soutenir cette expansion de la production agricole représentent un investissement annuel moyen net de 83 milliards de dollars E.U. (en dollars E.U. de 2009). Ce total inclut les investissements nécessaires dans le secteur agricole primaire et dans les services nécessaires en aval comme les installations de stockage et de transformation, mais n'inclut pas les biens publics comme les routes ou les projets d'irrigation et d'électrification à grande échelle.

L'essentiel des investissements, aussi bien dans l'agriculture primaire que dans les secteurs en aval, devra provenir de sources privées, principalement les agriculteurs eux-mêmes à travers l'achat d'équipement et de machines, l'amélioration de la fertilité des sols, etc. Trois types d'investissement public sont également nécessaires pour permettre un meilleur fonctionnement du système agricole et améliorer la sécurité alimentaire :

- Des investissements directs dans la recherche et le développement agricoles, en particulier concernant les pratiques qui favorisent la capacité de résistance des petits agriculteurs à la pénurie de ressources et aux changements climatiques ;

- Les investissements dans des secteurs fortement liés à la croissance de la productivité agricole et au renforcement de l'intégration des petits exploitants dans les marchés, comme les institutions agricoles, les services de vulgarisation, les routes, les ports, l'énergie, les systèmes de stockage et d'irrigation ;
- Les investissements non agricoles visant à améliorer l'environnement institutionnel rural et à générer des effets positifs sur le bien-être humain, comme les investissements dans l'éducation, en particulier des femmes ; l'assainissement et l'approvisionnement en eau potable et les soins de santé.
- Les efforts visant à améliorer la capacité d'adaptation à long terme doivent s'appuyer sur la recherche, l'innovation et l'éducation. Parmi les aspects spécifiques identifiés et nécessitant une attention particulière, on peut citer : la recherche pour améliorer la capacité de résistance des petits agriculteurs aux changements climatiques et à la pénurie d'eau et d'autres ressources, la recherche pour permettre à l'agriculture de contribuer à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter, les technologies innovantes pour la production des cultures de base importantes pour les petits exploitants et pour la sécurité alimentaire, les services de vulgarisation et d'éducation, en particulier pour les petits exploitants et pour les femmes.

Mesures envisageables pour réduire la volatilité des prix

Information sur les marchés et transparence

Les organisations internationales ont convenu que le manque d'informations fiables et à jour sur l'offre et la demande de produits agricoles, les stocks et les disponibilités à l'exportation avait contribué à la récente volatilité des prix et entraîné certaines interventions des pouvoirs publics hâtives et non coordonnées qui avaient en fait aggravé la situation. Renforcer les informations et les analyses sur les marchés locaux et mondiaux et améliorer la transparence des marchés pourraient réduire la fréquence et l'amplitude des flambées de prix provoquées par la panique. Toutefois, des mesures doivent être prises pour accroître la capacité des nations et des organisations internationales d'entreprendre des contrôles plus fréquents et plus systématiques de l'état des stocks et des cultures et de développer des mécanismes pour améliorer les prévisions à court terme concernant la production.



L'information sur les réserves alimentaires est une composante essentielle de tout système d'information mondial sur les marchés alimentaires, cependant il existe peu de données fiables sur les stocks de céréales et de graines oléagineuses, et lorsqu'elles existent, elles ne sont pas rendues publiques. Plusieurs raisons expliquent le manque de données fiables sur les stocks: certains pays ne détiennent plus de stocks publics parce que les mesures politiques qui avaient permis leur création ont été supprimées ou réformées ; les stocks peuvent être très dispersés entre les agriculteurs, les commerçants et d'autres acteurs du marché, et donc difficiles à comptabiliser ; enfin, certaines informations sur les stocks sont commercialement ou stratégiquement sensibles. Des lacunes ou des carences ont également été identifiées en ce qui concerne le suivi des prix des denrées alimentaires, aussi bien sur les marchés au comptant que sur les marchés à terme, la relation entre les prix du pétrole et les marchés alimentaires, et la façon dont l'évolution des prix internationaux se répercute sur

les marchés nationaux dans les pays en développement. Pour remédier à ces faiblesses des systèmes mondiaux d'information, les organisations internationales ont présenté la recommandation suivante (recommandation 2).

Cette proposition a été adoptée par les membres du G20 et le système AMIS est actuellement mis en place. Le développement du système AMIS est décrit dans l'article suivant.

Stocks alimentaires internationaux

Les organisations internationales ont conclu que les stocks tampons, des stocks constitués et gérés dans l'intention d'influencer les prix, présentaient un bilan assez négatif et que ces stratégies étaient particulièrement inappropriées et inefficaces pour atténuer la flambée des prix. Par conséquent, aucune recommandation spécifique n'a été proposée concernant les stocks tampons. Dans le cadre de mesures visant à aider les populations les plus vulnérables à faire face à la volatilité excessive des prix, certaines

Recommandation 2

En s'appuyant sur les mécanismes existants, établir un Système d'information sur les marchés agricoles, comprenant quatre éléments.

- Les gouvernements du G20 s'engagent à charger des bureaux de statistiques ou d'autres institutions compétentes de fournir des données exactes et en temps opportuns sur les stocks, la consommation et la production alimentaires. Lorsqu'il n'existe à l'échelle nationale aucun mécanisme ou institution en mesure de le faire, les gouvernements du G20 devraient s'engager à les créer.
- Les organisations internationales, avec une large participation des pays (du G20 et d'autres acteurs concernés) s'engagent à suivre, analyser des conditions actuelles et des évolutions des politiques sur les principaux marchés, et établir des rapports à ce sujet, ainsi qu'à améliorer la sécurité alimentaire mondiale en encourageant le partage d'informations, en améliorant la fiabilité des données et la transparence, et en mettant en œuvre un système mondial d'alerte rapide.
- Les gouvernements du G20 soutiennent la création d'un Forum pour une intervention rapide, avec une large participation des pays (du G20 et d'autres acteurs concernés) en s'appuyant sur le Système d'informations sur les marchés agricoles proposé, pour promouvoir la coordination et la cohérence des politiques en temps de crise.
- Les organisations internationales soutiennent l'amélioration des systèmes régionaux ou nationaux afin d'assurer le suivi des stocks, de la production, des prévisions (en améliorant la modélisation et les prévisions météorologiques), de la sécurité et de la vulnérabilité nutritionnelles et alimentaires, en vue d'améliorer les systèmes d'alerte rapide dans les pays et régions en développement qui sont vulnérables.



recommandations spécifiques ont été faites concernant des stocks humanitaires d'urgence et leur gestion. (Ces recommandations se trouvent dans la recommandation 7).

Marchés à terme

Les organisations internationales ont reconnu que le débat concernant un effet stabilisateur ou déstabilisant sur les prix de la spéculation sur les marchés à terme durant les épisodes récents n'a pas abouti à des conclusions concrètes. Certains analystes prétendent que l'afflux des investisseurs financiers sur les marchés à terme sur les produits agricoles n'a eu que peu d'impact sur les prix du marché. D'autres analystes soulignent que la grande quantité d'argent investie par les investisseurs financiers sur les marchés à termes sur les produits agricoles a amplifié les fluctuations de prix à un point que les fondamentaux du marché ne peuvent à eux seuls expliquer. Les organisations internationales ont convenu qu'il était nécessaire d'approfondir les recherches afin de clarifier ces questions. Les autorités de régulation ont besoin de précisions afin de pouvoir décider si des mesures réglementaires sont nécessaires et, le cas échéant, quelles doivent être la nature et l'ampleur de ces mesures.

Malgré ces différences, il est largement admis qu'il est nécessaire de mettre en place une réglementation appropriée sur tous les marchés concernés, notamment les marchés à terme, pour que les marchés dérivés des produits agricoles fonctionnent de manière correcte, en termes de couverture et de détermination des prix. En particulier, il est nécessaire d'améliorer la transparence concernant les transactions effectuées sur les marchés à terme et surtout sur les marchés de gré à gré, sur lesquels les transactions sont effectuées en marge des marchés réglementés. Des données commerciales détaillées permettraient aux organismes de réglementation et aux participants de suivre les informations sur la fréquence et le volume des transactions afin de comprendre ce qui influence les prix des produits de base. Il a été également reconnu que la spécificité du cadre réglementaire concernant les marchés à terme et les marchés de gré à gré, pour les produits agricoles comme pour les autres produits, est un problème auquel les autorités régulatrices des marchés financiers peuvent répondre de manière plus efficace. Ces conclusions ont conduit l'ensemble des organisations internationales à proposer les recommandations suivantes (recommandation 3).

Malgré ces différences, il est largement admis qu'il est nécessaire de mettre en place une réglementation appropriée

Recommandation 3

- Les gouvernements des États membres du G20 reconnaissent qu'il est nécessaire d'améliorer l'information et la transparence dans les marchés de gré à gré et à terme, et d'encourager l'application de règles appropriées afin de renforcer leur rôle économique en tenant compte de la nécessité d'harmoniser les échanges afin d'éviter l'arbitrage réglementaire.
- Des propositions de changement pourraient être envisagées dans la mesure où les ministres des finances des pays membres du G20 et les gouverneurs des banques centrales, entre autres, examinent actuellement les moyens d'exercer un contrôle réglementaire de tous les marchés financiers et pas uniquement des marchés des produits agricoles.
- Le G20 appuie les efforts déployés par les États-Unis d'Amérique, la Commission européenne et d'autres pour que les marchés à terme soient plus transparents et efficaces.

sur tous les marchés concernés, notamment les marchés à terme, pour que les marchés dérivés des produits agricoles fonctionnent de manière correcte, en termes de couverture et de détermination des prix. En particulier, il est nécessaire d'améliorer la transparence concernant les transactions effectuées sur les marchés à terme et surtout sur les marchés de gré à gré, sur lesquels les transactions sont effectuées en marge des marchés réglementés. Des données commerciales détaillées permettraient aux organismes de réglementation et aux participants de suivre les informations sur la fréquence et le volume des transactions afin de comprendre ce qui influence les prix des produits de base. Il a été également reconnu que la spécificité du cadre réglementaire concernant les marchés à terme et les marchés de gré à gré, pour les produits agricoles comme pour les autres produits, est un problème auquel les autorités régulatrices des marchés financiers peuvent répondre de manière plus efficace. Ces conclusions ont conduit l'ensemble des organisations internationales à proposer les recommandations suivantes (recommandation 3).



Réduire les obstacles aux importations, les mesures de soutien interne qui ont un effet de distorsion sur le commerce et toutes les formes de subventions à l'exportation

Le commerce est un excellent moyen d'amortir les variations localisées qui apparaissent sur les marchés nationaux. Les fluctuations saisonnières et les décalages commerciaux ainsi que les variations annuelles de la production nationale peuvent être amortis de manière beaucoup moins chère et plus efficace par des ajustements dans les quantités importées ou exportées qu'à travers la gestion de stocks tampons. Dans la mesure où les chocs tendent à être spécifiques à chacune des régions du globe et à s'annuler en partie à l'échelle mondiale, la production d'un produit agricole donné est beaucoup moins variable à l'échelle mondiale qu'à l'échelle de chaque pays. Le commerce international pourrait donc se révéler un moteur puissant pour atténuer les fluctuations de l'offre à travers la planète et, par conséquent, pour réduire la volatilité des marchés.

Dans un contexte à plus long terme, le commerce est une composante essentielle de toute stratégie de sécurité alimentaire. De nombreuses parties du monde possèdent un potentiel considérable d'accroissement de la production, mais tous les pays partout dans le monde ne peuvent pas ou ne devraient pas aspirer à produire tous les produits dont ils ont besoin. Ce serait excessivement coûteux et cela réduirait les choix et la qualité, sans apporter la fiabilité nécessaire pour atteindre la sécurité alimentaire. Les changements dans les modes de production qui devraient être provoqués par les changements climatiques renforcent la nécessité d'un système commercial qui fonctionne bien et qui permettra aux produits alimentaires de se déplacer de manière fiable des zones excédentaires vers les zones déficitaires.

Malgré les réformes en cours, il existe toujours des obstacles au commerce des produits agricoles au sein des pays en développement et entre les pays en développement et les pays de l'OCDE. Ils contribuent à l'« étroitesse » des marchés internationaux, qui serait pour certains, responsable de la volatilité de ces dernières années. Les tarifs douaniers moyens sur les produits agricoles et alimentaires sont élevés pour les pays à revenu moyen et les pays à revenu élevé, respectivement 25 et 22 pour cent. Le protectionnisme sur les produits agricoles n'est pas seulement plus élevé que sur les produits non agricoles (4 fois plus), il est également beaucoup plus volatil. Les politiques commerciales agricoles sont conçues

pour isoler les prix sur le marché intérieur des prix sur les marchés mondiaux et entraîner des effets pro-cycliques : la protection diminue lorsque les prix sont élevés, ce qui augmente la demande sur les marchés mondiaux et la protection augmente lorsque les prix mondiaux sont bas, opérant de manière efficace comme une taxe variable. Ainsi, les politiques commerciales des grands pays accroissent la volatilité des prix mondiaux et ont des répercussions négatives sur les petits pays. Les pays développés continuent de soutenir leurs secteurs agricoles de façon significative. Selon les dernières estimations de l'OCDE, 18 pour cent des revenus agricoles bruts sont générés par le biais de mécanismes de soutien et plus de la moitié de ce soutien est délivré sous des formes qui provoquent d'importantes distorsions de la production et des échanges.

Les disciplines en matière de restrictions à l'exportation ont été considérées comme faibles et insuffisantes au cours de la période 2007-2009, alors que les restrictions à l'exportation ont aggravé voire même, selon la plupart des experts, provoqué des perturbations sévères et un effondrement de la confiance sur les marchés internationaux. Les restrictions à l'exportation ont également contribué à la hausse des prix et à la fébrilité générale des marchés en 2010 et 2011. La confiance dans les marchés internationaux des pays dépendants des importations a été fortement érodée, et en conséquence, nombre d'entre eux ont revu à la hausse leurs objectifs en matière d'autosuffisance.

Pour s'assurer que le commerce international reste une source fiable pour se procurer des produits alimentaires, les importateurs nets de produits alimentaires devraient bénéficier de garanties beaucoup plus fortes de leurs partenaires commerciaux. La « première et meilleure option » serait d'interdire les restrictions à l'exportation. Les pays aborderaient les questions de sécurité alimentaire intérieure en offrant un soutien direct et ciblé. Toutefois, il est fort peu probable qu'un accord pour interdire les restrictions à l'exportation voie le jour, et même si c'était le cas, qu'il soit appliqué durant une crise alimentaire. Par contre, il est possible et utile de renforcer les réglementations existantes, en particulier en matière de transparence.

Dans ce contexte, les organisations internationales ont formulé les recommandations suivantes concernant le soutien interne et les politiques commerciales entraînant des distorsions de la production, en particulier à l'égard des



Recommandation 4

Les gouvernements des États membres du G20 assument leur rôle de chef de file dans les négociations qui se déroulent dans le cadre de l'Agenda de Doha pour le Développement (OMC) en prenant des mesures immédiates pour renforcer les disciplines internationales contre toutes les formes de restriction des importations et des exportations ainsi que les systèmes de soutien interne qui provoquent des distorsions des incitations à la production, découragent l'offre répondant à la demande et entravent le commerce international des produits agricoles et alimentaires. Plus particulièrement :

- Améliorer dans une large mesure l'accès aux marchés tout en maintenant des protections appropriées pour les pays en développement, notamment les plus vulnérables.
- Supprimer une grande partie des politiques de soutien interne (notamment dans les pays développés) qui ont des effets de distorsion sur le commerce.
- Éliminer les subventions aux exportations.

En tenant compte des règles de l'OMC existantes ainsi que de la situation actuelle des négociations conduites dans le cadre de l'Agenda de Doha pour le Développement, les gouvernements des États membres du G20 doivent :

- Élaborer une définition opérationnelle d'une situation de pénurie alimentaire critique qui pourrait justifier l'examen d'une mesure de restriction des exportations. Une restriction des exportations pourrait être définie comme une mesure temporaire prise en dernier ressort. Elle ne serait autorisée qu'après épuisement d'autres mesures, notamment la mise en place de filets de sécurité pour les plus pauvres, et en tenant compte, en particulier, des besoins de sécurité alimentaire des pays les moins développés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.
- Élargir, renforcer et faire appliquer les processus de notification et de consultation actuellement en vigueur à l'OMC. L'intention d'imposer une restriction à des exportations devrait être notifiée avant que celle-ci ne prenne effet et un processus de concertation « accéléré » pourrait être mis en place afin d'étudier si la mesure peut être évitée et comment. La concertation devrait être permanente afin que la mesure, dès qu'elle est appliquée, soit supprimée le plus tôt possible.

restrictions à l'exportation (recommandation 4).

Exempter l'aide humanitaire de toute restriction à l'exportation

Certaines nations qui ont imposé des restrictions à l'exportation en 2008 et en 2010, ont exempté les achats de denrées alimentaires destinés à l'aide humanitaire, notamment ceux du PAM. Cependant, d'autres n'ont pas levé ces restrictions, contraignant les agences humanitaires nationales et internationales à se procurer des denrées alimentaires à travers des sources plus lointaines. La plupart des exemptions, lorsqu'elles sont faites, sont délivrées au cas par cas, après que des inquiétudes ont été soulevées et que l'exemption a été demandée. Cela implique une perte

précieuse de temps et de ressources en situation d'urgence, étant donné que les équipes responsables des achats doivent passer du temps à négocier ou à trouver d'autres fournisseurs dans d'autres régions. Les organisations internationales ont donc proposé que le G20 adopte la recommandation suivante (recommandation 5).

Réduire les conflits entre les politiques alimentaires et énergétiques

Entre 2000 et 2009, la production mondiale de bioéthanol a quadruplé et celle de biodiesel a été multipliée par dix. Dans les pays de l'OCDE, cette situation a été largement déterminée par des politiques de soutien mises en place



Recommandation 5

- Les gouvernements des États membres du G20 confirment les engagements pris aux sommets de L'Aquila et de Rome et appellent tous les pays à ne pas appliquer de restrictions des exportations et/ou de taxes extraordinaires concernant les achats, notamment par le PAM, de denrées alimentaires destinées à l'aide humanitaire, afin que ces denrées puissent être exportées et/ou transiter quelles que soient les interdictions, les restrictions ou les taxes extraordinaires imposées; et ils sont résolus à défendre cet engagement et cet appel devant l'Assemblée générale de l'ONU et l'OMC.

par les pouvoirs publics. Les organisations internationales sont d'accord sur le fait que ce choc important de la demande, provoqué par les politiques mises en œuvre et qui s'est produit sur une période relativement courte, a eu plusieurs effets significatifs. Il a contribué à la hausse des prix, a accentué la volatilité des prix, principalement parce que certaines dispositions tendent à rendre obligatoire la production de quantités déterminées indépendamment du prix et a contribué à la diminution des stocks, qui représente également pour certains un facteur déterminant de la volatilité et de la hausse des prix. Les organisations internationales ont convenu qu'il fallait veiller en priorité à réformer les politiques qui entraînent des conflits entre l'utilisation des cultures à des fins alimentaires et énergétiques et ont formulé à cet égard les recommandations détaillées ci-dessous (recommandation 6).



Mesures envisageables pour faire face aux conséquences de la volatilité des prix, particulièrement pour les plus vulnérables

Faire face à la volatilité à court terme : stocks régulateurs et réserves alimentaires d'urgence

Les tentatives de stabilisation des prix des produits alimentaires à l'aide de stocks régulateurs se sont révélées inefficaces ou onéreuses. Les initiatives axées sur les

Recommandation 6

Les gouvernements des États membres du G20 suppriment les dispositions des politiques nationales actuelles qui prévoient de subventionner (ou de rendre obligatoire) la production ou la consommation de biocarburants. Parallèlement, les gouvernements doivent :

- Ouvrir les marchés internationaux de telle sorte que les carburants renouvelables et les matières premières puissent être produits là où cela est justifié du point de vue économique, environnemental et social, et échangés plus librement.
- Accélérer la recherche scientifique pour trouver de nouveaux moyens de réduire les émissions de carbone et d'améliorer la viabilité et la sécurité énergétique.
- Encourager une utilisation plus efficace de l'énergie, notamment dans l'agriculture elle-même, sans surexploiter des ressources limitées, surtout celles qui sont nécessaires pour la production alimentaire.
- Faute d'une suppression des politiques de soutien, les gouvernements des États membres du G20 devraient élaborer des plans d'urgence afin d'ajuster (au moins temporairement) les politiques qui stimulent (en particulier celles qui rendent obligatoire) la production ou la consommation de biocarburants lorsque les marchés mondiaux sont soumis à des tensions et que les disponibilités alimentaires se réduisent dangereusement.

marchés peuvent se révéler plus efficaces pour lutter contre la volatilité des prix alimentaires et améliorer la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Les réserves privées, comme les greniers de village, peuvent aider les communautés à mieux faire correspondre l'offre et la demande locales. Dans les pays en développement, les investissements du secteur privé dans le stockage, aux niveaux des fermes, des villages ou de la région, sont limités par des politiques insuffisantes et par un environnement généralement défavorable. Il est nécessaire d'élaborer des politiques afin de faciliter l'accès au crédit des agriculteurs,



des coopératives et des commerçants privés dans le but d'améliorer les installations de stockage. Les organisations de producteurs sont essentielles à la constitution de stocks alimentaires. Il est également nécessaire de renforcer les compétences spécialisées en matière de gestion des stocks des associations d'agriculteurs, des coopératives agricoles et du secteur privé.

Des réserves alimentaires d'urgence relativement plus petites peuvent servir de manière efficace et à moindre coût pour aider les personnes les plus vulnérables. Contrairement aux stocks régulateurs qui tentent d'atténuer les variations de prix et qui agissent comme des subventions universelles dont bénéficient aussi bien les consommateurs pauvres que les autres, des réserves alimentaires d'urgence peuvent rendre la nourriture accessible à des groupes de population vulnérables en temps de crise. En outre, des réserves d'urgence de relativement petites quantités d'aliments de base ne perturberont pas le développement normal des marchés du secteur privé, nécessaire pour la sécurité alimentaire à long terme.

Les gouvernements des pays vulnérables devraient intégrer ces réserves alimentaires d'urgence dans leurs stratégies de sécurité alimentaire nationale. Les réserves d'urgence devraient être intégrées aux dispositifs de protection sociale et alimentaire et autres programmes d'aide alimentaire, afin d'accroître leur efficacité en faveur des personnes vulnérables. Enfin, les réserves d'urgence doivent être dotées de ressources suffisantes et financées par les gouvernements et/ou la communauté internationale des bailleurs de fonds.

Compte tenu de ces considérations, les organisations internationales ont formulé les recommandations suivantes (recommandation 7).

Faire face à la volatilité à court terme : des filets de sécurité nationaux et internationaux

En période de crise, les mécanismes de financement compensatoire et de financement conditionnel fournissent une aide importante aux pays en leur évitant des déficits budgétaires trop importants et en réduisant leurs dépenses d'importation des produits alimentaires, tout en permettant le maintien des grands programmes de protection sociale. Les contraintes budgétaires représentent un problème important, en particulier pour les pays en développement à faible revenu, qui n'ont pas la capacité de financer des dépenses anticycliques en temps de crise. L'aide étrangère, comme celle fournie dans le cadre des filets de sécurité

Recommandation 7

- Reconnaissant que les pays eux-mêmes sont les premiers responsables en la matière, les gouvernements des États membres du G20 fournissent un appui lorsqu'il est nécessaire d'accroître les capacités de mise en oeuvre des systèmes de réserves alimentaires d'urgence.
- Les gouvernements des États membres du G20 aident le Programme alimentaire mondial à développer, d'ici la fin 2011, un système économique et efficace de petites réserves alimentaires d'urgence bien positionnées d'un point de vue stratégique.
- Un code de conduite sera élaboré par les organisations internationales afin d'assurer la libre circulation des denrées alimentaires de l'aide humanitaire, d'accroître la responsabilité et la transparence, de renforcer l'architecture mondiale de sécurité alimentaire et d'éviter les effets négatifs sur les marchés.
- Les gouvernements des États membres du G20 apportent un soutien à long terme aux efforts des organisations humanitaires visant à aider les pays touchés par les crises afin qu'ils puissent accéder d'une manière fiable et prévisible aux financements nécessaires (par exemple à des mécanismes d'achats anticipés).

de la Banque mondiale et du FMI, devra être mobilisée pour leur permettre d'accroître leurs budgets, dans des situations où ces dépenses budgétaires peuvent avoir des répercussions majeures sur leurs économies.

La flambée des prix alimentaires, ainsi que la hausse des prix des intrants comme les engrais, réduisent les revenus des ménages pauvres et vulnérables et pèsent lourdement sur les budgets des familles. Les interventions visant à atténuer l'impact des chocs, à maintenir le pouvoir d'achat des consommateurs vulnérables et la rentabilité des petits exploitants grâce à des filets de sécurité, sont justifiables tant d'un point de vue économique que d'un point de vue humanitaire. Pour les consommateurs pauvres, améliorer les dispositifs de protection sociale existants est une option possible dans les pays où ils sont déjà en place. Cependant, dans de nombreux pays pauvres et vulnérables, les



populations n'ont accès à aucun système de filet de sécurité et ont donc besoin de l'aide internationale. Les filets de sécurité alimentaire tels que les programmes de nutrition destinés aux enfants, de création d'emploi et de richesses et d'alimentation scolaire, aident les personnes vulnérables à faire face à l'instabilité des cours et aux autres chocs et peuvent être transposés relativement facilement à une plus grande échelle en période de crise. (recommandation 8).

Faire face à la volatilité sur le long terme : des mécanismes commerciaux afin de protéger les producteurs contre les risques liés entre autres aux prix, et stabiliser les dépenses d'importation de produits alimentaires

La nature des risques auxquels sont confrontés les agriculteurs varie d'un pays à l'autre. La capacité des agriculteurs de faire face à de tels risques varie également en fonction des différentes catégories d'agriculteurs. Les petits agriculteurs n'ont pas nécessairement accès aux connaissances, aux actifs, aux technologies, aux instruments de marché et aux structures de gouvernance qui leur permettraient de gérer les risques de manière satisfaisante.

Recommandation 8

- Les gouvernements des États membres du G20 contribuent en permanence à l'établissement de mécanismes internationaux efficaces visant à aider les pays en développement à faible revenu pendant les crises dues à une flambée des prix, notamment des mécanismes tels que l'octroi, par les institutions financières internationales, de financements assortis de conditions.
- Les gouvernements des États membres du G20 contribuent à la mise en place, dans les pays, de filets de sécurité appropriés, ciblés, économiques, efficaces et pouvant être renforcés le cas échéant, en s'assurant qu'ils disposent de ressources suffisantes, qu'ils participent à l'amélioration de la nutrition et qu'ils sont liés aux systèmes de réserves alimentaires et de distribution de vivres dans les situations d'urgence, proposés au niveau régional.

Dans les pays en développement, les petits exploitants avec un faible capital et un accès limité aux marchés n'ont souvent aucune possibilité de se protéger contre divers risques qui caractérisent les secteurs agricoles moins développés.

Les gouvernements sont confrontés aux mêmes risques que les agriculteurs. Les chocs de la production et des prix alimentaires peuvent avoir des répercussions négatives sur leur balance des paiements et leurs réserves de change et ainsi compliquer leur capacité à mettre en place des programmes de sécurité sociale. Des mécanismes commerciaux, comme l'utilisation d'instruments financiers tels que les dérivés climatiques ou des instruments de couverture pour gérer les risques liés aux prix et à la production, peuvent représenter une alternative aux solutions internationales telles que les mécanismes de financement compensatoire. Toutefois, étant donné la nature technique des approches axées sur les marchés pour gérer la volatilité des prix alimentaires, il est nécessaire d'établir et de former des institutions au niveau national (recommandation 9).

Améliorer la coordination des politiques internationales liées à la volatilité des prix alimentaires : information sur les marchés et interventions des pouvoirs publics

Nous avons déjà évoqué les carences révélées par la crise

Recommandation 9

- Les gouvernements des États membres du G20 soutiennent la montée en puissance des efforts visant à fournir des solutions de gestion des risques efficaces et fondées sur les marchés aux ménages vulnérables (y compris les producteurs), aux communautés et aux gouvernements.
- Les gouvernements des États membres du G20 soutiennent le développement d'un éventail élargi de services de gestion des risques fiscaux comprenant la couverture contre les fluctuations des prix des produits de base, des services de conseil pour renforcer les capacités internes de gestion des risques financiers, le financement du risque de catastrophe et la modernisation des services météorologiques.



de 2007-2008, puis de nouveau par les événements survenus en 2010-2011, dans les systèmes d'informations sur les marchés au niveau mondial et la coordination des mesures et interventions des pouvoirs publics pour faire face à la volatilité des prix alimentaires. Les organisations internationales ont souligné dans la recommandation 2 (AMIS), l'importance d'améliorer la qualité, la fréquence et l'actualité des informations sur le marché, mais elles ont également beaucoup insisté sur la nécessité pour les pays d'engager un dialogue sur les interventions politiques adaptées, afin d'accroître la transparence et d'éviter des actions hâtives ou incohérentes qui pourraient avoir des conséquences préjudiciables. C'est le but du Forum pour une intervention rapide qui fait partie intégrante de la proposition de création du système AMIS, contenue dans la recommandation 2. Cet aspect essentiel que représente l'amélioration de la gouvernance mondiale en matière de sécurité alimentaire est réitéré par les organisations internationales dans la recommandation 10, qui traite de la coordination des politiques internationales et du rôle des organisations internationales et du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (recommandation 10).



Prochaines étapes

Les ministres de l'Agriculture du G20 se sont réunis les 22 et 23 juin et ont adopté un Plan d'Action sur la volatilité des prix alimentaires et sur l'agriculture, à

Recommandation 10

Le G20 doit appuyer les propositions formulées dans le présent rapport pour améliorer la coordination des politiques liées à la volatilité des prix alimentaires, tirer parti des institutions et des réseaux existant tout en les développant, améliorer la coordination et la rapidité d'exécution afin de renforcer l'état de préparation, et optimiser la coordination et la cohérence des politiques en période de crise. Les organisations internationales qui ont préparé ce rapport sont invitées à continuer de collaborer avec le G20 pour poursuivre l'élaboration des recommandations et, le cas échéant, les appliquer. Le CSA devrait être chargé du suivi général de l'application de ces recommandations.

soumettre aux dirigeants du G20 lors du Sommet prévu les 3 et 4 novembre 2011. Le plan d'action axé sur cinq objectifs principaux, préconise des mesures immédiates et spécifiques et définit un calendrier précis, sur lesquels un accord pourrait être trouvé. Un suivi et des analyses supplémentaires ont été requis concernant d'autres aspects. Les objectifs identifiés par les ministres du G20 sont i) la production et la productivité agricoles; ii) l'information et la transparence du marché; iii) la coordination internationale; iv) la réduction des effets de la volatilité des prix sur les plus vulnérables; et v) la régulation financière.

L'objectif concernant l'information et la transparence du marché a reçu un large soutien de tous les pays du G20, dès le début. La mise en place rapide du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) en septembre 2011, quelques mois seulement après la réunion ministérielle de juin, a souligné l'importance accordée à la question par les pays du G20 et par les organisations internationales concernées.

Secrétariat du système AMIS
AMIS-Secretariat@fao.org



Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS)

Ces dernières années ont été marquées par une envolée et une forte instabilité des prix alimentaires. L'augmentation de la demande de cultures vivrières, de produits d'origine animale et de bioénergie, conjuguée à la faible croissance de la productivité agricole et au niveau bas des stocks, continuera d'exercer une pression à la hausse sur les prix et d'accentuer leur instabilité. En outre, depuis 20 ans, la production céréalière tend à se déplacer vers des régions du monde sujettes à des conditions météorologiques instables. Ces divers éléments contribuent à une forte volatilité des prix des aliments et rendent difficile toute prévision en matière de production alimentaire. Selon les perspectives agricoles les plus récentes de l'OCDE et de la FAO (2011-2020), la hausse des prix alimentaires devrait se poursuivre, et leur instabilité perdurer, dans un proche avenir. Il est donc important de mettre en place des mécanismes mondiaux efficaces d'information sur les marchés agricoles afin d'améliorer la transparence et d'aider les responsables politiques à prendre des décisions éclairées.

Les informations relatives à la situation actuelle et aux perspectives de l'agriculture mondiale, aident à établir des prévisions de prix et permettent aux marchés de fonctionner plus efficacement. La diffusion d'informations de meilleure qualité sur les marchés alimentaires aux gouvernements, et aux autres acteurs du marché, peut contribuer à améliorer la transparence et le bon fonctionnement des marchés. Cela peut également permettre d'éclairer les choix politiques et d'infléchir les comportements des marchés, réduisant ainsi la fréquence et l'ampleur des flambées de prix provoquées par la panique. Des données fiables et actualisées sur la production vivrière - l'offre, la demande, les stocks et les disponibilités pour l'exportation - peuvent aider de manière significative à réduire l'instabilité. Il est important que les pouvoirs publics et la communauté internationale se donnent les moyens de réagir rapidement et de manière efficace face aux flambées des prix alimentaires et à leurs effets sur la sécurité alimentaire.

Les flambées des prix alimentaires en 2008 et en 2010 ont révélé des carences dans les systèmes d'information sur les marchés et la coordination des mesures et interventions des pouvoirs publics. Ces fragilités résident notamment dans

le manque d'informations fiables et actualisées sur l'offre et la demande de produits agricoles, sur les stocks et, en particulier, sur les disponibilités à l'exportation des divers pays et régions. L'absence d'indicateurs clairs et exhaustifs permettant d'évaluer la situation actuelle des marchés et le manque de transparence ont conduit à une accumulation de réserves, à des achats dictés par la panique et à des choix contestables de la part des pouvoirs publics. Il n'existe au niveau mondial aucun mécanisme efficace et crédible permettant de recenser les pénuries alimentaires graves, d'où la difficulté d'établir des liens entre les informations disponibles, des conditions de marché anormales et une action coordonnée des pouvoirs publics.

Lors de la réunion des 22 et 23 juin 2011, les ministres de l'Agriculture du G20 ont reconnu l'importance d'informations en temps voulu, précises et transparentes pour faire face à la volatilité des prix alimentaires, et ont lancé le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS), une initiative de collaboration en matière d'information sur les marchés alimentaires. Le système AMIS s'appuie et vient en complément des systèmes existants afin d'améliorer l'information sur les marchés mondiaux. Il ne s'agit pas d'une nouvelle organisation internationale, mais d'une plateforme dans le cadre de laquelle les pays, les organisations internationales et le secteur privé peuvent unir leurs efforts pour créer des synergies, renforcer leur collaboration et améliorer ainsi la fiabilité des données, leur actualité et leur fréquence. Le système AMIS permettra également de renforcer les capacités des pays en développement en matière d'analyse des perspectives du marché et de promouvoir la concertation sur les politiques.

Le système AMIS est axé sur les denrées alimentaires mondiales et, du moins au début, concentrera ses efforts sur les questions relatives au blé, au riz, au maïs et au soja. C'est une initiative ouverte. Toutefois, à ce stade, elle réunira les principaux pays, qui représentent le plus gros de la production, de la consommation et du commerce de produits alimentaires dans le monde. Les principaux pays producteurs, consommateurs et exportateurs qui constituent collectivement une grande partie du marché alimentaire mondial. Leur participation garantira que les informations clés sur les facteurs ayant une incidence sur le marché seront rapidement disponibles et analysées et que tous les pays en tireront parti, fournissant ainsi un bien public pour la communauté internationale.

Le système AMIS, qui est géré par un Secrétariat mixte dont les locaux se trouvent au Siège de la FAO, est constitué de neuf organisations internationales (FAO, FIDA, OCDE, CNUCED, PAM, Banque mondiale, OMC, IFPRI et Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité



Termes de Référence

1. Le système AMIS est une initiative du G20¹. C'est un système d'information mondial sur les marchés agricoles qui est axé, du moins au début, sur les questions relatives au blé, au riz, au maïs et au soja. Il est conçu pour :
 - a. améliorer l'information, les analyses et les perspectives sur les marchés agricoles, aux niveaux national et international ;
 - b. préparer des rapports sur des conditions *anormales*² des marchés internationaux, y compris les faiblesses structurelles le cas échéant, et renforcer les capacités mondiales d'alerte précoce sur ces mouvements;
 - c. recueillir et analyser des informations concernant l'action des pouvoirs publics, promouvoir l'examen des solutions envisageables et une coordination internationale des politiques;
 - d. renforcer les capacités de collecte des données des pays participants.

Il s'agit d'une initiative ouverte. Toutefois, dans un premier temps, elle sera le fruit des efforts de collaboration entre les principaux pays producteurs, exportateurs et importateurs, en association avec des organisations internationales, tout en impliquant le secteur privé, sous réserve de conditions qui seront définies par les pays participants. La participation de tout nouveau pays devra être approuvée par les participants. Le Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est un observateur permanent du système AMIS. Le système AMIS communique, dans la mesure du possible, par voie électronique afin de promouvoir l'efficacité.

2. Afin d'assurer que les tâches du système AMIS sont pleinement réalisées, les participants s'engagent à fournir au Secrétariat du système AMIS, dans la mesure du possible, d'une manière régulière et en temps opportun, les données et les informations demandées par le Groupe d'information. Cela inclut :
 - Les données et les informations pertinentes nationales concernant la production, la consommation, les importations, les exportations, les stocks et les prix pour les produits sélectionnés et des informations concernant les perspectives à court terme;
 - Des informations concernant les changements de politiques qui pourraient avoir des effets sur la production et le commerce des produits sélectionnés ;
 - La participation aux réunions du Groupe d'information et du Forum ;
 - La liaison avec le Groupe d'information et le Secrétariat en vue de l'amélioration des statistiques et des informations.

3. Pour mener à bien ses fonctions, le système AMIS est composé de :

¹ Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Russie, Arabie Saoudite, Afrique du Sud, République de Corée, Turquie, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique, et Union européenne

² Le Secrétariat organisera, dès que possible, une réunion d'experts provenant des organisations internationales afin de clarifier le concept et la définition de « conditions anormales sur les marchés internationaux » et d'œuvrer à l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs permettant de mesurer ces mouvements.



Termes de Référence (continuée)

- a) **Le Secrétariat** Le Secrétariat est composé des organisations et entités internationales suivantes: FAO, FIDA, IFPRI, PAM, OCDE, Banque mondiale, OMC, l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (UN-HLTF) et la CNUCED³. Les organisations qui apportent au système AMIS des ressources financières ou des contributions en personnel ont un rôle décisionnel concernant ce qui a trait à la planification globale et la mise en œuvre quotidienne du système. Les organisations internationales apporteront leur contribution en vue de l'accomplissement des fonctions du Secrétariat sur la base de leurs avantages comparatifs et compétences spécialisées. Le Secrétariat est hébergé au siège de la FAO à Rome, offre un soutien à toutes les fonctions du Forum et du Groupe d'information du système AMIS et remplit les fonctions suivantes :
- i. organiser les réunions du système AMIS et préparer les documents pour le Forum et le Groupe d'information ;
 - ii. évaluer la qualité des données fournies par les pays participants, produire et diffuser régulièrement des informations de qualité concernant les perspectives des marchés et ;
 - iii. évaluer les besoins en matière de développement des capacités des pays membres, en coordination avec les Organisations internationales et les Organisations régionales concernées et soutenir le développement de systèmes d'information sur les marchés nationaux. Les efforts du système AMIS en matière de renforcement des capacités seront axés sur :
 - un manuel définissant les meilleures pratiques et méthodes de collecte et d'analyse des données sur les marchés agricoles;
 - une série de sessions de formation régionales afin d'améliorer la capacité de collecte de données et d'aider au développement de méthodes pour établir les perspectives du marché alimentaire ; et,
 - l'identification, la conception et la mise en œuvre de projets spéciaux, visant à améliorer la collecte et l'analyse de données, ainsi que les prévisions.
 - iv. assurer la liaison et l'échange régulier d'informations avec ses organisations membres, d'autres organisations internationales et organismes de surveillance des marchés, dont le Conseil International des Céréales (CIC);
 - v. développer des méthodes et des indicateurs mondiaux adaptés en collaboration avec le Groupe d'Information ;
 - vi. le cas échéant, lorsqu'il existe une urgence particulière pour la coordination des politiques, attirer l'attention du Forum d'intervention rapide ('Forum'), sur la base des travaux décrit aux points ii et v ci-dessus ;

³ À ce jour, la FAO, l'OCDE, la Banque mondiale et le PAM ont pris l'initiative de mettre en place le Secrétariat. Les autres organisations internationales ont fait part de leur engagement.



- vii. en collaboration avec le Président, assurer la liaison et l'échange régulier d'informations avec le Secrétariat et le Bureau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA);
- viii. recevoir des informations concernant l'évaluation de l'état de la sécurité alimentaire dans les pays vulnérables, collectées par les systèmes d'alerte précoce à l'échelle nationale, régionale et internationale, y compris le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO (SMIAR) et le Service d'analyse de la sécurité alimentaire du PAM (VAM);
- ix. publier des communiqués de presse concernant les activités du système AMIS, en collaboration avec le Président du Groupe d'Information et du Forum ;
- x. obtenir des fonds pour le fonctionnement et les activités du système AMIS conformément au Règlement financier de la FAO et aux principes énoncés dans le Plan d'Action;
- xi. informer le Groupe d'Information et le Forum au sujet de ses principales activités et productions; et
- xii. assurer toute autre fonction nécessaire au soutien du système AMIS.

b) Le groupe d'information sur le marché alimentaire mondial (« Groupe d'information ») Le Groupe d'information est composé d'experts techniques provenant des pays participants au système AMIS. Le domaine de compétence du Groupe d'information couvre la production, les stocks, les échanges, l'utilisation et les prix (y compris les prix à terme). Ses membres devront s'acquitter des fonctions suivantes :

- i. fournir de manière régulière des données fiables, précises, actualisées et comparables sur la situation de l'offre et de la demande et sur son évolution probable à court terme, ainsi que sur les prix des quatre produits couverts par le système AMIS en vue de soutenir sa fonction d'alerte précoce ;
- ii. organiser la collecte en temps opportun d'informations concernant l'évolution des politiques nationale qui pourraient avoir des effets sur la situation et les perspectives du marché et la collecte des rapports portant sur les marchés agricoles, en particulier pour les produits couverts par le système AMIS ;
- iii. promouvoir l'amélioration des statistiques et des informations, y compris le renforcement des systèmes nationaux d'information ainsi que des bases de données connexes ;
- iv. servir de relais pour chaque pays membre du système AMIS afin de faciliter le partage de données et d'informations sur les marchés;
- v. partager les progrès en matière de méthodes de collecte de données et fournir au Secrétariat des conseils sur le renforcement des capacités ; et
- vi. travailler en étroite collaboration avec le Secrétariat du système AMIS, échanger des informations pertinentes en temps opportun et représenter leur pays lors des réunions du système AMIS.

Termes de Référence (continuée)

- c) **Le Forum pour une intervention rapide (« Forum »)** Le Forum est composé de hauts fonctionnaires des pays participant au système AMIS. Il est conçu pour promouvoir une concertation à un stade précoce, entre les décideurs politiques de haut-niveau, concernant les conditions anormales sur les marchés internationaux, pour encourager la coordination des politiques et le développement de stratégies communes. En particulier, il :
- i. favorise l'échange, à un stade précoce, d'informations clés sur la prévention des crises et les réponses que peuvent y apporter les décideurs politiques, ainsi que les débats sur ces questions;
 - ii. contribue à mobiliser un soutien large et rapide en faveur d'une intervention politique adaptée et de mesures relatives aux questions qui touchent la production et les marchés agricoles en temps de crise, sans chercher à influencer sur l'action humanitaire ; et
 - iii. informer le Secrétariat et le Bureau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale des délibérations du Forum, et instaurer un dialogue avec eux.



1. Le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) est composé de:

- a) Le Secrétariat, qui est chargé de la production de perspectives, d'évaluations et d'analyses du marché, de soutenir toutes les fonctions du Forum et du Groupe d'Information et d'exercer toute autre fonction, tel que prévu dans le présent règlement ;
- b) Le Groupe d'information sur le marché alimentaire mondial (« Groupe d'information »), qui fournit et évalue les informations sur les marchés et les politiques ; et
- c) Le Forum pour une intervention rapide (« Forum »), qui favorise la concertation entre les décideurs politiques de haut-niveau concernant les conditions anormales sur les marchés internationaux afin d'encourager la coordination des politiques et le développement de stratégies communes.

Les fonctions et les rôles du Forum, du Groupe d'Information et du Secrétariat sont décrits dans les « Termes de référence » du système AMIS.

2. **Participants** : Les Participants au système AMIS sont les pays membres du G20, l'Espagne, ainsi que des pays non membres du G20 qui doivent être approuvés par les Participants du système AMIS sur la base de leur importance sur le marché mondial en termes de production et de commerce des produits couverts par le système.
3. **Secrétariat** : le Secrétariat du système AMIS est composé des organisations et entités internationales suivantes (« Organisations internationales »): FAO, FIDA, IFPRI, PAM, OCDE, Banque mondiale, OMC, l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire (UN-HLTF) et la CNUCED¹. Le Secrétariat est hébergé au siège de la FAO à Rome et mène ses activités en conformité avec le Règlement financier de la FAO.
4. **Président** : Les participants au système AMIS élisent un pays Président parmi les pays qui participent au système pour présider les réunions du Forum et du Groupe d'information. Le pays qui assume la présidence est élu pour un an.
5. **Secrétaire** : Les organisations internationales qui composent le Secrétariat nomment un Secrétaire dont l'emploi est régi par le Statut du personnel de la FAO. Le Secrétaire effectue les tâches que le travail du Secrétariat peut exiger et prépare les comptes rendus des réunions du système AMIS. Si le Secrétaire est un employé d'une organisation internationale autre que la FAO, ses services seront détachés auprès de la FAO.
6. **Réunions du Forum** : Le Forum se réunira dès que nécessaire, mais en principe au moins une fois par an et encouragera un échange à un stade précoce entre les décideurs politiques de haut-niveau lorsqu'il existe un besoin de coordination des politiques et de développement de stratégies communes. Dans la mesure du possible, les réunions se tiendront en parallèle d'autres réunions internationales par souci d'efficacité.

¹ À ce jour, la FAO, l'OCDE, le PAM et la Banque mondiale ont indiqué qu'ils affecteraient du personnel au Secrétariat.



Règlement intérieur e (continuée)

7. **Réunions du Groupe d'information** : Le Groupe d'information se réunira au moins deux fois par an. Toutefois, le Président peut, en consultation avec le Secrétaire, convoquer des réunions supplémentaires si nécessaire. Dans la mesure du possible, ces réunions se dérouleront par voie électronique.
8. **Ordres du jour** : Le Secrétaire du système AMIS, en consultation avec le Président, prépare l'ordre du jour provisoire et le fait circuler deux semaines avant les réunions du Forum et du Groupe d'Information auprès de tous les participants. Cette exigence ne s'applique pas pour les réunions du Forum en cas d'urgence, tel que déterminé par le Président. Les participants peuvent, par consentement général, modifier l'ordre du jour des réunions du Forum et du Groupe d'information. Chaque réunion du Forum et du Groupe d'information commencera par une présentation de l'ordre du jour pour modification et/ou adoption par les participants.
9. **Lieu** : Les réunions du Forum et du Groupe d'information auront normalement lieu au siège de la FAO à Rome, en Italie, ou dans des locaux d'une des organisations ou pays participants, sous réserve de l'approbation du Président et du Secrétaire.
10. **Langue** : La langue des réunions du Forum et du Groupe d'information, de leurs documents de travail et rapports sera l'anglais.
11. **Recommandations** : La présence de plus de la moitié des participants au système AMIS est requise lors des réunions du Forum et du Groupe d'information pour établir le quorum. Les recommandations seront faites sur la base du consensus entre les participants au système AMIS.
12. **Organisations internationales** : des représentants d'organisations internationales qui ne prennent pas part au Secrétariat du système AMIS, peuvent participer aux réunions du Forum et du Groupe d'information, et y faire des interventions.
13. **Experts et observateurs** : Le Secrétaire et le Groupe d'Information peuvent inviter des experts et des observateurs, sous réserve de conditions que les pays participants doivent définir, y compris le secteur privé et des agences de surveillance des marchés concernées, en vue de contribuer aux travaux du système AMIS et de participer aux réunions du Groupe d'information.
14. **Rapports** : Les délibérations et les recommandations des réunions du Forum et du Groupe d'information sont consignées dans les rapports des réunions, qui sont distribués à tous les participants au système AMIS, conformément aux règles décidées par les groupes mentionnés ci-dessus.
15. **Statut des règles** : Les règles qui précèdent ont été adoptées par les participants au système AMIS. Elles peuvent être modifiées par consensus.



alimentaire) et a la capacité de recueillir, d'analyser et de diffuser régulièrement des informations concernant la situation alimentaire actuelle et future et les politiques alimentaires. Ces organisations s'assureront que les informations émanant du système sont objectives et factuelles. Le Conseil international des céréales (CIC) coopérera au développement du système AMIS, assistera à ses réunions d'experts et participera à l'échange d'informations sur le marché.

Le Secrétariat du système AMIS s'occupera de l'analyse des perspectives du marché alimentaire mondial, sur la base des informations fournies par les pays participants. Il élaborera des méthodologies appropriées et des indicateurs complets, permettant de refléter l'évolution du marché alimentaire de façon significative. Le Secrétariat sera également chargé d'évaluer la qualité des données fournies et de produire et de diffuser, en temps voulu, des informations de qualité sur les perspectives des marchés des produits alimentaires.

Outre le Secrétariat, le système AMIS reposera sur deux groupes qui seront chargés d'exécuter les fonctions importantes suivantes: *le Groupe d'information* sur le marché alimentaire mondial, qui aura pour mission de recueillir et d'analyser des données sur les marchés alimentaires, et le *Forum pour une intervention rapide* qui s'attachera à promouvoir la coordination des politiques internationales.

Le Groupe d'information sur le marché alimentaire mondial fournira des informations sur la production, les stocks, le commerce, l'utilisation et les prix. Il sera composé d'experts en matière de marchés alimentaires provenant des pays participants, qui seront chargés de:

- fournir au Secrétariat de façon continue des informations de qualité, fiables, précises, actualisées et comparables au sujet de la situation de l'offre et de la demande et de leur évolution probable à court terme;
- contribuer à améliorer les statistiques, les systèmes d'informations et les bases de données à l'échelon national; et;
- collecter et analyser des informations sur les politiques nationales et leurs incidences au niveau international.

Le Groupe devra également recenser les lacunes au niveau de la collecte d'informations dans les pays participants et il s'efforcera, dans le cadre de projets spécifiques, de renforcer les capacités de recueillir des informations sur les perspectives du marché et d'améliorer

la qualité des données en termes d'actualité, de cohérence et d'exhaustivité.

Le **Forum pour une intervention rapide** permettra d'améliorer le dialogue sur les mesures à prendre lorsque la situation et les perspectives des marchés indiquent un risque élevé pour la sécurité alimentaire. En tant que tel, le Forum encouragera la coordination des politiques et le développement de stratégies communes. Le Forum sera constitué de décideurs de haut niveau provenant des capitales des pays participants. Il se réunira lorsque la situation du marché alimentaire le justifiera, mais ne prendra aucune décision concernant les politiques à mettre en œuvre. Son objectif est de promouvoir l'examen des solutions envisageables pour favoriser une meilleure coordination des politiques. Plus précisément, le Forum pour une intervention rapide devra :

- promouvoir l'échange, à un stade précoce, d'informations clés sur la prévention des crises et les réponses que peuvent y apporter les décideurs politiques, ainsi que les débats sur ces questions;
- contribuer à mobiliser un soutien large et rapide en faveur d'une intervention politique adaptée et de mesures relatives aux questions qui touchent la production et les marchés agricoles en temps de crise, sans chercher à influencer sur l'action humanitaire
- informer le Bureau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) de ses délibérations (comme proposé par le G20) et travailler en interaction avec lui.

La relation entre le CSA et le système AMIS est importante. Le Comité est la principale tribune internationale et intergouvernementale ouverte s'occupant de sécurité alimentaire et de nutrition. Il constitue une plateforme de coordination et favorise une meilleure convergence des politiques grâce à l'élaboration de stratégies internationales et de principes d'action en matière de sécurité alimentaire. Le CSA fait intervenir dans ce débat les pays, les organisations internationales, les experts et la société civile, en particulier les organisations représentatives des petits exploitants agricoles. Ses décisions sont fondées sur des éléments scientifiques et des connaissances spécialisées et actualisées.



Le système AMIS pourrait compléter le CSA dans les efforts qu'il déploie pour relever les défis découlant de la forte instabilité des prix alimentaires. Lors de la réunion de lancement du système, les 15 et 16 septembre 2011, les participants ont recommandé que le Président du CSA en soit un observateur permanent et qu'un mécanisme de collaboration entre le CSA et le Forum pour une intervention rapide soit mis en place. Les fortes synergies

ainsi créées permettraient au CSA d'accéder à des informations concernant l'instabilité des prix alimentaires, les mesures prises et les politiques mises en œuvre par les différents organes, ainsi que la situation en matière de sécurité alimentaire, y compris les menaces à cet égard.

Les termes de référence du système AMIS ainsi que son règlement intérieur, adoptés lors de la réunion de lancement, sont reproduits ci-dessous pour référence.

Secrétariat du système AMIS
AMIS-Secretariat@fao.org



Évolution des signaux sur les marchés à terme : interpréter le comportement des prix

L'un des principaux objectifs du système AMIS est d'améliorer la compréhension des marchés mondiaux. C'est la raison pour laquelle, dans un premier temps le système AMIS se concentrera sur l'élaboration d'indicateurs permettant de refléter en temps voulu l'évolution du marché alimentaire. Cette section décrit brièvement deux indicateurs couramment utilisés par les participants sur les marchés à terme et au comptant, significatifs aussi bien pour les importateurs que pour les exportateurs. Le premier indicateur, l'écart des spreads calendaires, permet d'évaluer la situation mondiale de l'offre et de la demande des produits couverts par le système AMIS ; le second, l'arbitrage des prix, permet d'évaluer la situation de l'offre et de la demande géographiquement (aux États-Unis et en Europe). En outre, cet article décrit une méthodologie visant à améliorer la compréhension du comportement des prix, qui préconise une cartographie des prix et des volumes sous forme d'un profil de marché.

Écart des spreads calendaires

L'écart des spreads calendaires (ci-après appelé "spreads") est déterminé en fonction des prix de clôture pour les mois d'échéance successifs des contrats à terme sur un produit de base. Ils indiquent les perspectives en matière de prix à court et à long terme, particulièrement significatives pour les produits renouvelables comme les céréales et les graines oléagineuses qui sont récoltées une fois par an, contrairement aux métaux et à la plupart des produits énergétiques stockés dans la terre jusqu'à leur extraction. Les spreads sur le marché des céréales reflètent généralement le cycle de culture de l'hémisphère nord, qui commence en juin/juillet pour le blé d'hiver et en octobre/novembre pour le maïs, le riz, le soja et le blé de printemps. Cependant, les cultures de l'hémisphère sud, en particulier le soja, qui est récolté principalement en avril/mai, influencent de plus en plus les spreads, du fait que l'offre de ces produits a connu une forte croissance au cours des 20 dernières années et représente une part importante du marché de l'exportation.

Les prix à terme sont caractérisés soit par une tendance à la hausse, ce qui signifie que les contrats à terme reflètent des prix successivement à la hausse, appelée « report », soit par une tendance à la baisse, appelée « déport ». Les marchés en report indiquent une situation de l'offre excédentaire et ceux en déport une situation déficitaire. Généralement, la plupart des céréales et des graines oléagineuses passent d'une tendance à l'autre au cours de la campagne agricole. Les contrats avec mois d'échéance qui correspondent aux récoltes jusqu'à la mi-saison sont généralement en report, reflétant la volonté du marché de stocker des produits de base. Les contrats qui correspondent à la deuxième moitié du cycle de culture sont souvent en déport, reflétant la nécessité du marché de tirer profit de l'offre décroissante ou, en cas de déficit extrême de l'offre, le besoin du marché de diminuer la demande.

L'écart arithmétique entre les différents mois d'échéance d'un contrat à terme sur un produit sont appelées « spreads calendaires » et cotées comme des différentiels négociables sur le marché. Lorsque les prix sont d'autant plus hauts que les échéances sont éloignées, le spread est coté sur une base négative. Si, par exemple, le maïs de décembre 2011 s'échange à 240 dollars E.U. la tonne (6,09 \$EU/bu) et le maïs de mars 2012 s'échange à 245 dollars E.U. la tonne (6,22 \$EU/bu), compte tenu de la différence de prix entre ces deux contrats, le spread sur

Prix agréés des contrats à terme sur le maïs au CBOT le 10 octobre 2011, montrant à la fois une tendance de report et une tendance de déport, une configuration normale pour la plupart des marchés à termes sur les produits céréaliers et oléagineux

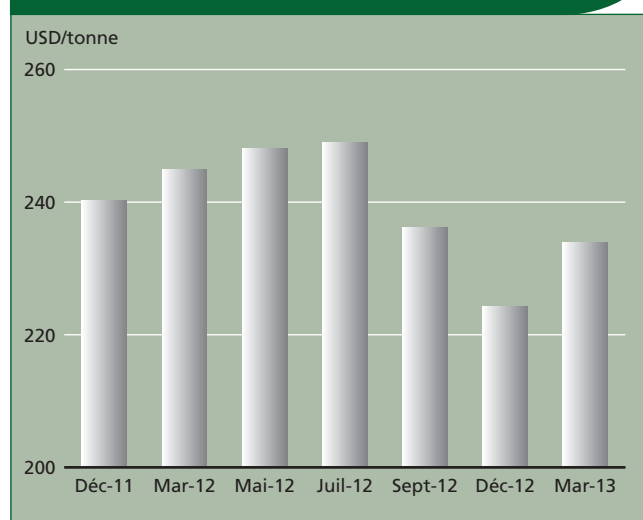


Figure 2: calendaires sur le blé au CBOT en mai 2011, montrant une tendance de report entre juillet et septembre



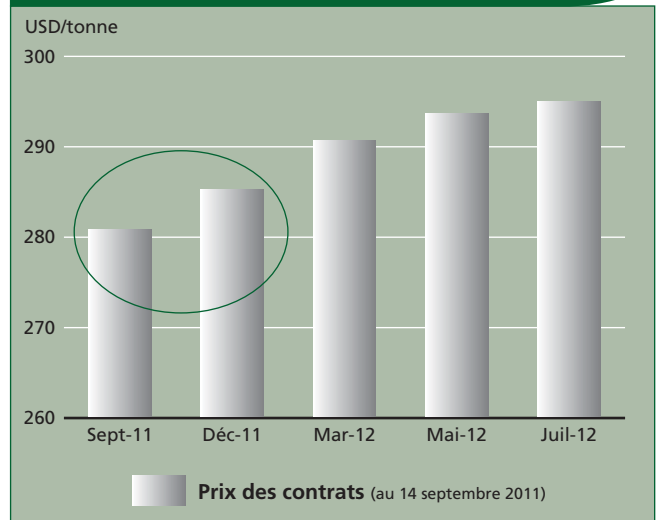
Figure 3: Spreads calendaires sur le blé au CBOT en juillet 2011, montrant des valeurs similaires entre juillet et septembre



Figure 4: Spreads calendaires sur le maïs au CBOT en juillet 2011, montrant une tendance de déport entre septembre et décembre



Figure 5: Spreads calendaires sur le maïs au CBOT en septembre 2011, montrant une tendance de report entre septembre et décembre



le maïs décembre/mars est coté à moins 5,00 dollars E.U. la tonne (-0,13 \$EU/bu). À l'inverse, si le maïs de juillet 2012 est négocié à 249 dollars E.U. la tonne (6,32 \$EU/bu), alors que le maïs de décembre 2012 à 224 dollars E.U. la tonne (5,69 \$EU/bu), alors le spread est coté à plus 25 dollars E.U. la tonne (+0,63 \$EU/bu). Les spreads sont fortement échangés sous forme de différentiels aussi bien par les opérateurs commerciaux que par les traders spéculatifs; en effet, le Commitment of Traders Report (CFTC) réserve une catégorie distincte pour l'échange de spreads en pourcentage de positions ouvertes pour

les opérateurs sur contrat d'échange (swap dealers) et les fonds gérés (managed money). On parle de « bull spread », quand l'achat d'une échéance proche contre la vente d'une échéance éloignée est gagnante dans le cadre d'un marché haussier, alors que quand la vente d'une échéance proche contre l'achat d'une échéance éloignée est gagnante en marché baissier, on parle de « bear spread ». Les spreads qui correspondent aux mois de l'ancienne et de la nouvelle culture, c'est-à-dire les spreads juillet/décembre sur le maïs ou juillet/novembre sur le soja, sont les plus observés et les plus révélateurs de la



Figure 6: Spread de juillet/septembre 2011 sur le blé au CBOT – Écart de - 18 \$EU à 0 \$EU (la tonne)

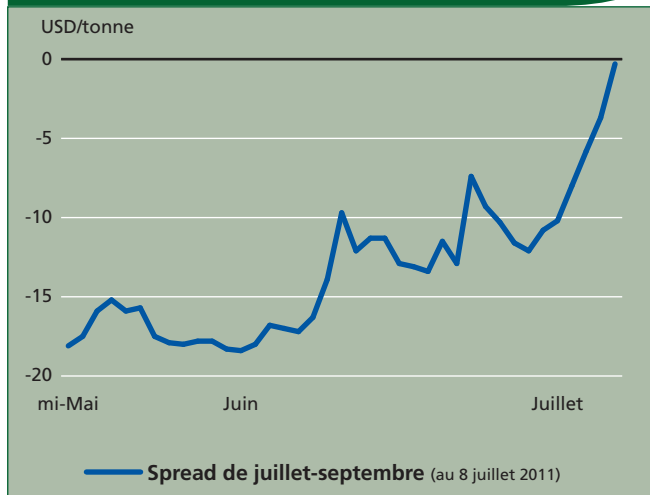


Figure 7: Spread de juillet/septembre 2011 sur le maïs au CBOT – Écart de + 20 \$EU à - 5 \$EU (la tonne)

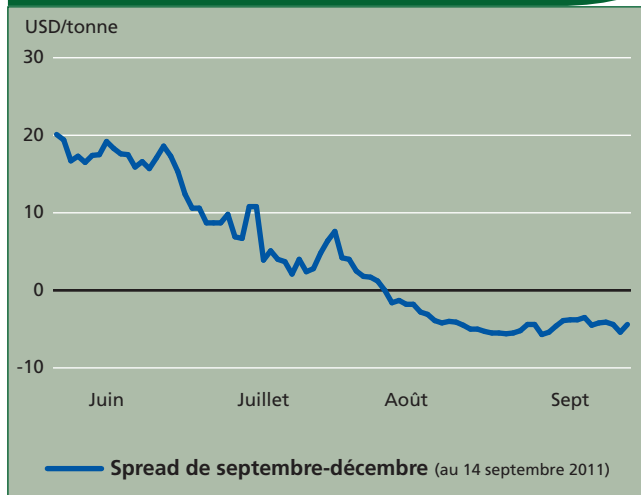


Figure 8: Avril 2011 : contrats à terme sur le blé CBOT et NYSE Liffe (Matif) (contrat de mai 2011)

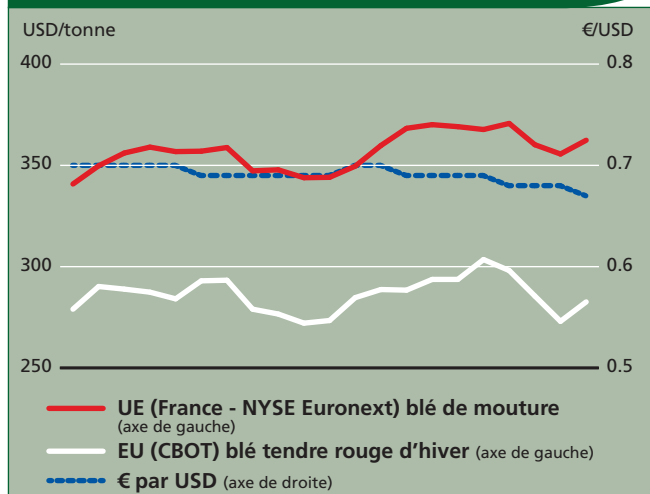


Figure 9: Avril 2011 : contrats à terme sur le blé KCBT et NYSE Liffe (contrat de mai 2011)

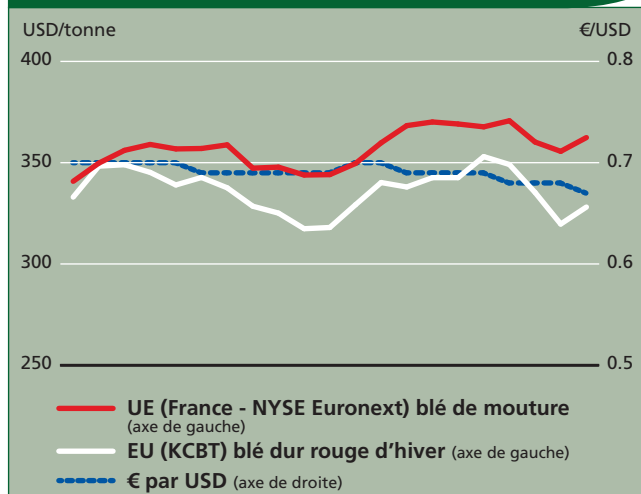


Figure 10: Août 2011 : contrats à terme sur le blé CBOT et NYSE Liffe

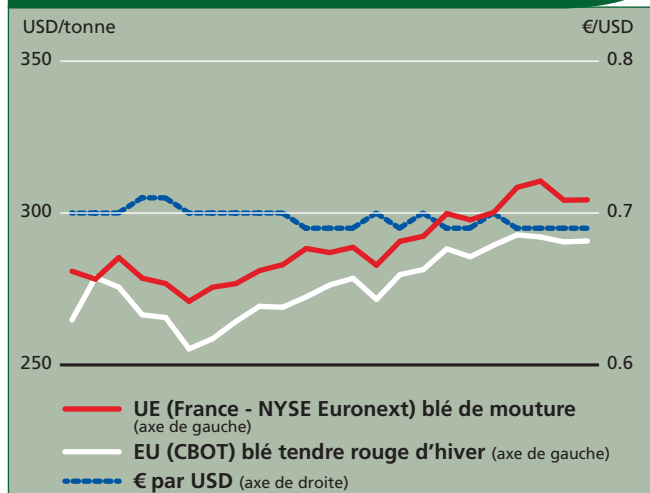
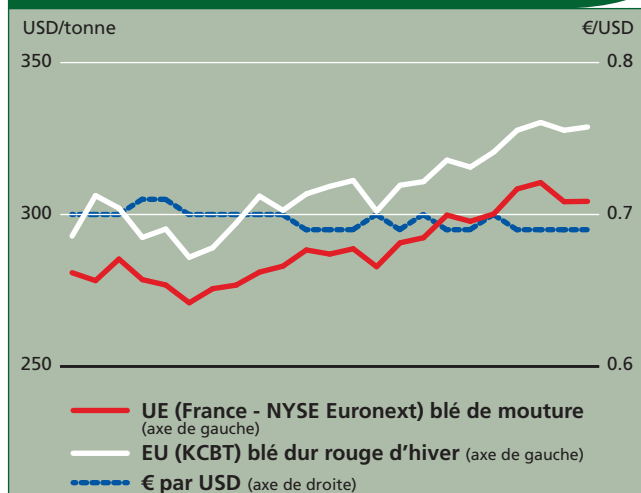


Figure 11: Août 2011 : contrats à terme sur le blé KCBT et NYSE Liffe



situation de l'offre et de la demande. Ils indiquent le bilan des disponibilités des anciennes cultures et les perspectives de production.

Les spreads sont des indicateurs de prix dynamiques comme en témoignent les campagnes de commercialisation 2010-2011. Les spreads sur le blé juillet/septembre 2011 cotés au CBOT ont connu une fluctuation historique d'une tendance haussière nette -18 dollars E.U la tonne (-0,50 \$EU/bu) à une situation de même prix (un écart de zéro), en juillet 2011 alors que la base applicable au blé sur le marché des livraisons a chuté brusquement. Les traders ont invoqué le remplacement du maïs par le blé par les usines d'éthanol et pour nourrir les élevages, en raison de la faiblesse du prix du blé par rapport au maïs. En conséquence, les utilisateurs finaux à Chicago et Tolède habitués à acheter au comptant se sont retrouvés à court de marchandises physiques et, comme d'autres opérateurs, ils se sont servis du contrat de juillet pour couvrir leurs positions courtes. Pour ce qui est du maïs, la substitution du maïs par le blé et la diminution de la demande mondiale en raison des prix élevés ont été signalés par le spread de septembre/décembre sur le maïs : il s'est effondré de son niveau de départ de 20 dollars E.U. la tonne (+ 0,51 \$EU/bu) à -5,5 dollars E.U. la tonne (-0,15 \$EU/bu). En effet, le rapport sur les stocks de l'USDA du 30 septembre 2011 a confirmé la diminution de la demande qui a eu lieu pendant le dernier trimestre de la campagne agricole en publiant un chiffre pour les stocks de clôture faisant état de 1,13 milliards de boisseaux (28,7 millions de tonnes) pour la saison 2010/11, 22 pour cent de plus que ce qui avait été indiqué précédemment. Les spreads sont des mécanismes d'alerte significatifs des évolutions des conditions du marché. En tant que tels, ils doivent être surveillés régulièrement.

Arbitrage de prix – Blé américain contre blé français

Bien que le contrat sur le blé tendre rouge à la bourse de Chicago demeure le contrat sur le blé le plus important au monde quant à la liquidité, le contrat sur le blé de mouture au Matif, a connu une croissance rapide en terme de volume depuis la crise alimentaire de 2007 et participe désormais à une amélioration de la situation mondiale du prix du blé. Contrairement à de nombreux contrats à terme récemment développés qui tendent à gérer les prix à un niveau national (Chine, Inde, Afrique du Sud), le contrat Matif est un contrat d'exportation avec un prix déterminé

par les livraisons en stock à Rouen, un port en eau profonde dans le nord de la France. La position ouverte sur le contrat Matif s'élevait à environ 245 000 contrats (12,25 millions de tonnes) à la fin de septembre 2011 et le volume des opérations boursières quotidiennes a atteint en moyenne environ un million de tonne par jour depuis le début de 2011.

Une comparaison entre le contrat sur le blé au Matif et celui au CBOT/KCBT devrait permettre d'expliquer les situations régionales de l'offre et de la demande en un coup d'œil. Un examen des deux graphiques des prix mensuels du blé, en avril 2011 et en août 2011, révèle la réaction des prix en fonction de l'évolution des bilans régionaux. Au mois d'avril, le Matif Blé était plus élevé que le contrat sur le blé dur rouge au KCBT et beaucoup plus élevé que le CBOT Blé, en raison d'une baisse de la production et des contrôles des exportations dans la région de la mer Noire. Après les premières perspectives favorables concernant la récolte de 2011 et l'annonce de la Fédération de Russie en juillet 2011 de la reprise de ses exportations de blé, le blé français a connu une forte baisse de sa prime par rapport au CBOT et un retournement de situation, d'une prime à un escompte, par rapport au KCBT.

Market Profile

Le *Market Profile* est un système développé par le CBOT avec un trader indépendant il y a 25 ans, qui examine les données concernant le prix et le volume afin de déterminer une fourchette de prix « acceptable sur le marché ». Selon la théorie du Market Profile, le processus de vente aux enchères organise les volumes et les prix sous la forme d'une courbe graphique en cloche au cours du temps, dont le modèle reflète le volume le plus élevé. Les prix qui représentent 70 % du commerce sont considérés comme la « zone de valeur » et les prix au-dessous et au-dessus (à environ un écart-type de la moyenne) sont considérés comme les niveaux de soutien et de résistance. Les prix à environ deux écarts-types du modèle sont considérés comme « rejetés ». Les prix sont maintenus à l'intérieur de la fourchette jusqu'à ce qu'une nouvelle série de prix commence à former un volume à l'extérieur des limites de la courbe en cloche précédente. Les partisans de cette méthodologie affirment que l'organisation des données concernant les prix sous la forme d'une courbe en cloche basée sur les volumes d'échanges fournit un plan de la détermination des prix plus significatif que les graphiques,



qui se concentrent uniquement sur les séries de prix au fil du temps.

Les analystes font valoir la force de ce système de commerce (c.-à-d. la courbe en cloche) car il :

- est statistiquement valide ;
- reflète l'évolution réelle du marché;
- révèle la profondeur et l'ampleur du marché ;
- identifie les niveaux de soutien et de résistance ;
- élimine le caractère aléatoire apparent des marchés ;
- valide la théorie des marchés aux enchères selon laquelle les prix se regroupent autour d'une zone de valeur déterminée mutuellement par les acheteurs et les vendeurs;
- révèle comment les marchés passent la plupart de leur temps en développement horizontal (consolidation des prix) plutôt qu'en spéculation.

Le profilage du marché semble connaître un renouveau à la suite de quelques ajustements de sa méthodologie, rendus nécessaires en partie par la migration du trading dans les salles boursières vers le trading électronique. Le système semble contenir des analyses des prix à moyen et à long terme qui pourraient en faire un indicateur solide du marché. Parce qu'il peut facilement identifier la fourchette de prix juste pour chacune des céréales et des graines oléagineuses, il pourrait s'avérer particulièrement utile pour les pays en déficit vivrier qui tentent de faire face à la volatilité des prix des matières premières. Comparé à un graphique de prix standard, il permettrait d'identifier immédiatement quels pics de prix (à la fois haut et bas) ont échoué à obtenir l'« accord du marché ». Comme tel, le *Market Profile* viendrait compléter l'historique de la volatilité implicite, qui reflète la variabilité des prix sans égard aux volumes échangés.

Ann Berg
Consultante expert, FAO
E.mail: Ann.Berg@fao.org



Mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face aux flambées des prix des céréales entre 2007 et 2011

La collecte, en temps opportun, d'informations sur les politiques nationales et l'analyse de leurs conséquences sur les marchés alimentaires mondiaux font partie des principales tâches du système AMIS, dont le Groupe d'information sur le marché alimentaire mondial et le Forum pour une intervention rapide sont responsables. Cet examen des récentes mesures mises en place, est un exemple du type de notes de synthèse que le système AMIS s'efforcera de présenter dans les prochains mois et les années à venir.

L'envolée générale des prix alimentaires et la volatilité accrue sur les marchés alimentaires mondiaux depuis 2007, notamment 5 flambées des prix sur le marché des céréales, ont déclenché des réponses politiques nombreuses et diverses à travers le monde alors que les pays, les uns après les autres, devaient faire face à une hausse rapide des prix des aliments sur leurs marchés nationaux (comme décrit dans la note suivante). Plusieurs organismes ont recueilli des informations concernant les réponses apportées par les pouvoirs publics pour protéger les denrées alimentaires au cours de cette période. Par exemple, une enquête de la FAO réalisée en 2008, fondée sur des informations concernant 77 pays, a révélé que près de la moitié des pays étudiés ont pris des mesures afin de réduire les taxes à l'importation sur les produits alimentaires, 55 pour cent ont utilisé des mesures de contrôle des prix ou des subventions à la consommation, 25 pour cent ont imposé des restrictions à l'exportation sous diverses formes, 25 pour cent ont pris des mesures pour accroître l'offre de céréales en prélevant sur les stocks et 16 pour cent n'ont pris aucun type de mesure que ce soit. Un tableau similaire a pu être dressé à partir de mises à jour récentes réalisées par la FAO et par d'autres organismes et chercheurs.

L'objectif de cette note est similaire. Elle récapitule les diverses mesures prises par les pouvoirs publics et les classe sous les cinq rubriques suivantes, qui bien que sélectives, reflètent à la fois les mesures à court et à long terme : i)

accroissement de la production alimentaire et objectifs plus ambitieux en termes d'autosuffisance ; II) hausse des dépenses consacrées à la production alimentaire ; III) renforcement de la tendance vers une plus grande participation du secteur public sur les marchés alimentaires nationaux ; IV) diverses réponses ad hoc pour contenir les prix des denrées alimentaires ; et v) restrictions à l'exportation. Le texte souligne également les nouveaux enjeux et les débats nationaux en matière de politique alimentaire.

Accent sur la production alimentaire et l'autosuffisance

La crise alimentaire a poussé de nombreux pays à accorder davantage de poids à la production alimentaire et à fixer des objectifs plus ambitieux en matière d'autosuffisance, dans le cadre de leurs stratégies nationales de sécurité alimentaire. Alors que la hausse du prix de parité à l'importation entraîne naturellement une augmentation des niveaux de production alimentaire à l'échelle nationale, la plupart de ces mesures semblent liées aux crises alimentaires et à la flambée des prix. Il semble que les marchés alimentaires mondiaux soient devenus moins fiables. Dans certains cas, ces mesures avaient été formulées plus tôt, mais ont été réitérées en réponse à la crise. Par exemple, la Chine avait une politique de « sécurité des céréales » depuis quelques années, avec un objectif de 95 pour cent d'autosuffisance. Mais, le soutien à la production de céréales s'est intensifié sensiblement au cours des quatre dernières années et en novembre 2009, la Chine a publié son Programme national visant à augmenter de 50 milliards de kg (50 millions de tonne) la capacité de production céréalière (2009-2020), réitérant la politique de 95 pour cent d'autosuffisance en matière de céréales. En janvier 2010, la Fédération de Russie a annoncé une Doctrine de sécurité alimentaire avec, entre autres, des objectifs quantitatifs pour un minimum d'autosuffisance, notamment de 95 pour cent en matière de céréales. En Afrique de l'Ouest, de nombreux gouvernements ont lancé de nouvelles campagnes pour la production de riz et ont fixé de nouveaux objectifs en termes d'autosuffisance, en réaction à la crise mondiale du riz. Le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal ont élaboré de nouveaux programmes nationaux sur le riz axés sur l'autosuffisance, ou avec des objectifs nettement plus ambitieux, pour les quatre à cinq prochaines années. Ailleurs, le Bangladesh, l'Indonésie et les Philippines ont réitéré ou annoncé des



objectifs d'autosuffisance en riz. La Malaisie a également revu à la hausse ses objectifs d'autosuffisance en riz de 72 pour cent actuellement à environ 86 pour cent.

Certains groupes économiques régionaux ont réagi de la même façon. En Afrique de l'Ouest, la crise alimentaire de 2008 a entraîné une reformulation du programme agricole régional. En juin 2008, les chefs d'État membres de la CEDEAO ont tenu un sommet en réponse à la crise alimentaire et ont annoncé un programme de promotion des chaînes de valeur du secteur alimentaire à l'échelle régionale (riz, maïs et tubercules) pour atteindre la souveraineté alimentaire. La communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) élabore actuellement une stratégie similaire dans le cadre de sa stratégie régionale de sécurité alimentaire.

Hausse des dépenses consacrées au soutien des agriculteurs et approches innovantes

Conformément à ce changement de stratégie, de nombreux gouvernements partout dans le monde ont annoncé de nouveaux engagements en matière de production alimentaire ainsi qu'une hausse des dépenses qui y sont consacrées. Les subventions pour les combustibles et les engrais, ainsi que pour les semences et le crédit agricole sont parmi les premières mesures visibles à avoir été prises pour répondre à la crise alimentaire de 2007-2008. Cela a été clairement visible dans de nombreux pays d'Afrique, mais également ailleurs comme au Bangladesh. Des approches innovantes sont également à l'essai, comme les « subventions intelligentes » pour les engrais et les partenariats public-privé. En Chine, les dépenses consacrées aux programmes de soutien à la production céréalière, à l'aide directe au revenu ainsi qu'aux subventions pour les semences, les machines, les combustibles et les engrais, ont été multipliées par plus de 4 entre 2006 et 2010. Les dépenses consacrées aux programmes sur le riz ont également été significativement revues à la hausse en Malaisie. Encourager la production grâce à des systèmes de prix de soutien, défendus par les marchés publics, a également constitué une réponse importante. Dans les pays où ces systèmes existaient, les prix de soutien ont été nettement relevés, comme en Chine et en Inde, tandis que de nouveaux systèmes ont été annoncés dans d'autres pays.

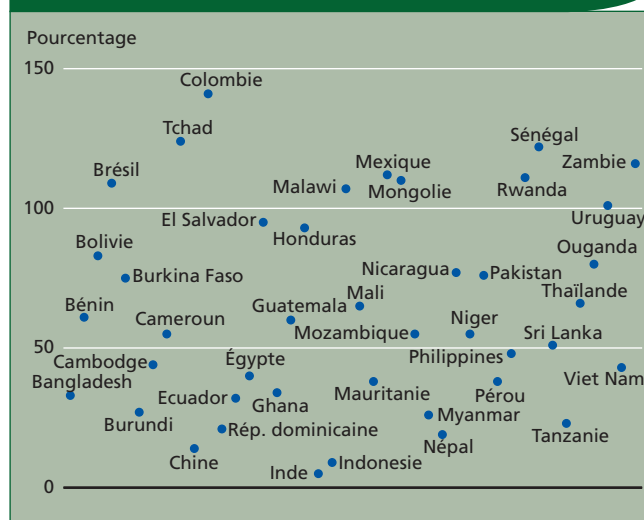
Ces engagements nationaux ont été complétés par des promesses d'aide extérieure à l'agriculture dans les conférences et les sommets internationaux de haut-niveau, toutes en réponse à la crise alimentaire. Dans l'ensemble, la crise alimentaire et la flambée des prix, ainsi que les

prévisions d'envolée et de volatilité des prix alimentaires, ont considérablement influencé les réflexions et les actions et ainsi provoqué une prise de conscience que la production alimentaire avait été sous-financée dans le passé et que les pays devaient consacrer beaucoup plus d'efforts au développement de ce sous-secteur.

Participation accrue du secteur public sur les marchés alimentaires

Bien que peu de pays aient des programmes consistants en matière d'achats publics de céréales vivrières dans le cadre d'un régime de soutien des prix agricoles et de maintien des réserves publiques, les tendances, décisions et discussions politiques récentes tendent toutes vers une augmentation des interventions sur le marché. Les effets possibles de l'accroissement du rôle de l'État sur les marchés céréaliers ont donc été particulièrement débattus et analysés. En Inde, les achats publics de céréales ont atteint des niveaux élevés record au cours des quatre dernières campagnes, avec une moyenne d'environ 30 pour cent de la production totale de riz et de blé. L'Inde continuera probablement de procéder à d'importantes acquisitions compte tenu des besoins prévus de quelque 60 à 70 millions de tonnes de céréales, nécessaires pour mettre en œuvre sa nouvelle Loi sur la sécurité alimentaire nationale à partir de 2012. En Chine également, les achats de blé ont augmenté et ont atteint en moyenne environ 35 pour cent du total de la production ces trois dernières années. En Ukraine et dans la Fédération

Figure 1: Transmission sur le riz



de Russie, qui sont d'importants exportateurs, les achats publics en pourcentage de la production totale, restent à des niveaux historiquement faibles, mais quelques récentes discussions et décisions indiquent une augmentation des acquisitions dans les prochaines années, pour assurer la sécurité alimentaire (contenir le prix du pain) et, dans le cas de la Fédération de Russie pour soutenir la production de viande. Dans la Fédération de Russie, de nouveaux systèmes tels que des garanties de céréales et des fonds régionaux alimentaires pour les marchés publics sont également à l'étude.

Pour ce qui est du marché mondial du riz, les effets possibles du retour en Thaïlande au Paddy Pledging Programme (PPP, programme d'achat de riz à des prix garantis) en 2011, sont observés avec un vif intérêt. Il remplacera le Price Insurance Scheme (PIS, système de prix garantis) dans le cadre duquel les agriculteurs recevaient des paiements directs en fonction des écarts de prix mais qui ne comportait pas de marchés publics. Selon le prix garanti fixé, le PPP augmentera les achats publics et les prix à l'exportation. En Afrique, où il existe très peu de régimes comme ceux mis en place en Chine et en Inde, le débat principal s'est concentré autour de la taille et du rôle des réserves de céréales, c'est-à-dire le niveau des stocks et la question de savoir s'ils devaient être utilisés pour stabiliser les prix du marché. Par exemple, dans le cadre de Plan d'action pour la sécurité alimentaire 2010-2015, la CAE a proposé que ses pays membres augmentent leurs réserves

considérablement. Des propositions comme celles-ci, y compris au niveau national, ont déclenché de nouveaux débats sur la relation entre l'augmentation des réserves d'une part et le niveau et la volatilité des prix du marché de l'autre. Le rôle des stocks par rapport à celui du commerce pour assurer la stabilité des prix et la sécurité alimentaire des pays, est une question qui a également été longuement débattue dans les années 1970 et 1980.

Diverses réponses ad hoc pour contenir le prix de vente au détail des aliments de base

Contenir les prix à la consommation a représenté l'un des principaux défis auxquels ont été confrontés de nombreux gouvernements au cours de la période examinée ici. Cela a été plus difficile dans les situations où le bien de consommation se trouvait être des produits dérivés des céréales primaires, telles que le pain et les pâtes, mais également la farine dans certains cas. Certains gouvernements qui ont restreint les exportations de céréales, ont constaté que, alors que les prix des céréales avaient été contenus, les prix des produits transformés ne l'étaient pas. Cela a entraîné plusieurs réponses en vue de réguler directement les marchés à travers notamment des prix plafonds et la négociation de prix maximums. Les intermédiaires et les transformateurs ont souvent été accusés en raison du manque de concurrence ainsi qu'en raison de la thésaurisation et de la spéculation. Ces expériences ont de nouveau soulevé des questions et ont

Figure 2: Transmission sur le blé - première flambée

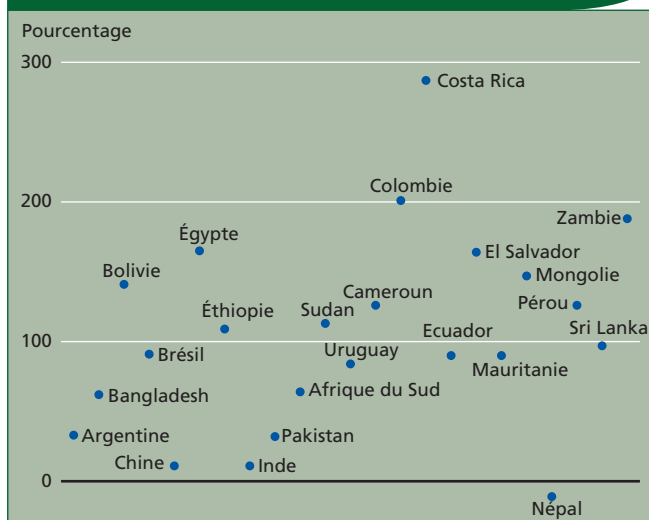
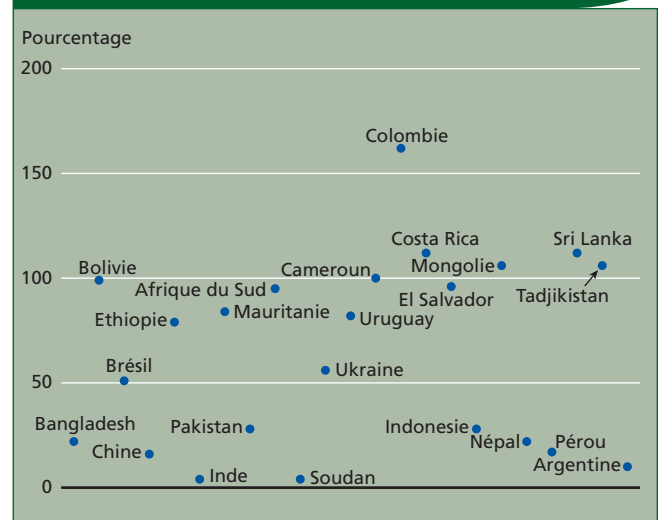


Figure 3: Transmission sur le blé - deuxième flambée



provoqué des débats sur le fonctionnement des marchés alimentaires intérieurs et sur le rôle des gouvernements.

Par exemple, la corrélation entre les prix des céréales et du pain s'est révélée relativement faible dans la Fédération de Russie, dans la mesure où lorsque le prix du blé a commencé à décliner à partir de mars 2011, les prix du pain ont continué d'augmenter. En conséquence, des mesures ont été prises et certaines propositions ont émergé. En février 2011, alors que les prix du blé sur le marché intérieur atteignaient des sommets, le gouvernement a aidé trois syndicats concernés (les producteurs de céréales, les meuniers et les boulangers) à négocier des prix maximums pour le blé moulu jusqu'en juillet 2011. Il a également été suggéré d'établir une liste de produits revêtant une importance sociale pour plafonner les marges des prix au détail à 15 pour cent au-dessus de leur prix de gros. En Ukraine, une liste de « produits socialement sensibles » a été établie, qui comprend toutes les céréales et certaines huiles comestibles, afin de contrôler les prix au détail et les marges le cas échéant. En Chine comme en Inde, certaines mesures administratives ont été prises pour empêcher la thésaurisation et la spéculation, y compris une limite de participation sur les marchés aux enchères et à terme. Au Sri Lanka, le gouvernement a fixé des prix de détail maximums pour un certain nombre de produits essentiels tels que le riz, la farine de blé, la viande de volaille et le sucre. Comme les prix à l'exploitation de certains de ces produits étaient également administrés, la sauvegarde des deux prix avec des instruments limités, tels que les taxes, est devenue

difficile. Fixer ou plafonner les prix au détail de denrées essentielles a également été une réponse commune dans de nombreux pays d'Afrique. Par exemple, au Cameroun, un accord a été conclu en février 2010 au sein des groupes du secteur et les grossistes afin de geler les prix et, en janvier 2011, le gouvernement éthiopien a établi un prix à la consommation maximum pour 17 aliments de base, dont le riz et le pain.

Restrictions à l'exportation assouplies, mais le débat continue

Comme mentionné au départ, environ un tiers des pays interrogés avaient introduit des restrictions des exportations sous diverses formes au cours de la période 2007-2011, notamment : de simples taxes ordinaires (ad valorem et spécifiques), des taxes variables, des taxes différentielles basées sur le stade de transformation, des prix minimums à l'exportation, des quotas et des interdictions d'exportation pures et simples. Dans plusieurs cas, en réaction à l'évolution rapide des prix des denrées alimentaires à l'échelle nationale et à l'étranger, les dirigeants ont combiné divers instruments, à la fois simultanément et successivement. Une séquence typique commençait par des taxes ordinaires, suivies par des quotas et ensuite une interdiction complète, et dans certains cas des prix minimums à l'exportation combinés avec des taxes et des quotas.

Les restrictions à l'exportation ont été levées ou assouplies généralement après la fin de la flambée de 2008,

Figure 4: Transmission sur le maïs - première flambée

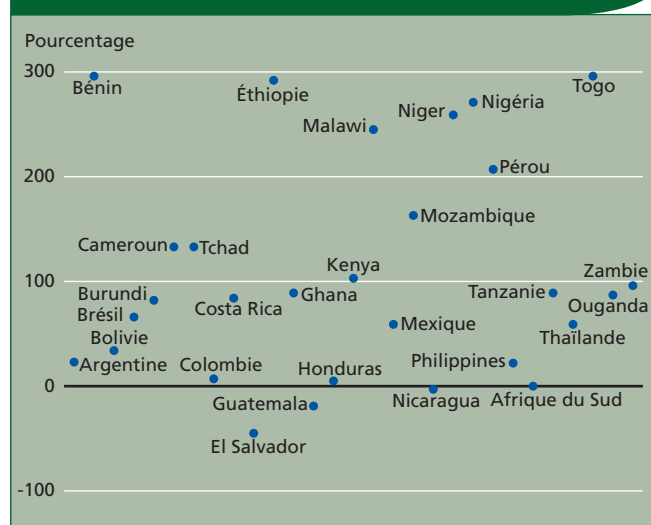
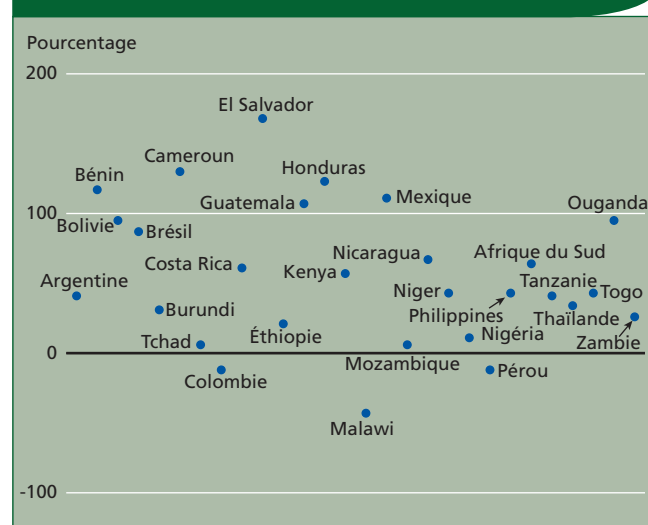


Figure 5: Transmission sur le maïs – deuxième flambée



mais certains pays ont poursuivi leur politique jusqu'après la fin de la deuxième flambée des prix en 2011 alors que certains maintiennent encore les restrictions. Les restrictions sur les exportations de produits alimentaires ont également provoqué de vifs débats, aussi bien au niveau des pays qu'à l'échelle mondiale. Ces débats ont généralement porté sur certains aspects de ces politiques : les effets sur la hausse des prix mondiaux ; l'efficacité à stabiliser les prix à la consommation à l'intérieur du pays et les effets sur les producteurs ; les effets à long terme sur la production et le développement du marché ; et la pertinence d'instruments alternatifs. Ces débats ont lieu entre les divers intervenants, comme les groupes du secteur (les agriculteurs, les transformateurs et les commerçants), les groupes de consommateurs et le gouvernement, et parfois même entre les différents ministères.

Par exemple, dans la Fédération de Russie, les interdictions sur les exportations de céréales ont été pleinement levées par le gouvernement le 1er juillet 2011, en raison de discussions concernant les effets des

interdictions sur l'inflation des prix alimentaires, qui a été élevée, et la possibilité d'introduire des taxes relativement modestes, y compris un régime basé sur des taxes variables. En Ukraine, les quotas d'exportation ont été levés le 1er juillet 2011 et remplacés par des taxes à l'exportation, qui étaient des taux composés de taxes ad valorem et de taxes spécifiques. Ces taxes ont été supprimées en octobre 2011, mais les discussions se poursuivent sur la possibilité de les réintroduire si les exportations devaient progresser à un rythme rapide, pour éviter une pénurie sur le territoire national. Ailleurs, l'Inde a repris ses exportations de riz et de blé, mais avec l'introduction de quotas. Au Viet Nam, les prix minimums à l'exportation, qui sont révisés fréquemment, représentent toujours le principal instrument en matière d'exportation de riz. Dans bon nombre de ces cas, la principale préoccupation demeure l'inflation des prix alimentaires sur le marché intérieur et c'est donc en fonction de celle-ci que les mesures restreignant les exportations sont adaptées.

Ramesh Sharma
Economiste principal, FAO
E.mail: Ramesh.Sharma@fao.org



Examen de l'évolution des prix des céréales sur les marchés nationaux au cours des envolées des prix mondiaux

Le système AMIS vise à améliorer la collecte de statistiques sur divers aspects de l'économie alimentaire nationale et à les analyser en vue d'améliorer le processus de prise de décisions pour atténuer la volatilité des prix. C'est dans ce contexte que ce premier numéro publié par le système AMIS inclut une analyse des expériences nationales concernant les récentes variations des prix des céréales sur les marchés intérieurs.

Pendant les périodes de crise alimentaire mondiale et de flambée des prix qui ont eu lieu depuis mi-2007, des hausses généralisées des prix ont été signalées partout dans le monde. Les variations des prix sur le marché intérieur sont déterminées par un certain nombre de facteurs, notamment les prix sur les marchés mondiaux. La force de cette relation varie selon les pays et les produits en fonction de plusieurs facteurs, tels que le degré d'autosuffisance, les barrières naturelles et les mesures qui tendent à modérer la transmission. Par exemple, en Afrique, les prix du riz sur les marchés intérieurs sont souvent plus étroitement liés aux prix mondiaux que les prix du maïs pour la simple raison que le volume des importations de maïs en Afrique est très faible, par conséquent la production intérieure ainsi que d'autres facteurs nationaux jouent un rôle dominant. Afin de réaliser une analyse correcte de la transmission des prix, il est nécessaire d'utiliser des techniques économétriques et d'inclure ces facteurs, en plus des variations des prix mondiaux. Les futures notes d'information du système AMIS devraient reposer sur une telle analyse. Mais l'examen ci-dessous est essentiellement descriptif, et décrit la mesure dans laquelle les prix des céréales ont subi des variations sur les marchés intérieurs. Pour démontrer l'ordre de grandeur, ces changements sont exprimés par rapport à l'évolution des prix sur le marché mondial au cours des périodes qui correspondent aux flambées des prix, n'impliquant pas nécessairement la transmission dans le sens où il est utilisé

dans les études économétriques sur l'intégration des marchés. Ainsi, bien que le terme « taux de transmission » soit utilisé ci-dessous, c'est essentiellement un rapport entre la variation du prix sur le marché intérieur et sur le marché mondial.

L'examen ci-dessous est fondé sur 155 séries de prix des céréales sur les marchés nationaux dans 52 pays, recueillies par le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture de la FAO (SMIAR). Il couvre cinq périodes au cours desquelles les prix se sont envolés sur les marchés mondiaux : trois envolées des prix en 2007-2008 qui ont concerné le riz, le blé et le maïs ; et deux en 2010-2011, une flambée des prix du blé, et une des prix du maïs. Les données nationales montrent que, pour la plupart des pays les prix des céréales ont poursuivi une nette tendance à la hausse pendant deux ou trois mois après que les envolées des prix ont pris fin sur les marchés mondiaux, reflétant une transmission décalée. C'est la raison pour laquelle, deux mois supplémentaires ont été ajoutés pour le calcul de la variation des prix intérieurs.

Riz

Les prix du riz ont flambé entre octobre 2007 et mai 2008. Au cours de cette période, le prix du riz thaïlandais A1 Super ont augmenté de 475 dollars E.U. la tonne (soit 160 %) et ceux du riz thaïlandais 100 % B ont augmenté de 625 dollars E.U. la tonne (soit 185 %). Après être redescendus à un niveau bas en novembre 2008, les prix du riz ont fluctué jusqu'en juillet 2011 autour d'une moyenne nettement plus élevée que pendant la période correspondante (y compris les deux mois de plus pour les prix sur le marché intérieur), les prix intérieurs des 42 pays couverts sont passés en moyenne de 605 dollars E.U. la tonne à 910 dollars E.U. la tonne, c'est-à-dire une hausse de 305 dollars E.U. la tonne (soit 50 %), pour un taux de transmission de 64 pour cent (305/475 \$EU) pour le riz Thai A1 (et de 49 % pour le riz Thai 100 % B). La figure 1 illustre ces taux pour 42 pays, le prix du riz thaïlandais A1 servant de référence pour le prix mondial. Dans dix cas, la transmission a dépassé les 100 pour cent, c'est-à-dire que les prix intérieurs ont augmenté plus fortement que les prix mondiaux et dans 15 autres cas, les taux étaient dans une fourchette comprise entre 50 et 100 pour cent. Les taux de transmissions ont été inférieurs à 50 pour cent pour les 17 pays restants.



Les hausses de prix en monnaie locale (ML) ont été plus faibles qu'en dollar des États-Unis pour 23 des 37 pays, pour les deux séries de prix. Dans 15 de ces 23 cas, les augmentations de prix en ML étaient inférieures de 10 points de pourcentage ou plus par rapport aux augmentations en dollars E.U. Par exemple, le prix du riz au Brésil a augmenté de 67 pour cent en dollars E.U. et de 48 pour cent en ML et en Chine, ils ont augmenté de 20 pour cent en dollars E.U. et de 10 pour cent en ML, reflétant l'appréciation des monnaies. En revanche, dans 11 cas, les prix en ML ont augmenté de manière plus importante que les prix en dollar E.U., mais seulement de manière significative au Pakistan (144 % comparativement à 109 %) et au Ghana (32 % contre 18 %), reflétant la dépréciation des monnaies.

Comme indiqué ci-dessus, les prix intérieurs ont continué d'augmenter après le pic atteint en mai 2008 sur le marché mondial. Les prix en juillet 2008 étaient plus élevés qu'en mai 2008 dans 31 des 42 pays, en moyenne de 59 dollars E.U. la tonne. Enfin, par région, les taux de transmission ont été relativement plus faibles en Asie (42 %) qu'en Afrique (70 %) et qu'en Amérique latine (74 %).

Blé

Le blé a connu deux épisodes de flambée des prix : de mai 2007 à mars 2008 et de juin 2010 à février 2011. Cette analyse utilise 56 séries de prix de 26 pays, 27 séries pour la première flambée et 29 pour la seconde. Pour chaque période, 12 séries concernent les grains de blé et le reste la farine de blé. Bien que les deux produits ne soient pas identiques, les variations des prix des grains devraient se répercuter fortement sur les prix de la farine sur les marchés intérieurs. Les deux épisodes d'envolée des prix sont examinés séparément.

La première flambée, de mai 2007 à mars 2008

Au cours de cette période, le prix mondial (blé américain, n°2, dur rouge d'hiver) est passé de 203 dollars E.U. la tonne en mai 2007 à 482 dollars E.U. la tonne en mars 2008, soit une augmentation de 279 dollars E.U. la tonne (137%). Au cours de la même période, à laquelle sont ajoutés deux mois de plus pour la série des prix intérieurs, la variation moyenne du prix du grain de blé pour 12 pays a été de 221 dollars E.U. la tonne, soit un taux de transmission de 79 pour cent (221/279 \$EU), supérieur au taux de transmission pour le riz (63%). La figure 2 illustre

ces taux de transmission. La transmission a été plus faible pour la Chine et l'Inde, 11 pour cent, alors que, à l'autre extrême, elle a dépassé les 100 pour cent pour quatre pays (Bolivie, Egypte, Ethiopie et Soudan). Comme pour le riz, les augmentations de prix ont été moins importantes en ML qu'en dollars E.U., de 17 points de pourcentage en moyenne.

Pour ce qui est de la farine de blé, le prix moyen pour 15 pays est passé de 562 dollars E.U. la tonne en mai 2007 à 939 dollars E.U. la tonne en mai 2008. En considérant cette augmentation de 377 dollars E.U. la tonne, le taux de transmission a été de 135 pour cent (377/279 \$ E.U.). Même en ne considérant les prix que jusqu'en mars 2008, ce taux était en moyenne de 108 pour cent. La figure 2 illustre ces taux pour les pays couverts. Le Népal se singularise, puisqu'au cours de cette période les prix de la farine ont baissé de 11 %. La transmission a dépassé les 100 pour cent dans 10 des 14 autres pays et était comprise entre 50 et 100 pour cent dans les trois autres. Les changements de prix en ML étaient plus faibles qu'en dollars E.U. dans la plupart des cas.

La deuxième flambée, de juin 2010 à février 2011

Au cours de cette période, le prix mondial est passé de 183 dollars E.U. la tonne en juin 2010 à 362 dollars E.U. la tonne en février 2011, soit une hausse de 179 dollars E.U. la tonne (98 %). Le prix a chuté pendant un mois, mais a augmenté de nouveau en avril 2011. Concernant le grain de blé, la variation moyenne des prix intérieurs pour les 12 pays pour lesquels des données sont disponibles (en comptant deux mois supplémentaires jusqu'en avril 2011) a été de 92 dollars E.U. la tonne, soit un taux de transmission de 52 pour cent (alors qu'il était de 79 pour cent lors de la première flambée). La figure 3 illustre les taux de transmission. Ils ont été supérieurs à 50 pour cent dans sept des 12 pays mais dans aucun cas ils n'ont dépassé les 100 pour cent, et ils ont été inférieurs à 20 pour cent en Argentine, en Chine, en Inde et au Soudan. Non seulement les prix intérieurs ont été nettement plus faibles que lors de la première flambée, mais ils n'ont généralement pas continué à grimper après le pic enregistré par les prix mondiaux en février 2011.

En ce qui concerne la farine de blé, la variation enregistrée dans 17 pays a atteint en moyenne 133 dollars E.U. la tonne, soit un taux de transmission de 74 % (133/179 \$EU), considérablement plus faible que les 135 pour cent enregistrés lors du premier épisode de flambée



des prix. Dans sept cas, la transmission a dépassé les 100 pour cent et dans quatre cas elle s'est établie entre 50 et 100 pour cent (Figure 3). L'évolution des prix en ML a été en moyenne plus faible d'environ 10 points de pourcentage qu'en dollars E.U. Enfin, comme pour le grain de blé, les prix intérieurs n'ont pas continué à grimper après le pic enregistré par les prix mondiaux en février 2011.

Maïs

La première flambée, de juillet 2007 à juin 2008

Au cours de cet épisode, les prix mondiaux du maïs (américain n°2 jaune) sont passés de 146 dollars E.U. la tonne en juillet 2007 à 281 dollars E.U. la tonne en juin 2008, soit une augmentation de 135 dollars E.U. la tonne (92 %). Concernant les prix intérieurs, la variation moyenne d'une série de 29 prix a été de 146 dollars E.U. la tonne (en ajoutant deux mois supplémentaires comme ci-dessus), soit un taux de transmission de 108 pour cent (146/135 \$EU). La figure 4 illustre les variations pour les 29 pays. Dans sept pays, le taux de transmission a dépassé les 200 pour cent (Bénin, Éthiopie, Malawi, Niger, Nigéria, Pérou et Togo) et dans quatre autres, le taux a été compris entre 100 et 200 pour cent (Cameroun, Tchad, Kenya et Mozambique). Attention, comme mentionné ci-dessus, pour de nombreux pays, en Afrique en particulier, les études sur l'intégration des marchés ont observé que la transmission des prix était très faible dans le cas du maïs, essentiellement en raison des faibles volumes échangés et donc que les facteurs nationaux jouaient un rôle dominant. Les hausses de prix observées dans les pays africains sont anormalement élevées et nécessitent des analyses approfondies des raisons sous-jacentes. Il est également possible qu'il y ait des problèmes avec les données sur les prix intérieurs dans certains cas. Les changements de prix en ML sont pour la plupart des pays plus faibles, mais la différence n'est pas substantielle. Enfin, par région, la transmission des prix a été de 165 pour cent en moyenne dans 16 pays en Afrique, mais seulement de 62 pour cent en moyenne pour les 11 pays d'Amérique latine.

La deuxième flambée, de juin 2010 à avril 2011

Au cours de cette période, les prix mondiaux du maïs ont augmenté encore plus que ceux mentionnés ci-dessus, de 152 dollars E.U. la tonne à 314 dollars E.U. la tonne, soit une hausse de 162 dollars E.U. la tonne. Les prix intérieurs dans 28 pays sont passés en moyenne de 348 dollars E.U. la tonne à 438 dollars E.U. la tonne, soit une augmentation

de 90 dollars E.U. la tonne et un taux de transmission de 56 pour cent (90/162 \$EU). La figure 5 illustre ces variations. Dans six pays, la transmission a dépassé les 100 pour cent (Bénin, Cameroun, El Salvador, Guatemala, Honduras et Mexique) et était comprise entre 50 et 100 pour cent dans sept autres pays. L'évolution des prix en ML était plus faible qu'en dollars E.U. dans 21 cas.

Résumé

Cet examen de la transmission des prix pour trois céréales s'est appuyé sur 155 séries de prix dans 52 pays. Le contexte était les épisodes de flambée des prix sur les marchés céréaliers mondiaux depuis mi-2007, bien qu'ils ne soit pas nécessairement possible de tirer des conclusions sur l'intégration des marchés et la transmission des prix, pour lesquelles une analyse économétrique plus sophistiquée est nécessaire. Dans l'ensemble, les prix sur les marchés intérieurs ont augmenté de façon significative au cours des périodes correspondant aux flambées des prix sur les marchés mondiaux. Prenant en compte l'ensemble des 155 séries de prix pour les deux périodes, les prix intérieurs ont augmenté plus vite que sur les marchés mondiaux (un taux de transmission de plus de 100 pour cent) dans 48 cas sur 155, la transmission était comprise entre 50 et 100 pour cent dans 50 cas et inférieure à 50 pour cent dans 57 cas. Les taux de transmission ont été nettement plus faibles au cours du deuxième épisode de flambée des prix (2010/11). L'augmentation de la production en 2009 et par conséquent la hausse des stocks de report en 2010 expliquent en grande partie cette différence. Une meilleure préparation suite à l'expérience de 2007/08 pourrait aussi avoir participé à une réduction des taux de transmission. Alors que dans de nombreux cas les taux de transmission ont dépassé 100 pour cent et même 200 pour cent, ces épisodes méritent des recherches plus ciblées afin de comprendre le rôle des facteurs politiques et non-politiques (p. ex. météorologiques) qui tendent à accroître la transmission ou à modérer les hausses de prix. L'analyse économétrique de l'intégration des marchés et de la transmission des prix doit également être prise en considération. Enfin, tirer des enseignements des meilleures pratiques en matière de politique mises en œuvre au cours de la période 2007-2011 à travers le monde, est une façon de mieux se préparer pour d'éventuelles futures flambées des prix.

Ramesh Sharma
Economiste principal, FAO
E.mail: Ramesh.Sharma@fao.org



AMIS Agricultural Market Information System

send by email | print this page

ABOUT MARKET MONITOR STATISTICS ANALYSES CAPACITY DEVELOPMENT NEWS AND EVENTS

Enhancing Market Transparency

MARKET MONITOR
Latest reports:
The June 2011 issue of the Market Outlook is now available.
[Read more](#)

STATISTICS
AMIS Statistics updates:
Access the online database to view the latest statistics.
[Read more](#)

ANALYSIS
New study available:
The Maize, wheat and soybean price peaks in 2008.
[Read more](#)

CAPACITY DEVELOPMENT
Capacity development:
Improving the quality of market data.
[Read more](#)

FAO IFAD IFPRI OECD UNCTAD WFP WORLD TRADE ORGANIZATION

www.amis-outlook.org

(Le site Web du système AMIS sera accessible en décembre 2011)

Pour tout demande
d'information:

AMIS-Secretariat@fao.org

Tél: +39-06-57052057

Fax: +39-06-57054495

Dossiers spéciaux

BIENTÔT, UNE NOUVELLE CONVENTION RELATIVE À L'AIDE ALIMENTAIRE

(Article écrit par C. Stuart Clark, Président du Dialogue transatlantique sur l'aide alimentaire et Conseiller principal en matière de politiques, Banque de céréales vivrières du Canada et Jennifer Clapp, Professeure, École des affaires internationales Balsillie, Université de Waterloo et auteur de "Hunger in the Balance: the New Politics of International Food Aid (Cornell University Press, 2012).

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles de l'auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

INTRODUCTION ET INFORMATIONS GÉNÉRALES

La Convention relative à l'aide alimentaire (CAA) est un traité international signé par huit donateurs¹, qui définit des règles mondiales en matière d'assistance. Mise en place initialement en 1967 sous l'égide de l'Accord international sur les céréales dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, la CAA est unique car c'est le seul accord juridique international qui exige de ses membres qu'ils fournissent une quantité minimale d'aide alimentaire. Au départ, l'aide alimentaire provenait principalement des importants surplus alimentaires des pays donateurs, produits lors de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. L'aide alimentaire était perçue non seulement comme un outil pour l'aide humanitaire, mais représentait aussi une préoccupation commerciale parce que la distribution de ces surplus sous forme d'aide pouvait perturber les échanges commerciaux. Non seulement la CAA exige de ses donateurs un montant minimum d'aide alimentaire, mais elle a également pour but de garantir que l'aide profite véritablement aux bénéficiaires tout en veillant à minimiser les perturbations que cette aide peut provoquer sur les échanges commerciaux des produits alimentaires.

La CAA a été renouvelée périodiquement au cours des années afin de répondre à l'évolution des situations auxquelles font face les donateurs et les pays bénéficiaires dans le cadre plus large de la sécurité alimentaire internationale. Alors que la dernière mise à jour de la Convention date de 1999, les États membres négocient actuellement un nouvel accord qui devrait être adopté

en 2012. Beaucoup de choses ont changé dans le système alimentaire mondial au cours des dix dernières années, et ces changements devraient se refléter dans le nouvel accord. Ces changements iront bien au-delà du changement prévu de l'appellation de « Convention relative à l'aide alimentaire » à « Convention relative à l'assistance alimentaire ».

PRESSIONS EN FAVEUR D'UN CHANGEMENT

Des pressions en faveur de changements ultérieurs de la CAA ont commencé à se faire sentir pratiquement dès que le traité de 1999 a été ratifié, et elles se sont intensifiées au cours de la décennie qui a suivi. Ces pressions provenaient à la fois des États membres eux-mêmes et de l'utilisation effective de l'aide alimentaire sur le terrain. La renégociation de ces changements a été retardée tout au long de la décennie en raison des discussions relatives à l'aide alimentaire à l'Organisation mondiale du commerce, où de nouvelles règles étaient en cours de négociation concernant l'utilisation de l'aide alimentaire dans le cadre du cycle de Doha.

Pour certains États membres, ceux qui avaient déjà délié leur aide alimentaire ou qui étaient en train de le faire (l'Union européenne, l'Australie et le Canada), la poursuite de l'utilisation du système de comptage des engagements en « équivalent blé » devenait de plus en plus maladroit, et nécessitait des calculs très techniques qui n'avaient rien à voir avec l'utilisation réelle des ressources fournies. Plus important encore, ces calculs rendaient presque impossible le suivi de la réalisation de leurs engagements, sauf longtemps après les faits.

Le traité rencontrait également certaines limitations importantes en ce qui concerne les activités « dénombrables », notamment des restrictions concernant la prise en compte de la supplémentation en micronutriments et de l'enrichissement alimentaire ainsi que de l'aide financière accordée aux activités d'aide alimentaire des États non membres de la CAA, dite de jumelage.

Alors que la situation sur le terrain changeait, l'aide alimentaire a commencé à s'écarter de plus en plus du simple transfert de denrées alimentaires excédentaires et a évolué vers diverses activités dans les pays en développement. La proportion de l'aide alimentaire utilisée dans des situations d'urgence a continué d'augmenter, passant de 30 pour cent en 1999 à 80 pour cent aujourd'hui – souvent avec des coûts de distribution beaucoup plus élevés. Avec le déliement accru de l'aide alimentaire, les denrées alimentaires utilisées ont été de plus en plus achetées localement ou dans la région, permettant ainsi de générer des bénéfices supplémentaires en faveur du développement agricole.

¹ Les huit signataires de la CAA sont : l'Australie, l'Argentine, le Canada, l'Union Européenne, le Japon, la Norvège, la Suisse et les États-Unis

La prise de conscience croissante de l'importance de la qualité nutritionnelle des aliments fournis, en particulier aux femmes enceintes et aux jeunes enfants, a incité à l'élaboration d'aliments très efficaces à haute teneur en calories et en nutriments spécifiques, dont le coût élevé était difficilement conciliable avec les systèmes de comptage de la CAA.

Enfin, dans certains cas, la nature du transfert lui-même a changé avec l'utilisation de bons d'achats alimentaires ou la distribution directe d'argent en espèces permettant aux bénéficiaires de se procurer leur propre nourriture.

L'écart croissant entre la CAA de 1999 et les pratiques réelles en matière d'aide alimentaire, appelée désormais, plus précisément, assistance alimentaire, a menacé de rendre la CAA complètement obsolète. En outre, le passage d'une situation prévisible en matière de surplus mondiaux de céréales, à un contexte moins stable a commencé à déstabiliser tous les aspects du système alimentaire, entraînant une forte volatilité des prix. Les difficultés étaient tellement importantes que les débats concernant les enjeux relatifs à l'aide alimentaire dans le cadre des négociations du cycle de Doha ont été mis de côté et la décision a été prise en juin 2010 de renégocier le traité.

OPTIONS POUR LE CHANGEMENT

Les changements envisagés devraient être principalement axés sur la nature et le comptage des engagements. Les engagements pris par les États membres de fournir une quantité de nourriture, presque indépendamment du coût que cela implique, représentent une des caractéristiques distinctives de la CAA. Du point de vue du bénéficiaire, cela est particulièrement important compte tenu de la fréquence accrue des flambées de prix et de la forte volatilité des prix. Toutefois, pour les donateurs, dont la plupart contribue désormais sous forme d'aide financière plutôt qu'en produits de base, les incertitudes concernant les prévisions de dépense représentent un problème. Les obligations monétaires sont beaucoup plus faciles à gérer. Mais qui doit

supporter les risques liés à l'instabilité des prix ? Étant donné que ce ne peut être les pays les plus vulnérables et que les donateurs sont réticents, y a-t-il quelqu'un d'autre pour gérer ce risque ?

Le deuxième problème majeur est la « boîte à outils » – quels types d'activités entreront en compte au titre des engagements pris en vertu de la CAA. Il semble y avoir un fort consensus pour que les transferts directs sous forme de nourriture, d'argent ou de bons d'achats soient tous autorisés. Cependant, il existe un débat sur le type et les quantités de « ressources transitoires » – semences, engrais, bétail, etc. qui devraient être inclus. De même, les micronutriments, en particulier s'ils sont livrés avec d'autres aliments, bénéficient d'un large soutien, mais des questions subsistent quant à savoir s'il faut compter, et le cas échéant comment le faire, les transferts de type « médicaments » (suppléments en micronutriments et aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE)).

Le troisième domaine pour lequel sont envisagés des changements de la CAA concerne sa gouvernance. Elle n'a pratiquement pas été modifiée depuis la signature du traité en 1967. Le Secrétariat de la CAA est actuellement établi au sein du Conseil international des céréales à Londres, ce qui s'explique par les orientations commerciales à l'origine du traité. Alors que l'aide alimentaire sert de plus en plus à répondre aux besoins d'urgence en matière de sécurité alimentaire plutôt que de simplement servir de débouché pour les surplus, il est important de connecter la CAA aux nouvelles instances mondiales qui traitent des politiques de sécurité alimentaire. En raison de son statut d'accord entre seuls bailleurs de fond, jusqu'à présent, les discussions au sein de la CAA étaient relativement fermées, offrant peu de possibilités de participation aux autres intervenants clés, y compris les pays bénéficiaires et les organisations de la société civile. Un lien plus étroit avec le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), récemment réformé, pourrait aider à pallier cette carence.

Tous les détails concernant le nouveau projet de traité pourraient être disponibles dès la fin de l'année 2011.

C. Stuart Clark

Président du Dialogue transatlantique sur l'aide alimentaire et Conseiller principal en matière de politiques, Banque de céréales vivrières du Canada
Courriel: SClark@foodgrainsbank.ca

Jennifer Clapp

Professeure, École des affaires internationales Balsillie, Université de Waterloo
Courriel: jclapp@uwaterloo.ca

LES ENGRAIS

Article écrit par HSBC Global Equity Research

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles de l'auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO.

LE MARCHÉ DE L'AZOTE

Les prix de l'urée en granulés sont en hausse et sont passés de 220 dollars E.U. la tonne mi-juin 2010 à un prix oscillant entre 450 et 510 dollars E.U. la tonne, sur la base des prix au comptant au Moyen-Orient (f.o.b.). La reprise est principalement due à une demande d'importation stable en provenance d'Inde et d'Amérique latine, ainsi qu'à des réductions de la production en Chine, en Roumanie, en Libye et, plus récemment, au Pakistan. Cependant, même les producteurs d'urée à coût élevé génèrent des profits, ainsi, les nouvelles disponibilités, à coût réduit, en provenance du Qatar (2.6 mtpa d'urée) et d'Algérie (1.2 mtpa d'urée) au cours des six prochains mois devraient entraîner une baisse des cours de l'urée.

La grande question est de savoir si les réductions de production en Chine et au Pakistan provoquées par l'offre limitée de gaz naturel, seront suffisamment importantes pour conserver des conditions de marché serrées pour l'urée, compensant les ventes de la production du Qatar et de l'Algérie. HSBC pense que ce ne sera pas le cas – en raison notamment du fait que la nouvelle offre sera disponible à un coût inférieur. Cependant, les baisses de la production en Chine et au Pakistan entraîneront un prix plancher supérieur

pour les cours internationaux de l'urée, par conséquent les estimations concernant les prix de vente de l'urée en 2012 ont été relevées de 350 dollar E.U. la tonne à 400 dollar E.U. la tonne.

FORTE DEMANDE D'IMPORTATION

En Inde, premier importateur mondial d'urée, les rapports continuent à circuler dans la presse locale sur les craintes concernant des pénuries d'urée dans un certain nombre d'États au cours de la prochaine saison Rabi (octobre-décembre campagne de semis pour le blé d'hiver). L'importateur cherche à assurer 800 000 tonnes pour la campagne en cours par le Département des engrais (Department of Fertilizers (DoF)), alors que les offres dépassaient 1 million de tonnes.

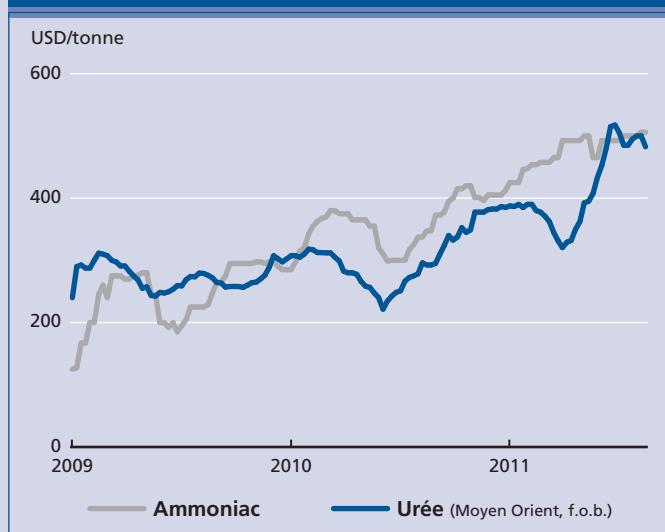
Le gouvernement est sous pression pour accélérer les importations afin de réaliser les objectifs de production agricole, mais il travaille également en parallèle pour atteindre son objectif à long terme de devenir autosuffisant en azote. Selon HSBC, les importations d'urée en Inde pour la campagne agricole de 2010 devraient atteindre 5,5

TABLEAU N° 1. Importations d'engrais du Brésil (milliers de tonnes)

	Jan-Juil 2010	Jan-Juil 2011	% sur un an
AS	876	989	12.9
AN	300	460	53.3
Urée	984	1 370	39.2
MAP	555	1 075	93.7
DAP	273	351	28.6

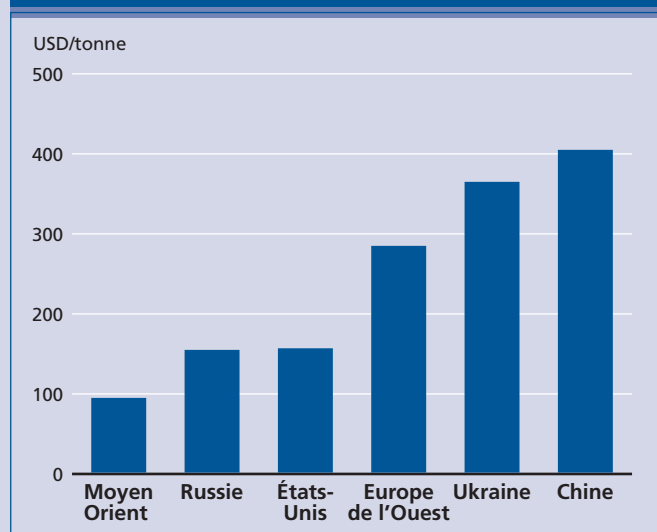
Source : ANDA, Siacesp, Fertilizer Week

FIGURE N° 1. Prix des engrais azotés (\$EU/tonne)



Source : Fertilizer Week

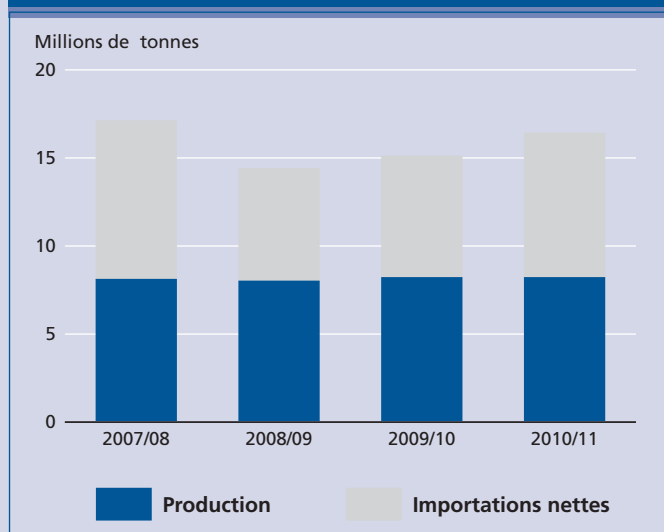
FIGURE N° 2. Coûts de production de l'urée en 2012



Source : Fertilizer Week, estimations de HSBC

millions de tonnes, soit 17 pour cent de plus qu'en 2009, qui avait souffert d'une très faible mousson. La production nationale en 2011 est restée stable, à environ 21 millions de tonnes, et le gouvernement indien a répondu aux besoins accrus de la consommation domestique par une hausse des importations de 20 pour cent par rapport à l'année précédente, soit un total de 6,6 millions de tonnes.

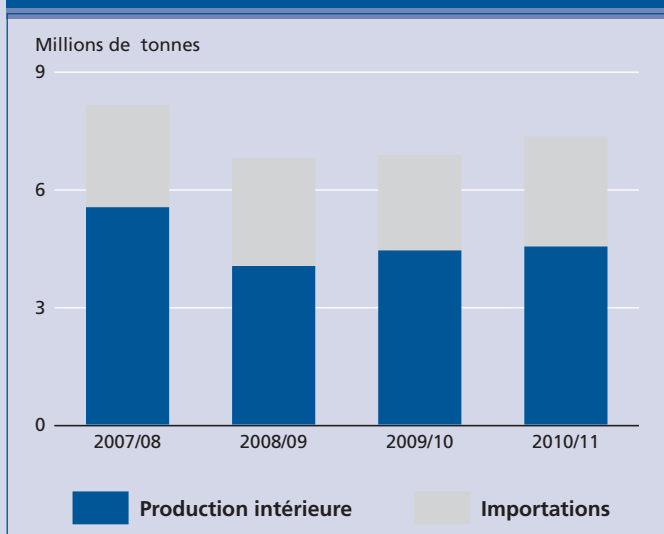
FIGURE N° 3. Livraisons d'engrais azoté aux États-Unis (millions de tonnes)



Note : Les estimations des livraisons totales d'azote aux É.U. sont basées sur TFI US Trade Commission Blue-Johnson

Source : Estimation de Yara concernant les livraisons d'engrais aux États-Unis

FIGURE N° 4. Livraisons d'engrais azoté en Europe occidentale (millions de tonnes)



Source : Estimation de Yara concernant les livraisons d'engrais à certains pays d'Europe occidentale.

Bien que le Brésil reste un importateur relativement faible d'urée à l'échelle mondiale, la demande d'importation du pays a fortement augmenté. Entre janvier et juillet 2011, les importations d'urée se sont élevées à 1,4 millions de tonnes, près de 40 pour cent de plus que pour la même période l'an dernier, grâce à une augmentation de la demande des secteurs de production de canne à sucre, de café et de coton. Les achats de l'Amérique latine, Brésil en tête, culminent de manière saisonnière en septembre et devraient ralentir au cours du quatrième trimestre de 2011, étant donné que la majorité de la demande a été couverte. Les perspectives d'achat de l'Amérique latine devraient soutenir les prix de l'urée des pays baltes à court et à moyen terme.

Les taux d'exploitation aux États-Unis et en Europe de l'Ouest étaient déjà au maximum au début de l'année 2011, par conséquent l'augmentation de la demande au cours de l'année a été satisfaite grâce à une hausse des importations. Les importations des États-Unis et de l'Europe de l'Ouest ont augmenté de 9 pour cent par rapport à l'année dernière.

RESSERREMENT DU MARCHÉ DE L'AZOTE EN RAISON DE LA CONTRACTION DE LA PRODUCTION

Les estimations actuelles prévoient toujours que la demande augmentera de 3,6 pour cent en 2011 par rapport à l'année dernière. Les principales réductions en matière d'offre concernent la Chine, mais hormis les bas niveaux de production en Chine – sur lesquels nous reviendrons plus en détail plus tard – les niveaux en 2011 ont également été touchés par la fermeture de Lifeco en Libye, en raison des troubles politiques que connaît ce pays. Lifeco est un complexe d'une capacité de production de 0,9 millions de tonnes par an (mtpa) pour ce qui concerne l'urée et de 0,8 mtpa pour l'ammoniac.

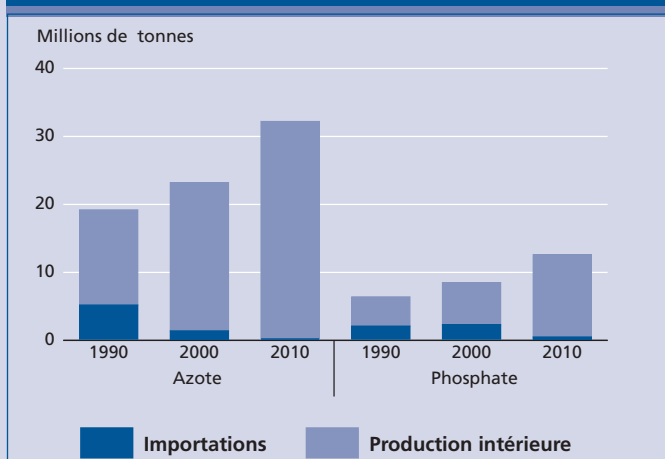
La situation sur le marché de la mer Noire a été particulièrement tendue en raison de la fermeture d'usines d'urée en Roumanie (les installations de Slobozia et de Turnu Magurele d'Interagro) en début d'année. Plus récemment, le Pakistan a également été touché par des réductions de l'offre en raison d'une réduction de 27 pour cent de l'approvisionnement en gaz naturel provenant du réseau de gaz naturel SNGPL à quatre unités régionales de production d'urée, y compris la nouvelle usine d'Engro d'une capacité de 1,3 mtpa. Ces interruptions devraient se poursuivre jusqu'au début de 2012. Les réductions de l'approvisionnement en gaz devraient également concerner le réseau de gaz Maari, la réduction devrait atteindre 12 pour cent au quatrième trimestre 2011 selon *Fertilizer Week*. La baisse de la production est importante et pourrait contraindre le pays à importer 1,25 millions de tonnes d'urée entre septembre

FIGURE N° 5. Exportation d'urée de la Chine par rapport au commerce mondial (millions de tonnes)



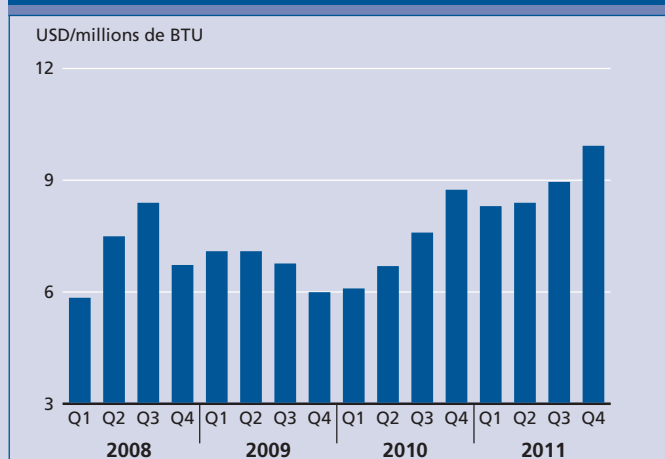
Source : IFA, Fertilizer Week

FIGURE N° 6. Profil de consommation des engrais de la Chine (millions de tonnes)



Source : Fertecon, PotashCorp, HSBC

FIGURE N° 7. Ukraine : prix du gaz naturel aux producteurs d'azote (USD/MBTU)



Source : FW, Profercy, HSBC

2011 et mars 2012, dont 850 000 tonnes requises pour les quatre derniers mois de 2011.

La grande question est de savoir si la réduction de l'offre sera durable et suffisante pour compenser la nouvelle offre qui devrait arriver sur le marché en provenance de Sorfert en Algérie (0,8 mtpa d'ammoniac, 1,2 mtpa d'urée) et de QAFCO V au Qatar (2,6 mtpa d'urée) en fin d'année.

LA PART DE LA CHINE DANS LE COMMERCE MONDIAL DEVRAIT CHUTER

Des problèmes logistiques dans les principaux ports de la Chine, l'inconsistance de l'approvisionnement énergétique et l'accent mis par le gouvernement sur le contrôle des émissions ont entraîné une pénurie d'urée. La production chinoise d'urée a suivi une tendance à la baisse depuis début 2010 et l'exploitation des capacités de production est tombée à 67 pour cent lors du premier trimestre de l'année 2011, après que le gouvernement a fermé un certain nombre d'usines. Selon des estimations fournies par le secteur, la réduction de l'offre pourrait atteindre entre 3 et 5 millions de tonnes. L'Inde est le plus gros importateur d'urée du monde et le principal facteur d'oscillation est la Chine, comme illustré ci-dessous. La baisse des exportations en provenance de Chine devrait donc contribuer à soutenir les prix. Au cours de l'année 2011, les producteurs chinois d'urée ont commencé à relancer des usines, en partie parce que certaines avaient atteint leurs objectifs en matière de contrôle des émissions, mais également grâce à un approvisionnement gouvernemental en gaz naturel plus stable et des prix de l'urée en hausse. Selon nos estimations, les taux d'exploitation dans le secteur de l'urée du pays avoisineraient désormais les 80 pour cent, bien que les usines opérant au gaz aient des taux d'exploitation encore inférieurs à 65-70 pour cent de leur capacité nominale.

La Chine a traditionnellement (2000-09) fonctionné à 90 pour cent de sa capacité, ce qui lui a permis d'exporter une moyenne de 2,5 millions de tonnes par an, même si les exportations ont atteint 7 millions de tonnes en 2010 grâce à de nouvelles installations de production, mises en service l'an dernier. *Fertilizer Week* a estimé que les exportations durant la deuxième moitié de 2011 pourraient s'élever à 4,2 millions de tonnes, ce qui porterait les exportations totales pour l'année 2011 à 5 millions de tonnes. Par conséquent, la part de la Chine dans le commerce mondial continuerait de baisser. L'approvisionnement actuel en gaz du pays n'est pas fiable, et il est peu probable que le gouvernement continue d'importer du gaz pour la production d'urée. Davantage de regroupements devrait aussi supplanter les usines d'un coût élevé. Le marché chinois de la fourniture d'urée est

TABLEAU N° 2. Exportations d'urée de la Chine par mois

(milliers de tonnes)	Année				% sur un an	
	2008	2009	2010	2011	2011/10	2010/09
					%	%
Janvier	1 225	153	402	346	-14	163
Février	488	381	558	196	-65	47
Mars	573	75	240	54	-78	221
Avril	725	45	170	42	-75	274
Mai	533	26	84	19	-77	220
Juin	232	14	84	23	-73	521
Juillet	136	186	309	280	-9	67
Août	187	364	645	492	24	77
Septembre	166	802	1 197			49
Octobre	23	290	385			33
Novembre	35	542	1 444			166
Décembre	37	501	1 506			201
Total pour l'année	4 360	3 379	7 026	1 452		108

Source: Fertilizer Week

TABLEAU N° 3. Écart de prix entre les nitrates et l'urée, teneur en azote ajustée

	Nitrate d'ammonium (AN)	Solutions d'urée et de nitrate d'ammonium (UAN)	Nitrate d'ammonium calcique (CAN)
	%	%	%
2000	-35.5	-13.0	9.7
2001	-22.8	-6.0	53.9
2002	-9.0	-18.5	68.2
2003	-31.6	-26.7	19.7
2004	-20.7	-13.3	3.2
2005	-22.6	-7.7	15.3
2006	-19.8	-9.3	30.0
2007	-9.2	12.6	8.5
2008	-11.4	2.6	59.3
2009	-13.8	-8.3	47.3
2010	1.0	5.8	35.9
2011	-4.2	5.4	51.8
2000-11 moyenne	-16.6	-6.4	33.6

Source : ICIS, Fertilizer Week, HSBC

TABLEAU N° 4. Estimations de HSBC concernant les prix des engrais à base d'urée, d'ammoniac et de nitrate

USD/t (fob)	2011e	2012e	2013e
Urée	375	400	350
Ammoniac	430	400	400
Nitrates			
CAN			
Prime pour cent	70	60	40
Teneur en Azote %	27	27	27
Prix implicite du CAN (EUR/t)	265	268	205
UAN			
Prime pour cent	20	15	0
Teneur en Azote %	32	32	32
Prix implicite du UAN (USD/t)	315	320	243
AN			
Prime pour cent	10	5	-5
Teneur en Azote %	36	36	36
Prix implicite du AN (USD/t)	323	329	260

Source : Fertilizer Week, estimations de HSBC

très fragmenté, en effet, les 15 premiers producteurs d'engrais azoté représentent moins de 6 pour cent de la capacité de production totale d'azote du pays, et les efforts du gouvernement pour encourager les regroupements de producteurs d'engrais ont été en grande partie inefficaces. L'une des raisons de cette fragmentation est la pénurie

d'eau, qui limite la taille des usines à 520 000-800 000 tonnes par an. Cela dit, l'accroissement de la pression pour réaliser des bénéfices a récemment conduit à des regroupements dans le secteur, où le nombre d'acteurs sur le marché a chuté d'environ 30 pour cent depuis un an. Le gouvernement cible une nouvelle réduction de 30 pour cent

pour atteindre 250 usines dans le cadre de son 12e plan quinquennal qui se termine en 2014.

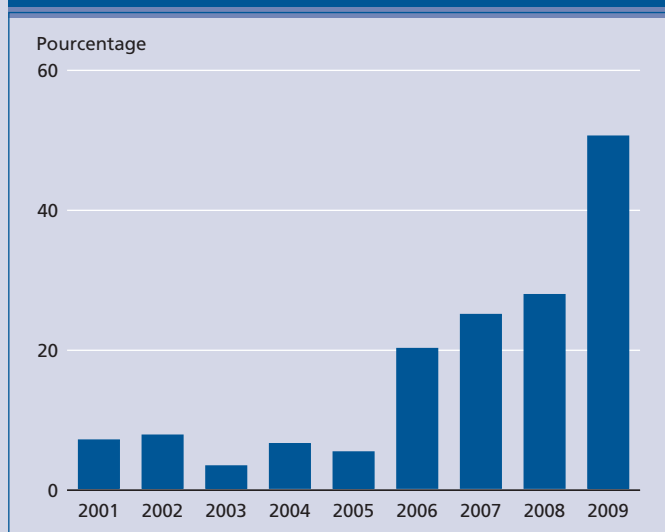
Dans l'ensemble, la politique fiscale de plus en plus restrictive du gouvernement chinois en matière d'exportations reflète à la fois la nécessité d'assurer la disponibilité d'urée sur le marché national pour des raisons de sécurité alimentaire et la volonté du gouvernement de décourager la réexportation de produits énergivores.

HAUSSE DU COÛT MARGINAL DE L'URÉE

HSBC estime que le prix moyen de l'urée devrait s'établir à 375 dollars E.U. la tonne en 2011, en moyenne à 400 dollars E.U. la tonne en 2012, et elle prévoit à long terme un prix moyen de 350 dollars E.U. la tonne en 2013. Ces prévisions pourraient être revues à la hausse plutôt qu'à la baisse, car l'économie de la production d'urée pourrait se détériorer davantage pour les producteurs marginaux en Ukraine et en Chine. Étant donné que les contrats sur le gaz naturel sont liés au pétrole dans l'ancienne Union soviétique, le coût de production marginale en Ukraine devrait augmenter.

Le Ministère de l'énergie et des mines d'Ukraine a déclaré que les prix du gaz importé pourraient augmenter et passer de 290 dollars E.U. pour 1000m3 au premier trimestre de 2011 à 293 dollars E.U. au deuxième trimestre, 313 dollars E.U. au troisième trimestre et 347 dollars E.U. au dernier trimestre. Cela signifie que les prix du gaz ukrainien seront plus proches de 10 dollars E.U. par million de BTU d'ici la fin de l'année, entraînant le coût de production de l'urée à 350 dollars E.U. la tonne. Cela suppose que le gouvernement russe ne modifiera pas la structure des contrats actuels de fourniture de gaz à l'Ukraine.

FIGURE N° 8. Importations de DAP de l'Inde par rapport au total des échanges de DAP



Source : Département des engrais de l'Inde

MARCHÉS DES NITRATES

HSBC calcule les prix des nitrates en utilisant la moyenne des 10 années de prime ou décote historique de chaque produit par rapport à l'urée, en procédant à un ajustement en fonction des conditions tendues des marchés. Cette année, le froid, les faibles stocks européens de nitrate et l'influence des producteurs sur les prix ont entraîné un fort redressement des cours des nitrates.

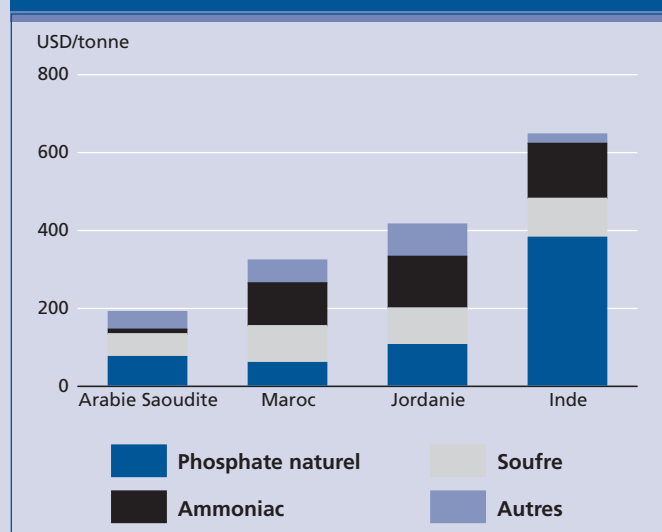
Après ajustement de la teneur en azote de chaque produit, les cours du Nitrate d'ammonium calcique (CAN) étaient traditionnellement 32 pour cent plus chers que l'urée – bien qu'en 2010 et 2011, la différence ait été 50 pour cent supérieure voire plus. HSBC prévoit une prime de 70 pour cent en 2011 en raison du bas niveau des stocks –

TABLEAU 5. Situation mondiale de l'offre/demande d'acide phosphorique

Année	2011	2012	2013	2014	2015
Offre					
Capacité	51.4	52.9	54.9	56.6	57.6
Offre totale	42.1	44.0	45.0	46.4	47.8
Demande					
Demande d'engrais	34.3	35.4	36.3	37.2	38.0
Utilisation non-engrais	5.6	5.9	6.0	6.1	6.0
Pertes de distribution	0.8	0.8	0.8	0.9	0.9
Demande totale	40.7	42.1	43.1	44.2	44.9
Équilibre potentiel	1.4	1.9	1.9	2.2	2.9
pour cent de l'offre	3	4	4	5	6

Source : IFA, mai 2011

FIGURE N° 9. Estimations du coût de production du DAP en 2011



Source : estimations de HSBC

TABLEAU N° 6. Chine : exportations de DAP (milliers de tonnes)

	(milliers de tonnes)					Politique fiscale chinoise sur les exportations de DAP	
	2008	2009	2010	2011	% sur un an	2011	%
Janvier	215	165	115	145	26	Janvier	110
Février	101	341	62	64	4	Février	110
Mars	62	100	79	70	-12	Mars	110
Avril	52	35	51	13	-73	Avril	110
Mai	77	4	37	17	-53	Mai	110
Juin	133	137	404	332	-18	Juin	7
Juillet	38	273	747	546	-27	Juillet	7
Août	1	263	769	939	22	Août	7
Septembre	33	273	524		n/a	Septembre	7
Octobre	3	68	325		n/a	Octobre	110
Novembre	28	260	468		n/a	Novembre	110
Décembre	75	155	408		n/a	Décembre	110
Total	817	2 074	3 988	2 127			

Source: Fertilizer Week

comparable aux niveaux de 2007/08 pour l'Europe – ainsi que des prix élevés du blé et de l'orge, les céréales les plus importantes pour l'Europe, ce qui laisse penser que les agriculteurs réaliseront des marges confortables.

La différence entre les cours des nitrates et de l'urée devrait baisser en 2012 et au-delà, et se stabiliser à des niveaux proches des moyennes historiques à -5 pour cent pour l'AN, 0 pour cent pour l'UAN et 40 pour cent pour le CAN en 2013.

LE MARCHÉ DES PHOSPHATES

LA CONJONCTURE ACTUELLE DES PRIX DU DAP N'EST PAS DURABLE

Les prix du phosphate diammonique (DAP) ont augmenté plus que prévu cette année. Cette situation n'est pas seulement due à la hausse du coût des intrants, principalement le phosphate naturel, mais elle s'explique principalement par la croissance à des niveaux record des importations annuelles de l'Inde, conjuguée à des exportations moins importantes que prévues en provenance de la Chine. Les prix du DAP ont augmenté de 10 pour cent cette année et les premiers contrats d'exportation de DAP de l'usine de Maaden d'une capacité de 3 millions de tonnes par an ont été conclus à des prix au comptant particulièrement élevés (590-600 dollars E.U. la tonne, fob).

Toutefois, en 2012, HSBC prévoit que les cours du DAP pourraient baisser et s'établir à 465 dollars E.U. la tonne, par rapport aux prix actuellement en vigueur sur les marchés internationaux au comptant autour de 670-700 dollars E.U.

la tonne. Cette perspective s'explique par deux raisons. Tout d'abord, les fortes marges bénéficiaires du phosphate naturel et du DAP dont jouissent actuellement les principaux producteurs ne sont pas durables. En effet, lorsque la capacité de production à faible coût de l'Arabie saoudite sera pleinement mise en service, l'offre sur le marché augmentera de plus de 25 pour cent. Les récents 2-3 mois de retard dans le démarrage complet de la production commerciale de l'usine de Maaden au premier trimestre 2012, ne change par les prévisions concernant la situation de l'offre et de la demande de DAP en 2012.

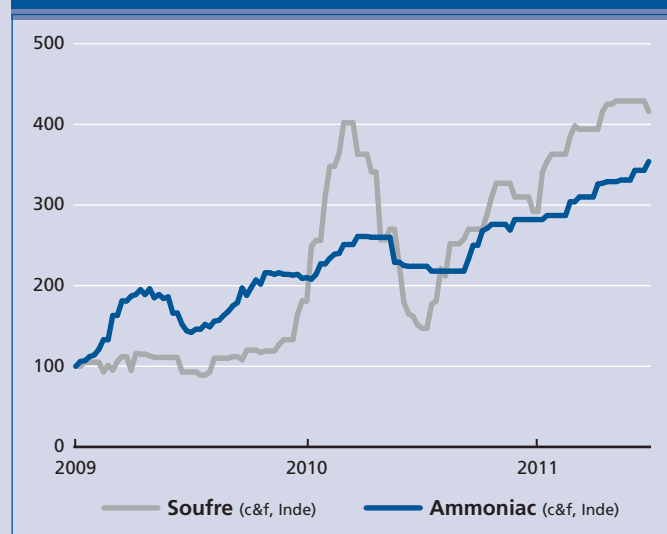
Deuxièmement, HSBC estime que la demande d'importation de l'Inde en 2011 devrait atteindre un niveau record. Mais si la production nationale de DAP en Inde retourne aux niveaux de 2010, ce qui impliquerait une augmentation de 15 pour cent de la production l'année prochaine, la part de l'Inde dans les importations de DAP pourrait baisser, accentuant la situation mondiale d'offre excédentaire de DAP.

DEMANDE D'IMPORTATION DE DAP DE L'INDE

Nous surveillons les principaux marchés d'importation pour évaluer l'évolution de la situation de l'offre et de la demande de DAP. L'Inde et l'Amérique latine sont les deux principaux marchés d'importation de DAP. Toutefois, la demande de l'Amérique latine devrait être satisfaite par le Brésil par le biais de Vale, tandis que l'Inde devrait rester un important importateur de DAP car elle n'a pas d'accès sur son territoire national à la matière première, le phosphate naturel.

L'Inde, qui représente plus de 50 pour cent du total des importations à l'échelle mondiale, a vu sa production

FIGURE N° 10. Sulphur and ammonia prices
(Jan 2009 = rebased to 100)



Source: Fertilizer Week, HSBC

nationale de DAP en baisse de plus de 15 pour cent par rapport à l'année dernière, celle-ci est passée à 3,5 millions de tonnes pour la campagne agricole qui s'est terminée en mars 2011. En conséquence, sa part sur le marché des importations a augmenté pour satisfaire la demande locale. La production de DAP en Inde a de nouveau baissé en avril 2011 à environ 262 600 tonnes, un tiers de moins que les niveaux de production d'avril 2010 parce que la fabrication de NPK a primé suite à l'introduction récente dans le pays d'une réforme des subventions. Bien que la production soit passée à 353 600 tonnes en mai 2011, la production annuelle est toujours en baisse de plus de 10 pour cent. L'Inde a signé des contrats fin mai 2011 pour un total de 1,3 millions de tonnes de DAP, au prix de 575 dollars E.U. la tonne (fob) et au total HSBC s'attend à ce que l'Inde importe plus de 6,2 millions de tonnes en 2011 (soit 8 millions de tonnes pour la campagne agricole indienne qui se termine en mars 2012), ce qui a pour effet de soutenir les prix du DAP.

TABLEAU N° 7. Échantillon des exportations commerciales de DAP de Maaden en 2011 (milliers de tonnes)

Date	Client	Pays	Quantité (^{'000 tonnes})	Prix (USD/t, f.o.b. Ras Az Zawr)	Période de livraison
Mai -11	Zuari	Inde	200	590-597	Août 2011-Mars 2012
Juillet -11	IPL & IFFCO	Inde	400	590-597	Août 2011-Mars 2012
Total			600		

Source : Fertilizer Week

TABLEAU N° 8. Estimations de HSBC des prix du DAP

(USD/t)	2007	2008	2009	2010	2011e	2012e
Estimation du coût des intrants						
Phosphate naturel	69	280	100	130	175	100
Soufre	521	573	30	162	215	215
Ammoniac	530	517	245	350	430	400
Taux de conversion des intrants						
Phosphate naturel (x)	1.77	1.77	1.77	1.77	1.77	1.77
Soufre (x)	0.44	0.44	0.44	0.44	0.44	0.44
Ammoniac (x)	0.22	0.22	0.22	0.22	0.22	0.22
Fret vers l'Inde	42	42	25	38	39	41
Coût pour un producteur indien typique non intégré						
Phosphate naturel	122	548	177	297	379	249
Soufre	229	283	13	71	95	95
Ammoniac	117	169	54	85	103	97
Autre	25	26	22	23	24	25
Coût du DAP indien	493	1 025	266	477	600	465
pour cent sur un an		108.0	-74.0	79.3	25.8	-22.5

Source: Fertilizer Week, estimations de HSBC

L'Inde détient également de faibles stocks, pour un total de seulement 70 210 tonnes en mai 2011.

Le secteur agricole de l'Inde est largement tributaire des pluies de mousson en raison de son réseau d'irrigation insuffisant. En conséquence, le risque principal de révision à la baisse est lié à une saison de mousson médiocre, avec un niveau de précipitation insuffisant. Cependant, les prévisions du Département météorologique de l'Inde (IMD) font état d'une mousson normale cette année, ce qui laisse penser que les perspectives concernant la demande pour la saison Kharif (campagne d'été) seront bonnes.

RÉGIME FISCAL DE LA CHINE EN MATIÈRE D'EXPORTATION

Les producteurs chinois devraient profiter des taux d'exploitation optimaux cette année (80 pour cent - 90 pour cent), qui reposent sur des engagements contractuels avec l'Inde. Cependant, des restrictions énergétiques et les prix élevés du soufre pourraient entraîner des niveaux de production inférieurs à 80 pour cent de la capacité sur certains sites de production en Chine, réduisant les volumes de DAP disponibles pour l'exportation, ce qui pourrait entraîner une révision à la hausse des estimations des prix du DAP, réalisées par HSBC.

Entrée en vigueur le 1er juin 2011, la taxe chinoise à l'exportation a chuté à 7 pour cent, alors qu'elle était de 110 pour cent depuis octobre de l'année dernière. Le tarif douanier doit être appliqué au prix plancher pour le DAP, fixé par le gouvernement, soit 3, 882 RMB la tonne (600 dollars E.U la tonne, f.o.b.). Le programme d'exportation progressive de DAP de la Chine pourrait atteindre environ

2,8-2,9 millions de tonnes au cours des quatre mois de la période de négociation qui se termine fin septembre 2011.

MAADEN OPÉRATIONNEL AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2012

Maaden a annoncé, le 18 juin 2011, le début des essais de production dans ses installations de Ras Az Zawr, d'un coût de 5,5 milliards de dollar et d'une capacité de production de 3 millions de tonnes par an de DAP. La production commerciale de DAP a suivi début août 2011 et nous attendons une montée progressive des exportations commerciales de DAP, principalement vers l'Inde. *Fertilizer Week* avait enregistré des commandes d'exportation passées avec Maaden à livrer entre août et décembre 2011 d'un volume total de 430 000 tonnes et de 600 000 tonnes d'ici mars 2012. Cependant, le 29 septembre 2011, la compagnie a émis un communiqué de presse indiquant qu'elle retarderait la commercialisation du DAP de son usine de production d'environ 2-3 mois au premier trimestre 2012.

HAUSSE DES COÛTS DES INTRANTS

Les contrats d'exportation à destination de l'Inde établissent les prix du DAP, parce que les producteurs indiens sont désavantagés dans la structure des coûts. L'essentiel de la production en Inde provient d'usines de DAP non intégrées, qui doivent importer du phosphate naturel, de l'ammoniaque et du soufre qui sont par la suite convertis en engrais DAP.

Produire une tonne d'engrais requiert 1,7 tonnes de phosphate naturel, 0,44 tonnes de soufre et 0,22 tonnes

Table 9. Estimations des volumes mondiaux de potasse, millions de tonnes, 2009-2011

	2009 volume	2010 écart	2010 volume	2011 écart	2011e volume
		%		%	
Asie					
Chine	6.6	40	7.6	35	10.2
Inde	4.5	25	5.6	-10	5.1
Asie du Sud-Est	2.4	110	5.5	15	6.3
Total Asie	13.4	47	18.6	16	21.5
Amérique latine	3.5	125	8.6	20	10.4
Europe	2.5	70	5.6	10	6.2
Amérique du Nord	3.8	113	10.0	5	10.5
Autre	4.8	50	8.5	10	9.4
Volume total	28.0		51.4		58.0
Évolution pour cent			83.9		12.7

Source: Estimations de HSBC

TABLEAU N° 10. Prévisions de HSBC concernant les prix de la potasse USD/t

	Europe	Brésil	Asie du Sud-Est	États Unis	Indie	Chine
2e moitié de 2011	500	550	535	600	490	470
2012e	530	570	550	600	530	500

Source : Estimations de HSBC

TABLEAU N° 11. Importations de potasse de l'Inde (milliers de tonnes 2011-2012)

	Quantité	En option
BPC (Russie/Belarus)	2 110	
Israël Chemicals (Israël)	1 390	125
Canpotex (Canada)	670	70
APC (Jordanie)	575	25
IPC (Russie)	400	
K&S (Allemagne)	200	
Total	5 345	220

Source : *Fertilizer Week*. Contrat d'août 2011 à mars 2012, sauf Canpotex d'octobre 2011 à mars 2012 et IPC d'août 2011 à décembre 2012.

d'ammoniac. Les prix de ces trois intrants ont augmenté plus rapidement que prévu au cours de cette année. Les contrats concernant le phosphate naturel, qui représentent 63 pour cent des coûts de production en Inde en 2011, se négocient actuellement entre 190 et 205 dollars E.U. la tonne (selon la teneur en acide dans la roche), alors qu'ils étaient de 130-140 dollars E.U. la tonne il y a six mois. Cette hausse est attribuable au pouvoir en matière de fixation des prix de la société marocaine OCP, qui contrôle plus de 40 pour cent du commerce mondial. Les 12 principaux marchés comptent pour près de 95 pour cent de la production mondiale totale de phosphate naturel.

Le soufre et l'ammoniac sont négociés sur un marché au comptant, et les prix ont augmenté de respectivement 42 pour cent et 25 pour cent, depuis janvier 20.

PERSPECTIVES CONCERNANT LES PRIX DU DAP

En bref, l'Inde, est le plus gros importateur de DAP et le producteur le moins efficace dans le monde. C'est la raison pour laquelle nous utilisons les coûts de production du DAP en Inde comme base pour nos nouvelles estimations concernant les prix du DAP.

De 1987 à 2007, les prix du phosphate naturel se situaient entre 30 et 50 dollars E.U. la tonne (teneur en BPL comprise entre 69 pour cent et 72 pour cent), avec un prix moyen de 38 dollars E.U. la tonne. En 2007, les prix ont commencé à augmenter et ont atteint des records historiques en 2008 jusqu'à 400 dollars la tonne. En effet, OCP, compagnie appartenant au Maroc, principal pays

TABLEAU N° 12. Importations de potasse du Brésil (milliers de tonnes, 2007-2011)

	2007	2008	2009	2010	2011
Janvier	368	517	68	288	449
Février	388	513	28	289	365
Mars	617	238	8	363	437
Avril	484	430	81	574	815
Mai	565	1017	174	417	790
Juin	611	682	349	367	730
Juillet	594	703	490	695	830
Août	828	809	500	426	
Septembre	508	736	693	609	
Octobre	807	621	537	936	
Novembre	474	309	284	692	
Décembre	518	174	234	467	
Total	6 762	6 751	3 447	6 124	4 417
1er semestre	3 033	3 398	708	2 299	3 587
Cumul (jusqu'en juillet)	3 627	4 101	1 198	2 995	4 417
Par rapport au 1er semestre pour cent	18	6	407	56	
Par rapport à l'année 2011 pour cent	22	8	269	47	

Source : *Fertilizer Week*

producteur, a pu capitaliser ses 45 pour cent de parts de marché mondial et faire grimper les prix. Bien que le Maroc ne devrait pas perdre sa place de leader mondial dans le secteur, HSBC prévoit que les prix du phosphate naturel en 2012 et à long terme devraient s'établir à 100 dollars E.U. la tonne, un prix nettement inférieur aux prix actuellement en vigueur sur les marchés au comptant. Il existe deux raisons principales pour expliquer ces prévisions. La première raison concerne les projets d'OCP d'augmentation de l'offre qui pourraient représenter des volumes importants. La seconde raison tient au fait qu'OCP tire également des bénéfices de la vente de DAP, et pas seulement de phosphate naturel, à l'Inde, son principal client. La compagnie Maaden, située en Arabie Saoudite, est géographiquement mieux positionnée pour approvisionner le marché indien qu'une société au

Maroc. Pour maintenir ses parts de marché du DAP en Inde, face à cette concurrence, OCP pourrait baisser les prix du phosphate naturel, ainsi que les prix du DAP, afin de maintenir son volume de vente actuel.

Les indicateurs de fret indiquent que le prix à quai des exportations d'engrais DAP en provenance d'Arabie saoudite à destination de l'Inde est inférieur de 15 dollars E.U. la tonne à celui des exportations en provenance du Maroc, où se trouve OCP, le plus grand exportateur de DAP du monde.

Concernant l'ammoniac, qui représente le deuxième coût principal entrant dans la composition du DAP, les estimations de HSBC indiquent un prix de 430 dollars E.U. la tonne en 2011, et de 400 dollars E.U. la tonne pour 2012 et à long terme.

Nos estimations sont prudentes par rapport au prix actuel au comptant qui est de 575 dollars E.U. la tonne (Moyen-Orient, f.o.b.) ; en raison des nombreuses autres utilisations industrielles de l'ammoniac, son prix a toujours été très volatil.

La troisième matière principale est le soufre. Les principaux importateurs sont la Chine et l'Inde, qui se fournissent au Moyen Orient et au Canada. Selon *Fertilizer Week*, le 30 juin 2011, les prix du soufre étaient de 215 dollars E.U. la tonne, prix au comptant au Moyen-Orient.

Cela conduit à des prévisions concernant les prix du DAP de 600 dollars E.U. la tonne en 2011 et de 465 dollars E.U. la tonne à partir de 2012. HSBC estime que les prix à l'exportation du phosphate naturel en 2012 devraient s'établir à 100 dollars E.U. la tonne, soit une baisse de plus de 40 pour cent sur un an, mais un niveau toujours plus élevé que dans le passé. Il convient de noter que les 2-3 mois de retard dans le démarrage complet de la production commerciale de l'usine de Maaden au premier trimestre 2012, ne changent pas les prévisions concernant la situation de l'offre et de la demande de DAP en 2012.

LE MARCHÉ DE LA POTASSE

La demande de potasse reste forte, poursuivant sa tendance à la hausse de l'an dernier. Bien que la tendance de 2010 puisse s'expliquer par une reprise de l'utilisation par rapport aux faibles niveaux de 2009, les volumes de cette année représentent une hausse durable de la demande des agriculteurs, qui démontre leur intérêt à utiliser davantage de cet engrais. HSBC estime que le volume commercial de potasse en 2011 atteindra 58,0 millions de tonnes, en hausse par rapport à la précédente estimation de 56,6 millions de tonnes. Les volumes plus importants entraînent une hausse des taux d'utilisation de l'industrie et le produit se raréfie. Cela a provoqué des augmentations de prix de 75-85 dollars E.U. la tonne cette année – avec des prix au comptant dépassant 550 dollars E.U. la tonne – ce qui laisse présager des prix forts en 2012.

HAUSSE PRÉVUE DES VOLUMES EN 2011

Chine

La demande de potasse de la Chine est élevée. 2011 est la première année durant laquelle elle a utilisé des contrats d'achat de six mois et non pas pour toute l'année, et alors que les précédentes négociations avait trainé, les contrats pour la deuxième moitié de 2011 ont été conclus rapidement. Il a par ailleurs été demandé aux fournisseurs d'augmenter le rythme des livraisons après l'accord.

Fertilizer Week rapporte que les stocks de potasse produits en Chine s'élèvent à 1,8 millions de tonnes et les stocks portuaires s'élèvent à 800 000 tonnes. C'est moins que le total de 3,0-4,5 millions de tonnes de stock que détenait la Chine en 2009 mais ce n'est pas une source de préoccupation à ce stade.

Inde

Suite à de longues négociations concernant les prix, le contrat de fourniture de l'Inde en 2011 a été retardé de trois mois. Survenant à un moment de forte demande, ce retard a entraîné une hausse des prix autour de 490 dollars E.U. la tonne en moyenne pour les livraisons jusqu'en mars 2012. Les prix au comptant en mars/avril étaient d'environ 450 dollars E.U. la tonne, donc l'Inde aurait pu obtenir un prix de 420 dollars E.U. la tonne si elle avait signé plus tôt.

Brésil

La demande de potasse du Brésil est élevée. Les données de *Fertilizer Week* montrent une hausse des importations en 2010 et pour le premier semestre de 2011 par rapport aux années 2007 et 2008, années d'achats record. Jusqu'à présent, cette année, les importations ont augmenté de 22 pour cent par rapport à 2007 et de 8 pour cent par rapport aux volumes de 2008. Les prix ont augmenté et sont passés de 420 dollars E.U. la tonne fin 2010 à 550 dollars E.U. la tonne actuellement. BPC a annoncé une augmentation des prix à 580 dollars E.U. la tonne pour le quatrième trimestre de 2011, mais pour l'instant rien ne porte à croire que les acheteurs de l'Amérique latine ont accepté ce prix.

PERSPECTIVES DE PRIX

Dans l'ensemble, HSBC s'attend à ce que les prix de la potasse restent stables et transparents jusqu'à la fin de 2012, en raison d'une offre serrée, d'une forte demande de potasse et d'une utilisation accrue des capacités.

À court terme, des sociétés comme Potash Corp, Arab Potash, Israël Chemicals et K+S ont signalé que leurs volumes

sont pleinement engagés pour le reste de l'année. Cette situation signifie que le marché de la potasse devrait rester serré en 2011.

Mise à jour des prévisions

Pour 2011, HSBC prévoit toujours un prix de la potasse de 500 dollars E.U. la tonne en Europe, de 550 dollars E.U. la tonne au Brésil et de 535 dollars E.U. la tonne en Asie du Sud-Est. Les importateurs à destination des États-Unis devraient obtenir un prix de 600 dollars E.U. la tonne.

Les tensions sur l'offre expliquent les prévisions concernant les prix de la potasse pour l'année prochaine : si la demande progresse de 3 pour cent, qui correspond à la croissance moyenne historique, passant ainsi de 57,9 millions de tonnes à 59,7 millions de tonnes, et que toutes les expansions de capacité sont terminées à temps, le taux d'utilisation de l'ensemble de l'industrie devra être de 85,5 pour cent pour équilibrer le marché. Cependant, seul un grand groupe – le consortium Canpotex – augmentera suffisamment ses capacités de production pour satisfaire une hausse marginale de la demande. Environ 65 pour cent des 4,9 millions de tonnes des nouvelles capacités prévues pour l'année prochaine à l'échelle mondiale proviendront de deux de ses copropriétaires, Potash Corp et Mosaic, et le

seul autre projet important qui devrait être achevé est une extension de 1,5 millions de tonnes de la compagnie Uralkali, mais qui ne sera opérationnelle qu'en milieu d'année. Cette concentration de nouvelle production offre à Canpotex un pouvoir de négociation avec les acheteurs qui recherchent davantage de produit.

Les prévisions font donc état de prix au comptant plus élevés, mais les estimations pour 2012 restent prudentes, soit 530 dollars E.U. la tonne en Europe, 570 dollars E.U. la tonne au Brésil et 550 dollars E.U. la tonne en Asie du Sud-Est, tandis que les importateurs à destination des États-Unis devraient continuer de percevoir 600 dollars E.U. la tonne. (Les prix sur le marché américain et dans une certaine mesure ailleurs dans le monde, reposent sur la possibilité d'un changement dans l'utilisation obligatoire d'éthanol de maïs, ainsi que sur des subventions gouvernementales américaines destinées aux producteurs d'éthanol de maïs.) Concernant les contrats, la Chine devrait maintenir un prix de 500 dollars E.U. la tonne pour toute l'année et l'Inde devrait également maintenir ses prix en 2012-13, soit 530 dollars E.U. la tonne. Cela équivaut à un prix moyen annuel d'environ 540 dollars E.U. la tonne pour un producteur de référence exposé aux deux tiers sur le marché au comptant et à un tiers sur les contrats de vente.

* HSBC Global Equity Research

Yonah Weisz
Fertilizer and Agriculture Analyst
E.mail: yonahweisz@hsbc.com

Alia El Mehelmy
MENA Construction & Industrials Analyst
E.mail: aliaelmehelmy@hsbc.com

Appendice statistique

Tableau A1 (a) & (b)	Statistiques sur les céréales	102-103
Tableau A2 (a) & (b)	Statistiques sur le blé	104-105
Tableau A3 (a) & (b)	Statistiques sur les céréales secondaires	106-107
Tableau A4 (a) & (b)	Statistiques sur le maïs	108-109
Tableau A5 (a) & (b)	Statistiques sur l'orge	110-111
Tableau A6 (a) & (b)	Statistiques sur le sorgho	112-113
Tableau A7 (a) & (b)	Statistiques sur d'autres céréales secondaires	112-113
Tableau A8 (a) & (b)	Statistiques sur le riz	114-115
Tableau A9	Disponibilités et utilisation de céréales dans les principaux pays exportateurs	116
Tableau A10	Statistiques sur toutes les cultures oléagineuses	117
Tableau A11	Statistiques sur toutes les huiles et matières grasses	118
Tableau A12	Statistiques sur toutes les farines et tourteaux	119
Tableau A13	Statistiques sur le sucre	120
Tableau A14	Statistiques sur toute la viande	121
Tableau A15	Statistiques sur la viande bovine	122
Tableau A16	Statistiques sur la viande ovine	123
Tableau A17	Statistiques sur la viande porcine	124
Tableau A18	Statistiques sur la viande de volaille	125
Tableau A19	Statistiques globales sur le lait et les produits laitiers	126
Tableau A20	Statistiques sur le poisson et les produits halieutiques	127
Tableau A21	Sélection de cours internationaux du blé et des céréales secondaires	128
Tableau A22	Prix à terme du blé et du maïs	129
Tableau A23	Sélection de cours internationaux du riz et indices des prix	130
Tableau A24	Sélection de cours internationaux des produits oléagineux et indices des prix	131
Tableau A25	Sélection de cours internationaux du sucre et indice des prix du sucre	132
Tableau A26	Sélection de cours internationaux du lait et des produits laitiers et indices des prix	133
Tableau A27	Sélection de cours internationaux de la viande	134
Tableau A28	Sélection de cours internationaux de la viande et indices FAO des prix	135
Tableau A29	Indices des prix du poisson (2005 = 100)	136
Tableau A30	Sélection de cours internationaux de produits	137

NOTES

Généralités

- Les estimations et prévisions de la FAO proviennent de sources officielles et non officielles.
- Sauf indication contraire, tous les graphiques et tableaux proviennent des données FAO.
- Les estimations relatives aux importations et exportations mondiales ne coïncident pas toujours, en particulier parce que les expéditions et les livraisons ne se produisent pas nécessairement durant la même campagne de commercialisation.
- Les quantités sont exprimées en tonne-trique.
- Tous les totaux sont calculés à partir de chiffres non arrondis
- Les totaux régionaux peuvent comprendre des estimations correspondant à des pays non inclus dans la liste. Les pays énumérés dans les tableaux ont été sélectionnés en fonction de leur importance en termes de production ou d'échanges dans chaque région. Les totaux correspondant à l'Amérique centrale comprennent les pays des Caraïbes.
- Les estimations correspondant à la Chine comprennent également, sauf mention contraire, celles de la Province de Taiwan, la RAS de Hong-Kong et RAS de Macao.
- Jusque 2006 ou 2006/07, l'Union européenne est composée de 25 États membres. A partir de 2007 ou 2007/08, l'Union européenne est composée de 27 États membres.
- '-' signifie nul ou négligeable.

Production

- **Céréales:** Les chiffres portent sur l'année civile pendant laquelle a lieu la récolte ou l'essentiel de la récolte.
- **Sucre:** Les chiffres portent sur le sucre centrifugé provenant de la canne à sucre ou de la betterave, en équivalent brut. Les chiffres se réfèrent à la campagne octobre/septembre.

Utilisation

- **Céréales:** Les chiffres portent sur la campagne de commercialisation de chaque pays.
- **Sucre:** Les chiffres portent sur le sucre centrifugé provenant de la canne à

sucre ou de la betterave, en équivalent brut. Les chiffres se réfèrent à la campagne octobre/septembre.

Commerce

- Sauf indication contraire, les échanges commerciaux entre États membres de l'**Union européenne** ne sont pas inclus
- **Blé:** Les données relatives au commerce comprennent la farine de blé en équivalent grains. Sauf indication contraire, la période de référence est juillet/juin.
- **Céréales secondaires:** Sauf indication contraire, la période de référence est juillet/juin
- **Riz, produits laitiers et produits carnés:** La période de référence est janvier/décembre.
- **Graines oléagineuses, huiles et matières grasses et farines et sucre:** Sauf indication contraire, la période de référence est octobre/septembre.

Stocks

- **Céréales:** Les chiffres portent sur les stocks interannuels à la clôture des campagnes agricoles nationales terminant durant l'année indiquée.

CLASSIFICATION DES PAYS

Dans la présentation et l'analyse des données statistiques, les pays sont subdivisés en fonction de leur localisation géographique ainsi qu'en deux grands groupements économiques: « Pays développés » (y compris les pays développés à économie de marché et les marchés en transition) et « Pays en développement » (y compris les pays en développement à économie de marché et pays d'Asie à économie centrallement planifiée). Les expressions « Pays développés » et « Pays en développement » sont utilisées pour des raisons de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement sur le degré de développement atteint par tel pays ou telle région..

Des groupements spéciaux de pays sont également mentionnés: Pays à faible re-

venu et à déficit vivrier (PFRDV), Pays les moins avancés (PMA). Les PFRDV incluent 70 pays qui sont importateurs nets de produits alimentaires de base et ont un revenu par habitant inférieur au niveau fixé par la Banque mondiale pour accéder à l'aide au développement international (IDA) (soit 1 855 dollars É.-U. en 2008). Le groupe des PMA comprend actuellement 50 pays caractérisés par un revenu bas, un développement insuffisant des ressources humaines et un faible degré de diversification économique. La liste est revue tous les trois ans par le Conseil économique et social des Nations Unies.

DÉNI DE RESPONSABILITÉ

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tableau A1 (a) Statistiques sur les céréales

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	972.8	1 008.9	1 054.3	132.9	139.4	142.9	44.3	45.1	47.4
Arabie saoudite	2.3	1.7	1.6	11.2	11.1	12.1	-	-	-
Bangladesh	32.7	35.6	36.8	3.5	5.5	3.7	-	-	-
Chine	414.9	436.9	449.9	9.9	12.4	16.4	2.0	0.8	1.1
Corée, Rép. de	5.0	4.7	4.5	12.2	13.5	12.4	0.1	0.1	0.1
Inde	211.4	216.2	228.6	0.8	0.5	0.2	5.0	6.4	8.2
Indonésie	53.9	60.2	60.8	6.5	9.6	9.7	0.8	1.6	1.6
Iran, Rép. Islamique d'	17.9	19.7	20.0	9.5	6.2	6.0	0.9	0.5	0.2
Iraq	2.7	2.6	2.4	4.2	4.5	5.0	-	-	-
Japon	8.9	8.7	8.5	25.3	25.1	25.4	0.5	0.5	0.5
Kazakhstan	18.6	11.8	26.1	0.1	0.1	-	8.1	5.8	7.5
Myanmar	21.0	21.0	20.5	0.1	0.2	0.2	0.8	0.8	0.8
Pakistan	33.3	32.1	34.8	1.6	0.3	0.2	4.2	3.9	4.0
Philippines	17.6	17.3	18.0	5.3	4.8	5.4	-	-	-
Thaïlande	25.6	26.9	25.5	2.0	2.9	2.7	10.0	10.9	9.1
Turquie	30.4	32.4	34.8	4.0	4.1	3.3	2.8	3.2	3.8
Viet Nam	29.7	31.3	32.8	2.7	4.8	4.5	5.9	7.2	7.3
AFRIQUE	141.5	160.3	157.9	61.9	64.4	64.6	6.2	7.2	7.6
Afrique du Sud	13.0	15.3	13.6	2.5	2.7	2.7	1.8	2.4	2.2
Algérie	3.4	4.7	4.7	7.8	8.4	8.0	-	-	-
Égypte	20.8	18.8	21.0	14.2	15.8	16.0	0.5	0.1	0.1
Éthiopie	15.4	17.4	15.4	1.6	0.5	1.2	0.3	0.5	0.2
Maroc	6.1	7.8	9.0	5.4	6.4	5.3	0.2	0.2	0.2
Nigéria	23.2	24.8	24.7	5.6	6.5	6.6	0.5	0.6	0.6
Soudan	4.8	5.6	5.1	2.0	1.8	2.1	0.2	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	40.2	41.4	39.6	24.7	25.1	25.3	1.6	1.2	1.0
Mexique	33.9	34.9	32.7	14.7	14.5	15.1	1.3	1.0	0.9
AMÉRIQUE DU SUD	129.4	142.6	144.2	24.4	25.2	25.9	36.6	46.5	45.6
Argentine	35.3	45.6	45.2	-	-	-	23.2	26.7	28.8
Brésil	69.4	72.2	73.1	8.6	8.0	8.5	9.4	15.2	11.8
Chili	3.2	3.4	3.5	2.9	3.0	3.0	0.1	0.1	0.1
Colombie	3.7	3.2	3.4	4.8	5.3	5.3	0.1	0.1	0.1
Pérou	3.8	3.9	3.7	3.2	3.7	3.6	-	-	-
Venezuela	3.7	3.5	3.6	3.0	3.5	3.8	0.1	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	461.3	443.8	432.8	9.2	7.8	8.0	112.1	110.2	94.7
Canada	51.2	45.6	45.6	2.8	1.8	1.9	21.7	19.9	20.8
États-Unis d'Amérique	410.1	398.2	387.3	6.4	6.0	6.0	90.3	90.3	74.0
EUROPE	451.6	403.6	455.8	21.7	18.2	16.4	60.7	48.7	64.6
Russie, Féd. de	94.0	59.7	89.5	0.8	0.8	0.6	19.1	4.9	21.1
Serbie	8.2	9.2	8.7	0.1	0.1	0.1	1.5	1.9	1.8
Ukraine	42.5	38.4	50.9	0.3	0.2	0.1	15.9	13.0	22.2
Union européenne	290.5	279.5	287.8	17.3	14.1	12.6	24.0	28.5	18.9
OCÉANIE	32.1	40.8	40.4	1.3	1.4	1.4	16.0	23.2	23.5
Australie	31.2	39.9	39.5	0.2	0.1	0.1	16.0	23.2	23.5
MONDE	2 229.0	2 241.3	2 325.1	276.1	281.6	284.5	277.5	282.1	284.5
Pays en développement	1 229.3	1 303.6	1 334.0	207.7	217.9	222.3	77.9	90.8	91.0
Pays développés	999.6	937.7	991.2	68.4	63.7	62.2	199.6	191.2	193.5
PFRDV	513.3	543.5	556.5	78.6	81.7	84.2	16.1	18.6	21.0
PMA	115.3	84.2	78.1	23.8	24.0	24.0	5.0	5.8	6.3

Tableau A1 (b). Statistiques sur les céréales

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes)						(..... Kglan.....)		
ASIE	1 047.6	1 098.3	1 124.6	277.2	301.4	325.2	161.2	162.1	162.7
Arabie saoudite	13.6	13.0	13.8	3.5	3.4	3.3	147.7	141.7	143.0
Bangladesh	35.5	38.9	40.1	6.5	9.9	10.2	170.3	179.7	182.4
Chine	417.1	441.7	454.2	158.2	177.5	188.6	152.8	152.0	151.1
Corée, Rép. de	16.7	18.1	17.0	3.3	4.1	4.2	127.0	125.0	125.4
Inde	203.4	210.3	215.5	40.9	40.2	44.7	153.4	154.0	154.9
Indonésie	58.7	65.2	67.7	7.4	10.6	11.3	208.1	212.5	216.0
Iran, Rép. Islamique d'	25.9	26.8	26.6	4.6	3.9	3.1	198.8	197.1	197.6
Iraq	7.0	7.2	7.3	0.6	0.6	0.7	188.6	189.5	191.4
Japon	33.9	33.4	33.4	4.7	4.9	4.8	130.5	129.5	129.1
Kazakhstan	10.2	9.2	9.4	3.2	0.7	10.0	162.8	165.4	166.2
Myanmar	20.4	20.9	20.8	5.6	5.0	4.1	249.1	254.3	254.0
Pakistan	30.1	29.8	30.9	3.6	2.7	2.9	152.0	145.9	150.8
Philippines	22.2	22.9	23.6	4.1	4.1	4.0	161.7	162.3	164.4
Thaïlande	17.1	18.4	19.0	5.4	6.7	6.9	143.7	150.9	150.9
Turquie	32.6	33.3	34.1	4.5	4.2	4.5	223.0	224.8	222.2
Viet Nam	26.9	28.9	29.5	5.6	5.1	5.6	206.5	213.8	215.1
AFRIQUE	196.7	214.6	216.6	30.5	37.7	36.3	147.8	151.1	150.7
Afrique du Sud	13.8	15.2	13.8	2.4	3.2	3.3	171.6	175.7	166.7
Algérie	11.6	13.1	13.3	3.2	3.9	3.6	226.1	233.9	233.1
Égypte	33.6	34.8	35.9	5.3	6.8	7.7	267.2	267.1	268.2
Éthiopie	16.3	17.4	17.2	1.4	2.0	1.2	167.7	169.0	168.1
Maroc	11.7	13.4	14.0	2.2	3.5	3.7	242.6	246.3	246.7
Nigéria	28.4	30.7	30.8	1.4	1.7	1.6	140.8	144.1	142.8
Soudan	6.9	7.4	7.5	2.0	1.5	1.2	140.6	142.1	142.0
AMÉRIQUE CENTRALE	63.7	64.4	64.5	5.3	5.6	5.2	166.2	166.8	166.7
Mexique	47.5	47.7	47.5	3.3	3.6	3.3	202.6	202.8	202.4
AMÉRIQUE DU SUD	114.5	121.2	123.7	19.4	19.6	20.0	121.7	122.0	122.0
Argentine	12.5	14.6	15.8	4.5	5.5	6.1	133.1	131.9	133.8
Bésil	65.9	68.8	69.3	7.8	7.2	7.3	115.4	115.3	114.7
Chili	6.1	6.3	6.5	0.7	0.6	0.6	151.6	151.6	151.6
Colombie	8.4	8.9	8.9	2.2	1.9	1.7	108.1	107.1	106.6
Pérou	6.8	7.4	7.4	1.2	1.4	1.4	140.5	143.7	143.8
Venezuela	6.6	6.9	7.3	0.8	0.7	0.8	131.0	134.7	136.2
AMÉRIQUE DU NORD	347.1	361.2	357.5	77.1	68.1	57.3	110.4	109.9	108.9
Canada	29.4	27.7	28.2	11.7	10.8	8.8	101.2	95.6	96.5
États-Unis d'Amérique	317.7	333.6	329.3	65.4	57.3	48.4	111.4	111.4	110.2
EUROPE	403.8	395.8	403.1	62.0	48.6	52.6	140.5	140.9	141.4
Russie, Féd. de	70.7	64.0	66.9	12.7	10.2	12.3	150.0	146.8	147.6
Serbie	6.7	7.5	7.6	1.5	1.4	0.7	164.5	164.0	163.7
Ukraine	26.0	26.1	26.6	6.6	6.2	8.5	177.1	175.9	175.6
Union européenne	281.0	278.5	282.0	38.5	28.5	27.5	134.3	136.0	136.6
OCÉANIE	16.8	17.1	18.5	7.1	9.4	10.0	91.4	92.0	92.0
Australie	14.8	15.0	16.3	6.7	8.9	9.5	102.0	102.1	102.9
MONDE	2 190.3	2 272.7	2 308.6	478.7	490.4	506.6	152.0	153.0	153.3
Pays en développement	1 343.0	1 419.6	1 451.1	318.1	350.6	363.8	156.6	157.8	158.3
Pays développés	847.2	853.2	857.4	160.5	139.8	142.8	133.5	133.7	133.3
PFRDV	567.4	601.3	615.1	96.1	108.2	111.8	156.0	157.9	159.1
PMA	156.1	170.2	172.6	28.7	35.9	32.7	145.7	150.6	151.3

Tableau A2 (a). Statistiques sur le blé

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	286.2	289.1	308.0	56.8	58.0	59.9	14.9	12.6	15.0
Arabie saoudite	1.8	1.3	1.1	1.1	1.7	2.0	-	-	-
Bangladesh	0.8	1.0	1.0	2.7	4.0	3.0	-	-	-
Chine	112.3	115.2	116.8	2.3	2.5	3.7	0.6	0.2	0.2
dont Province de Taiwan	-	-	-	1.2	1.2	1.2	-	-	-
Corée, Rép. de	-	-	-	3.6	4.9	5.0	0.1	0.1	0.1
Inde	78.4	80.8	84.3	0.7	0.3	0.1	0.1	0.3	0.9
Indonésie	-	-	-	5.3	6.0	6.5	-	-	-
Iran, Rép. Islamique d'	12.6	13.5	13.5	4.0	1.2	1.3	0.9	0.5	0.2
Iraq	1.7	1.9	1.7	3.1	3.2	3.6	-	-	-
Japon	0.8	0.8	0.8	5.2	5.6	5.5	0.3	0.3	0.3
Kazakhstan	15.4	9.6	22.2	-	-	-	7.5	5.5	7.2
Pakistan	22.8	23.3	24.2	1.6	0.2	0.2	1.2	1.2	1.0
Philippines	-	-	-	2.8	3.2	3.3	-	-	-
Thaïlande	-	-	-	1.3	1.9	1.7	0.1	0.2	0.2
Turquie	18.5	19.7	21.8	2.9	3.3	2.5	2.6	3.0	3.5
AFRIQUE	21.6	21.7	25.6	35.9	37.8	37.3	1.1	0.9	0.9
Afrique du Sud	2.0	1.4	1.9	1.3	1.6	1.6	0.2	0.2	0.2
Algérie	2.1	3.1	3.1	5.5	5.8	5.5	-	-	-
Égypte	8.0	7.2	8.4	9.2	10.1	10.0	-	-	-
Éthiopie	2.8	3.0	2.7	1.3	0.5	1.2	-	-	-
Maroc	3.9	4.9	6.3	3.4	4.0	3.0	0.2	0.2	0.2
Nigéria	0.1	0.1	0.1	3.6	4.1	4.2	0.2	0.2	0.2
Tunisie	1.3	0.8	1.8	1.9	2.0	1.7	0.2	0.1	0.1
AMÉRIQUE CENTRALE	4.0	3.7	4.1	6.9	7.4	7.4	1.1	0.9	0.8
Cuba	-	-	-	0.8	0.8	0.8	-	-	-
Mexique	3.9	3.7	4.0	3.2	3.5	3.6	1.0	0.8	0.8
AMÉRIQUE DU SUD	20.3	25.5	23.0	12.8	12.9	13.0	9.4	11.8	10.9
Argentine	11.2	14.7	13.0	-	-	-	7.6	7.6	8.0
Brésil	5.0	6.0	5.1	6.6	6.4	6.7	0.8	2.5	1.0
Chili	1.3	1.6	1.6	0.8	0.8	0.7	-	-	-
Colombie	-	-	-	1.4	1.4	1.4	-	-	-
Pérou	0.2	0.2	0.2	1.5	1.7	1.6	-	-	-
Venezuela	-	-	-	1.5	1.7	1.7	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	86.6	83.2	78.8	2.8	3.1	3.0	45.7	50.8	43.0
Canada	25.2	23.2	24.2	0.1	0.2	-	17.4	15.9	17.0
États-Unis d'Amérique	61.4	60.1	54.7	2.7	3.0	3.0	28.3	34.9	26.0
EUROPE	222.0	201.9	225.1	8.9	6.7	9.6	43.4	30.3	42.4
Russie, Féd. de	58.3	41.5	57.0	0.2	-	0.1	16.1	4.2	18.5
Ukraine	20.2	17.0	22.5	0.1	-	-	7.7	3.7	9.0
Union européenne	136.4	136.9	138.6	6.5	4.7	7.5	19.1	21.9	14.5
OCÉANIE	19.1	26.6	26.5	0.6	0.8	0.7	11.6	18.2	18.0
Australie	18.8	26.3	26.2	-	-	-	11.6	18.2	18.0
MONDE	659.7	651.8	691.0	124.7	126.8	131.0	127.2	125.5	131.0
Pays en développement	302.5	316.8	324.5	99.6	102.7	104.0	18.1	19.8	19.5
Pays développés	357.2	335.0	366.5	25.2	24.1	27.0	109.1	105.7	111.5
PFRDV	135.3	139.2	142.7	49.3	48.8	51.2	2.3	2.3	2.8
PMA	10.4	11.3	10.1	14.7	14.1	14.7	0.2	0.1	0.1

Tableau A2 (b). Statistiques sur le blé

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes)						(..... Kglan.....)		
ASIE	324.7	337.6	344.9	92.8	98.6	105.1	64.4	65.0	65.0
Arabie saoudite	2.9	2.8	2.9	1.4	1.9	2.2	104.5	98.7	98.2
Bangladesh	3.1	3.8	3.8	1.3	3.3	3.5	18.4	22.0	21.3
Chine	114.5	117.6	121.2	47.5	50.5	49.7	65.2	64.2	63.4
dont Province de Taiwan	1.2	1.2	1.2	0.3	0.4	0.4	46.6	47.3	47.2
Corée, Rép. de	3.5	4.9	4.7	0.4	0.7	1.1	48.5	48.5	49.3
Inde	77.3	81.9	83.4	19.0	18.5	18.0	59.7	61.6	61.8
Indonésie	5.1	5.3	5.4	2.4	2.8	2.9	19.2	19.4	19.6
Iran, Rép. Islamique d'	15.3	15.4	15.5	3.4	3.0	2.1	165.5	165.2	164.5
Iraq	4.8	5.2	5.3	0.5	0.6	0.6	142.8	143.0	142.9
Japon	5.8	5.9	5.9	0.6	0.7	0.8	41.5	41.9	41.5
Kazakhstan	7.5	6.9	6.9	2.7	0.6	8.8	147.8	149.6	150.0
Pakistan	22.9	23.0	23.4	1.7	1.4	1.4	126.8	123.0	125.9
Philippines	2.7	3.2	3.3	0.5	0.6	0.6	25.7	27.7	28.3
Thaïlande	1.2	1.6	1.5	0.2	0.4	0.4	12.6	15.3	15.2
Turquie	19.1	19.8	20.4	2.1	2.3	2.7	197.5	198.1	195.7
AFRIQUE	55.8	59.6	61.8	13.6	15.7	16.2	49.7	49.9	49.9
Afrique du Sud	3.0	3.0	3.1	0.6	0.5	0.6	58.3	56.4	56.8
Algérie	7.9	8.6	8.9	2.4	3.0	2.9	204.0	211.7	211.3
Égypte	16.5	17.3	17.8	3.2	4.7	5.3	182.0	182.4	183.4
Éthiopie	3.8	3.9	4.0	0.5	0.6	0.4	38.7	39.1	39.6
Maroc	7.5	8.3	8.9	1.4	2.0	2.2	189.3	191.5	192.2
Nigéria	3.3	4.0	4.1	0.5	0.7	0.7	18.7	20.6	20.7
Tunisie	2.9	3.0	3.1	1.3	1.0	1.3	215.7	216.9	216.7
AMÉRIQUE CENTRALE	10.0	10.2	10.3	1.0	1.1	1.3	45.6	45.6	45.5
Cuba	0.8	0.8	0.8	-	-	-	57.6	57.3	57.3
Mexique	6.4	6.4	6.5	0.5	0.5	0.8	50.7	50.6	50.6
AMÉRIQUE DU SUD	24.5	25.4	25.7	5.5	5.1	5.1	59.6	59.9	59.9
Argentine	4.8	5.0	5.1	2.4	1.9	2.3	116.6	116.8	116.9
Brésil	10.6	10.9	10.9	1.1	0.9	0.7	52.0	52.5	52.0
Chili	2.2	2.3	2.3	0.2	0.3	0.2	121.2	121.3	121.3
Colombie	1.3	1.3	1.4	0.2	0.2	0.2	27.3	27.0	27.8
Pérou	1.7	1.8	1.8	0.4	0.5	0.5	56.4	56.6	56.7
Venezuela	1.6	1.7	1.7	0.3	0.2	0.2	56.3	56.2	57.0
AMÉRIQUE DU NORD	38.5	38.4	40.3	23.8	30.7	28.9	81.6	79.7	79.8
Canada	7.2	7.7	8.3	6.3	7.2	6.1	84.5	79.7	80.4
États-Unis d'Amérique	31.3	30.7	32.1	17.6	23.5	22.8	81.3	79.7	79.8
EUROPE	182.0	187.6	190.0	29.9	25.3	27.1	112.9	113.8	113.9
Russie, Féd. de	38.3	42.4	40.3	8.7	9.4	7.7	115.1	115.2	115.1
Ukraine	12.3	12.8	12.7	3.3	3.7	4.5	125.8	127.7	127.5
Union européenne	123.0	124.1	128.6	16.0	11.0	13.5	111.1	112.2	112.4
OCÉANIE	7.7	8.6	9.0	4.5	5.4	6.1	69.3	69.0	68.7
Australie	6.7	7.6	8.0	4.2	5.0	5.7	82.7	82.7	82.8
MONDE	643.3	667.4	681.9	171.0	181.9	189.7	67.5	67.8	67.7
Pays en développement	381.6	400.3	409.6	105.4	114.2	113.0	59.9	60.4	60.3
Pays développés	261.6	267.0	272.3	65.6	67.6	76.6	97.8	97.8	97.8
PFRDV	177.9	187.2	190.7	40.4	45.2	44.1	53.1	54.1	54.4
PMA	23.7	25.5	25.9	7.1	9.4	8.4	25.4	26.7	26.7

Tableau A3 (a). Statistiques sur les céréales secondaires

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	277.4	297.9	310.2	61.8	64.7	66.9	5.8	6.1	6.1
Arabie saoudite	0.4	0.5	0.5	9.0	8.2	8.9	-	-	-
Chine	170.7	186.6	193.9	6.7	8.4	11.6	0.6	0.2	0.1
dont Province de Taiwan	0.1	0.1	0.1	4.5	4.8	4.8	-	-	-
Corée, Rép. de	0.3	0.4	0.3	8.3	8.3	7.1	-	-	-
Corée, R.P.D.	1.7	1.7	1.8	0.3	0.8	0.5	-	-	-
Inde	38.1	40.1	41.4	-	0.1	0.1	2.3	2.6	2.3
Indonésie	15.7	18.4	17.9	0.7	1.9	2.0	0.8	1.6	1.6
Iran, Rép. Islamique d'	3.8	4.7	5.0	4.3	3.8	3.4	-	-	-
Japon	0.2	0.2	0.2	19.4	18.8	19.2	-	-	-
Malaisie	-	-	-	2.7	2.7	2.8	-	-	-
Pakistan	4.0	3.9	4.1	-	-	-	-	-	-
Philippines	6.9	6.4	7.3	0.3	0.4	0.3	-	-	-
Thaïlande	4.4	4.1	4.4	0.4	0.6	0.6	0.7	0.4	0.7
Turquie	11.4	12.2	12.5	0.8	0.6	0.5	0.2	0.2	0.3
Viet Nam	4.4	4.7	4.8	1.0	1.6	1.7	-	-	-
AFRIQUE	104.5	122.0	115.3	16.3	16.0	16.8	4.6	6.1	6.4
Afrique du Sud	11.0	13.9	11.7	0.4	0.1	0.2	1.6	2.2	2.0
Algérie	1.3	1.6	1.6	2.3	2.6	2.5	-	-	-
Égypte	8.3	8.0	8.6	5.0	5.6	5.9	-	-	-
Éthiopie	12.6	14.2	12.6	0.3	-	0.1	0.3	0.5	0.2
Kenya	2.8	3.2	3.0	1.0	0.4	1.1	-	-	-
Maroc	2.1	2.8	2.7	2.1	2.4	2.3	-	-	-
Nigéria	20.8	22.3	22.1	0.1	0.2	0.2	0.3	0.4	0.4
Soudan	4.2	5.3	4.6	0.4	0.3	0.5	0.2	-	-
Tanzanie, Rép.-Unie de	4.5	4.7	4.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-
AMÉRIQUE CENTRALE	34.5	35.8	33.6	15.7	15.5	15.7	0.4	0.2	0.1
Mexique	29.8	31.1	28.5	10.8	10.3	10.9	0.3	0.2	0.1
AMÉRIQUE DU SUD	92.9	101.3	103.4	10.5	10.9	11.4	24.9	31.5	32.1
Argentine	23.3	30.0	31.0	-	-	-	15.2	18.5	20.3
Brésil	56.4	58.3	58.9	1.4	0.9	1.0	8.1	11.5	10.0
Chili	1.8	1.8	1.8	1.9	2.1	2.2	0.1	0.1	0.1
Colombie	1.8	1.5	1.6	3.4	3.9	3.9	-	-	-
Pérou	1.7	1.8	1.7	1.6	1.8	1.8	-	-	-
Venezuela	2.8	2.8	2.8	1.4	1.5	1.8	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	368.1	353.0	348.0	5.4	3.8	3.9	63.0	56.1	48.7
Canada	26.0	22.4	21.4	2.4	1.3	1.5	4.3	3.9	3.8
États-Unis d'Amérique	342.1	330.6	326.6	3.0	2.5	2.4	58.6	52.2	44.9
EUROPE	227.3	199.0	227.9	11.1	9.8	5.1	17.1	17.8	21.6
Russie, Féd. de	35.1	17.5	31.7	0.4	0.6	0.3	2.9	0.4	2.3
Serbie	6.1	7.6	6.9	-	-	-	1.1	1.6	1.6
Ukraine	22.1	21.3	28.3	-	0.1	-	8.2	9.3	13.2
Union européenne	152.4	140.7	147.3	9.5	8.2	3.8	4.8	6.2	4.1
OCÉANIE	12.9	14.0	13.4	0.2	0.2	0.2	4.3	4.7	5.0
Australie	12.4	13.5	12.8	-	-	-	4.3	4.7	5.0
MONDE	1 117.7	1 122.9	1 151.8	121.0	120.9	120.0	120.0	122.6	120.0
Pays en développement	492.7	538.9	544.5	82.5	86.0	89.6	33.4	41.5	42.4
Pays développés	625.1	584.0	607.3	38.5	34.9	30.4	86.6	81.1	77.6
PFRDV	167.3	185.3	183.1	14.5	15.9	16.8	6.4	8.6	8.7
PMA	60.4	72.0	67.4	2.8	2.3	2.7	2.9	3.7	4.1

Tableau A3 (b). Statistiques sur les céréales secondaires

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes))						(..... Kglan))		
ASIE	331.9	355.2	364.2	67.1	70.9	77.6	15.2	15.3	15.2
Arabie saoudite	9.6	9.2	9.8	1.9	1.4	1.0	3.8	3.7	3.6
Chine	175.3	192.9	200.4	46.5	51.4	56.3	10.5	10.9	10.9
dont Province de Taiwan	4.8	4.9	4.8	0.5	0.3	0.3	7.0	7.0	7.0
Corée, Rép. de	8.5	8.5	7.7	1.9	2.0	1.7	4.4	4.4	4.3
Corée, R.P.D.	2.1	2.5	2.3	-	0.1	0.1	70.2	85.2	78.6
Inde	35.8	36.9	37.8	2.8	2.4	3.7	21.0	20.8	20.7
Indonésie	15.5	18.0	18.4	1.4	2.4	2.4	31.8	31.5	31.5
Iran, Rép. Islamique d'	7.9	8.8	8.4	1.0	0.7	0.7	1.4	1.4	1.3
Japon	19.7	19.5	19.6	1.8	1.6	1.4	29.2	29.3	29.3
Malaisie	2.7	2.9	2.9	0.3	0.3	0.1	1.7	1.7	1.6
Pakistan	4.0	4.0	4.1	1.1	1.0	1.0	9.9	9.5	9.2
Philippines	7.1	7.3	7.5	0.9	0.5	0.6	16.2	14.8	15.4
Thaïlande	4.2	4.3	4.3	0.2	0.2	0.2	2.8	2.7	2.7
Turquie	12.8	12.7	12.9	2.4	1.8	1.7	16.9	16.9	16.7
Viet Nam	5.4	6.1	6.2	1.1	1.2	1.5	7.1	7.1	7.4
AFRIQUE	116.6	128.4	127.3	14.0	19.0	17.3	76.8	79.1	78.2
Afrique du Sud	9.9	11.4	9.9	1.8	2.7	2.6	96.4	103.5	92.8
Algérie	3.6	4.4	4.3	0.8	0.9	0.7	20.0	20.0	19.7
Égypte	13.3	13.7	14.2	0.8	0.9	1.2	46.8	46.6	45.8
Éthiopie	12.4	13.5	13.1	1.0	1.4	0.8	128.2	128.9	127.5
Kenya	3.9	4.1	4.2	1.3	0.8	0.8	88.7	89.0	88.8
Maroc	4.2	5.1	5.0	0.8	1.5	1.5	52.3	53.9	53.5
Nigéria	20.8	22.0	21.9	0.6	0.7	0.7	97.4	97.8	96.3
Soudan	4.9	5.2	5.2	0.6	0.4	0.3	92.1	90.9	90.9
Tanzanie, Rép.-Unie de	4.4	4.6	4.6	0.6	0.6	0.4	89.3	87.6	87.4
AMÉRIQUE CENTRALE	49.9	50.2	50.1	4.0	4.1	3.5	101.8	101.9	101.6
Mexique	40.3	40.4	40.2	2.8	3.1	2.5	144.9	144.9	144.7
AMÉRIQUE DU SUD	74.8	80.4	82.2	12.6	13.5	13.6	26.0	26.0	25.8
Argentine	7.2	9.2	10.3	2.0	3.6	3.7	7.5	7.4	7.4
Brésil	46.9	49.6	49.8	6.4	6.2	6.3	22.1	22.0	21.8
Chili	3.7	3.9	4.0	0.4	0.3	0.3	18.9	18.9	18.9
Colombie	5.2	5.6	5.6	1.8	1.6	1.4	42.9	42.2	42.0
Pérou	3.2	3.6	3.5	0.5	0.6	0.6	24.6	24.6	24.6
Venezuela	4.1	4.3	4.5	0.4	0.4	0.6	50.0	50.4	49.6
AMÉRIQUE DU NORD	304.3	317.8	312.9	52.2	35.9	27.2	18.1	18.3	18.2
Canada	21.8	19.6	19.6	5.4	3.6	2.7	6.2	5.9	6.0
États-Unis d'Amérique	282.5	298.2	293.2	46.8	32.3	24.5	19.4	19.7	19.5
EUROPE	218.1	204.4	209.2	31.6	22.7	24.9	22.9	22.4	22.7
Russie, Féd. de	31.7	21.0	25.9	4.0	0.7	4.5	30.5	27.7	28.2
Serbie	5.0	5.9	6.0	0.7	0.9	0.2	20.9	20.9	20.8
Ukraine	13.5	13.1	13.7	3.2	2.6	4.0	47.7	43.9	43.8
Union européenne	155.3	151.6	150.4	22.1	17.0	13.5	18.2	18.7	18.9
OCÉANIE	8.6	8.0	8.9	2.6	4.0	3.9	8.2	8.1	8.1
Australie	7.8	7.2	8.1	2.5	3.9	3.8	10.6	10.5	10.4
MONDE	1 104.2	1 144.5	1 154.7	184.0	170.1	168.0	28.3	28.8	28.7
Pays en développement	536.7	577.0	587.9	93.2	102.8	106.3	29.5	30.1	30.0
Pays développés	567.5	567.5	566.8	90.8	67.4	61.6	23.6	23.6	23.3
PFRDV	175.3	188.3	190.6	19.0	22.8	23.3	37.4	38.2	38.1
PMA	60.0	66.6	67.0	7.6	11.7	10.5	54.6	57.0	57.0

Tableau A4 (a). Statistiques sur le maïs

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
(..... millions de tonnes)									
ASIE	229.7	250.0	259.4	45.4	49.4	51.3	5.1	5.6	5.6
Chine	160.8	177.3	184.5	4.8	6.0	9.2	0.6	0.1	0.1
dont Province de Taiwan	-	-	-	4.4	4.6	4.6	-	-	-
Corée, Rép. de	0.1	0.1	0.1	8.2	8.2	7.0	-	-	-
Corée, R.P.D.	1.6	1.7	1.7	0.3	0.8	0.5	-	-	-
Inde	18.5	20.2	20.6	-	0.1	0.1	2.2	2.6	2.3
Indonésie	15.7	18.4	17.9	0.7	1.8	2.0	0.8	1.6	1.6
Iran, Rép. Islamique d'	1.3	1.0	1.3	3.0	3.4	3.0	-	-	-
Japon	-	-	-	16.4	15.8	16.2	-	-	-
Malaisie	-	-	-	2.7	2.7	2.8	-	-	-
Pakistan	3.5	3.3	3.5	-	-	-	-	-	-
Philippines	6.9	6.4	7.3	0.3	0.4	0.3	-	-	-
Thaïlande	4.3	3.9	4.2	0.4	0.6	0.6	0.7	0.4	0.7
Turquie	4.0	4.3	4.2	0.6	0.4	0.4	0.1	0.1	0.1
Viet Nam	4.4	4.7	4.8	1.0	1.5	1.6	-	-	-
AFRIQUE	55.7	66.3	63.2	13.7	13.7	14.6	3.4	4.8	4.9
Afrique du Sud	10.5	13.4	11.2	0.3	-	-	1.6	2.2	2.0
Algérie	-	-	-	2.1	2.4	2.3	-	-	-
Égypte	7.3	7.2	7.7	5.0	5.5	5.8	-	-	-
Éthiopie	4.4	4.8	4.4	0.1	-	-	0.1	0.1	-
Kenya	2.6	2.9	2.8	0.9	0.4	1.0	-	-	-
Maroc	0.1	0.2	0.2	1.7	2.0	2.0	-	-	-
Nigéria	7.9	9.3	9.3	0.1	0.2	0.2	0.2	0.3	0.3
Tanzanie, Rép.-Unie de	3.4	3.6	3.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	-
AMÉRIQUE CENTRALE	27.0	27.6	25.9	13.4	13.2	13.3	0.4	0.2	0.1
Mexique	22.7	23.3	21.3	8.6	8.0	8.5	0.3	0.2	0.1
AMÉRIQUE DU SUD	83.9	89.6	90.3	9.0	8.8	9.5	22.8	28.3	28.1
Argentine	19.0	22.7	23.0	-	-	-	13.3	15.4	16.5
Brésil	54.0	56.1	56.2	1.0	0.4	0.5	8.0	11.5	10.0
Chili	1.4	1.4	1.4	1.5	1.3	1.5	0.1	-	-
Colombie	1.7	1.5	1.5	3.0	3.3	3.4	-	-	-
Pérou	1.5	1.5	1.5	1.5	1.7	1.7	-	-	-
Venezuela	2.4	2.4	2.4	1.3	1.5	1.8	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	334.4	327.9	325.9	2.7	1.9	1.8	53.5	49.4	42.2
Canada	10.6	11.7	10.1	2.3	1.2	1.4	0.4	1.3	0.7
États-Unis d'Amérique	323.8	316.2	315.8	0.4	0.7	0.4	53.0	48.2	41.5
EUROPE	81.7	83.4	99.0	8.0	7.7	3.5	6.8	8.7	13.0
Russie, Féd. de	4.9	3.1	5.0	0.3	0.1	0.1	0.6	0.1	0.3
Serbie	5.7	7.2	6.5	-	-	-	1.1	1.6	1.6
Ukraine	9.8	11.1	17.7	-	-	-	3.6	5.8	9.5
Union européenne	56.6	56.7	64.0	7.1	7.0	3.0	1.6	1.1	1.5
OCÉANIE	0.5	0.5	0.5	-	-	-	-	-	-
MONDE	812.9	845.3	864.2	92.3	94.7	94.0	91.9	97.0	94.0
Pays en développement	384.1	418.6	425.8	63.5	67.9	71.3	30.0	36.7	36.7
Pays développés	428.8	426.7	438.4	28.7	26.8	22.7	61.9	60.3	57.3
PFRDV	99.4	110.7	111.9	12.2	14.1	14.8	5.2	7.2	7.2
PMA	30.1	35.3	34.7	1.9	1.8	1.9	1.9	2.5	2.8

Tableau A4 (b). Statistiques sur le maïs

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes)						(..... Kglan)		
ASIE	268.0	291.0	299.2	56.9	62.0	67.9	8.9	9.2	9.1
Chine	163.7	181.3	188.7	44.0	48.7	53.6	7.1	7.7	7.6
dont Province de Taiwan	4.6	4.7	4.6	0.4	0.3	0.3	5.4	5.4	5.4
Corée, Rép. de	8.2	8.2	7.4	1.8	2.0	1.7	1.9	1.9	1.8
Corée, R.P.D.	2.0	2.4	2.2	-	0.1	0.1	65.2	84.0	75.7
Inde	16.2	17.1	17.5	2.3	2.1	3.0	5.8	6.0	6.0
Indonésie	15.4	17.9	18.3	1.4	2.4	2.4	31.6	31.1	31.3
Iran, Rép. Islamique d'	4.2	4.4	4.3	0.4	0.4	0.4	1.0	1.0	1.0
Japon	16.6	16.2	16.2	1.1	0.8	0.8	26.7	26.8	26.8
Malaisie	2.7	2.9	2.9	0.3	0.3	0.1	1.7	1.7	1.6
Pakistan	3.4	3.4	3.5	1.1	1.0	1.0	7.9	7.3	7.3
Philippines	7.1	7.2	7.5	0.9	0.5	0.6	16.2	14.8	15.3
Thaïlande	4.0	4.1	4.1	0.2	0.2	0.2	1.3	1.2	1.2
Turquie	4.6	4.6	4.6	0.6	0.6	0.5	13.1	13.1	12.9
Viet Nam	5.4	6.0	6.1	1.1	1.2	1.5	7.1	7.1	7.3
AFRIQUE	66.2	73.3	72.6	8.4	11.5	11.6	39.0	40.5	39.9
Afrique du Sud	9.3	10.9	9.2	1.6	2.5	2.5	91.6	98.9	88.2
Algérie	2.1	2.3	2.3	0.2	0.4	0.4	3.7	3.7	3.6
Égypte	12.3	12.8	13.2	0.8	0.9	1.2	43.3	43.2	42.5
Éthiopie	4.3	4.7	4.5	0.3	0.3	0.2	42.3	41.6	41.6
Kenya	3.6	3.8	3.9	1.2	0.7	0.7	82.9	82.8	82.7
Maroc	1.9	2.0	2.0	0.3	0.5	0.7	10.8	10.5	10.7
Nigéria	7.8	9.1	9.2	0.4	0.5	0.5	33.5	36.5	36.0
Tanzanie, Rép.-Unie de	3.4	3.5	3.5	0.2	0.2	0.1	68.4	66.4	66.2
AMÉRIQUE CENTRALE	40.1	39.8	39.6	3.3	3.2	2.9	100.6	100.8	100.4
Mexique	31.0	30.4	30.2	2.2	2.2	2.0	144.6	144.6	144.1
AMÉRIQUE DU SUD	66.4	70.5	71.5	11.4	11.9	11.6	24.6	24.5	24.4
Argentine	4.8	5.7	6.3	1.4	2.5	2.2	7.3	7.3	7.2
Brésil	44.2	46.8	46.7	6.2	6.0	6.0	21.0	21.0	20.8
Chili	2.9	2.7	2.8	0.4	0.2	0.2	16.8	16.7	16.7
Colombie	4.7	5.0	5.0	1.8	1.5	1.4	41.3	40.6	40.5
Pérou	2.9	3.2	3.1	0.5	0.6	0.6	18.6	18.6	18.6
Venezuela	3.6	3.8	4.0	0.4	0.4	0.5	49.4	49.9	49.1
AMÉRIQUE DU NORD	280.1	296.4	293.8	44.1	29.9	23.0	14.8	15.1	15.0
Canada	12.4	11.5	11.5	1.7	1.3	1.0	3.4	3.3	3.3
États-Unis d'Amérique	267.7	285.0	282.2	42.4	28.7	22.0	16.1	16.4	16.2
EUROPE	83.4	82.8	87.5	10.8	10.4	12.4	7.3	7.9	8.0
Russie, Féd. de	4.6	3.2	4.2	0.2	0.1	0.7	2.9	2.7	2.7
Serbie	4.6	5.5	5.6	0.7	0.9	0.2	19.3	19.2	19.2
Ukraine	5.6	6.0	6.6	1.7	1.4	3.0	11.6	13.1	13.1
Union européenne	63.1	62.6	65.5	7.5	7.0	7.0	7.8	8.5	8.7
OCÉANIE	0.5	0.5	0.5	0.1	0.1	0.1	2.6	2.5	2.5
MONDE	804.6	854.3	864.7	134.9	129.0	129.5	16.9	17.5	17.4
Pays en développement	411.8	444.8	454.6	77.0	85.1	90.5	17.8	18.3	18.2
Pays développés	392.9	409.5	410.1	57.9	43.9	39.0	13.7	14.4	14.0
PFRDV	106.0	115.6	117.8	13.2	15.3	16.9	18.8	19.3	19.2
PMA	29.7	33.0	33.4	4.0	6.3	6.4	24.8	25.7	25.8

Tableau A5 (a). Statistiques sur l'orge

	Production			Imports			Exports		
	2007-2009 moyenne	2010 estim.	2011 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	19.7	18.9	21.2	14.1	13.1	13.3	0.7	0.3	0.4
Arabie saoudite	-	-	-	7.1	6.2	6.7	-	-	-
Chine	3.1	2.0	2.4	1.7	2.3	2.3	-	-	-
Inde	1.4	1.4	1.5	-	-	-	-	-	-
Iran, Rép. Islamique d'	2.6	3.7	3.7	1.3	0.4	0.4	-	-	-
Iraq	0.6	0.5	0.4	-	-	-	-	-	-
Japon	0.2	0.2	0.2	1.3	1.3	1.3	-	-	-
Kazakhstan	2.3	1.3	2.8	-	0.1	-	0.6	0.2	0.3
Syrie	0.6	0.8	0.7	0.9	0.8	0.8	-	-	-
Turquie	6.8	7.2	7.6	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.2
AFRIQUE	6.0	6.6	7.0	1.4	1.4	1.1	-	-	-
Algérie	1.2	1.5	1.5	0.2	0.2	0.2	-	-	-
Éthiopie	1.7	1.8	1.7	-	-	-	-	-	-
Libye	0.1	0.1	0.1	0.4	0.4	0.4	-	-	-
Maroc	2.0	2.6	2.5	0.3	0.2	0.2	-	-	-
Tunisie	0.5	0.2	0.8	0.5	0.5	0.3	-	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	0.7	0.7	0.7	0.2	0.1	0.1	-	-	-
Mexique	0.7	0.7	0.7	0.1	0.1	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	2.5	3.8	4.1	0.8	0.9	0.8	0.9	1.3	1.9
Argentine	1.5	3.0	3.1	-	-	-	0.8	1.2	1.8
AMÉRIQUE DU NORD	15.7	11.5	11.3	0.6	0.2	0.2	2.3	1.5	1.6
Canada	10.8	7.6	7.9	-	-	-	1.9	1.3	1.3
États-Unis d'Amérique	4.9	3.9	3.4	0.5	0.2	0.2	0.4	0.2	0.3
EUROPE	94.3	73.5	81.7	0.6	0.8	0.5	9.7	8.8	8.1
Bélarus	2.0	2.0	1.9	-	-	-	-	-	-
Russie, Féd. de	18.9	8.4	17.2	0.1	0.4	0.2	2.3	0.4	2.0
Ukraine	10.1	8.5	8.8	-	-	-	4.5	3.5	3.7
Union européenne	61.7	53.1	52.2	0.2	0.2	0.1	2.9	4.9	2.3
OCÉANIE	8.0	9.7	8.4	-	-	-	3.4	3.9	4.0
Australie	7.7	9.3	8.1	-	-	-	3.4	3.9	4.0
MONDE	146.9	124.7	134.4	17.6	16.5	16.0	17.0	15.9	16.0
Pays en développement	25.0	27.3	28.6	14.5	13.3	13.4	1.0	1.4	2.0
Pays développés	121.9	97.4	105.8	3.1	3.1	2.6	16.0	14.5	14.0
PFRDV	5.8	5.8	5.6	1.1	1.0	0.9	-	-	-
PMA	2.2	2.3	2.1	-	-	-	-	-	-

Tableau A5 (b). Statistiques sur l'orge

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes.....)						(..... Kg/an.....)		
ASIE	33.8	33.0	33.5	7.8	6.4	7.0	0.6	0.6	0.6
Arabie saoudite	7.3	6.7	7.1	1.8	1.3	0.9	1.1	1.1	1.0
Chine	4.7	4.2	4.6	1.3	1.5	1.6	0.1	0.1	0.1
Inde	1.4	1.4	1.5	-	-	-	1.0	0.9	1.0
Iran, Rép. Islamique d'	3.7	4.4	4.1	0.6	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4
Iraq	0.6	0.5	0.4	-	-	-	4.0	3.8	3.8
Japon	1.6	1.6	1.5	0.5	0.5	0.4	2.4	2.4	2.4
Kazakhstan	1.8	1.6	1.6	0.5	0.1	1.1	1.3	1.2	1.2
Syrie	1.5	1.6	1.6	0.9	1.0	0.9	12.3	12.4	12.2
Turquie	7.6	7.4	7.6	1.7	1.2	1.2	1.1	1.1	1.1
AFRIQUE	7.3	8.7	8.6	1.7	2.0	1.4	3.4	3.5	3.4
Algérie	1.4	2.0	1.9	0.5	0.5	0.3	16.2	16.4	16.1
Éthiopie	1.6	1.8	1.8	0.1	0.2	0.1	16.4	16.7	16.6
Libye	0.4	0.5	0.5	-	-	-	13.1	12.6	12.3
Maroc	2.2	2.9	2.9	0.5	1.0	0.8	41.4	43.2	42.7
Tunisie	1.0	1.1	1.1	0.4	0.2	0.2	8.8	8.7	8.6
AMÉRIQUE CENTRALE	0.8	0.7	0.7	0.2	0.1	0.1	-	-	-
Mexique	0.8	0.7	0.7	0.2	0.1	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	2.4	2.7	2.9	0.3	0.8	0.9	0.5	0.5	0.5
Argentine	0.7	1.1	1.2	0.2	0.7	0.8	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	12.3	11.3	10.8	4.3	3.4	2.1	0.5	0.5	0.5
Canada	7.6	6.8	6.7	2.3	1.4	0.9	0.4	0.3	0.3
États-Unis d'Amérique	4.7	4.5	4.1	2.0	1.9	1.2	0.6	0.6	0.5
EUROPE	83.0	75.4	74.6	14.4	8.3	7.8	1.6	1.6	1.5
Bélarus	2.0	2.0	2.0	0.2	0.1	-	-	-	-
Russie, Féd. de	16.2	10.3	12.3	2.3	0.3	3.4	0.4	0.3	0.3
Ukraine	5.7	5.5	5.4	1.2	0.9	0.6	14.2	13.8	13.4
Union européenne	57.3	55.8	53.2	10.3	6.7	3.5	0.8	0.8	0.8
OCÉANIE	4.5	4.4	4.7	1.8	3.0	2.8	0.2	0.2	0.2
Australie	4.2	4.0	4.3	1.8	3.0	2.8	0.3	0.3	0.3
MONDE	144.1	136.3	135.9	30.5	24.0	22.1	1.1	1.1	1.1
Pays en développement	39.1	40.2	40.9	8.8	8.4	7.5	1.1	1.1	1.1
Pays développés	104.9	96.0	95.1	21.8	15.6	14.6	1.3	1.2	1.2
PFRDV	6.8	6.8	6.7	1.3	1.4	1.2	1.1	1.1	1.1
PMA	2.2	2.3	2.2	0.2	0.2	0.1	1.7	1.8	1.8

Tableau A6 (a). Statistiques sur le sorgho

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	10.2	10.2	10.5	1.7	1.7	1.7	0.1	0.1	0.1
Chine	2.0	2.5	2.1	0.1	0.1	0.1	-	0.1	-
Inde	7.3	6.8	7.5	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	1.4	1.4	1.5	-	-	-
AFRIQUE	25.1	28.0	25.7	1.1	0.8	1.0	0.7	0.9	0.7
Burkina Faso	1.6	2.0	1.8	-	-	-	0.1	0.2	0.2
Éthiopie	2.9	3.5	2.7	0.2	-	0.1	0.1	0.3	-
Nigéria	9.0	8.8	8.7	-	-	-	0.1	0.1	0.1
Soudan	3.6	4.6	4.0	0.3	0.2	0.4	0.2	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	6.8	7.4	6.9	2.0	2.2	2.2	-	-	-
Mexique	6.3	7.0	6.4	2.0	2.2	2.2	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	5.3	6.2	7.6	0.5	1.1	1.0	1.2	1.9	2.0
Argentine	2.4	3.6	4.5	-	-	-	1.1	1.9	2.0
Brésil	1.7	1.5	1.9	-	-	-	0.1	-	-
Venezuela	0.4	0.4	0.5	-	-	-	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	11.5	8.8	6.2	-	-	-	5.0	3.7	3.0
États-Unis d'Amérique	11.5	8.8	6.2	-	-	-	5.0	3.7	3.0
EUROPE	0.6	0.6	0.6	2.2	0.9	0.5	0.1	-	-
Union européenne	0.6	0.6	0.6	2.1	0.8	0.4	0.1	-	-
OCÉANIE	2.6	1.5	2.1	0.1	0.1	0.1	0.7	0.6	0.7
Australie	2.6	1.5	2.1	-	-	-	0.7	0.6	0.7
MONDE	61.9	62.8	59.7	7.7	6.8	6.5	7.8	7.2	6.5
Pays en développement	47.1	51.7	50.5	3.8	4.2	4.4	1.9	2.9	2.8
Pays développés	14.9	11.1	9.2	3.9	2.6	2.1	5.8	4.3	3.7
PFRDV	32.9	35.4	33.8	1.1	0.7	1.0	0.7	0.9	0.7
PMA	14.3	17.6	15.4	0.9	0.5	0.8	0.6	0.8	0.6

Tableau A7 (a). Statistiques sur d'autres céréales secondaires - mil, seigle, avoine et autres céréales

	Production			Importations			Exportations		
	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
(..... millions de tonnes.....)									
ASIE	17.9	18.8	19.0	0.5	0.5	0.6	-	-	-
AFRIQUE	17.7	21.1	19.5	0.1	0.1	0.1	0.5	0.4	0.7
AMÉRIQUE CENTRALE	0.1	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	1.3	1.7	1.4	0.2	0.2	0.2	-	0.1	0.1
AMÉRIQUE DU NORD	6.5	4.8	4.7	2.1	1.6	1.9	2.2	1.5	1.9
EUROPE	50.7	41.3	46.5	0.3	0.4	0.6	0.4	0.3	0.5
OCÉANIE	1.8	2.3	2.3	0.1	0.1	0.1	0.3	0.2	0.3
MONDE	96.1	90.1	93.5	3.4	2.9	3.5	3.4	2.5	3.5

Tableau A6 (b). Statistiques sur le sorgho

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2008-2010 moyenne	2011 <i>estim.</i>	2012 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
	(..... millions de tonnes						(..... Kglan		
ASIE	11.7	11.9	12.1	1.4	1.6	1.6	1.8	1.5	1.6
Chine	2.0	2.5	2.2	0.8	0.8	0.7	0.5	0.4	0.4
Inde	7.3	6.7	7.3	0.2	0.2	0.4	5.2	4.4	4.5
Japon	1.3	1.5	1.6	0.2	0.4	0.2	-	-	-
AFRIQUE	25.7	27.1	26.8	2.4	2.8	1.9	20.3	20.5	20.3
Burkina Faso	1.5	1.7	1.7	0.1	0.2	0.2	83.0	85.7	84.0
Éthiopie	3.0	3.2	3.0	0.2	0.3	0.1	32.4	32.2	31.0
Nigéria	9.1	8.8	8.7	0.1	0.1	0.1	45.3	42.6	42.2
Soudan	4.1	4.5	4.5	0.4	0.3	0.2	76.4	78.0	78.2
AMÉRIQUE CENTRALE	8.8	9.5	9.5	0.5	0.8	0.4	0.9	0.9	0.9
Mexique	8.3	9.1	9.0	0.5	0.8	0.4	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	4.6	5.5	6.3	0.8	0.7	1.1	0.1	0.1	0.1
Argentine	1.3	1.6	2.3	0.3	0.4	0.7	-	-	-
Brésil	1.7	1.7	1.8	0.2	0.1	0.2	-	-	-
Venezuela	0.5	0.5	0.5	-	-	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	6.4	5.3	3.7	1.3	0.7	0.7	-	-	-
États-Unis d'Amérique	6.4	5.3	3.7	1.3	0.7	0.7	-	-	-
EUROPE	2.6	1.5	1.2	0.6	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3
Union européenne	2.5	1.3	1.1	0.6	0.4	0.3	0.4	0.4	0.4
OCÉANIE	1.9	1.2	1.7	0.5	0.5	0.5	0.2	0.2	0.2
Australie	1.8	1.0	1.6	0.5	0.5	0.5	-	-	-
MONDE	61.7	62.0	61.3	7.4	7.4	6.4	4.1	4.1	4.1
Pays en développement	49.2	52.2	52.9	4.8	5.4	4.8	5.1	5.0	5.0
Pays développés	12.6	9.8	8.4	2.6	2.0	1.7	0.3	0.3	0.3
PFRDV	33.5	34.3	34.7	2.6	3.0	2.4	9.1	8.9	8.9
PMA	14.7	16.4	16.3	2.0	2.5	1.7	14.6	15.3	15.2

Tableau A7 (b). Statistiques sur d'autres céréales secondaires - mil, seigle, avoine et autres céréales

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2008-2010 moyenne	2011 <i>estim.</i>	2012 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
	(..... millions de tonnes						(..... Kglan		
ASIE	18.4	19.2	19.3	1.0	0.9	1.1	3.9	4.0	3.9
AFRIQUE	17.4	19.3	19.3	1.5	2.8	2.3	14.0	14.6	14.5
AMÉRIQUE CENTRALE	0.2	0.2	0.3	-	-	-	0.2	0.2	0.3
AMÉRIQUE DU SUD	1.4	1.8	1.5	0.1	0.1	0.1	0.9	0.8	0.8
AMÉRIQUE DU NORD	5.4	4.8	4.6	2.5	1.9	1.4	2.8	2.7	2.7
EUROPE	49.1	44.8	45.8	5.8	3.7	4.5	13.7	12.8	12.9
OCÉANIE	1.7	1.9	2.0	0.2	0.4	0.5	5.2	5.2	5.2
MONDE	93.8	92.0	92.8	11.2	9.8	10.0	6.1	6.2	6.1

Tableau A8 (a). Statistiques sur le riz

	Production			Importations			Exportations		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions
(..... millions de tonnes, en équivalent usiné))									
ASIE	409.2	421.9	436.2	14.4	16.7	16.2	23.6	26.4	26.4
Arabie saoudite	-	-	-	1.0	1.2	1.2	-	-	-
Bangladesh	30.8	33.5	34.6	0.8	1.5	0.6	-	-	-
Chine	131.9	135.1	139.2	1.0	1.5	1.1	0.9	0.5	0.8
dont Province de Taiwan	1.1	1.0	1.1	0.3	0.4	0.4	0.1	0.1	0.1
Corée, Rép. de	4.7	4.3	4.2	0.3	0.3	0.4	-	-	-
Corée, R.P.D.	1.4	1.6	1.6	0.1	0.2	0.2	-	-	-
Inde	95.0	95.3	103.0	0.1	0.1	0.1	2.6	3.5	5.0
Indonésie	38.2	41.9	42.9	0.5	1.7	1.2	-	-	-
Iran, Rép. Islamique d'	1.5	1.4	1.5	1.1	1.2	1.3	-	-	-
Iraq	0.2	0.1	0.1	1.0	1.2	1.3	-	-	-
Japon	7.9	7.7	7.5	0.7	0.7	0.7	0.2	0.2	0.2
Malaisie	1.6	1.6	1.7	1.1	1.0	1.1	-	-	-
Myanmar	19.5	19.4	18.9	-	-	-	0.7	0.7	0.6
Pakistan	6.5	4.8	6.5	-	0.1	-	3.1	2.7	3.0
Philippines	10.7	11.0	10.7	2.2	1.2	1.8	-	-	-
Sri Lanka	2.4	2.9	2.9	0.1	-	-	-	-	-
Thaïlande	21.1	22.8	21.2	0.3	0.4	0.4	9.2	10.3	8.2
Viet Nam	25.3	26.7	28.0	0.4	0.6	0.6	5.9	7.2	7.3
AFRIQUE	15.4	16.6	17.0	9.6	10.6	10.5	0.6	0.3	0.3
Afrique du Sud	-	-	-	0.8	1.0	1.0	-	-	-
Côte d'Ivoire	0.4	0.5	0.4	0.8	0.9	0.9	-	-	-
Égypte	4.5	3.6	4.0	-	0.1	0.1	0.5	0.1	0.1
Madagascar	2.7	3.2	2.9	0.1	0.2	0.2	-	-	-
Nigéria	2.3	2.5	2.6	2.0	2.2	2.2	-	-	-
Sénégal	0.3	0.4	0.4	0.8	0.7	0.8	-	-	-
Tanzanie, Rép.-Unie de	0.9	0.9	0.9	0.1	0.1	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	1.7	1.9	2.0	2.1	2.2	2.2	-	0.1	-
Cuba	0.3	0.3	0.3	0.5	0.6	0.6	-	-	-
Mexique	0.2	0.2	0.2	0.6	0.7	0.7	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	16.2	15.8	17.8	1.1	1.4	1.5	2.3	3.1	2.6
Argentine	0.8	0.8	1.2	-	-	-	0.4	0.6	0.5
Brésil	8.0	7.8	9.1	0.6	0.7	0.8	0.5	1.1	0.8
Pérou	1.9	1.9	1.8	0.1	0.2	0.2	-	-	-
Uruguay	0.9	0.8	1.2	-	-	-	0.8	0.9	0.8
AMÉRIQUE DU NORD	6.7	7.6	6.0	1.0	1.0	1.0	3.4	3.3	3.1
Canada	-	-	-	0.3	0.3	0.3	-	-	-
États-Unis d'Amérique	6.7	7.6	6.0	0.6	0.6	0.7	3.4	3.3	3.1
EUROPE	2.3	2.7	2.8	1.7	1.7	1.7	0.3	0.6	0.6
Russie, Féd. de	0.5	0.7	0.8	0.2	0.2	0.2	0.1	0.3	0.3
Union européenne	1.7	1.9	1.9	1.2	1.2	1.3	0.2	0.3	0.3
OCÉANIE	0.1	0.1	0.5	0.5	0.4	0.4	0.1	0.3	0.5
Australie	0.1	0.1	0.5	0.2	0.1	0.1	0.1	0.3	0.5
MONDE	451.5	466.6	482.4	30.4	34.0	33.5	30.3	34.0	33.5
Pays en développement	434.2	447.9	465.0	25.6	29.2	28.7	26.3	29.6	29.1
Pays développés	17.3	18.7	17.4	4.7	4.8	4.9	4.0	4.4	4.4
PFRDV	210.7	219.0	230.7	14.9	16.9	16.2	7.4	7.7	9.6
PMA	44.5	0.9	0.6	6.4	7.5	6.6	1.9	2.0	2.0

Tableau A8 (b). Statistiques sur le riz

	Utilisation totale			Stocks à la clôture			Consommation par habitant		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	2008-2010 moyenne	2011 estim.	2012 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
	(..... millions de tonnes, en équivalent usiné.....)						(..... Kglan.....)		
ASIE	391.0	405.6	415.6	117.3	131.8	142.6	81.7	81.8	82.5
Arabie saoudite	1.1	1.1	1.2	0.2	0.2	0.2	39.4	39.4	41.2
Bangladesh	31.2	33.9	35.1	5.1	6.5	6.5	149.0	155.3	159.0
Chine	127.3	131.1	132.6	64.3	75.6	82.6	77.1	76.9	76.8
dont Province de Taiwan	1.3	1.3	1.4	0.2	0.2	0.2	51.1	54.2	55.7
Corée, Rép. de	4.8	4.7	4.6	1.0	1.4	1.3	74.2	72.2	71.7
Corée, R.P.D.	1.5	1.7	1.8	-	0.1	0.1	57.7	63.5	65.2
Inde	90.2	91.6	94.3	19.2	19.3	23.0	72.7	71.6	72.4
Indonésie	38.1	42.0	44.0	3.6	5.4	6.0	157.2	161.6	164.8
Iran, Rép. Islamique d'	2.7	2.6	2.7	0.3	0.3	0.4	31.9	30.6	31.7
Iraq	1.2	1.3	1.4	-	0.1	0.1	39.5	40.4	42.6
Japon	8.3	8.0	8.0	2.3	2.6	2.6	59.8	58.4	58.3
Malaisie	2.5	2.7	2.7	0.2	0.2	0.2	83.1	87.3	86.6
Myanmar	19.0	19.2	19.2	5.5	4.8	4.0	237.9	240.8	240.9
Pakistan	3.2	2.8	3.4	0.8	0.4	0.5	15.4	13.5	15.6
Philippines	12.3	12.5	12.8	2.8	3.0	2.8	119.7	119.8	120.7
Sri Lanka	2.5	2.8	2.9	0.2	0.4	0.4	110.9	117.6	120.1
Thaïlande	11.8	12.5	13.2	5.0	6.1	6.3	128.3	133.0	133.0
Viet Nam	20.2	20.7	21.1	4.0	2.7	3.0	186.2	185.9	186.1
AFRIQUE	24.3	26.6	27.5	3.0	3.0	2.8	21.4	22.1	22.6
Afrique du Sud	0.9	0.8	0.9	0.1	-	0.1	17.0	15.9	17.1
Côte d'Ivoire	1.2	1.3	1.3	-	-	-	57.6	57.7	59.1
Égypte	3.8	3.7	3.9	1.3	1.1	1.2	38.4	38.1	39.0
Madagascar	2.8	3.3	3.2	0.1	0.2	0.1	124.5	129.4	131.3
Nigéria	4.3	4.7	4.8	0.2	0.3	0.3	24.6	25.7	25.8
Sénégal	1.1	1.2	1.2	0.1	-	-	79.2	79.8	80.3
Tanzanie, Rép.-Unie de	0.9	1.0	1.0	-	-	-	18.2	17.5	17.4
AMÉRIQUE CENTRALE	3.8	4.0	4.1	0.4	0.4	0.4	18.8	19.4	19.6
Cuba	0.8	0.9	0.9	-	-	-	71.1	75.8	76.3
Mexique	0.8	0.8	0.8	-	-	-	7.0	7.2	7.1
AMÉRIQUE DU SUD	15.2	15.4	15.8	1.3	1.0	1.2	36.1	36.1	36.3
Argentine	0.4	0.4	0.5	0.1	-	0.1	9.0	7.7	9.5
Bésil	8.3	8.3	8.6	0.2	0.2	0.4	41.3	40.9	40.9
Pérou	1.9	2.1	2.1	0.3	0.3	0.3	59.5	62.4	62.6
Uruguay	0.1	0.1	0.1	0.1	-	0.1	7.5	7.4	10.6
AMÉRIQUE DU NORD	4.3	5.0	4.3	1.1	1.6	1.2	10.7	11.9	10.9
Canada	0.3	0.3	0.3	-	-	-	10.5	10.0	10.1
États-Unis d'Amérique	3.9	4.6	4.0	1.0	1.5	1.2	10.7	12.1	11.0
EUROPE	3.7	3.7	3.9	0.5	0.6	0.6	4.7	4.7	4.9
Russie, Féd. de	0.6	0.6	0.7	-	-	-	4.3	3.9	4.3
Union européenne	2.7	2.8	2.9	0.5	0.5	0.5	5.0	5.1	5.3
OCÉANIE	0.5	0.6	0.6	-	-	0.1	13.9	14.9	15.2
Australie	0.2	0.2	0.3	-	-	0.1	8.7	8.9	9.7
MONDE	442.8	460.9	471.9	123.7	138.4	149.0	56.1	56.4	56.9
Pays en développement	424.7	442.2	453.6	119.6	133.6	144.4	67.2	67.3	67.9
Pays développés	18.1	18.6	18.3	4.1	4.8	4.6	12.1	12.3	12.2
PFRDV	214.2	225.7	233.8	36.8	40.3	44.3	65.5	65.6	66.6
PMA	72.4	78.0	79.8	13.9	14.8	13.8	65.7	66.8	67.6

Tableau A9. Disponibilités et utilisation de céréales dans les principaux pays exportateurs

	Blé ¹			Céréales secondaires ²			Riz (en équivalent usiné)		
	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2009/10	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
	ÉTATS-UNIS (juin/mai)			ÉTATS-UNIS			ÉTATS-UNIS (août/juillet)		
Stocks d'ouverture	17.9	26.6	23.5	47.1	48.1	32.3	1.0	1.2	1.5
Production	60.4	60.1	54.7	349.0	330.6	326.6	7.1	7.6	6.0
Importations	3.2	2.6	3.3	2.3	2.5	2.3	0.6	0.6	0.6
Disponibilités totales	81.5	89.3	81.4	398.4	381.2	361.3	8.7	9.4	8.1
Utilisation intérieure	31.0	30.7	32.1	295.6	298.2	293.2	4.0	4.4	4.0
Exportations	23.9	35.1	26.5	54.8	50.7	43.5	3.5	3.5	2.9
Stocks de clôture	26.6	23.5	22.8	48.1	32.3	24.5	1.2	1.5	1.2
	CANADA (août/juillet)			CANADA			THAÏLANDE (nov./oct.)³		
Stocks d'ouverture	6.5	7.8	7.2	6.4	5.7	3.6	5.2	5.7	6.1
Production	26.8	23.2	24.2	22.7	22.4	21.4	21.2	22.8	21.2
Importations	0.1	0.1	0.0	2.2	1.0	1.8	0.3	0.4	0.4
Disponibilités totales	33.5	31.1	31.4	31.3	29.2	26.8	26.7	28.9	27.7
Utilisation intérieure	7.2	7.7	8.3	20.9	19.6	19.6	12.0	12.5	13.2
Exportations	18.5	16.2	17.0	4.7	6.0	4.5	9.0	10.3	8.2
Stocks de clôture	7.8	7.2	6.1	5.7	3.6	2.7	5.7	6.1	6.3
	ARGENTINE (déc./nov.)			ARGENTINE			INDE (oct./sept.)³		
Stocks d'ouverture	1.9	0.7	1.9	2.2	0.9	3.6	21.9	19.0	19.3
Production	8.8	14.7	13.0	16.2	30.0	31.0	89.1	95.3	103.0
Importations	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.1
Disponibilités totales	10.6	15.4	14.9	18.4	30.9	34.7	111.1	114.4	122.3
Utilisation intérieure	4.9	5.0	5.1	5.9	9.2	10.3	89.9	91.6	94.3
Exportations	5.1	8.5	7.5	11.7	18.1	20.7	2.2	3.5	5.0
Stocks de clôture	0.7	1.9	2.3	0.9	3.6	3.7	19.0	19.3	23.0
	AUSTRALIE (oct./sept.)			AUSTRALIE			PAKISTAN (nov./oct.)³		
Stocks d'ouverture	4.5	4.6	5.0	2.7	3.0	3.9	1.0	0.9	0.4
Production	21.9	26.3	26.2	12.7	13.5	12.8	6.9	4.8	6.5
Importations	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.0
Disponibilités totales	26.4	30.9	31.2	15.4	16.4	16.7	7.9	5.8	6.9
Utilisation intérieure	7.0	7.6	8.0	7.9	7.2	8.1	3.5	2.8	3.4
Exportations	14.8	18.3	17.5	4.6	5.3	4.9	3.5	2.7	3.0
Stocks de clôture	4.6	5.0	5.7	3.0	3.9	3.8	0.9	0.4	0.5
	UE (juillet/juin)			UE			VIET NAM (nov./oct.)³		
Stocks d'ouverture	20.0	16.0	11.0	24.0	26.0	17.0	4.3	3.4	2.7
Production	138.6	136.9	138.6	156.0	140.7	147.3	26.0	26.7	28.0
Importations	5.3	4.7	7.5	2.6	8.2	3.8	0.5	0.6	0.6
Disponibilités totales	163.9	157.6	157.1	182.5	174.8	168.0	30.8	30.6	31.3
Utilisation intérieure	126.1	124.1	128.6	153.7	151.6	150.4	20.5	20.7	21.1
Exportations	21.8	22.5	15.0	2.9	6.2	4.1	6.9	7.2	7.3
Stocks de clôture	16.0	11.0	13.5	26.0	17.0	13.5	3.4	2.7	3.0
	TOTAL			TOTAL			TOTAL		
Stocks d'ouverture	50.8	55.6	48.5	82.3	83.7	60.4	33.4	30.2	30.0
Production	256.5	261.1	256.6	556.6	537.2	539.2	150.3	157.2	164.7
Importations	8.6	7.4	10.8	7.2	11.7	8.0	1.5	1.7	1.7
Disponibilités totales	315.9	324.2	315.9	646.1	632.6	607.5	185.2	189.2	196.3
Utilisation intérieure	176.2	175.1	182.0	483.9	485.8	481.7	129.9	132.0	136.0
Exportations	84.1	100.6	83.5	78.6	86.4	77.7	25.2	27.2	26.4
Stocks de clôture	55.6	48.5	50.4	83.7	60.4	48.1	30.2	30.0	33.9

¹ Les chiffres relatifs au commerce comprennent la farine de blé en équivalent grain. Pour l'Union européenne la semoule est comprise.

² Argentine (décembre/novembre) pour seigle, orge et avoine, (mars/février) pour maïs et sorgho; Australie (novembre/octobre) pour seigle, orge et avoine, (mars/février) pour maïs et sorgho; Canada (août/juillet); Union européenne (juillet/juin); États-Unis (juin/mai) pour seigle, orge et avoine, (septembre/août) pour maïs et sorgho.

³ Les chiffres concernant le commerce du riz se rapportent à l'année civile, deuxième année mentionnée

Tableau A10. Statistiques sur toutes les cultures oléagineuses (millions de tonnes)

	Production ¹			Imports			Exports		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
ASIE	124.7	130.3	133.6	67.1	76.7	82.1	2.3	2.0	2.0
Chine	57.5	59.7	59.3	47.8	56.7	61.3	1.3	0.9	0.9
dont Province de Taiwan	0.1	0.1	0.1	2.3	2.4	2.5	-	-	-
Corée, Rép de	0.2	0.2	0.2	1.4	1.5	1.6	-	-	-
Inde	35.3	37.5	39.4	0.2	0.2	0.4	0.5	0.5	0.5
Indonésie	8.4	9.3	9.9	1.7	2.1	2.1	0.1	0.1	0.1
Iran, Rép. Islamique d'	0.7	0.7	0.9	0.8	0.8	0.8	-	-	-
Japon	0.3	0.3	0.2	6.2	5.8	5.9	-	-	-
Malaisie	4.6	4.8	4.9	0.7	0.7	0.7	-	-	-
Pakistan	4.8	4.7	5.1	1.1	1.0	1.2	-	0.1	-
Thaïlande	0.7	0.8	0.8	1.7	2.2	2.1	-	-	-
Turquie	2.1	2.6	2.6	2.1	2.2	2.6	-	0.1	0.1
AFRIQUE	16.6	17.4	17.9	2.7	3.2	3.0	0.8	0.8	1.1
Nigéria	4.7	4.7	4.9	-	-	-	0.2	0.2	0.2
AMÉRIQUE CENTRALE	1.2	1.3	1.2	5.9	5.9	6.0	0.1	0.2	0.2
Mexique	0.7	0.8	0.7	5.2	5.3	5.3	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	124.7	147.5	149.6	2.7	1.1	1.0	45.3	48.0	54.2
Argentine	48.8	54.1	58.0	1.5	0.1	-	11.3	9.6	11.3
Brésil	64.9	79.3	77.3	0.1	-	-	28.0	31.1	34.5
Paraguay	6.5	8.7	8.7	-	-	-	4.5	5.4	6.4
AMÉRIQUE DU NORD	106.8	119.2	110.2	2.1	1.9	1.9	46.8	52.2	49.5
Canada	16.1	18.4	18.0	0.7	0.7	0.5	10.0	10.9	10.7
États-Unis d'Amérique	90.7	100.9	92.2	1.4	1.3	1.4	36.8	41.3	38.8
EUROPE	46.9	50.1	55.0	19.6	19.7	20.3	3.6	3.7	5.2
Russie, Féd. de	8.0	7.5	11.6	0.9	1.3	1.0	0.3	0.1	0.9
Ukraine	9.3	11.6	12.5	-	-	-	2.4	2.5	3.2
Union européenne	27.5	29.0	28.7	18.1	17.9	18.7	0.8	0.8	0.8
OCÉANIE	2.6	4.1	4.6	0.1	0.1	0.1	1.1	1.8	2.2
Australie	2.2	3.7	4.2	0.1	0.1	0.1	1.0	1.8	2.1
MONDE	423.4	469.9	472.0	100.2	108.7	114.3	100.1	108.8	114.3
Pays en développement	262.0	291.0	296.6	71.2	80.3	85.2	48.4	51.0	57.0
Pays développés	161.4	178.9	175.4	29.0	28.4	29.1	51.7	57.8	57.3
PFRDV	128.7	133.8	137.6	52.0	61.3	66.0	2.9	2.7	2.7
PMA	10.2	10.6	10.9	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5

¹ Les années fractionnées englobent les récoltes annuelles effectuées à la fin de la première année indiquée pour l'hémisphère nord et les récoltes annuelles effectuées au début de la deuxième année indiquée pour l'hémisphère sud. Pour les cultures arbustives, qui sont produites tout au long de l'année, on utilise la production de l'année civile de la seconde année indiquée.

Tableau A11. Statistiques sur toutes les huiles et matières grasses¹ (millions de tonnes)

	Importations			Exportations			Utilisation		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions	07/08-09/10 moyenne	2010/11 estim.	2011/12 prévisions
ASIE	34.6	37.4	38.7	39.7	42.6	44.3	79.9	87.4	92.9
Bangladesh	1.2	1.4	1.4	-	-	-	1.5	1.6	1.6
Chine	10.8	10.6	11.4	0.7	0.8	0.7	30.1	33.0	35.7
dont Province de Taiwan	0.4	0.5	0.5	-	-	-	0.9	0.9	0.9
Corée, Rép. de	0.9	0.9	0.9	-	-	-	1.2	1.3	1.3
Inde	8.0	8.7	9.1	0.5	0.4	0.4	17.4	18.7	19.5
Indonésie	0.1	0.1	0.1	17.9	19.8	21.0	5.7	6.9	7.8
Iran	1.2	1.6	1.5	0.1	0.2	0.1	1.6	1.8	1.9
Japon	1.1	1.2	1.2	-	-	-	3.1	3.1	3.1
Malaisie	1.5	2.2	2.1	17.2	18.5	19.1	3.8	3.8	4.0
Pakistan	2.1	2.4	2.4	0.1	0.1	0.1	3.6	4.0	4.0
Philippines	0.5	0.5	0.5	1.1	1.0	1.1	1.0	1.1	1.1
Singapour	0.6	0.8	0.9	0.3	0.3	0.3	0.3	0.5	0.7
Turquie	1.2	1.2	1.4	0.3	0.3	0.3	2.3	2.5	2.7
AFRIQUE	7.4	7.8	8.0	1.2	1.3	1.3	13.0	13.8	14.1
Afrique du Sud	0.7	0.8	0.8	0.1	0.1	0.1	1.1	1.2	1.2
Algérie	0.6	0.5	0.6	0.1	-	-	0.7	0.7	0.7
Égypte	1.6	1.5	1.7	0.1	-	0.1	2.0	2.1	2.1
Nigéria	0.8	1.1	1.1	0.1	0.1	0.1	2.5	2.8	2.9
AMÉRIQUE CENTRALE	2.3	2.4	2.4	0.6	0.6	0.6	4.5	4.7	4.6
Mexique	1.2	1.2	1.2	0.1	0.1	0.1	2.9	3.0	3.0
AMÉRIQUE DU SUD	2.3	2.5	2.6	9.7	9.2	9.3	12.3	14.5	15.6
Argentine	0.1	0.1	0.1	6.2	6.1	6.1	2.2	3.0	3.3
Brésil	0.4	0.5	0.6	2.1	1.8	1.9	6.5	7.4	8.2
AMÉRIQUE DU NORD	4.0	4.4	4.6	6.1	6.9	6.5	17.3	18.0	18.9
Canada	0.5	0.6	0.5	2.3	3.1	3.2	0.9	0.8	1.0
États-Unis d'Amérique	3.5	3.8	4.1	3.8	3.8	3.4	16.4	17.2	17.9
EUROPE	13.4	13.0	13.6	5.4	5.7	6.6	34.9	35.8	36.4
Russie, Féd. de	1.2	1.2	1.2	0.8	0.4	1.3	3.6	3.7	3.8
Ukraine	0.5	0.5	0.5	2.2	2.8	2.8	0.9	0.9	1.2
Union européenne	10.8	10.3	10.9	2.1	2.1	2.1	29.2	29.7	30.0
OCÉANIE	0.5	0.6	0.6	1.7	1.8	1.9	1.0	1.1	1.1
Australie	0.4	0.4	0.4	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7
MONDE	64.5	68.0	70.4	64.5	68.0	70.4	163.0	175.3	183.8
Pays en développement	44.4	47.7	49.4	51.8	54.2	56.1	104.6	115.2	122.1
Pays développés	20.1	20.3	21.0	12.7	13.8	14.4	58.3	60.0	61.7
PFRDV	30.3	31.7	33.2	22.1	23.9	25.0	72.9	79.7	84.5
PMA	4.2	4.6	4.6	0.4	0.5	0.4	7.1	7.6	7.7

¹ Comprend les huiles et les matières grasses d'origine végétale et animale (aussi poisson).

Tableau A12. Statistiques sur toutes les farines et tourteaux¹ (millions de tonnes)

	Importations			Exportations			Utilisation		
	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	07/08-09/10 moyenne	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
ASIE	25.8	30.0	31.0	13.7	14.7	15.0	106.7	125.7	133.6
Arabie saoudite	0.5	0.5	0.5	-	-	-	0.6	0.5	0.5
Chine	3.0	4.0	4.2	1.6	0.9	0.8	54.6	69.6	75.1
dont Province de Taiwan	0.5	0.5	0.5	-	-	-	2.3	2.4	2.4
Corée, Rép. de	3.5	3.3	3.4	-	-	-	4.6	4.4	4.5
Inde	0.1	0.2	0.1	5.1	5.9	6.2	11.4	12.2	13.1
Indonésie	2.7	3.1	3.4	2.8	3.3	3.3	3.0	3.3	3.8
Japon	2.5	2.9	2.9	-	-	-	7.1	7.1	7.1
Malaisie	1.0	1.1	1.2	2.3	2.4	2.5	1.8	1.9	2.0
Pakistan	0.5	0.6	0.6	0.1	0.2	0.1	2.8	3.1	3.1
Philippines	1.7	1.9	2.1	0.5	0.5	0.6	2.3	2.4	2.6
Thaïlande	2.7	2.8	2.9	0.1	0.1	0.1	4.5	5.0	5.3
Turquie	0.9	1.1	1.1	-	0.1	0.1	3.1	3.5	3.7
Viet Nam	2.8	3.5	3.6	0.1	0.1	0.1	2.9	3.8	4.1
AFRIQUE	3.6	3.9	4.3	0.9	0.9	0.9	9.5	10.5	10.7
Afrique du Sud	1.1	1.1	1.2	0.1	0.1	0.1	1.8	1.9	1.9
Égypte	0.5	0.6	0.7	-	-	-	1.8	2.2	2.3
AMÉRIQUE CENTRALE	3.4	3.3	3.3	0.2	0.2	0.2	8.0	8.0	8.0
Mexique	1.8	1.8	1.9	0.1	0.1	0.1	6.0	5.9	6.0
AMÉRIQUE DU SUD	4.4	4.5	4.6	42.7	46.4	48.4	23.2	23.6	25.8
Argentine	-	-	-	26.1	28.5	29.5	3.3	2.4	3.1
Bolivia	-	-	-	1.1	1.2	1.3	0.2	0.4	0.4
Brésil	0.3	0.2	0.1	12.5	14.1	14.7	14.0	14.6	15.9
Chili	0.9	1.0	0.9	0.5	0.4	0.4	1.3	1.3	1.4
Paraguay	-	-	-	0.8	0.8	1.0	0.4	0.5	0.5
Pérou	0.7	0.8	0.9	1.4	1.1	1.3	0.9	1.1	1.2
Venezuela	1.2	1.1	1.1	-	-	-	1.3	1.3	1.3
AMÉRIQUE DU NORD	3.2	3.5	3.4	11.8	12.3	12.0	34.3	33.5	34.1
Canada	1.3	1.2	1.2	2.7	3.8	3.7	2.2	1.9	2.2
États-Unis d'Amérique	1.9	2.3	2.2	9.1	8.5	8.2	32.1	31.6	31.9
EUROPE	31.5	32.1	33.3	4.4	5.1	5.6	61.4	62.7	63.7
Russie, Féd. de	0.6	0.6	0.6	1.0	0.8	1.3	3.0	3.6	3.7
Ukraine	0.1	0.1	0.1	1.9	2.6	2.6	0.4	0.3	0.3
Union européenne	29.1	29.6	30.7	1.0	1.2	1.1	55.6	56.2	57.1
OCÉANIE	2.0	2.4	2.4	0.2	0.2	0.2	2.6	3.2	3.3
Australie	0.8	0.8	0.9	-	0.1	0.1	1.4	1.6	1.7
MONDE	73.9	79.6	82.4	74.0	79.6	82.3	245.8	267.0	279.2
Pays en développement	33.2	37.1	38.7	57.3	61.9	64.4	136.7	157.0	167.2
Pays développés	40.7	42.5	43.7	16.6	17.7	18.0	109.0	110.1	112.0
PFRDV	10.7	13.2	14.0	11.2	11.8	12.3	82.4	99.8	106.9
PMA	0.5	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	3.4	3.6	3.6

¹ Ces farines comprennent toutes les farines et les tourteaux dérivés des cultures oléagineuses ainsi que la farine de poisson et autres farines d'origine animale.

Tableau A13. Statistiques sur le sucre (millions de tonnes, valeur sucre brut)

	Production		Utilisation		Importations		Exportations	
	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>	2010/11 <i>estim.</i>	2011/12 <i>prévisions</i>
ASIE	61.9	66.5	75.7	76.3	25.7	25.4	11.0	12.4
Chine	12.8	13.1	16.2	16.4	2.4	3.5	0.1	0.2
Inde	24.7	28.3	24.2	24.2	1.0	-	1.1	2.4
Indonésie	2.6	2.7	5.4	5.4	2.8	3.0	-	-
Japon	0.6	0.9	2.3	2.3	1.7	1.5	-	-
Malaisie	-	-	1.4	1.4	1.7	1.5	0.2	0.2
Pakistan	3.6	3.5	4.5	4.5	0.6	0.7	0.1	-
Philippines	2.1	2.5	2.4	2.5	0.1	-	0.1	0.1
Thaïlande	10.3	10.1	2.7	2.7	-	-	6.3	6.7
Turquie	2.5	2.5	2.3	2.3	-	-	0.1	0.1
Viet Nam	1.2	1.3	1.5	1.5	0.3	0.2	-	-
AFRIQUE	10.9	11.7	16.2	16.9	9.8	9.2	3.8	3.0
Afrique du Sud	2.4	2.5	1.7	1.8	0.3	0.3	1.0	0.6
Égypte	1.8	1.9	3.0	3.1	1.2	1.1	-	-
Éthiopie	0.3	0.3	0.5	0.5	0.2	0.2	-	-
Kenya	0.7	0.8	0.9	0.9	0.3	0.2	-	-
Maurice	0.4	0.4	-	-	-	-	0.4	0.4
Mozambique	0.5	0.6	0.2	0.3	0.2	0.1	0.3	0.2
Soudan	0.8	0.9	1.3	1.3	0.6	0.5	0.2	0.3
Swaziland	0.7	0.8	0.1	0.1	-	-	0.6	0.5
Tanzanie, Rép.-Unie de	0.3	0.3	0.5	0.5	0.2	0.2	0.1	-
AMÉRIQUE CENTRALE	11.7	12.1	9.2	9.2	1.2	1.1	4.6	4.9
Cuba	1.3	1.5	0.7	0.7	-	-	0.7	0.8
Guatemala	2.1	2.3	0.8	0.8	0.1	0.1	1.4	1.6
Mexique	5.4	5.4	5.4	5.3	0.7	0.6	1.0	1.4
République dominicaine	0.5	0.5	0.4	0.4	-	-	0.2	0.2
AMÉRIQUE DU SUD	47.2	44.2	21.5	21.9	1.3	1.3	26.3	23.4
Argentine	2.5	2.2	2.0	2.0	-	-	0.4	0.1
Brésil	38.9	35.9	13.3	13.5	-	-	24.8	22.1
Colombie	2.5	2.5	1.7	1.8	-	-	0.8	0.7
Pérou	1.1	1.2	1.2	1.3	0.2	0.1	-	0.1
Venezuela	0.7	0.7	1.2	1.3	0.4	0.4	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	7.6	7.6	11.2	11.3	4.1	4.1	0.2	0.2
États-Unis d'Amérique	7.5	7.5	9.8	9.8	2.7	2.7	0.1	0.1
EUROPE	22.8	26.6	28.9	29.6	8.3	6.1	2.4	1.1
Russie, Féd. de	3.3	5.1	5.8	5.9	2.5	1.2	0.1	0.1
Ukraine	1.9	2.4	2.1	2.2	0.4	0.3	0.1	0.1
Union européenne	15.9	17.4	18.8	19.4	3.9	3.6	1.7	0.4
OCÉANIE	4.1	4.4	1.4	1.5	0.3	0.3	2.8	3.2
Australie	3.8	4.0	1.0	1.1	-	-	2.6	3.0
Fidji	0.3	0.3	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2
MONDE	166.3	173.1	164.1	166.6	50.8	47.5	51.3	48.1
Pays en développement	129.0	131.4	116.3	118.1	33.5	32.6	44.6	42.8
Pays développés	37.2	41.7	47.8	48.6	17.3	14.9	6.7	5.3
PFRDV	56.1	61.1	72.2	73.3	20.5	19.7	5.0	5.3
PMA	3.9	4.2	7.2	8.0	5.3	4.9	1.3	0.9

Tableau A14. Statistiques sur toute la viande ¹ (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	121 631	123 618	12 869	13 875	3 716	3 993	130 784	133 500
Arabie saoudite	774	788	850	918	16	16	1 608	1 689
Chine	80 629	82 526	3 365	3 551	1 711	1 845	82 283	84 232
dont Hong Kong, RAS	174	177	1 983	2 173	758	803	1 399	1 547
Corée, Rép. de	2 021	1 794	858	1 109	18	12	2 860	2 891
Inde	6 612	6 797	4	4	790	877	5 825	5 924
Indonésie	2 691	2 695	134	133	5	5	2 820	2 824
Iran, Rép. Islamique d'	2 651	2 721	326	371	29	31	2 949	3 062
Japon	3 209	3 022	2 947	3 101	18	21	6 138	6 102
Malaisie	1 335	1 359	248	253	36	38	1 547	1 574
Pakistan	2 418	2 367	5	5	40	37	2 382	2 335
Philippines	2 877	2 892	389	426	14	15	3 253	3 303
Singapour	111	117	292	300	19	21	384	396
Thaïlande	2 180	2 177	9	10	686	730	1 502	1 457
Turquie	1 933	2 025	148	182	145	152	1 936	2 054
Viet Nam	3 486	3 522	811	880	33	38	4 264	4 364
AFRIQUE	14 100	14 127	2 123	2 211	180	183	16 043	16 155
Afrique du Sud	2 281	2 278	346	417	49	50	2 578	2 645
Algérie	601	603	99	85	-	-	700	688
Angola	144	144	425	456	-	-	569	600
Égypte	1 256	1 251	416	393	6	7	1 665	1 638
Nigéria	1 357	1 372	3	2	-	-	1 360	1 375
AMÉRIQUE CENTRALE	8 414	8 558	2 557	2 636	393	448	10 577	10 747
Cuba	298	303	238	260	-	-	535	563
Mexique	5 775	5 881	1 639	1 678	193	236	7 220	7 323
AMÉRIQUE DU SUD	37 830	38 589	908	984	7 614	7 568	31 123	32 004
Argentine	4 439	4 464	57	58	564	573	3 931	3 949
Bésil	24 543	25 107	39	40	6 055	6 044	18 528	19 103
Chili	1 380	1 395	262	286	245	257	1 397	1 424
Colombie	2 179	2 206	73	72	115	135	2 137	2 142
Uruguay	725	707	20	23	349	316	395	414
Venezuela	1 340	1 336	377	421	-	-	1 717	1 758
AMÉRIQUE DU NORD	46 599	46 877	2 271	2 193	8 376	8 709	40 494	40 361
Canada	4 462	4 371	655	713	1 741	1 641	3 376	3 444
États-Unis d'Amérique	42 135	42 505	1 595	1 459	6 634	7 068	37 097	36 895
EUROPE	56 440	57 095	4 934	4 589	3 677	4 079	57 697	57 605
Bélarus	932	948	99	58	245	260	787	746
Russie, Féd. de	6 879	7 134	2 391	2 243	39	33	9 231	9 345
Ukraine	2 097	2 181	305	141	13	34	2 388	2 288
Union européenne	44 521	44 811	1 613	1 604	3 305	3 674	42 829	42 741
OCÉANIE	5 823	5 790	389	385	2 507	2 439	3 705	3 735
Australie	3 980	3 999	190	185	1 632	1 605	2 538	2 579
Nouvelle-Zélande	1 357	1 304	53	55	872	832	538	527
MONDE	290 836	294 654	26 050	26 872	26 463	27 419	290 423	294 107
Pays en développement	173 805	176 878	14 693	15 681	11 816	12 103	176 681	180 457
Pays développés	117 032	117 775	11 357	11 191	14 647	15 316	113 742	113 650
PFRDV	110 422	112 579	4 487	4 590	2 213	2 403	112 696	114 767
PMA	8 299	8 362	1 098	1 167	5	5	9 392	9 525

¹ Comprend "d'autres viandes"

Tableau A15. Statistiques sur la viande bovine (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	15 285	15 269	3 183	3 493	952	1 035	17 503	17 690
Chine	5 617	5 517	434	520	121	120	5 929	5 917
Corée, Rép. de	247	262	366	420	2	1	608	641
Inde	2 610	2 740	1	1	716	800	1 895	1 941
Indonesie	454	440	120	120	1	1	574	560
Iran, Rép. Islamique d'	380	385	265	300	-	-	645	685
Japon	514	488	725	760	6	7	1 223	1 241
Malaisie	28	29	155	165	7	8	176	186
Pakistan	1 470	1 435	4	3	25	20	1 448	1 418
Philippines	287	290	130	145	2	2	415	433
AFRIQUE	5 036	5 033	628	553	101	106	5 563	5 480
Afrique du Sud	780	760	33	35	8	7	805	788
Algérie	129	130	95	80	-	-	224	210
Angola	87	87	70	65	-	-	157	152
Égypte	330	330	277	230	-	1	607	560
AMÉRIQUE CENTRALE	2 472	2 539	414	408	241	280	2 645	2 667
Mexique	1 751	1 800	300	290	89	120	1 962	1 970
AMÉRIQUE DU SUD	15 205	15 000	333	366	2 473	2 232	13 065	13 134
Argentine	2 667	2 560	3	2	270	235	2 400	2 327
Brésil	9 389	9 305	31	33	1 492	1 343	7 928	7 995
Chili	215	220	177	186	7	7	385	399
Colombie	940	950	2	3	110	129	832	823
Uruguay	580	560	1	1	319	287	262	274
Venezuela	418	420	106	130	-	-	524	550
AMÉRIQUE DU NORD	13 320	13 166	1 222	1 130	1 567	1 669	12 978	12 656
Canada	1 272	1 155	235	266	488	385	1 019	1 034
États-Unis d'Amérique	12 048	12 011	983	860	1 079	1 284	11 955	11 618
EUROPE	10 852	10 819	1 364	1 409	495	614	11 720	11 613
Russie, Féd. de	1 710	1 675	812	835	6	5	2 516	2 505
Ukraine	420	380	12	13	-	-	432	393
Union européenne	7 895	7 927	436	450	338	450	7 993	7 927
OCÉANIE	2 805	2 823	51	56	1 740	1 702	1 116	1 177
Australie	2 129	2 182	10	10	1 255	1 242	884	950
Nouvelle-Zélande	656	622	10	12	484	458	182	176
MONDE	64 975	64 648	7 195	7 415	7 569	7 638	64 590	64 417
Pays en développement	35 206	35 089	3 667	3 891	3 752	3 638	35 118	35 305
Pays développés	29 769	29 560	3 528	3 524	3 818	4 000	29 471	29 112
PFRDV	16 610	16 628	887	885	1 088	1 195	16 408	16 318
PMA	3 060	3 099	119	115	2	2	3 176	3 211

Tableau A16. Statistiques sur la viande ovine (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	7 875	7 960	358	353	114	125	8 119	8 187
Arabie saoudite	100	105	44	40	2	2	142	143
Bangladesh	232	235	-	-	-	-	232	235
Chine	3 983	4 003	108	104	20	23	4 071	4 085
Inde	720	721	-	-	70	73	650	648
Iran, Rép. Islamique d'	490	500	10	11	-	-	500	510
Pakistan	430	435	-	-	12	14	418	421
Syrie	200	205	-	-	-	-	200	205
Turquie	300	302	1	1	-	-	301	303
AFRIQUE	2 477	2 462	48	51	22	18	2 504	2 495
Afrique du Sud	131	130	8	9	-	-	139	139
Algérie	194	196	1	1	-	-	195	197
Nigéria	435	440	-	-	-	-	435	440
Soudan	345	347	-	-	1	1	344	346
AMÉRIQUE CENTRALE	123	124	30	24	-	-	153	148
Mexique	97	98	18	12	-	-	115	110
AMÉRIQUE DU SUD	313	315	7	6	32	33	288	288
Brésil	111	113	6	6	-	-	117	119
AMÉRIQUE DU NORD	93	88	103	105	9	9	187	183
États-Unis d'Amérique	76	71	81	83	9	9	148	145
EUROPE	1 070	1 065	258	235	20	19	1 308	1 281
Russie, Féd. de	185	187	9	9	-	-	194	196
Union européenne	768	760	239	215	13	12	994	963
OCÉANIE	1 079	1 000	42	41	650	620	471	421
Australie	608	554	1	2	295	280	315	275
Nouvelle-Zélande	470	445	5	5	355	340	120	111
MONDE	13 031	13 013	846	814	848	824	13 029	13 004
Pays en développement	10 132	10 200	444	432	167	175	10 409	10 458
Pays développés	2 899	2 813	402	382	681	649	2 620	2 546
PFRDV	8 530	8 593	124	125	100	106	8 555	8 612
PMA	1 593	1 613	10	11	1	1	1 602	1 623

Tableau A17. Statistiques sur la viande de porcine (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	61 918	62 639	2 936	3 280	529	579	64 370	65 338
Chine	52 011	53 053	894	976	459	503	52 447	53 526
dont Hong Kong, RAS	114	116	544	580	164	175	494	521
Corée, Rép. de	1 110	835	358	562	-	-	1 515	1 397
Corée, R.P.D.	190	195	1	2	-	-	191	197
Inde	485	490	1	1	1	1	485	490
Indonésie	670	680	3	2	1	-	672	682
Japon	1 291	1 200	1 218	1 280	1	1	2 505	2 481
Malaisie	205	208	20	10	5	5	220	213
Philippines	1 731	1 737	151	150	3	3	1 879	1 884
Thaïlande	700	650	1	2	17	18	684	634
Viet Nam	2 578	2 620	42	43	33	38	2 587	2 621
AFRIQUE	1 173	1 187	201	210	9	10	1 365	1 387
Afrique du Sud	320	325	34	35	4	4	351	356
Madagascar	55	55	-	-	-	-	55	55
Nigéria	225	227	-	-	-	-	225	227
Ouganda	110	115	-	-	-	-	110	115
AMÉRIQUE CENTRALE	1 671	1 696	773	812	104	114	2 340	2 394
Cuba	182	185	30	32	-	-	212	217
Mexique	1 165	1 182	596	620	86	95	1 675	1 707
AMÉRIQUE DU SUD	5 023	5 094	111	121	757	730	4 377	4 486
Argentine	245	250	42	43	2	2	285	291
Brésil	3 226	3 258	1	-	635	597	2 592	2 661
Chili	518	522	10	15	120	130	408	407
Colombie	190	200	11	11	-	-	201	211
Venezuela	174	178	15	16	-	-	189	194
AMÉRIQUE DU NORD	12 115	12 229	624	623	2 839	3 144	9 950	9 681
Canada	1 928	1 950	189	200	1 049	1 050	1 068	1 100
États-Unis d'Amérique	10 187	10 279	430	418	1 790	2 094	8 877	8 576
EUROPE	26 827	26 889	1 284	1 200	1 866	2 009	26 245	26 079
Bélarus	385	390	82	39	74	75	393	354
Russie, Féd. de	2 260	2 310	854	875	13	10	3 101	3 175
Serbie	500	480	43	43	7	7	536	516
Ukraine	631	650	136	83	1	16	766	717
Union européenne	22 544	22 540	32	19	1 752	1 880	20 824	20 679
OCÉANIE	475	483	223	217	39	40	659	659
Australie	335	342	170	163	38	39	467	466
Papouasie-Nouvelle-Guinée	68	68	6	7	-	-	74	75
MONDE	109 203	110 217	6 153	6 463	6 143	6 626	109 306	110 025
Pays en développement	67 975	68 890	2 722	3 059	1 394	1 427	69 350	70 518
Pays développés	41 228	41 326	3 431	3 404	4 749	5 199	39 956	39 507
PFRDV	55 767	56 840	849	870	381	415	56 235	57 295
PMA	1 191	1 217	143	150	1	1	1 333	1 366

Tableau A18. Statistiques sur la viande de volaille (milliers de tonnes, équivalent poids carcasse)

	Production		Importations		Exportations		Utilisation	
	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	34 626	35 788	6 284	6 636	2 087	2 221	38 822	40 209
Arabie saoudite	590	600	684	750	3	3	1 271	1 347
Chine	17 601	18 502	1 922	1 945	1 093	1 183	18 431	19 264
dont Hong Kong, RAS	45	45	1 147	1 264	550	600	642	709
Corée, Rép. de	653	686	122	115	16	11	759	790
Inde	2 650	2 700	1	2	2	2	2 649	2 700
Indonésie	1 435	1 438	6	6	-	-	1 441	1 444
Iran, Rép. Islamique d'	1 765	1 820	50	60	28	30	1 787	1 850
Japon	1 392	1 322	965	1 020	11	13	2 346	2 329
Koweït	44	44	250	270	1	1	293	314
Malaisie	1 100	1 120	51	55	24	25	1 127	1 150
Singapour	95	100	135	132	9	10	221	222
Thaïlande	1 208	1 260	2	2	659	700	551	568
Turquie	1 300	1 400	95	100	143	150	1 252	1 350
Yémen	145	148	104	105	-	-	249	253
AFRIQUE	3 998	4 046	1 216	1 367	40	42	5 175	5 371
Afrique du Sud	1 028	1 040	270	338	31	33	1 267	1 345
Angola	8	8	250	280	-	-	258	288
AMÉRIQUE CENTRALE	4 028	4 081	1 319	1 375	46	52	5 301	5 404
Cuba	34	34	200	220	-	-	234	254
Mexique	2 659	2 699	709	745	17	20	3 352	3 424
AMÉRIQUE DU SUD	17 047	17 855	456	488	4 285	4 507	13 218	13 837
Argentine	1 346	1 472	11	13	250	293	1 107	1 192
Brésil	11 787	12 400	1	1	3 904	4 080	7 884	8 321
Chili	620	625	75	85	107	108	588	602
Venezuela	740	730	255	275	-	-	995	1 005
AMÉRIQUE DU NORD	20 820	21 098	311	324	3 923	3 848	17 240	17 615
Canada	1 223	1 227	206	223	186	186	1 243	1 265
États-Unis d'Amérique	19 597	19 871	94	90	3 737	3 662	15 986	16 339
EUROPE	16 499	17 127	1 868	1 582	1 211	1 352	17 156	17 357
Russie, Féd. de	2 635	2 872	675	480	19	17	3 291	3 335
Ukraine	1 001	1 106	156	44	12	18	1 145	1 132
Union européenne	12 272	12 542	806	820	1 120	1 250	11 958	12 112
OCÉANIE	1 049	1 067	69	67	36	36	1 081	1 097
Australie	886	900	7	9	30	30	863	877
Nouvelle-Zélande	140	144	1	-	6	6	135	139
MONDE	98 067	101 063	11 523	11 839	11 628	12 058	97 992	100 889
Pays en développement	56 565	58 674	7 714	8 151	6 399	6 760	57 880	60 071
Pays développés	41 502	42 388	3 809	3 688	5 230	5 298	40 112	40 818
PFRDV	26 253	27 235	2 589	2 671	611	656	28 230	29 249
PMA	1 821	1 808	802	865	-	-	2 622	2 673

Tableau A19. Statistiques sur le lait et les produits laitiers (millions de tonnes en équivalent lait)

	Production			Imports			Exports		
	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>	2007-2009 moyenne	2010 <i>estim.</i>	2011 <i>prévisions</i>
ASIE	246.5	259.0	269.0	21.0	25.2	26.7	5.5	4.8	4.8
Arabie saoudite	1.7	1.6	1.6	2.1	2.0	2.0	1.3	1.3	1.4
Chine	39.9	43.4	46.3	2.4	4.7	5.6	0.5	0.1	0.1
Corée, Rép. de	2.2	2.2	2.2	0.4	0.6	0.8	-	-	-
Inde ¹	108.1	116.6	121.7	0.1	0.4	0.4	0.4	0.2	0.3
Indonésie	1.1	1.3	1.4	1.5	1.6	1.6	0.3	0.2	0.1
Iran, Rép. Islamique d'	7.8	8.0	8.1	0.5	0.5	0.5	0.1	0.2	0.2
Japon	8.0	7.7	7.6	1.4	1.3	1.3	-	-	-
Malaisie	-	0.1	0.1	1.2	1.1	1.1	0.4	0.3	0.2
Pakistan	33.3	31.6	32.0	0.2	0.3	0.3	-	-	-
Philippines	-	-	-	1.2	1.3	1.4	0.3	0.3	0.3
Singapour	-	-	-	1.3	1.5	1.5	0.7	0.6	0.6
Thaïlande	0.8	0.9	0.9	0.8	0.9	1.1	0.1	0.1	0.1
Turquie	12.4	13.2	13.9	0.2	0.2	0.2	0.1	0.2	0.2
AFRIQUE	38.1	39.1	38.9	7.9	9.4	9.6	0.8	1.2	1.2
Afrique du Sud	3.1	3.2	3.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Algérie	2.1	2.0	2.0	2.2	2.2	3.1	0.8	1.2	1.2
Égypte	6.0	6.1	6.1	0.8	1.4	2.2	0.4	0.8	0.8
Kenya	4.3	4.4	4.3	-	-	-	-	-	-
Soudan	7.4	7.5	7.5	0.3	0.3	0.3	-	-	-
Tunisie	1.1	1.2	1.2	0.1	0.2	0.2	0.1	0.1	0.1
AMÉRIQUE CENTRALE	16.0	16.7	16.9	4.0	3.6	3.8	0.5	0.5	0.6
Costa Rica	0.9	0.9	1.0	-	-	-	0.1	0.1	0.2
Mexique	10.7	11.0	11.1	2.2	2.0	2.3	0.1	0.1	0.2
AMÉRIQUE DU SUD	58.8	62.7	63.7	1.9	1.6	2.2	3.0	2.9	3.3
Argentine	10.2	10.6	11.6	-	0.1	0.1	1.4	1.5	2.0
Brésil	27.7	30.4	29.8	0.4	0.5	0.7	0.5	0.2	0.1
Colombie	7.2	7.4	7.4	-	-	-	0.1	-	-
Uruguay	1.7	1.5	1.7	-	-	-	0.7	0.8	0.7
Venezuela	2.0	2.5	2.7	1.1	0.6	0.8	-	-	-
AMÉRIQUE DU NORD	93.6	95.7	97.0	2.2	1.4	1.3	3.7	4.8	5.1
Canada	8.2	8.3	8.3	0.4	0.3	0.3	0.2	0.1	0.1
États-Unis d'Amérique	85.4	87.5	88.8	1.7	1.1	1.0	3.5	4.6	5.0
EUROPE	214.9	215.7	216.4	4.3	4.9	4.9	13.2	15.5	16.4
Bélarus	6.2	6.6	6.9	-	-	-	1.9	2.4	2.6
Russie, Féd. de	32.4	31.9	31.2	2.2	3.0	3.0	0.2	0.2	0.1
Ukraine	11.9	11.2	10.8	0.1	0.1	0.1	0.8	0.6	0.6
Union européenne	153.2	154.9	156.4	1.2	1.0	0.9	9.7	11.7	12.5
OCÉANIE	24.9	24.7	25.7	0.8	0.9	0.8	15.7	17.4	18.0
Australie ²	9.4	9.0	9.3	0.5	0.6	0.6	3.5	3.1	3.2
Nouvelle-Zélande ³	15.4	15.6	16.3	0.1	0.1	0.1	12.2	14.3	14.9
MONDE	692.6	713.6	727.6	42.2	46.9	49.4	42.2	47.0	49.5
Pays en développement	329.7	347.4	358.6	32.7	37.6	40.2	9.5	9.2	9.8
Pays développés	363.0	366.1	369.7	9.4	9.3	9.2	32.7	37.8	39.7
PFRDV	249.6	262.3	271.5	12.6	17.2	17.3	4.4	4.6	4.9
PMA	26.1	27.2	27.8	2.7	3.2	3.1	0.1	0.1	0.1

¹ Années laitières débutant en avril de l'année mentionnée (production seulement).

² Années laitières se terminant en juin de l'année mentionnée (production seulement).

³ Années laitières se terminant en mai de l'année mentionnée (production seulement).

Note: La méthode du contenu solide est utilisée pour calculer les équivalents en lait. Les facteurs multiplicateurs utilisés sont les suivants: 6,60 pour le beurre, 4,40 pour le fromage (lait de vache entier); 2 pour le fromage (lait de vache écrémé); 7,60 pour le lait en poudre. S'agissant des hypothèses et des approximations, ainsi que du calcul des équivalents lait voir Bulletin de IDF 390 (mars 2004).

Tableau A20. Statistiques sur le poisson et les produits halieutiques ¹

	Production des pêches de capture		Production de l'aquaculture		Exportations			Importations		
	2008	2009	2008	2009	2009	2010	2011 <i>estim.</i>	2009	2010	2011 <i>estim.</i>
	<i>Millions de tonnes (équivalent poids vif)</i>				<i>Milliards d' USD</i>			<i>Milliards d' USD</i>		
ASIE	46.4	46.7	47.0	49.5	33.8	39.7	44.6	29.7	35.3	39.2
Chine ²	16.0	15.8	33.1	35.1	12.2	15.2	17.9	8.4	10.2	11.4
dont: Hong Kong RAS	0.2	0.2	-	-	0.4	0.5	0.5	2.5	3.0	3.4
Prov. de Taiwan	1.0	0.8	0.3	0.3	1.6	1.5	1.7	0.8	0.9	0.9
Corée, Rép. de	1.9	1.9	0.5	0.5	1.3	1.6	1.9	2.7	3.2	3.7
Inde	4.1	4.1	3.9	3.8	2.0	2.4	2.5	0.1	0.1	0.1
Indonésie	5.0	5.1	1.7	1.7	2.2	2.6	2.8	0.2	0.3	0.4
Japon	4.3	3.8	0.7	0.8	1.8	1.9	2.0	13.2	14.9	16.3
Philippines	2.6	2.6	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.2	0.2	0.2
Thaïlande	1.9	1.7	1.3	1.4	6.2	7.1	8.3	1.9	2.1	2.6
Viet Nam	2.1	2.2	2.5	2.6	4.3	4.4	4.5	0.4	0.4	0.4
AFRIQUE	7.3	7.2	0.9	1.0	4.5	5.0	5.0	3.4	3.5	3.7
Afrique du Sud	0.6	0.5	-	-	0.4	0.6	0.6	0.3	0.2	0.2
Ghana	0.4	0.3	-	-	0.1	-	-	0.1	0.1	0.2
Maroc	1.0	1.2	-	-	1.5	1.5	1.5	0.1	0.1	0.1
Namibie	0.4	0.4	-	-	0.5	0.5	0.5	-	-	-
Nigéria	0.6	0.6	0.1	0.2	0.1	0.3	0.3	0.8	1.0	1.1
Sénégal	0.4	0.5	-	-	0.2	0.2	0.3	-	-	-
AMÉRIQUE CENTRALE	2.1	2.1	0.3	0.3	2.0	1.8	1.8	1.0	1.2	1.3
Mexique	1.6	1.6	0.2	0.2	0.8	0.8	0.8	0.4	0.5	0.6
Panama	0.2	0.2	-	-	0.4	0.2	0.1	-	-	-
AMÉRIQUE DU SUD	13.9	13.2	1.5	1.6	9.4	9.9	11.3	1.9	2.3	2.6
Argentine	1.0	0.9	-	-	1.1	1.3	1.5	0.1	0.1	0.1
Brésil	0.8	0.8	0.4	0.4	0.2	0.2	0.2	0.7	1.0	1.2
Chili	3.6	3.5	0.8	0.8	3.6	3.4	4.0	0.1	0.3	0.3
Equateur	0.5	0.5	0.2	0.2	1.6	1.8	2.1	0.2	0.2	0.3
Pérou	7.4	6.9	-	-	2.2	2.5	2.9	0.1	0.2	0.2
AMÉRIQUE DU NORD	5.5	5.4	0.7	0.6	7.7	9.0	10.0	15.9	17.8	20.3
Canada	0.9	0.9	0.2	0.2	3.2	4.0	4.1	2.0	2.3	2.5
États-Unis d'Amérique	4.3	4.2	0.5	0.5	4.1	4.7	5.5	13.9	15.5	17.9
EUROPE	13.0	13.3	2.3	2.5	36.1	39.7	44.3	45.7	48.6	55.2
Islande	1.3	1.1	-	-	1.7	1.8	2.0	0.1	0.1	0.1
Norvège	2.4	2.5	0.8	1.0	7.1	8.8	9.6	1.2	1.1	1.2
Russie, Féd. de	3.4	3.8	0.1	0.1	2.3	2.3	2.5	2.0	2.3	2.5
Union européenne ²	5.1	5.2	1.2	1.3	23.9	25.7	29.1	40.7	43.3	49.5
dont: Extra - UE					3.8	4.4	5.0	21.4	23.0	26.7
OCÉANIE	1.2	1.2	0.2	0.2	2.2	2.4	2.7	1.3	1.5	1.6
Australie	0.2	0.2	0.1	0.1	0.8	0.9	1.1	1.1	1.2	1.4
Nouvelle-Zélande	0.5	0.4	0.1	0.1	0.9	1.1	1.2	0.1	0.1	0.1
MONDE³	89.6	89.1	52.9	55.7	95.7	107.5	119.7	98.8	110.1	123.9
Non compris intra-UE					75.5	86.2	95.6	79.6	89.8	101.2
Pays en développement	66.0	65.9	49.1	51.6	48.3	54.9	61.5	22.8	27.5	30.8
Pays développés	23.5	23.1	3.9	4.1	47.4	52.6	58.2	76.0	82.6	93.2
PFRDV	20.0	20.4	8.7	8.7	7.9	9.1	9.6	3.3	3.5	3.8
PMA	8.1	8.5	1.9	2.1	1.4	1.4	1.6	0.3	0.4	0.4

¹ Les données concernant la production et le commerce ne comprennent pas les baleines, otaries et autres mammifères et plantes aquatiques. Les données concernant le commerce comprennent la farine de poisson et l'huile de poisson.

² Y compris les échanges internes. Cyprus est incluse dans l'UE ainsi qu'en Asie.

³ Pour la production des pêches de capture, le total inclut également 65 495 tonnes en 2008 et 60 162 tonnes en 2009 de pays non identifiés, données non incluses dans les autres totaux.

Tableau A21. Sélection de cours internationaux du blé et des céréales secondaires (USD la tonne)

Period	Blé			Maïs		Orge		Sorgho
	États-Unis No 2 Hard Red Winter Ord. Prot ¹	États-Unis No. 2 Soft Red Winter ²	Argentin Trigo Pan ³	États-Unis No. 2 jaune ²	Argentin ³	France fourrage Rouen	Australie fourrage États de l'est	États-Unis No. 2 jaune ²
Annual (Juillet/Juin)								
2004/05	154	138	123	97	90	132	123	99
2005/06	175	138	138	104	101	133	128	109
2006/07	212	176	188	150	145	185	185	155
2007/08	361	311	322	200	192	319	300	206
2008/09	270	201	234	188	180	178	179	170
2009/10	209	185	224	160	168	146	154	165
2010/11	316	289	311	254	260	274	247	248
2010 – Octobre	291	266	294	236	248	263	264	231
2010 – Novembre	291	276	295	236	246	260	238	234
2010 – Décembre	327	310	300	252	260	274	233	251
2011 – Janvier	340	317	317	263	272	296	251	262
2011 – Février	362	336	347	287	288	294	273	276
2011 – Mars	334	302	348	291	288	272	254	279
2011 – Avril	364	318	352	321	314	276	250	302
2011 – Mai	362	309	351	309	303	277	247	277
2011 – Juin	333	282	341	308	306	285	265	285
2011 – Juillet	307	264	310	304	300	270	259	279
2011 – Août	336	280	292	313	312	287	265	304
2011 - Septembre	329	270	300	300	295	279	254	285
2011 – Octobre	301	255	260	275	276	266	237	265

¹ Livré f.o.b. Golfe des États-Unis

² Livré Golfe des États-Unis

³ Livré f.o.b. Up River

Sources: Conseil internationale des céréales et Département de l'agriculture des États-Unis

Tableau A22. Prix à terme du blé et du maïs (USD la tonne)

	Décembre		Mars		Mai		Juillet	
	Déc. 2011	Déc. 2010	Mars 2012	Mars 2011	Mai 2012	Mai 2011	Juillet 2012	Juillet 2011
Blé								
Sept 23	235	256	248	268	254	271	256	268
Sept 30	224	248	238	260	246	264	249	262
Oct 7	223	242	237	255	246	261	250	260
Oct 13	227	258	240	271	249	276	255	276
Oct 20	232	251	244	264	251	272	257	275
Oct 27	237	258	250	272	258	279	264	283
Mais								
Sept 23	251	197	257	202	260	204	261	205
Sept 30	233	195	238	200	242	202	244	204
Oct 7	236	196	241	200	244	202	246	203
Oct 13	251	224	256	228	262	230	260	231
Oct 20	256	226	260	230	262	233	263	234
Oct 27	256	227	261	232	263	235	264	236

Source: Chicago Board of Trade

Tableau A23. Sélection de cours internationaux du riz et indices des prix

Période	Cours internationaux (USD la tonne)				Indices FAO (2002-2004=100)				
	Thai 100% B ¹	Thai brisures ²	Américain grain long ³	Pakisan Basmati ⁴	Total	Indica		Japonica	Aromatique
						Qualité supérieure	Qualité inférieure		
Année (janvier/décembre)									
2005	291	219	319	473	125	124	128	127	108
2006	311	217	394	516	137	135	129	153	117
2007	335	275	436	677	161	156	159	168	157
2008	695	506	782	1077	295	296	289	314	251
2009	587	329	545	937	253	229	197	341	232
2010	518	386	510	881	229	211	213	264	231
Mois									
2010 – Octobre	509	431	496	1 020	249	217	235	296	250
2010 – Novembre	541	430	573	1 200	257	233	243	294	261
2010 – Décembre	564	423	600	1 150	256	240	243	288	251
2011 – Janvier	542	412	601	1 150	253	237	240	288	240
2011 – Février	554	433	582	1 150	255	235	238	299	237
2011 – Mars	524	429	562	1 150	248	227	237	284	237
2011 – Avril	507	423	528	1 150	245	218	235	284	235
2011 – Mai	500	419	518	1 025	242	219	239	273	225
2011 – Juin	519	421	529	938	247	222	242	288	218
2011 – Juillet	548	445	549	910	251	232	255	276	220
2011 – Août	582	471	605	875	260	249	272	273	220
2011 – Septembre	618	497	650	950	261	256	272	268	226
2011 – Octobre	620	505	639	950	255	255	261	260	228

¹ Riz blanc, 100% deuxième qualité, f.o.b. Bangkok

² A1 super, f.o.b. Bangkok

³ États-Unis No. 2, 4% de brisures, f.o.b.

⁴ Basmati ordinaire, f.o.b. Karachi

Note: L'indice FAO des prix du riz est calculé sur la base de 16 prix à l'exportation. On entend par "qualité" le pourcentage de brisures, le riz de qualité supérieure ne contenant pas plus de 20 pour cent de brisures (celui de qualité inférieure contenant 20 pour cent ou plus de brisures). Le sous-indice pour le riz aromatique reflète l'évolution des prix du riz basmati et du riz parfumé

Sources: FAO for indices. Rice prices: Jackson Son & Co. (London) Ltd., Thai Department of Foreign Trade (DFT) and other public sources.

Tableau A24. Sélection de cours internationaux des produits oléagineux et indices des prix

Période	Cours internationaux (USD la tonne)					Indices FAO (2002-2004=100)		
	Fèves de soja ¹	Huile de soja ²	Huile de palme ³	Tourteau de soja ⁴	Tourteau de colza ⁵	Graines oléagineuses	Huiles et matières grasses alimentaires/saponifiables	Tourteaux d'oléagineux/farines
Année (octobre/septembre)								
2003/04	322	632	488	257	178	121	116	114
2004/05	275	545	419	212	130	105	105	104
2005/06	259	572	451	202	130	100	125	107
2006/07	335	772	684	264	184	129	153	148
2007/08	549	1 325	1 050	445	296	217	202	243
2008/09	422	826	627	385	196	156	144	180
2009/10	429	924	806	388	220	162	173	215
2010/11	549	1 308	1 147	418	279	215	254	221
Mois								
2009 - Octobre	427	891	676	413	187	158	152	207
2009 - Novembre	442	939	728	422	196	164	162	216
2009 - Décembre	448	931	791	425	219	167	169	224
2010 - Janvier	435	919	793	407	243	163	169	221
2010 - Février	406	915	804	393	230	154	169	214
2010 - Mars	410	920	832	381	200	156	175	213
2010 - Avril	412	900	826	378	205	157	174	224
2010 - Mai	406	864	813	353	226	153	170	214
2010 - Juin	408	860	794	342	194	154	168	206
2010 - Juillet	426	911	811	361	225	162	174	211
2010 - Août	457	1 002	901	389	245	175	192	213
2010 - Septembre	468	1 036	910	398	277	180	198	218
2010 - Octobre	496	1 165	998	415	285	193	220	227
2010 - Novembre	526	1 248	1 117	430	292	205	243	225
2010 - Décembre	550	1 321	1 229	437	289	216	263	222
2011 - Janvier	572	1 384	1 279	454	313	225	278	234
2011 - Février	569	1 366	1 286	447	290	224	279	241
2011 - Mars	552	1 305	1 172	423	264	217	260	234
2011 - Avril	553	1 310	1 148	406	277	219	259	227
2011 - Mai	556	1 291	1 155	403	280	218	259	220
2011 - Juin	559	1 321	1 137	396	289	219	257	211
2011 - Juillet	558	1 345	1 100	405	262	217	251	209
2011 - Août	557	1 327	1 080	402	248	214	244	206
2011 - Septembre	546	1 310	1 065	396	255	209	238	200
2011 - Octobre	502	1 216	995	378	243	194	223	194

¹ Soja (E.-U. No. 2, jaune, c.a.f. Rotterdam)² Huile de soja (Pays-Bas, f.o.b. sortie usine)³ Huile de palme (Brut, c.a.f. Europe du Nord-Ouest)⁴ Tourteau de soja (Granulés, 44/45%, Argentine, c.a.f. Rotterdam)⁵ Tourteau de colza (34%, Hambourg, f.o.b. sortie usine)

Note: Les indices de la FAO sont calculés selon la formule de Laspayres; les coefficients de pondération utilisés sont les valeurs moyennes à l'exportation de chaque produit pour la période 2002-2004. Les indices sont fondés sur les cours mondiaux de cinq graines oléagineuses, de dix matières grasses et de tourteaux et farines sélectionnées.

Sources: FAO et Oil World

Tableau A25. Sélection de cours internationaux du sucre et indice des prix du sucre

Année (janvier/décembre)	Moyenne du cours quotidien ISA	ISO (Euronext, Liffe) Indice des prix du sucre	FAO indice des prix du sucre (2002/04 = 100)
	Sucre brut	Blanc	
	<i>(cents E-U./livre)</i>		
2005	9.9	13.2	140.3
2006	14.8	19.0	209.6
2007	10.1	14.0	143.0
2008	12.8	16.1	181.6
2009	18.1	22.2	257.3
2010	21.3	27.2	302.0
Mois			
2010 - Septembre	22.5	27.3	318.1
2010 - Octobre	24.6	31.0	349.3
2010 - Novembre	26.4	32.6	373.4
2010 - Décembre	28.0	33.9	398.4
2011 - Janvier	29.6	36.4	420.2
2011 - Février	29.5	33.8	418.2
2011 - Mars	26.2	31.8	372.3
2011 - Avril	24.4	29.7	345.7
2011 - Mai	22.0	27.2	312.2
2011 - Juin	25.2	31.2	357.7
2011 - Juillet	28.2	34.9	400.4
2011 - Août	27.7	33.4	393.7
2011 - Septembre	26.7	31.5	379.0
2011 - Octobre	25.5	30.7	361.4

Tableau A26. Sélection de cours internationaux du lait et des produits laitiers et indices des prix

Période	Cours internationaux (USD la tonne)				Indice FAO des produits laitiers (2002-2004=100)
	Beurre ¹	Lait écrémé en poudre ²	Lait entier en poudre ³	Cheddar ⁴	
Année (janvier/décembre)					
2005	2 128	2 223	2 261	2 838	135
2006	1 774	2 218	2 193	2 681	128
2007	2 959	4 291	4 185	4 055	212
2008	3 607	3 278	3 846	4 633	220
2009	2 335	2 255	2 400	2 957	142
2010	4 043	3 127	3 464	4 010	200
Mois					
2010 - Octobre	4 275	3 175	3 463	4 013	203
2010 - Novembre	4 500	3 050	3 513	4 175	208
2010 - Décembre	4 500	3 075	3 550	4 175	208
2011 - Janvier	4 625	3 500	3 801	4 375	221
2011 - Février	4 825	3 850	4 169	4 400	230
2011 - Mars	4 883	3 833	4 592	4 417	234
2011 - Avril	4 750	3 769	4 088	4 425	229
2011 - Mai	4 750	3 807	4 075	4 500	231
2011 - Juin	4 763	4 000	3 938	4 488	232
2011 - Juillet	4 675	3 853	3 825	4 462	228
2011 - Août	4 500	3 622	3 585	4 405	221
2011 - Septembre	4 225	3 476	3 522	4 332	215
2011 - Octobre	4 075	3 346	3 475	4 029	204

¹ Beurre 82% de matière grasse, f.o.b. Océanie; prix marchand indicatif

² Lait écrémé en poudre, 1.25% de matière grasse, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif

³ Lait entier en poudre, 26% de matière grasse, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif

⁴ Cheddar, teneur en eau maximale 39%, f.o.b. Océanie, prix marchand indicatif

Note: L'indice FAO des prix des produits laitiers est calculé sur la base de la moyenne pondérée en fonction des échanges internationaux d'une sélection de produits laitiers représentatifs sur les marchés mondiaux

Sources: FAO pour les indices. Prix des produits: Valeur moyenne des prix annoncés par le Département de l'agriculture des États-Unis – Dairy Market News

Tableau A27. Sélection de cours internationaux de la viande et les indices FAO des prix

Période	Cours de la viande bovine (USD la tonne)			Cours de la viande ovine (USD la tonne)	Cours de la viande porcine (USD la tonne)		
	Australie	États-Unis	Brésil		Nouvelle-Zélande	États-Unis	Brésil
Année (janvier/décembre)							
2005	2 617	3 919	1 967	4 439	2 161	2 094	1 830
2006	2 547	3 803	2 219	4 033	1 986	2 134	1 935
2007	2 603	4 023	2 367	4 120	2 117	2 200	1 907
2008	3 138	4 325	3 785	4 585	2 270	3 000	2 364
2009	2 636	3 897	3 118	4 276	2 202	2 223	2 035
2010	3 351	4 378	3 919	5 045	2 454	2 747	1 913
Mois							
2010 - Août	3 365	4 653	3 941	5 283	2 576	2 680	1 976
2010 - Septembre	3 351	4 424	4 039	5 334	2 460	2 708	1 897
2010 - Octobre	3 412	4 372	4 322	5 503	2 528	2 761	1 960
2010 - Novembre	3 439	4 272	4 576	5 536	2 455	2 952	1 973
2010 - Décembre	3 744	4 468	4 663	6 107	2 397	2 926	1 977
2011 - Janvier	4 100	4 334	4 667	6 276	2 404	3 002	1 744
2011 - Février	4 050	4 528	4 719	6 414	2 493	2 820	1 977
2011 - Mars	4 140	4 594	4 746	6 424	2 561	2 927	2 120
2011 - Avril	4 250	4 452	4 857	6 622	2 694	3 085	2 305
2011 - Mai	4 030	4 438	5 006	6 660	2 701	3 033	2 300
2011 - Juin	3 900	4 508	4 791	6 772	2 717	3 124	2 299
2011 - Juillet	3 950	4 263	4 852	6 907	2 611	2 836	2 296
2011 - Août	3 990	4 508	4 997	6 995	2 679	2 971	2 267

Prix de la viande bovine

États-Unis – bœuf congelé, valeur unitaire à l'exportation

Brésil – valeur unitaire à l'exportation

Australie – Jusqu'en octobre 2002: avant-mains de bœuf congelées désossées, viande maigre à 85 pour cent, c.a.f ports des États-Unis (côte Est) ex-dock.

– Depuis novembre 2002: épaules et avant-mains de bœuf

Prix de la viande ovine

Nouvelle-Zélande - Mouton, valeur unitaire à l'exportation des carcasses entières congelées, Smithfield Mkt, London

Prix de la viande porcine

États-Unis – valeur unitaire à l'exportation des produits congelés

Brésil – valeur unitaire à l'exportation de la viande porcine congelée

Allemagne – prix mensuel de marché pour les carcasses du porc

Tableau A28. Sélection de cours internationaux de la viande et indices FAO des prix

Période	Cours de la viande de volaille (USD la tonne)			Indices FAO ¹ (2002-2004=100)			
	États-Unis	Brésil	Total viande	Viande bovine	Viande ovine	Viande porcine	Viande de volaille
Année (janvier/décembre)							
2005	847	1 228	120	118	113	122	132
2006	734	1 180	119	119	103	123	122
2007	935	1 443	125	125	105	125	151
2008	997	1 896	153	157	117	152	184
2009	989	1 552	133	134	109	131	162
2010	1 032	1 781	152	163	128	138	177
Mois							
2010 - Août	996	1 769	156	167	134	141	176
2010 - Septembre	993	1 750	153	165	136	137	175
2010 - Octobre	1 017	1 813	158	170	140	141	180
2010 - Novembre	1 069	1 940	161	172	141	142	192
2010 - Décembre	1 031	1 966	166	181	155	141	191
2011 - Janvier	1 067	1 992	167	185	160	134	195
2011 - Février	1 066	1 983	171	188	163	141	194
2011 - Mars	1 102	2 023	175	190	163	148	199
2011 - Avril	1 182	2 120	180	192	169	159	210
2011 - Mai	1 177	2 194	180	190	170	158	215
2011 - Juin	1 143	2 115	178	186	172	159	207
2011 - Juillet	1 133	2 154	177	185	176	154	209
2011 - Août	1 144	2 008	179	190	178	155	201

Prix de la viande de volaille

États-Unis – découpes de poulet, valeur unitaire à l'exportation

Brésil - valeur unitaire du poulet à l'exportation, fob

¹ Indice FAO des prix de la viande

L'indice FAO des prix de la viande est calculé à partir des prix moyens de quatre types de viande, pondérés en fonction de leur part moyenne dans les exportations mondiales pour la période 2002-2004. L'indice est établi à partir de trois cotations de viande de volaille, quatre cotations de viande bovine, deux cotations de viande de porc et une cotation de viande ovine. Lorsqu'il existe plus d'une cotation pour un type de viande donné, elles sont pondérées en fonction de leur part fixe dans les échanges. Les prix pour les deux mois les plus récents peuvent être des estimations et sujets à révision.

Tableau 29. Indices des prix du poisson (2002-2004=100)

	Total	Aquaculture	Capture	Poisson blanc	Salmon	Crevettes	Pelagic e/ton	Ton	Autres poissons
Année (Jan/Déc)									
2005	96	92	99	98	91	97	118	94	89
2006	102	99	105	110	109	98	112	102	93
2007	109	100	116	119	110	101	118	116	98
2008	119	104	130	130	114	108	134	139	104
2009	109	103	114	113	120	96	126	126	98
2010	119	119	119	121	141	107	130	125	110
Mois									
2010 - Octobre	148	147	148	148	196	125	169	154	152
2010 - Novembre	145	145	145	146	192	127	174	139	147
2010 - Décembre	149	151	147	143	203	128	172	151	152
2011 - Janvier	148	151	146	143	203	122	160	152	155
2011 - Février	151	152	150	143	207	122	160	161	164
2011 - Mars	157	157	157	151	216	121	164	173	173
2011 - Avril	155	161	150	149	225	119	173	163	171
2011 - Mai	153	160	148	153	222	116	133	167	169
2011 - Juin	152	153	151	153	204	122	165	166	162
2011 - Juillet	152	148	155	153	194	121	157	178	167
2011 - Août	149	144	155	155	180	119	160	177	165
2011 - Septembre	150	142	159	154	176	118	162	178	165
2011 - Octobre	150	139	161	152	172	119	162	178	162

Source = Norwegian Seafood Export Council

Note: L'indice FAO des prix du poisson est basé sur les valeurs des importations nominales exprimées en CAF sur les trois principaux marchés d'importation : le Japon, les Etats-Unis et l'UE. Des indices distincts existent pour les produits de l'aquaculture et des pêches de capture. D'autres sous-indices existent pour les principaux groupes de produits en fonction des espèces.

Tableau 30. Sélection de cours internationaux de produits

	Monnaie et unité	Date effective	Dernière cotation	Le mois précédent	L'année précédente	Moyenne 2006-2010
Sucre (cours journalier AIS)	Cents E.-U. la livre	26-10-11	25.58	24.32	25.82	15.41
Café (cours journalier OIC)	Cents E.-U. la livre	26-10-11	194.93	213.04	161.56	118.12
Cacao (cours journalier OIC)	Cents E.-U. la livre)	26-10-11	123.60	130.36	132.79	110.18
Thé (cours composite FAO du thé)	USD le kilo	28-10-11	2.64	2.82	2.94	2.33
Coton (Indice NYBOT) ¹	Cents E.-U. la livre	21-10-11	99.72	101.27	117.23	66.48
Jute "BWD" f.o.b. port de Bangladesh	USD la tonne	30-09-11	620.00	650.00	820.00	522.50

¹ Cours du NYBOT (New York Board of Trade) depuis juillet 2007

LES PICS DES PRIX EN 2011 SUR LES MARCHÉS À TERME DU MAÏS, DU BLÉ ET DU SOJA : LE POINT SUR LA PARTICIPATION DES INVESTISSEURS

(Article écrit par Frank S. Rose, College of Business, Université de Lewis, Romeoville, Illinois, États-Unis)

INTRODUCTION

L'édition du mois de juin 2011 des Perspectives de l'alimentation comprenait un article qui comparait la participation des investisseurs sur les marchés à terme et d'option du maïs, du blé et du soja du CBOT durant les flambées des prix enregistrées en 2008 et en 2011 (Rose, 2011). Lorsque l'article a été écrit, les prix avaient fléchi par rapport à leurs plus hauts niveaux de l'année, mais on ignorait s'ils allaient continuer de baisser de manière rapide et générale, comme cela avait été le cas en 2008. Il s'est avéré que les prix n'ont pas amorcé une tendance à la baisse prolongée, comme en 2008, mais ils ont fluctué, faisant preuve d'une extrême volatilité (Figure 1). Toutefois, en septembre, les prix sur les trois marchés ont considérablement diminué. Cet article étend l'analyse présentée dans l'article de juin à la période récente, en se concentrant sur les positions sur le marché des opérateurs sur contrat d'échange (swap dealers) et des gestionnaires de fonds (money managers), mais en s'intéressant également à l'évolution des positions détenues par les opérateurs en couverture traditionnels (traditional hedgers).

PARTICIPATION DES INVESTISSEURS SUR LES MARCHÉS PENDANT LES FLAMBEES DES PRIX EN 2008 ET EN 2011

L'analyse publiée en juin permettait de tirer cinq conclusions :

1. Les positions courtes nettes des gestionnaires de risques traditionnels, c'est-à-dire les producteurs, les négociants, les transformateurs et les utilisateurs finaux, ont augmenté en même temps que les prix et ont diminué quand les prix ont baissé. Cela est conforme à la pratique des entités commerciales ayant des marchandises physiques, celles-ci établissent des positions courtes durant les périodes de

- hausse de prix afin de « profiter » de prix plus élevés pour la vente finale de leurs produits.
2. Les opérateurs sur contrat d'échange et les gestionnaires de fonds ont augmenté leurs positions longues et longues nettes quand les prix augmentaient et les ont réduites quand les prix ont chuté. Toutefois, cette tendance n'était pas systématiquement vérifiée et pas aussi clairement marquée en 2011 qu'en 2008.
3. Les positions longues et longues nettes des groupes d'investisseurs étaient généralement plus importantes pendant les pics de prix et au cours des périodes qui les ont précédés et suivis en 2011 qu'en 2008. Même si de nouveau, cette tendance n'a pas été observée dans tous les cas.
4. Certaines données indiquent que les investisseurs ont réduit leurs positions longues plus rapidement après les pics de prix qu'ils ne les ont augmentées avant les pics.
5. Les positions du groupe des gestionnaires de fonds ont montré une tendance un peu plus volatile que celles des opérateurs sur contrat d'échange. Cela pourrait s'expliquer par le fait que la catégorie des gestionnaires de fonds comprend moins d'investisseurs passifs « long-only » que la catégorie des opérateurs sur contrat d'échange, et en tant que groupe, ils sont plus enclins à changer constamment leurs positions à la recherche de profits.

La période examinée dans l'article de juin s'étendait jusqu'au mois suivant la flambée des prix de 2011 pour le maïs (327,70 \$EU/tonne en avril), le blé (358,60 \$EU/tonne en février) et le soja (557,03 \$EU/tonne en février). Cet article porte sur la période qui s'est écoulée depuis.

TENDANCES DES PRIX DU MAÏS, DU BLÉ ET DU SOJA, AVANT ET APRÈS LES PICS DE 2011

La figure 1 illustre les prix au comptant du maïs, du blé et du soja au cours des cinq dernières années. Pour les analystes de marché, un certain nombre de facteurs ont influencé les prix aux États-Unis au cours de cette période, notamment le ralentissement économique mondial, des problèmes liés à la production, la concurrence mondiale, les niveaux des stocks et les activités des investisseurs sur les marchés des matières premières. Les faits saillants concernant l'envolée des prix en 2011, la volatilité qui a suivi et les récentes baisses des prix des trois produits, sont les suivants.

Indicateurs de marché

Figure 1. Prix au comptant du maïs (US N°2 jaune, f.o.b. Golfe, octobre 2006-octobre 2011)

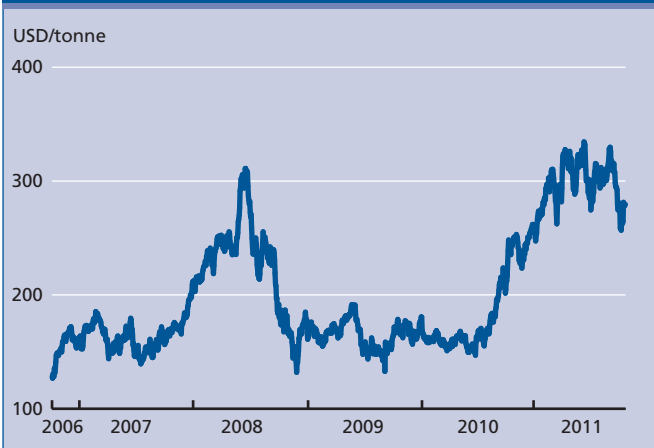


Figure 1. Prix au comptant du blé (US N°2 tendre rouge, fob du Golfe, octobre 2006-octobre 2011)



Figure 1. Prix au comptant du soja (US N°1 jaune, f.o.b. Golfe, octobre 2006-octobre 2011)



Maïs

Les prix du maïs ont amorcé leur tendance à la hausse en juin 2010 alors que les prix s'établissaient en moyenne à 149,50 dollars E.U. la tonne et ont atteint un premier pic à 327,70 dollars E.U. la tonne en avril 2011. Après une brève baisse, les prix ont augmenté à nouveau, et ont atteint un deuxième pic de 334,40 dollars E.U. la tonne au début du mois de juin. Les prix ont ensuite fléchi à nouveau mais sont remontés à 329,70 dollars E.U. la tonne à la fin du mois d'août avant de chuter à 256,80 dollars E.U. la tonne début octobre.

Blé

Les prix du blé ont progressivement augmenté de 154,90 dollars E.U. la tonne en septembre 2009 à un maximum de 358,60 dollars E.U. la tonne en février 2011. Contrairement au maïs, les prix du blé n'ont pas établi de nouveaux records et, en fait, les prix ont généralement suivi une tendance à la baisse depuis le mois de février, malgré une forte volatilité. À la fin du mois d'août, les prix se sont établis à 292,60 USD dollars E.U. la tonne, mais ils ont baissé à 250,20 dollars E.U. la tonne en octobre.

Soja

La tendance à la hausse des prix du soja a commencé en janvier 2010, alors que les prix étaient à 351,63 dollars E.U. la tonne. Les prix ont atteint un pic de 557,03 dollars E.U. la tonne en février 2011, ont ensuite fléchi pendant un certain temps avant de remonter à 548,21 dollars E.U. la tonne en mai et à 554,27 dollars E.U. la tonne en août. Comme pour le maïs et le blé, les prix du soja ont fortement baissé en septembre et se sont établis à 441,84 dollars E.U. la tonne début octobre.

ANALYSE DE LA PARTICIPATION SUR LES MARCHÉS AVANT ET APRÈS LES PICS DE PRIX DE 2011

L'analyse publiée en juin s'est penchée sur la longue tendance à la hausse des prix jusqu'aux pics enregistrés en 2011. Cet article met ici en contraste les positions des acteurs du marché au cours de cette longue tendance à la hausse et durant la période qui a suivi, pendant laquelle les prix étaient volatils et les tendances sur les trois marchés n'étaient pas aussi évidentes. Comme indiqué précédemment, les prix du maïs ont établi de nouveaux sommets annuels durant la période qui a suivi ; cela n'a pas été le cas du blé ni du soja. Les trois marchés ont été caractérisés par de fréquentes hausses et chutes des prix, notamment une forte baisse en septembre.

Les tableaux 1 à 3 font la synthèse des positions des gestionnaires de risque traditionnels, des opérateurs sur contrat

d'échange et des gestionnaires de fonds sur les marchés à terme et d'option du maïs, du blé et du soja du CBOT avant et après les pics de prix de 2011, et présente des données sur l'ensemble des positions longues et longues nettes de chaque groupe sur les marchés. Les données de base sur les positions ouvertes sont tirées des rapports Commitment of Traders Report réalisés par la Commodity Futures Trading Commission (CFTC).

Afin de fournir une image complète de la participation sur les marchés par rapport aux pics de prix, les tableaux présentent quatre valeurs publiées dans l'article du mois de juin décrivant le positionnement sur les marchés, à quatre moments clés de l'évolution des prix menant au pic. Par ailleurs, les tableaux présentent également quatre valeurs, deux valeurs hautes et deux valeurs basses, y compris les valeurs basses enregistrées début octobre, à quatre moments clés après que les prix ont atteint les premiers pics, qui permettent d'observer la manière dont le positionnement des opérateurs a changé en parallèle de la volatilité des prix.

RÉSULTATS DE L'ANALYSE

L'examen des données concernant les positions ouvertes révèle certaines similitudes et différences entre les trois groupes d'opérateurs sur le marché.

Les producteurs, les négociants, les transformateurs et les utilisateurs des produits

Les gestionnaires de risque traditionnels étaient en position courte nette (c.-à-d. ils avaient une valeur négative de positions longues nettes) à chaque moment où les prix sont relevés, et en position courte nette la plus large (c'est-à-dire des valeurs négatives plus élevées de positions longues nettes) autour de l'époque des pics de prix. Il semble que beaucoup tentaient de bloquer un prix élevé pour la vente de leurs produits. Ils avaient les positions courtes nettes les moins larges (c.-à-d. les plus petites valeurs négatives de positions longues nettes) au début du mois d'octobre au moment où les prix étaient à leurs récents bas niveaux. Sur les trois marchés, les positions longues de ces participants étaient à des niveaux très élevés en octobre, en termes de nombre absolu de positions et de pourcentage du total des positions ouvertes. Ils ont massivement acheté lorsque les prix ont chuté en septembre. Ceci a été particulièrement perceptible sur le marché du soja et pourrait s'expliquer par la décision de nombreux acheteurs commerciaux de cette catégorie de bloquer les prix à des niveaux relativement faibles au cas où les prix rebondiraient.

Opérateurs sur contrat d'échange

Ces participants sont principalement engagés dans les transactions de contrats d'échanges sur le maïs, le blé et le

soja sur les marchés de gré à gré et utilisent les marchés à terme et d'options pour gérer les risques associés. Une certaine partie de leur clientèle détient des positions longues pendant de longues périodes de temps. Dans l'analyse, les positions des opérateurs sur contrat d'échange étaient longues et longues nettes à chaque moment pour lesquels les prix sont examinés. Leurs positions les plus larges ont été observées au moment des premiers pics de prix de 2011. Lorsque le maïs a établi un nouveau record de prix annuel quelques mois plus tard et que le prix du soja a atteint des niveaux élevés, leurs positions longues et longues nettes sur ces marchés étaient légèrement inférieures. Leurs positions n'ont pas beaucoup changé au cours de la période de volatilité des prix, lorsque les prix n'affichaient aucune tendance claire. Cependant, lorsque les prix ont baissé fortement pour atteindre des niveaux bas début octobre, les opérateurs sur contrat d'échange ont réduit leurs positions longues nettes. Les données montrent que les opérateurs de cette catégorie ont réduit leurs positions longues et longues nettes dans la dernière partie de la période examinée, c'est-à-dire les quatre derniers moments pour lesquels les données sont relevées.

Gestionnaires de fonds

Les gestionnaires de fonds effectuent des transactions sur les marchés à terme et d'options pour le compte de leurs clients. Ils sont continuellement à la recherche de possibilités de profit sur les marchés à terme, d'options et autres investissements et on peut donc s'attendre à ce que leurs positions sur les marchés changent fréquemment. Les tableaux montrent que les gestionnaires de fonds avaient des positions longues et longues nettes plus larges autour des pics de prix. Les positions de cette catégorie sont plus instables et semblent plus clairement liées aux hausses et baisses des prix. Ils ont les positions longues les plus larges lorsque les prix montent ; alors que lorsque les prix baissent, ils réduisent leurs positions longues. Ils semblent réagir plus facilement aux mouvements des prix à court terme que les autres groupes. Bien que généralement en position nette longue, sur le marché du blé, ils étaient en position courte nette à trois moments pour lesquels des données sont relevées, avec la position courte nette la plus large début octobre alors que les prix étaient au plus bas. Leurs positions longues sur les trois marchés sont relativement basses en octobre. Comme pour les opérateurs sur contrat d'échange, leurs positions longues et longues nettes ont eu tendance à être plus réduites durant la période la plus récente de l'étude. Durant la tendance claire à la hausse des prix au début de la période analysée, ils ont maintenu de plus nombreuses positions longues que celles qu'ils détenaient plus tard lorsque les prix étaient plus volatils et la tendance moins claire.

COMMENTAIRE FINAL

En examinant les données concernant les prix et les positions sur les marchés présentées ici, il est important de rappeler que cette analyse n'établit pas de lien de cause à effet. D'autres études plus rigoureuses se sont penchées sur les effets possibles des fluctuations de prix sur l'évolution des investissements sur les marchés, et vice versa.

RÉFÉRENCES

Commodity Futures Trading Commission (CFTC).

"Disaggregated Commitments of Traders Reports (Futures and Options Combined)"; divers numéros. www.cftc.gov.

Rose, Frank S. 2011. « Une analyse des pics des prix du maïs, du blé et du soja observés en 2008 et en 2011 et de la participation des investisseurs sur les marchés à terme » Perspectives de l'alimentation; Organisation pour l'alimentation et l'agriculture; Juin 2011, Rome. www.fao.org.

Indicateurs de marché

Tableau 1: pics des prix du maïs - 2011

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, des opérateurs sur contrat d'échange et des gestionnaires de fonds sur les marchés à terme et d'option sur le maïs du Chicago Board of Trade

(En milliers de contrats, la part en pourcentage du total des positions ouvertes est indiquée entre parenthèses)

Date	Prix au comptant	Producteurs/Négociants Transformateurs/Utilisateurs		Opérateurs sur contrat d'échange		Gestionnaires de fonds	
		Longue	Longue nette	Longue	Longue nette	Longue	Longue nette
Pic de prix examinée dans la dernière rapport							
	\$EU/tonne						
Début de la tendance à la hausse 22 Juin, 2010	149.50	255 (16%)	-330	471 (29 %)	400	357 (22%)	69
Mois avant le pic 22 Février, 2011	290.60	450 (19%)	-616	463 (20%)	283	635 (27%)	375
Premier pic de prix 5 Avril, 2011	327.70	459 (19%)	-538	502 (20%)	272	629 (26%)	322
Mois après le pic 10 May, 2011	288.50	371 (17%)	-525	443 (21%)	253	378 (18%)	302
Volatilité des prix consécutive							
Nouveau pic en 2011 7 Juin, 2011	334.40	339 (16%)	-534	448 (21%)	238	603 (28%)	319
Niveau bas 28 Juin, 2011	274.60	319 (18%)	-450	412 (23%)	242	439 (25%)	226
Niveau élevé 30 Août, 2011	329.70	291 (15%)	-486	408 (21%)	234	555 (28%)	327
Niveau bas le plus récent Octobre 4, 2011	256.80	405 (21%)	-292	390 (20%)	194	404 (21%)	171

Sources des données : prix – www.barchart.com; Positions ouvertes –Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated Reports

Indicateurs de marché

Tableau 2: pics des prix du blé - 2011

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, des opérateurs sur contrat d'échange et des gestionnaires de fonds sur les marchés à terme et d'option sur le blé du Chicago Board of Trade

(En milliers de contrats, la part en pourcentage du total des positions ouvertes est indiquée entre parenthèses)

Date	Prix au comptant	Producteurs/Négociants Transformateurs/Utilisateurs		Opérateurs sur contrat d'échange		Gestionnaires de fonds	
		Longue	Longue nette	Longue	Longue nette	Longue	Longue nette
Pic de prix examinée dans la dernière rapport							
	\$EU/tonne						
Début de la tendance à la hausse 29 Septembre, 2009	154.90	40 (9%)	-77	165 (38%)	117	98 (23%)	-12
Mois avant le pic 4 Janvier, 2011	302.90	70 (11%)	-197	237 (39%)	186	141 (23%)	39
2011 Pic 8 Février, 2011	358.60	86 (12%)	-208	247 (34%)	176	169 (23%)	52
Mois après le pic 8 Mars, 2011	272.10	74 (12%)	-180	242 (39%)	173	113 (18%)	21
Volatilité des prix consécutive							
Niveau élevé 24 mai, 2011	327.80	66 (11%)	-162	221 (38%)	155	123 (21%)	29
Niveau bas 28 Juin, 2011	243.30	53 (10%)	-139	217 (41%)	175	110 (21%)	-7
Niveau élevé 23 Août, 2011	292.60	51 (9%)	-139	227 (41%)	178	124 (23%)	4
Niveau bas le plus récent 4 octobre, 2011	250.20	70 (13%)	-94	212 (40%)	159	107 (20%)	-32

Sources des données : prix – www.barchart.com ; Positions ouvertes –Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated Reports

Indicateurs de marché

Tableau 3: pics des prix du soja - 2011

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, des opérateurs sur contrat d'échange et des gestionnaires de fonds sur les marchés à terme et d'option sur le soja du Chicago Board of Trade

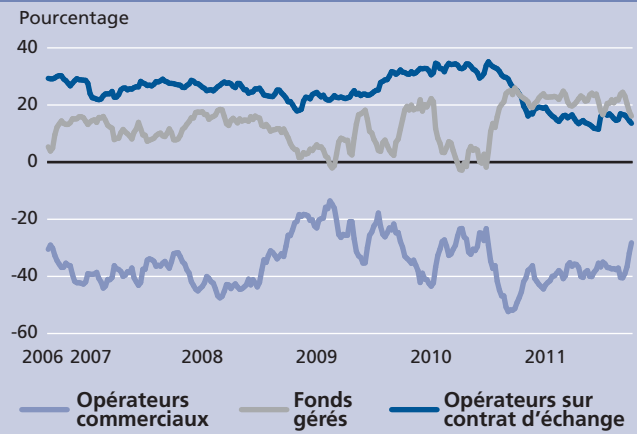
(En milliers de contrats, la part en pourcentage du total des positions ouvertes est indiquée)

Date	Prix au comptant	Producteurs/Négociants Transformateurs/Utilisateurs		Opérateurs sur contrat d'échange		Gestionnaires de fonds	
		Longue	Longue nette	Longue	Longue nette	Longue	Longue nette
Pic de prix examinée dans la dernière rapport							
	<i>\$EU/tonne</i>						
Début de la tendance à la hausse 26 Janvier, 2010	351.63	105 (18%)	-117	167 (29%)	138	143 (25%)	32
Mois avant le pic 4 Janvier, 2011	526.71	131 (14%)	-302	212 (23%)	155	249 (27%)	154
2011 Pic 1 Février, 2011	557.03	132 (13%)	-302	210 (21%)	142	283 (29%)	169
Mois après le pic 1 Mars, 2011	527.08	141 (17%)	-225	196 (23%)	123	214 (25%)	115
Volatilité des prix consécutive							
Niveau élevé 31 Mai, 2011	548.21	158 (19%)	-193	177 (22%)	122	226 (28%)	105
Niveau bas 28 Juin, 2011	507.88	163 (23%)	-147	179 (25%)	129	167 (23%)	61
Niveau élevé 30 Août, 2011	554.27	98 (12%)	-293	169 (21%)	116	258 (32%)	179
Niveau bas le plus récent 4 Octobre, 2011	441.84	224 (25%)	-110	172 (19%)	92	169 (19%)	50

Sources des données : prix – www.barchart.com ; Positions ouvertes –Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated Reports

Indicateurs de marché

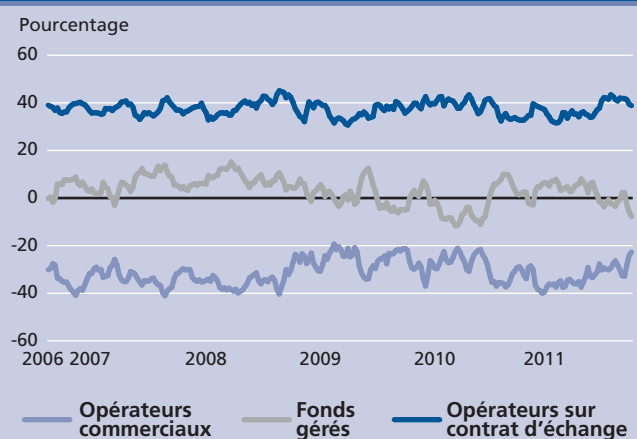
CME : positions longues nettes sur le maïs en pourcentage des positions ouvertes (septembre 2006 – octobre 2011)



CME : contrats à terme sur le maïs (septembre 2006 – octobre 2011)



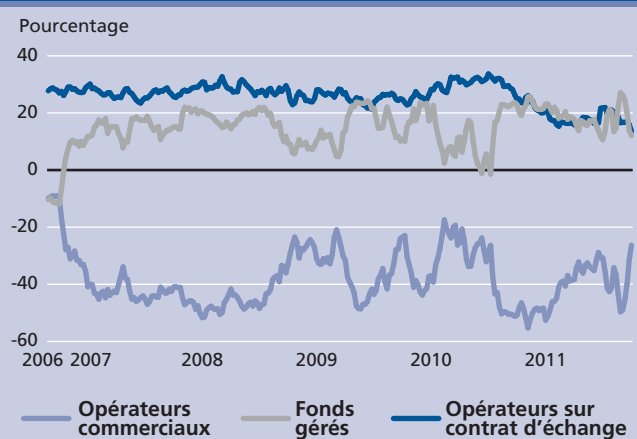
CME : positions longues nettes sur le blé en pourcentage des positions ouvertes (septembre 2006 – octobre 2011)



CME : contrats à terme sur le blé (septembre 2006 – octobre 2011)



CME : positions longues nettes sur le soja en pourcentage des positions ouvertes (septembre 2006 – octobre 2011)



CME : contrats à terme sur le soja (septembre 2006 – octobre 2011)

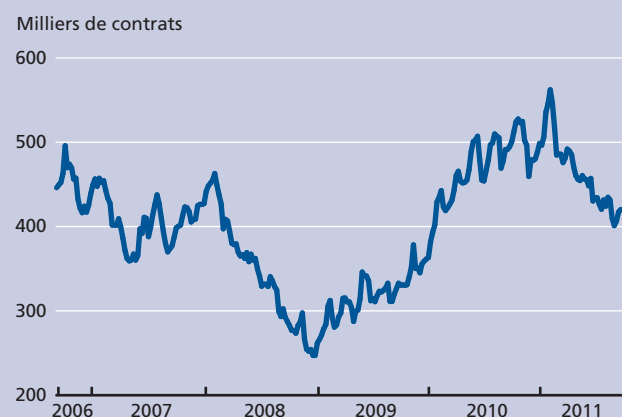


Indicateurs de marché

CME : positions ouvertes sur le maïs
(septembre 2006 – octobre 2011)



CME : positions ouvertes sur le blé
(septembre 2006 – octobre 2011)



CME : positions ouvertes sur le soja
(septembre 2006 – octobre 2011)



TENDANCES RÉCENTES DES INVESTISSEMENTS SUR LES MARCHÉS DU PÉTROLE BRUT ET MARCHES DERIVES DES MÉTAUX, EN COMPARAISON AVEC CEUX SUR LES MARCHES DÉRIVÉS DES CÉRÉALES ET DES GRAINES OLEAGINEUSES

(Article écrit par Frank S. Rose, College of Business, Université de Lewis, Romeoville, Illinois, États-Unis)

INTRODUCTION

Ces dernières années, les activités des investisseurs sur les marchés dérivés et leurs répercussions possibles sur les prix ont fait l'objet d'une attention toute particulière. Les Perspectives de l'alimentation ont publié plusieurs articles qui se penchaient sur la participation des investisseurs sur les marchés à terme et d'options sur le maïs, le blé et le soja de la bourse de Chicago. Ce numéro présente une mise à jour sur ce thème (Rose, novembre 2011).

Cet article se penche sur la participation des investisseurs sur plusieurs marchés boursiers du pétrole brut et dérivés des métaux précieux et des métaux communs. Au cours des cinq dernières années, les marchés du pétrole brut, de l'or, de l'argent, du cuivre et du platine ont enregistré des hausses importantes des prix en 2008, puis des baisses rapides, et ensuite une tendance haussière des prix, jusqu'à de nouveaux pics des prix en 2011. Plus récemment, les prix de tous ces produits ont chuté par rapport aux sommets enregistrés en 2011.

Les analystes des prix ont analysé de manière approfondie les effets de la récession mondiale sur ces marchés. Cette analyse s'inscrit dans le contexte d'une conjoncture macroéconomique faible. L'indice de référence S&P GSCI, qui contient la plupart des produits inclus dans cette analyse, a chuté brusquement en 2008 et 2009 et, après deux ans de reprise, il a de nouveau chuté significativement par rapport au pic atteint en avril 2011. De nombreux commentateurs ont principalement attribué les baisses à un affaiblissement de la demande de matières premières. Cet article s'intéresse

particulièrement au comportement des investisseurs sur les marchés à terme et d'options des produits sélectionnés, au moment des hausses et des baisses des prix entre 2007 et 2011.

L'approche analytique et les données utilisées sont expliquées dans le paragraphe suivant. L'article présentera ensuite les tendances en matière de participation des investisseurs et des opérateurs en couverture traditionnels sur les marchés du pétrole brut et des métaux ces cinq dernières années, en particulier au moment des pics de prix en 2008 et en 2011. Enfin, ces tendances seront comparées avec celles qui ont été observées sur les marchés des céréales et des graines oléagineuses par rapport à l'évolution des prix sur les marchés et au positionnement sur le marché des divers groupes d'utilisateurs.

APPROCHE ANALYTIQUE

L'analyse porte sur la participation des opérateurs en couverture traditionnels, des opérateurs sur contrat d'échange et des gestionnaires de fonds sur les marchés à terme et d'options du pétrole brut, de l'or, de l'argent, du cuivre et du platine. Leur participation est comparée avec les investissements réalisés sur les marchés du maïs, du blé et du soja, qui sont analysés dans les articles liés de ce numéro des Perspectives de l'alimentation. Les opérateurs en couverture traditionnels incluent les producteurs, les négociants, les transformateurs et les autres utilisateurs commerciaux des produits sous-jacents qui utilisent depuis longtemps les marchés à des fins de gestion des risques. Les opérateurs sur contrat d'échange se servent des marchés pour gérer les risques associés à la fourniture de contrats d'échange sur les marchés de gré à gré des produits de base. Les gestionnaires de fonds effectuent les transactions pour le compte de leurs clients.

Les figures 1 et 2 présentent les prix du pétrole brut et des métaux sur le marché au comptant entre octobre 2006 et octobre 2011. Les prix de chaque produit sont ensuite relevés à six moments différents :

1. 16 Janvier 2007 – une période de prix bas pour tous les produits, proche du début de la tendance à la hausse des prix de 2007-2008.
2. Pic de prix en 2008 – date donnée pour chaque produit.
3. 16 Décembre 2008 – les prix de tous les produits étaient proches de leurs niveaux les plus bas après les chutes significatives des prix.
4. 15 Juin 2010 – les prix de tous les produits ont amorcé une tendance à la hausse.

Indicateurs de marché

Figure 1. Prix au comptant du pétrole brut Brent (pétrole brut Brent daté, f.o.b. Royaume-Uni, octobre 2006-octobre 2011)

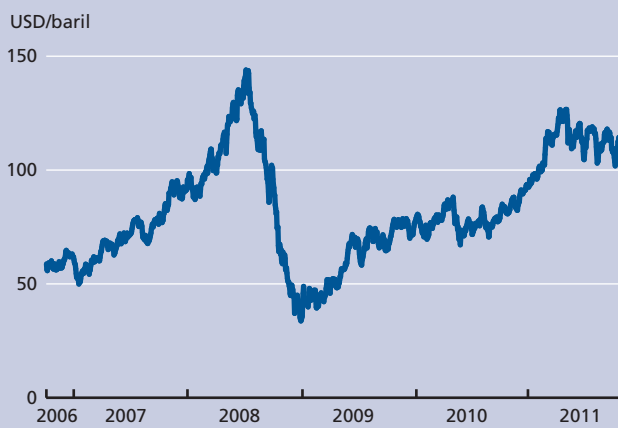


Figure 2. Prix au comptant de l'or (Or (Royaume-Uni), cotation de l'après-midi à Londres, octobre 2006-octobre 2011)

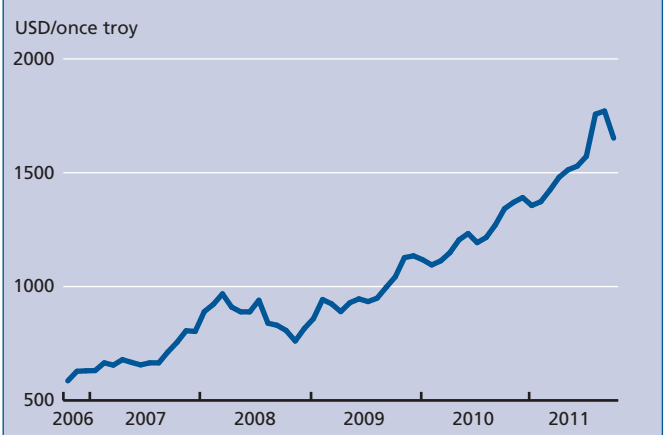


Figure 1. Prix au comptant du pétrole brut léger non corrosif (WTI, octobre 2006-octobre 2011)



Figure 2. Prix au comptant de l'argent (Argent (Handy & Harman), New York, octobre 2006-octobre 2011)



Figure 1. Prix au comptant du cuivre (cuivre (LME), octobre 2006-octobre 2011)



Figure 2. Prix au comptant du platine (cotations de Londres, octobre 2006-octobre 2011)



5. Pic de prix en 2011 – date donnée pour chaque produit.
6. 4 Octobre 2011 – les prix de tous les produits ont enregistré une baisse importante au mois de septembre et il s'agit de la date pour laquelle les dernières données disponibles ont été utilisées dans cette analyse.

Pour chaque moment où les prix sont relevés, les données concernant les positions occupées par chaque groupe de participants sur le marché sont analysées.

La participation est examinée sur les marchés à terme et d'options suivants:

1. New York Mercantile Exchange (NYMEX) pétrole brut léger non corrosif.
2. Intercontinental Exchange (ICE Futures – Europe) pétrole brut léger non corrosif.
3. Commodity Exchange (COMEX) cuivre à forte teneur.
4. COMEX Or.
5. COMEX Argent.
6. NYMEX Platine.

Les marchés du pétrole brut léger non corrosif au NYMEX et au ICE ont été sélectionnés afin de permettre plusieurs comparaisons de la participation des utilisateurs. Le pétrole brut de qualité Brent, bien qu'il soit activement négocié au ICE, n'est pas inclus dans l'analyse, car les données concernant la participation ne sont pas disponibles. Cependant, les prix du brut de qualité Brent sont suivis de près, et présentés dans la Figure 1 pour illustrer leur corrélation avec les prix du pétrole brut léger non corrosif. Les contrats sur le cuivre, l'or, l'argent et le platine – un métal commun et trois métaux précieux, sont les contrats sur les métaux les plus activement échangés sur les marchés du COMEX et du NYMEX.

Les données concernant les positions ouvertes des opérateurs en couverture traditionnels, des opérateurs sur contrat d'échange et des gestionnaires de fonds proviennent des rapports Commitments of Traders réalisés par la Commodity Futures Trading Commission (CFTC). Les tableaux 1 à 4 présentent des données concernant les positions ouvertes tirées des rapports de la CFTC. En outre, les tableaux présentent le calcul de la position « nette longue », à partir des données, qui indique la différence entre les positions ouvertes longues (c'est-à-dire d'achat) et ouvertes courtes (c'est-à-dire de vente) pour chacun des groupes de participants au marché.

PARTICIPATION SUR LES MARCHÉS À TERME ET D'OPTIONS DU PÉTROLE BRUT ET DES MÉTAUX SÉLECTIONNÉS

Pétrole brut

Le tableau 1 fait la synthèse de la participation sur les marchés du pétrole brut. Les positions ouvertes sur les marchés à terme et d'options au NYMEX sont quatre à cinq fois supérieures à celles au ICE. La participation au marché dans les deux bourses d'échange présente des similitudes et des différences. Malheureusement, les données concernant les positions au ICE ne sont pas disponibles pour les trois premiers moments sélectionnés, limitant par conséquent les comparaisons. Les opérateurs en couverture traditionnels sont constamment en position courte nette sur les deux marchés, ils se couvrent pour se protéger contre les baisses de prix. Le pourcentage des positions ouvertes longues de ce groupe est plus important au ICE. Le 4 octobre, par exemple, ils possédaient 29 pour cent des positions ouvertes longues au ICE et 13 pour cent au NYMEX. Au NYMEX, les opérateurs commerciaux semblent avoir augmenté leurs positions courtes nettes en même temps que les prix suivaient une tendance à la hausse jusqu'au pic atteint en avril 2011.

Des trois groupes de participants examinés, les opérateurs sur contrat d'échange sont les plus actifs sur les marchés du pétrole brut, représentant de 32 à 42 pour cent des positions ouvertes longues. Aux deux bourses d'échange, ils sont passés d'une position longue nette à courte nette entre juin 2010 et début octobre, et le volume de leurs positions longues a diminué au cours de cette même période. Au NYMEX, les opérateurs sur contrat d'échange étaient en position longue nette en 2008 au moment du pic de prix mais en position courte nette au moment du pic en 2011.

Les gestionnaires de fonds sont constamment en position longue nette aux deux bourses d'échange, ils augmentent généralement leurs positions longues lorsque les prix sont élevés et les diminuent lorsque les prix baissent. Leurs positions longues et longues nettes ont considérablement diminué entre le pic de prix en avril 2011 et début octobre où les prix ont chuté. Au NYMEX, leurs positions longues nettes durant le pic de 2011 étaient quatre fois supérieures à leurs positions au moment du pic de 2008.

Au ICE, le contrat sur le Brent se négocie beaucoup plus activement que le contrat sur le brut léger non corrosif. Le volume des opérations boursières entre janvier et septembre 2011 a représenté 99,2 millions de contrats pour le Brent; et 40,8 millions de contrats pour le brut léger non corrosif. (Le volume pour le brut léger non corrosif au NYMEX était de 136,6 millions). Le volume de contrats sur le Brent au ICE a augmenté de 32 pour cent sur un an, alors que les volumes

Indicateurs de marché

des contrats sur le brut léger non corrosif au NYMEX et au ICE ont respectivement augmenté de 6 pour cent et 2 pour cent. Comme précédemment indiqué, les prix des deux types de pétrole brut sont corrélés, mais la CFTC ne dispose pas de données concernant les positions ouvertes pour les contrats sur le Brent.

Cuivre

Les positions ouvertes sur les marchés à terme et d'options du cuivre sont beaucoup plus faibles que sur les deux marchés du pétrole brut. De nouveau, les producteurs et autres opérateurs commerciaux sont toujours en position courte nette. Leur part de marché des positions ouvertes longues varie largement, de 5 à 21 pour cent selon les données relevées. Comme pour ce qui concerne le pétrole brut, les opérateurs sur contrat d'échange possèdent la plus grande part des positions ouvertes longues, 47 pour cent en octobre 2011, par exemple. Comme précédemment, les gestionnaires de fonds ont accru leurs positions longues lorsque les prix augmentaient et les ont réduites lorsque les prix diminuaient. Ils étaient en position courte nette aux deux moments où les prix étaient les plus bas et de nouveau en octobre 2011. Ils ont réduit leurs positions et leur part de marché nettement entre le pic de prix enregistré en février 2011 et le mois d'octobre durant lequel les prix étaient bas.

Or

Le total des positions ouvertes sur les marchés de l'or était relativement élevé lors des pics de prix en 2008 et en 2011. Comme pour les autres produits, les utilisateurs commerciaux sont toujours en position courte nette. Sur le marché de l'or, la part des positions ouvertes longues des opérateurs sur contrat d'échange est plus faible (23 pour cent en octobre, par exemple) que sur les marchés du pétrole brut (33-36 pour cent) et du cuivre (47 pour cent). Contrairement aux deux autres marchés, sur le marché de l'or, ils sont toujours en position courte nette. Ils ont réduit leurs positions courtes nettes significativement entre le moment où les prix ont atteint un pic en août 2011 et le moment où les prix étaient plus bas en octobre. Les gestionnaires de fonds sont toujours en position longue nette, et une fois de plus, le volume de leurs positions varie en fonction de l'évolution des prix. Les gestionnaires de fonds ont réduit leurs positions longues et longues nettes entre août et octobre.

Argent

Le marché de l'argent a enregistré deux pics de prix distincts en 2011, en avril et en août. En avril, les prix ont atteint 47,88 dollars E.U. l'once et en août ils ont atteint 43,21 dollars E.U. l'once. De même que pour l'or, le total des positions ouvertes est plus élevé au moment des pics de prix. Les opérateurs en

couverture traditionnels sont constamment en position courte, les gestionnaires de fonds sont constamment en position longue et la position des opérateurs sur contrat d'échange varie entre longue et courte. Il semble que les opérateurs sur contrat d'échange passent d'une position courte à une position longue quand les prix chutent. C'est en tout cas ce qui s'est passé entre le moment où les prix atteignaient un pic en avril et celui où ils étaient bas en octobre. Une fois de plus, le volume des positions longues et longues nettes des gestionnaires de fonds varie en fonction de l'évolution des prix. Leurs positions étaient plus larges au moment du pic des prix en 2008 qu'en 2011, et ils ont réduit de moitié le volume de leurs positions entre avril et octobre 2011.

Platinum

Le marché du platine en termes de positions ouvertes est le plus petit des marchés inclus dans cette analyse. La CFTC ne dispose pas de données concernant les positions ouvertes pour les trois premiers moments sélectionnés. Les opérateurs en couverture traditionnels et les opérateurs sur contrat d'échange sont constamment en position courte nette lors des trois moments où les données sont relevées et, comme pour tous les autres produits, les gestionnaires de fonds sont constamment en position longue nette. On peut remarquer que les gestionnaires de fonds représentent 42 à 49 pour cent des positions ouvertes longues sur le marché du platine, une part plus importante que sur les marchés des autres produits.

COMPARAISONS AVEC LES CONTRATS A TERME ET D'OPTIONS SUR LE MAÏS, LE BLÉ ET LE SOJA

Les marchés à terme et d'options sur le maïs, le blé et le soja au CBOT sont relativement importants par rapport aux marchés examinés dans cet article. Le 4 octobre 2011, les positions ouvertes sur les marchés (en milliers de contrats) étaient :

NYMEX pétrole brut léger non corrosif	2 795
CBOT maïs	1 912
CBOT soja	889
COMEX or	804
CBOT Blé	526
ICE pétrole brut léger non corrosif	517
COMEX Argent	159
NYMEX Platine	42

De nombreuses observations récurrentes de cette analyse des marchés du pétrole brut et des métaux s'appliquent également aux marchés du maïs, du blé et du soja au CBOT. Tous ont enregistré des pics de prix en 2008 et en 2011. Les

pics de prix en 2008 ont été suivis par des baisses brutales des prix sur les marchés du pétrole brut, du cuivre, du platine, du maïs, du blé et du soja. Les hausses des prix en 2008 et les chutes qui ont suivi ont été moins sévères sur les marchés de l'or et de l'argent. Le fléchissement des prix par rapport aux pics enregistrés en 2011 semble être un peu plus graduel, bien que la baisse des cours en septembre ait été assez forte sur les marchés du maïs, du soja, de l'or, de l'argent, du cuivre et du platine.

Pour ce qui concerne la composition des marchés entre 2007 et 2011, nous observons que les producteurs, les négociants, les transformateurs et les utilisateurs des produits sous-jacents sont constamment en position courte nette sur tous les marchés. Les gestionnaires de fonds sont constamment en position longue nette et ont tendance à augmenter leurs positions nettes longues lorsque les prix augmentent et à les réduire lorsque les prix baissent. L'évolution des positions des opérateurs sur contrat d'échange semble suivre une tendance assez similaire, mais pas aussi constante ni prononcée. Les opérateurs sur contrat d'échange sont généralement en position longue nette mais détiennent parfois des positions courtes nettes sur les marchés du pétrole brut et des métaux. Les gestionnaires de fonds ont clairement réduit leurs positions longues et longues nettes sur tous les marchés durant les derniers mois de la période analysée.

Les parts de marché des positions ouvertes longues détenues par les groupes de participants varient selon les marchés. Les opérateurs en couverture traditionnels détiennent une part de marché qui varie de 5 à 10 pour cent sur les marchés de l'argent et du platine, de 10 à 25 pour cent sur les marchés du maïs, du blé, du soja, du pétrole au NYMEX et de l'or et 25 à 30 pour cent sur les marchés du pétrole brut au ICE. Les opérateurs sur contrat d'échange possèdent environ 35 à 40 pour cent des positions ouvertes sur les marchés du blé, du pétrole brut et du cuivre et environ 25 pour cent sur les autres marchés. La part des gestionnaires de fonds sur le marché du platine est d'environ 40 pour cent, mais elle est d'environ 15 pour cent sur les autres marchés.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

De toute évidence, pour comprendre les marchés boursiers du pétrole brut et des dérivés des métaux, il faut comprendre les activités des investisseurs qui les utilisent. Ils représentent une partie importante de l'ensemble de l'activité du marché. Il est probable qu'ils continueront à investir dans les contrats à terme et d'options ou à les utiliser pour gérer les risques liés aux prix sur d'autres marchés, profitant de leur efficacité transactionnelle, de l'absence de risque de crédit, de la facilité d'entrée et de sortie et d'une réglementation stricte. Comme

noté ci-dessus, les volumes des échanges sur les marchés du pétrole brut léger non corrosif ont augmenté de 6 pour cent au NYMEX et de 2 pour cent au ICE cette année et le volume des échanges sur le marché du brut de qualité Brent ont augmenté de 32 pour cent au ICE (marchés à terme, nombre de contrats, janvier–septembre, variation sur un an). Les volumes sur les autres marchés analysés ici ont progressé comme suit : cuivre : + 19 pour cent, or : + 21 pour cent, argent : +108 pour cent, platine : + 40 pour cent, maïs : + 26 pour cent, blé : + 9 pour cent et soja : + 33 pour cent. L'activité des investisseurs sur ces marchés sera un facteur déterminant de la poursuite de leur croissance.

RÉFÉRENCES

La Banque mondiale. Octobre 2011, Données sur les prix des produits de base. www.banquemondiale.org. www.worldbank.org

US Energy Information Administration. www.eia.gov

Commodity Futures Trading Commission (CFTC); "Disaggregated Commitments of Traders Reports (Futures and Options Combined)"; divers numéros. www.cftc.gov.

Rose, Frank S. 2011. «Une analyse des pics des prix du maïs, du blé et du soja observés en 2008 et en 2011 et de la participation des investisseurs sur les marchés à terme» *Perspectives de l'alimentation*; Organisation pour l'alimentation et l'agriculture; Juin 2011, Rome. www.fao.org.

Indicateurs de marché

Tableau 1: pétrole brut léger non corrosif

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, opérateurs sur contrat d'échange et gestionnaires de fond sur les marchés à terme et d'options des New York Mercantile Exchange et Intercontinental Exchange – Europe

(En milliers de contrats, pourcentage de l'ensemble des positions ouvertes entre parenthèses)

Date	Prix au comptant	Total des positions ouvertes	Producteurs/Négociants Transformateurs/Utilisateurs		Opérateurs sur contrat d'échange		Gestionnaires de fonds	
			Longue	Longue nette	Longue	Longue nette	Longue	Longue nette
NYMEX								
	<i>\$EU/baril</i>							
16 Janvier, 2007	50.49	2397	602 (25%)	-53	793 (33%)	-2	364 (15%)	42
Pic de prix en 2008 8 Juillet, 2008	145.66	2920	358 (12%)	-101	988 (34%)	19	647 (22%)	75
16 Décembre, 2008	33.87	2937	237 (8%)	-125	1212 (41%)	0	653 (22%)	77
15 Juin, 2010	77.18	2744	365 (13%)	-210	1085 (40%)	100	504 (18%)	98
Pic de prix en 2011 April 26, 2011	113.93	2961	369 (12%)	-224	1039 (35%)	-146	658 (22%)	301
4 Octobre 2011	82.98	2795	373 (13%)	-125	1018 (36%)	-68	558 (20%)	146
ICE Futures - Europe*								
15 juin, 2010	77.18	518	111 (21%)	-63	218 (42%)	21	67 (13%)	24
Pic de prix en 2011 26 Avril, 2011	113.93	564	166 (29%)	-42	182 (32%)	-9	93 (16%)	44
4 octobre, 2011	82.98	517	149 (29%)	-31	170 (33%)	-1	58 (11%)	20

* Aucune donnée n'est disponible concernant les positions ouvertes pour les contrats à terme au ICE - Europe pour le 16 janvier 2007, le 8 juillet 2008 et le 16 décembre 2008.

Sources des données : prix – www.barchart.com ; Positions ouvertes –Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated Reports

Tableau 2: cuivre à forte teneur

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, opérateurs sur contrat d'échange et gestionnaires de fond sur les marchés à terme et d'options du Commodity Exchange of New York

(En milliers de contrats, pourcentage de l'ensemble des positions ouvertes entre parenthèses)

Date	Prix au comptant	Total des positions ouvertes	Producteurs/Négociants Transformateurs/Utilisateurs		Opérateurs sur contrat d'échange		Gestionnaires de fonds	
			Longue	Longue nette	Longue	Longue nette	Longue	Longue nette
	<i>\$EU/tonne</i>							
16 Janvier, 2007	5 511	71	15 (21%)	-2	34 (48%)	26	6 (9%)	-16
Pic de prix en 2008 1 Avril, 2008	8 774	103	9 (9%)	-28	39 (38%)	21	28 (27%)	14
16 Décembre, 2008	2 888	72	13 (19%)	05	32 (44%)	24	7 (10%)	-18
15 Juin, 2010	6 349	138	14 (10%)	-43	59 (43%)	44	33 (24%)	3
Pic de prix en 2011 1 Février, 2011	10 075	161	8 (5%)	-65	60 (37%)	37	58 (36%)	32
4 Octobre, 2011	7 209	122	13 (11%)	-27	57 (47%)	36	24 (20%)	-5

Sources des données : prix – www.barchart.com ; Positions ouvertes –Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated Reports

Indicateurs de marché

Tableau 3: Or

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, opérateurs sur contrat d'échange et gestionnaires de fond sur les marchés à terme et d'options du Commodity Exchange of New York

(En milliers de contrats, pourcentage de l'ensemble des positions ouvertes entre parenthèses)

Date	Prix au comptant	Total des positions ouvertes	Producteurs/Négociants Transformateurs/ Utilisateurs		Opérateurs sur contrat d'échange		Gestionnaires de fonds	
			Longue	Longue nette	Longue	Longue nette	Longue	Longue nette
	<i>USD/once.</i>							
16 Janvier, 2007	635.90	421	63 (15%)	-66	62 (15%)	-31	142 (34%)	35
Pic de prix en 2008 March 11, 2008	1 002.70	653	59 (9%)	-180	105 (16%)	-83	268 (41%)	182
16 Décembre, 2008	838.30	418	61 (15%)	-106	66 (16%)	-29	121 (29%)	82
15 Juin, 2010	1 256.60	783	85 (11%)	-228	159 (20%)	-89	273 (35%)	218
Pic de prix en 2011 30 Août, 2011	1 882.40	955	152 (16%)	-202	174 (18%)	-73	251 (26%)	195
4 Octobre, 2011	1 637.60	804	138 (17%)	-172	181 (23%)	-24	174 (22%)	127

Sources des données : prix – www.barchart.com ; Positions ouvertes – Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated Reports

Indicateurs de marché

Tableau 4 : Argent et Platine

Positions ouvertes des producteurs/négociants/transformateurs/utilisateurs, opérateurs sur contrat d'échange et gestionnaires de fond sur les marchés à terme et d'options du COMEX pour l'argent et du NYMEX pour le platine

(En milliers de contrats, pourcentage de l'ensemble des positions ouvertes entre parenthèses)

Date	Prix au comptant	Total des positions ouvertes	Producteurs/Négociants Transformateurs/ Utilisateurs		Opérateurs sur contrat d'échange		Gestionnaires de fonds	
			Longue	Longue nette	Longue	Longue nette	Longue	Longue nette
COMEX Argent								
	USD/once.							
16 Janvier, 2007	12.87	129	15 (11%)	-29	15 (12%)	-19	36 (28%)	22
Pic de prix en 2008 11 Mars, 2008	20.67	218	24 (11%)	-63	29 (13%)	-8	75 (34%)	38
16 Décembre, 2008	10.89	113	12 (11%)	-37	22 (19%)	7	28 (25%)	12
15 Juin, 2010	19.18	165	9 (6%)	-56	32 (20%)	-2	53 (32%)	32
Pic de prix en 2011 26 Avril, 2011	47.88	209	13 (6%)	-47	36 (17%)	-3	51 (24%)	26
October 4, 2011	31.12	159	15 (10%)	-31	40 (25%)	6	25 (15%)	11
NYMEX Platine*								
15 Juin, 2010	1 590	31	1 (3%)	-13	7 (23%)	-6	15 (49%)	14
2011 Price Peak August 30, 2011	1 878	46	1 (2%)	-21	10 (22%)	-12	23 (49%)	21
4 octobre 2011	1 491	42	3 (7%)	-14	7 (17%)	-9	18 (42%)	14

Note : Aucune donnée n'est disponible concernant les positions ouvertes pour les contrats sur le platine au NYMEX pour le 16 janvier 2007, le 7 juillet 2008 et le 16 décembre 2008.

Sources des données : prix – www.barchart.com ; Positions ouvertes –Commodity Futures Trading Commission, Commitments of Traders Disaggregated Reports

TAUX DE FRET MARITIME

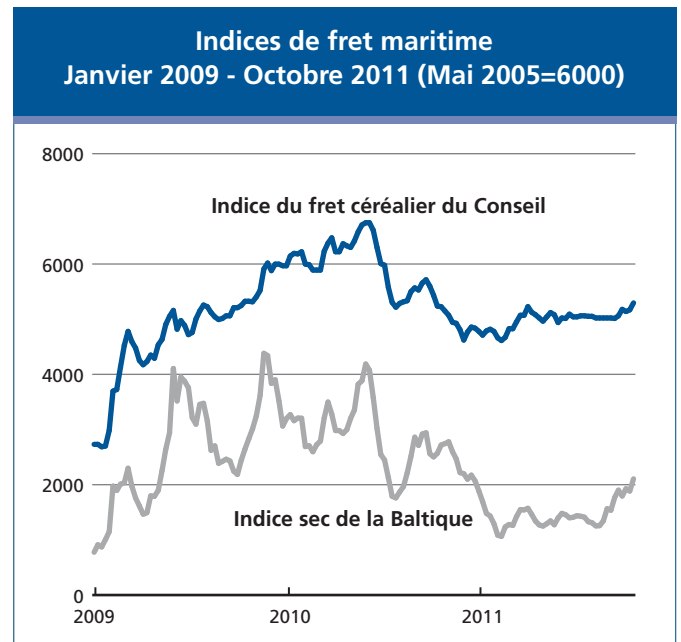
Contribution du Conseil International des Céréales (CIC) www.igc.org.uk

MARCHÉ DU FRET MARITIME (Juin - mi-Octobre 2011)

Les taux de fret maritime du vrac sec ont progressé ces derniers mois. Après avoir chuté en août, en particulier en raison de l'excédent de tonnage, le taux a grimpé régulièrement en septembre et octobre, soutenu par une amélioration de la demande de produits de base, notamment des céréales et du soja, la hausse des prix du combustible de soude et l'augmentation des coûts d'entretien. La hausse a été particulièrement prononcée sur le marché des Capesize transportant des minéraux, où les valeurs ont atteint leur plus haut niveau en onze mois. La reprise des exportations de céréales de la Fédération de Russie a entraîné une hausse des taux dans la mer Noire par rapport aux récents faibles niveaux. Le piratage a provoqué une augmentation des primes d'assurance pour les routes qui longent la côte est de l'Afrique, la mer d'Oman et l'océan Indien. Dans l'ensemble, le Baltic Exchange Dry a augmenté de 42 pour cent, reflétant la flambée des taux Capesize, tandis que le Grain Freight Index (GFI) du CIC¹, qui suit l'évolution des taux des transporteurs de céréales de moyenne et de petite taille, a augmenté de seulement 5 pour cent.

Dans le secteur **Panamax**, les taux pour l'acheminement transatlantique ont reculé en juillet et en août, notamment sur les routes d'Amérique du Sud, étant donné que les navires sur lest en provenance du Pacifique ont continué de se déplacer dans la région en quête de cargaisons. La situation s'est inversée en septembre, lorsque les taux se sont raffermis en raison de l'augmentation des volumes des expéditions maritimes de céréales en provenance du Golfe du Mexique, d'Amérique du Sud et de la région de la mer Noire, et d'un resserrement de l'offre de tonnage, notamment en Europe et dans le Golfe du Mexique. Les taux dans le Pacifique ont été soutenus par les expéditions de minerais de l'Australie et de l'Indonésie.

¹ Le GFI établit une différence entre trajets empruntés pour les céréales d'une part, et pour les minerais et le vrac sec d'autre part, ces derniers étant inclus dans les indices plus généraux de vrac sec tels que le Baltic Dry Index (BDI). Le GFI se compose de 15 grandes voies de navigation pour les céréales qui représentent les principaux flux du commerce céréalier, avec cinq taux à partir des États-Unis et deux taux à partir de l'Argentine, de l'Australie, du Canada, de l'Union européenne et de la mer Noire. Les dimensions des navires sont bien représentées, avec 10 taux Panamax et 5 taux dans le secteur Handysize. Le GFI est calculé chaque semaine, avec la moyenne sur quatre semaines jusqu'au 18 mai 2005 pour sa base de 6000.



Comme pour ce qui concerne le marché **Panamax**, les taux Handysize/Supramax ont tout d'abord diminué en raison de l'excédent de tonnage et d'un ralentissement saisonnier de la demande. La mousson en Inde a réduit les activités d'affrètement de minerai de fer, entraînant une chute des taux au départ de la côte est du pays et à destination de la Chine. Le marché a commencé à rebondir à la fin du mois d'août, renforcé par une augmentation de la demande de céréales et de soja sur les routes en provenance d'Amérique du Sud, du Golfe du Mexique et de la mer Noire. La région de la mer Noire a enregistré une hausse très importante des exportations, y compris des expéditions à destination de l'Extrême-Orient par le Canal de Suez. Les navires en Europe sont restés à court d'approvisionnement, incitant les propriétaires à augmenter les taux.

Le taux **Capesize** est resté faible en juin et juillet en raison d'un excédent persistant de tonnage, mais il a par la suite enregistré une forte progression. Celle-ci s'explique par une augmentation notable des importations de minerai de fer et de charbon en provenance de l'Australie, du Brésil et de l'Inde, à destination de la Chine, afin de reconstituer les réserves des pays. La hausse s'est reflétée dans le Baltic Exchange Capesize index (BCI), qui a progressé de 85 pour cent entre juin et octobre

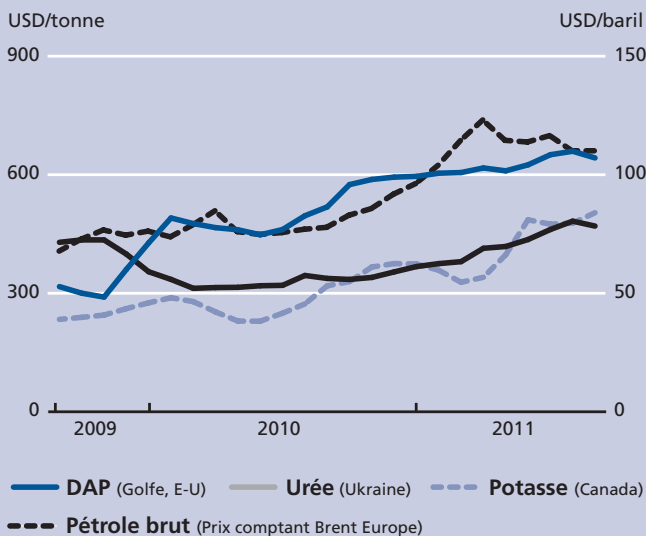
Indicateurs de marché

EXEMPLES DE ROUTES (moyennes mensuelles) SEU/tonne				
	Brésil/UE (ARAH)	États-Unis (Golfe)/UE (ARAH)	États-Unis (Golfe)/Japon	États-Unis (Golfe)/Corée du Sud
Taille des navires	Handysize	Panamax	Panamax	Panamax
Origine	Brésil	États-Unis (Golfe)	États-Unis (Golfe)	États-Unis (Golfe)
Destination	UE (ARAH)	UE (ARAH)	Japon	Corée du Sud
Octobre 2010	41	28	59	61
Novembre 2010	37	26	55	56
Décembre 2010	37	27	55	56
Janvier 2011	41	27	54	55
Février 2011	40	26	52	53
Mars 2011	41	28	56	57
Avril 2011	44	26	57	58
Mai 2011	44	26	58	59
Juin 2011	42	28	55	56
Juillet 2011	42	28	54	55
Août 2011	43	28	53	54
Septembre 2011	43	27	54	55
Octobre 2011	44	28	55	56

FACTURES DES IMPORTATIONS VIVRIERES

Prix mensuels des engrais et du pétrole brut : Septembre 2009 à septembre 2011

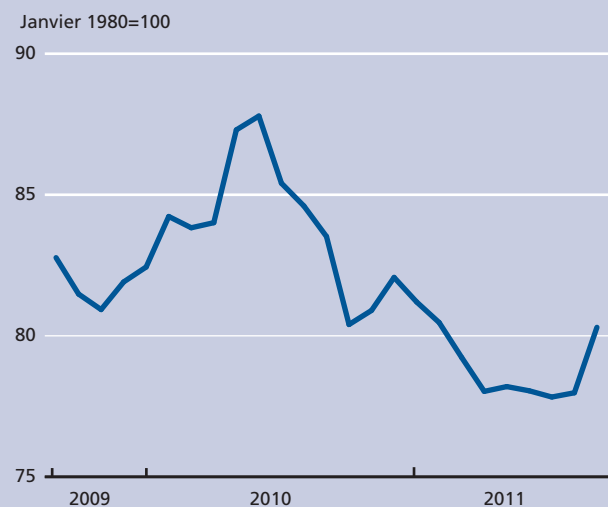
Les prix internationaux des engrais ont continué de progresser depuis le mois d'avril, surtout les prix de l'urée, en raison d'une hausse des coûts de production, d'une demande d'importation soutenue des pays comme l'Inde et le Brésil et d'un resserrement des disponibilités à l'exportation. Entre janvier et septembre, les prix des engrais étaient 24 pour cent (DAP) et 58 pour cent (urée) plus chers en 2011 qu'en 2010. Les cours internationaux du pétrole brut ont augmenté de 44 pour cent pendant la même période, mais contrairement aux engrais, les prix ont fléchi quelque peu en août et en septembre en réaction à la détérioration des perspectives de l'économie mondiale. Les prix des cultures qui restent élevés et les pluies de mousson en Asie qui devraient être abondantes pourraient inciter les agriculteurs à augmenter les superficies cultivées lors de la campagne d'hiver dans l'hémisphère nord et se traduire par une demande d'engrais soutenue aussi bien pour le marché intérieur que pour le commerce. Cette situation pourrait soutenir les cours mondiaux des engrais jusqu'à la fin de l'année, même si, dans le cas de l'urée, l'ouverture de nouvelles usines de production en Afrique du Nord et au Proche-Orient pourrait atténuer la pression.



Sources: FMI, Banque Mondiale

Évolution du taux de change du dollar E.U. : septembre 2009 à septembre 2011

Entre juin 2010 et août 2011, le dollar des États-Unis s'est déprécié face aux principales devises, perdant environ 11 pour cent de sa valeur en termes réels, ce qui a fortement soutenu les prix des produits sur les marchés mondiaux. Cependant, depuis septembre, le dollar a amorcé une tendance à la hausse, inversant les baisses enregistrées en 2011.



Indice de change du dollar E.-U. par rapport aux principales monnaies corrigé des prix
Source: Réserve fédérale des États-Unis

Les coûts des importations mondiales de produits alimentaires ont flambé en 2011

La facture mondiale des importations vivrières devrait atteindre 1290 milliards de dollars E.U. cette année, confirmant les perspectives publiées dans le dernier rapport. Avec 250 milliards de dollars E.U. de plus que l'année dernière, la facture en 2011 représenterait un record à la fois en termes de progression et de coût.

La facture mondiale sera caractérisée par des augmentations annuelles en pourcentage à deux chiffres pour toutes les catégories d'aliments, qui devraient

probablement toutes atteindre des niveaux record en 2011. La hausse des dépenses consacrées aux produits à base de céréales et les huiles végétales devrait représenter une grande partie de l'augmentation au niveau mondial. Les achats de produits alimentaires relevant de ces deux catégories devraient représenter 36 pour cent de la totalité du coût des importations de produits alimentaires, et contribuer pour plus du tiers à l'augmentation annuelle de la facture mondiale.

La hausse rapide du coût des importations en 2011 ne devrait pas se limiter aux céréales et aux huiles végétales. Par exemple, les factures à l'échelle mondiale des importations de sucre et de boissons devraient augmenter de 23 pour cent tandis que celles de produits de l'élevage (viandes et produits laitiers) pourraient augmenter en moyenne de 19 pour cent. Si l'on considère également les poissons, les importations

Indicateurs de marché

Factures prévues des importations vivrières totales et des principales denrées alimentaires de base (en milliards de USD)

	Monde		Pays développés		Pays en développement		PMA		PFRDV		Afrique subsaharienne	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
TOTAL ALIMENTS	1 041.5	1,292.2	663.7	813.1	377.7	479.1	27.3	35.9	163.3	206.9	30.7	39.6
Fruits et légumes	186.9	210.6	145.1	163.5	41.8	47.1	2.5	2.9	16.5	18.6	2.2	2.5
céréales	141.6	200.6	63.1	88.8	78.5	111.8	9.3	13.3	27.2	38.6	11.1	16.9
Viande	118.3	133.3	89.2	96.4	29.1	36.9	1.7	1.9	6.9	8.4	1.9	2.0
Poisson	108.5	119.2	81.4	92.5	27.0	26.7	0.6	0.6	7.9	7.9	3.1	3.0
Produits laitiers	73.4	87.6	49.1	58.3	24.3	29.4	1.8	1.9	10.8	13.2	2.3	1.8
Huiles végétales et matières grasses animales	81.5	111.5	38.0	51.5	43.5	60.0	4.4	6.2	28.5	38.5	3.2	4.5
Graines oléagineuses	61.7	74.9	21.0	25.5	40.7	49.4	0.4	0.3	30.5	39.2	0.3	0.4
Sucre	50.3	61.8	26.6	34.5	23.7	27.3	3.6	4.8	13.1	13.9	3.0	3.7

de protéines d'origine animale sont évaluées à 365 milliards de dollars E.U., ce qui établirait nettement ce groupe de produits comme étant le plus cher dans l'assortiment de produits alimentaires importés au niveau mondial.

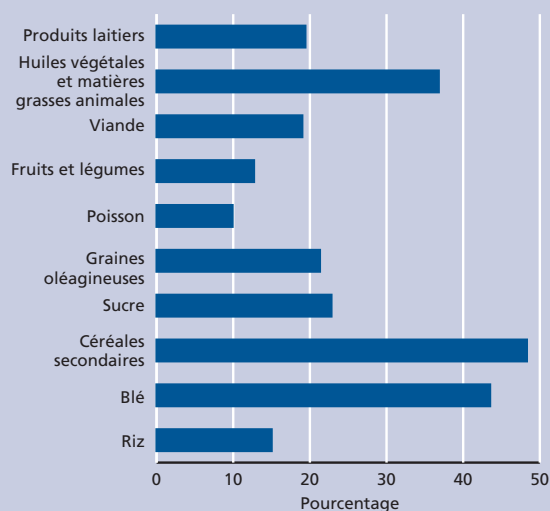
La flambée des prix mondiaux, dans le contexte de la dépréciation du dollar E.U. (devise de référence des cotations

internationales) durant la majeure partie de l'année, est responsable dans la plupart des cas de la hausse des factures en 2011. Contrairement à l'an dernier, la croissance des volumes échangés à l'échelle mondiale a été pratiquement négligeable, et le marché mondial s'est même contracté dans le cas du sucre. Des niveaux de production supérieurs à l'échelon national et le ralentissement de la croissance économique dans plusieurs destinations mondiales importantes expliquent la diminution des transactions en 2011. La hausse du coût des importations aurait été beaucoup plus élevée, si durant les huit premiers mois de l'année les coûts du transport international de marchandises n'avaient pas durablement baissé. Cependant, ces dernières semaines les taux de fret ont fortement augmenté, exerçant une pression à la hausse sur le coût des importations.

Pour ce qui concerne les groupes les plus vulnérables sur le plan économique, l'augmentation du coût des achats de produits alimentaires sur le marché international devrait être supérieure à la moyenne mondiale en 2011. Par exemple, les dépenses des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) pourraient enregistrer une hausse de 27 pour cent, mais de toutes les catégories économiques, c'est la facture des pays les moins avancés (PMA) qui devrait enregistrer la plus forte progression, une augmentation de 32 pour cent, soit 5 pour cent de plus que la hausse moyenne à l'échelle mondiale et une augmentation nettement supérieure à la hausse record observée durant l'épisode de la flambée des prix en 2007-

Évolution prévue des factures des importations vivrières mondiales par type : 2011 par rapport à 2010 (%)

Le coût des importations mondiales devrait atteindre des niveaux record en 2011, caractérisé par des augmentations en pourcentage à deux chiffres pour toutes les catégories d'aliments. La hausse des dépenses consacrées aux produits à base de céréales et aux huiles végétales devrait représenter une grande partie de l'augmentation au niveau mondial. Alors que le volume des transactions n'a pas beaucoup progressé, la hausse des factures s'explique principalement par une hausse des prix des denrées.



Contact:

Adam Prakash: E.mail: Adam.Prakash@fao.org

2008. Dans une perspective plus large, les dépenses consacrées aux denrées alimentaires importées par les pays vulnérables pourraient représenter environ 17 pour cent de toutes leurs dépenses d'importation, alors que la moyenne mondiale est d'environ 7 pour cent.

Pour beaucoup de pays en développement, la composition du panier de produits alimentaires importés, notamment

des produits à forte valeur, indique une amélioration de la capacité économique à importer. Mais pour d'autres, l'augmentation du coût des importations ne signifie pas nécessairement une hausse de l'offre alimentaire, car les hausses d'achat de denrées alimentaires, surtout des aliments de base sur le marché international, ne font que compenser la baisse de l'offre intérieure, comme c'est le cas dans de nombreux PMA et PFRDV

INDICES FAO DES PRIX

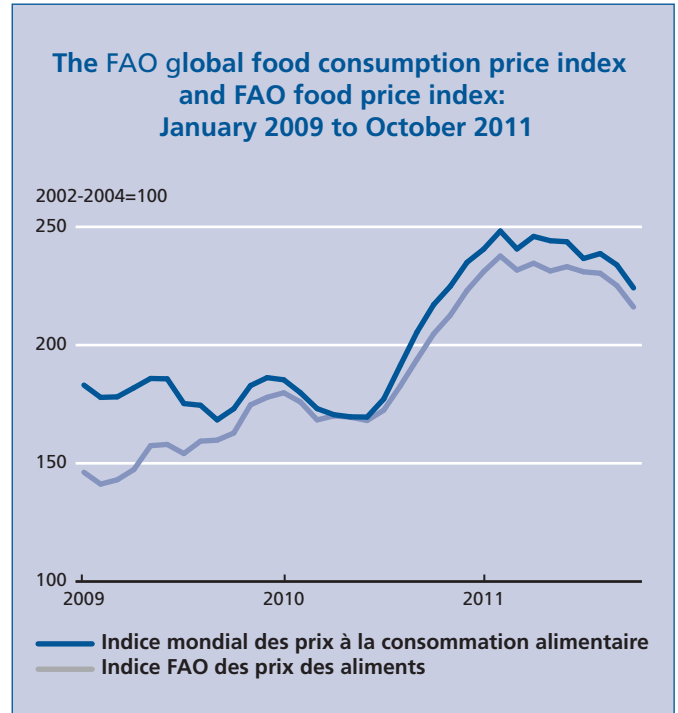
Indice mondial des prix à la consommation alimentaire de la FAO

L'**indice mondial des prix à la consommation alimentaire de la FAO** permet de suivre l'évolution du coût de l'assortiment alimentaire mondial telle qu'indiquée par le dernier bilan de la FAO sur la situation alimentaire mondiale (voir <http://faostat.fao.org/>). Après avoir atteint un record de 248 points en février 2011, l'indice a amorcé une tendance à la baisse, jusqu'à son plus bas niveau en 12 mois : 216 points en octobre. En termes réels, le coût du panier alimentaire mondial a baissé d'environ 15 pour cent depuis le début de l'année. La baisse des prix du blé, du sucre, des huiles végétales et des produits laitiers, qui pèsent fortement sur la consommation alimentaire, explique la réduction globale de l'indice.

Indice FAO des prix des produits alimentaires *

L'**indice FAO des prix des produits alimentaires (FFPI)** s'est établi en moyenne à 216 points en octobre 2011, soit 4 pour cent (9 points) de moins qu'en septembre et en baisse de 9 pour cent (22 points), par rapport à son niveau record de 238 points enregistré en février 2011. L'indice a baissé de manière constante depuis juin et, en octobre, il a atteint son niveau le plus bas depuis 11 mois. Il reste toutefois supérieur d'environ 5 pour cent au niveau enregistré un an plus tôt. Le recul s'explique par la chute des cours internationaux de tous les produits composant l'indice.

L'**indice FAO des prix des céréales** s'établissait à 232 points en moyenne en octobre, en recul de 5 pour cent (13 points) par rapport à septembre, et 15 pour cent en-dessous du maximum atteint en avril. Il dépassait néanmoins de 5 pour cent (12 points) le chiffre d'un an auparavant. L'Indice FAO des prix des céréales a été légèrement revu à la suite de la réintroduction du cours de la qualité India contenant 25 pour cent de brisures dans le calcul de l'Indice FAO des prix du riz. La baisse continue de l'indice mensuel correspond aux prévisions tablant sur un fort rebond de la production mondiale de céréales cette année et à une croissance économique faible dans de nombreux pays développés, qui a des conséquences sur la demande mondiale, en particulier dans les



secteurs de l'alimentation animale et des biocarburants.

L'**indice FAO des prix des huiles/matières grasses** s'élevait à 223 points en moyenne en octobre, soit 15 points (6 pour cent) de moins qu'en septembre, ce qui traduit une accélération de la baisse des cours observée depuis mars. La baisse sensible de l'indice est due à d'abondantes récoltes de soja en Amérique du Sud, à d'excellents résultats en ce qui concerne l'huile de palme en Asie du Sud-Est et à la confirmation d'une production record de tournesol dans la région de la mer Noire, conjugués à un fléchissement de la demande mondiale d'importation et à la pression à la baisse transmise par d'autres marchés, en particulier celui des céréales.

L'**indice FAO des prix de la viande** était de 177 points en moyenne en octobre, très légèrement en baisse par rapport au mois précédent, mais encore 12 pour cent (19 points) au-dessus du chiffre d'un an auparavant, et seulement de 3 points inférieur au niveau record de ces vingt dernières années, enregistré en avril 2010. Au cours des dix derniers mois, les prix de la viande étaient en moyenne bien supérieurs à ceux de

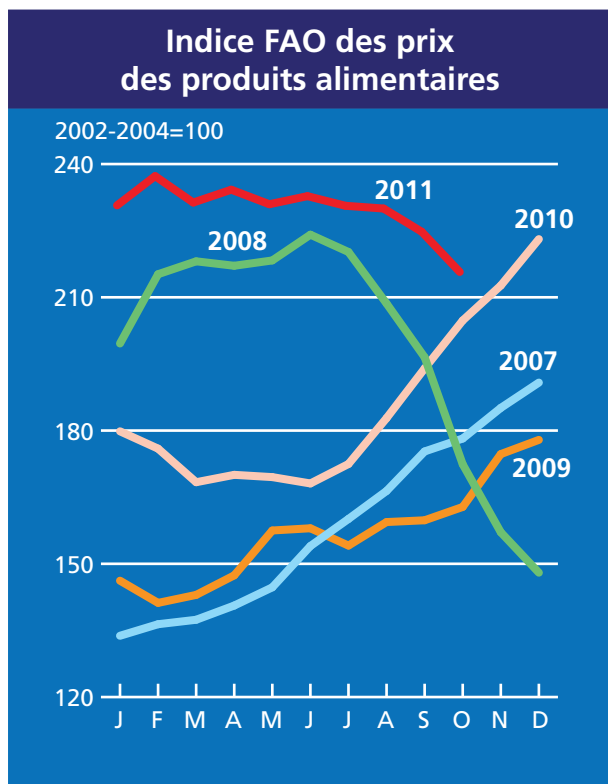
* Les indices FAO des prix des produits alimentaires sont mis à jour chaque mois et sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.fao.org/worldfoodsituation/>

Indicateurs de marché

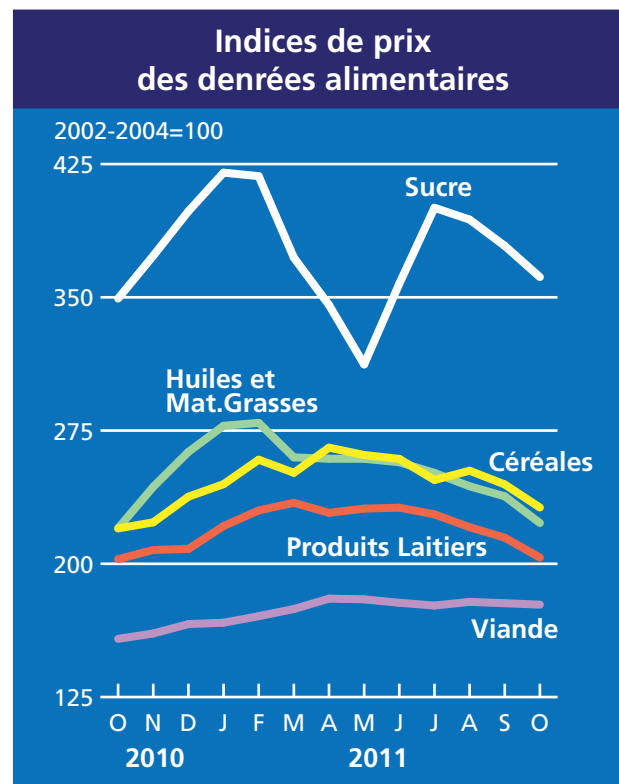
2010, en particulier en ce qui concerne les cours de la viande ovine, qui ont augmenté de 36 pour cent, et ceux de la viande bovine et celui des volailles, en hausse de respectivement 18 pour cent et 16 pour cent.

L'**indice FAO des prix des produits laitiers** était de 204 points en moyenne en octobre, en baisse de 5 pour cent par rapport à septembre et à peu près au même niveau qu'en octobre 2010. La baisse des cours observée ces derniers mois traduit une amélioration des disponibilités mondiales à l'exportation et s'explique par la dépréciation de l'euro par rapport au dollar, qui a stimulé la concurrence entre les exportateurs alors que la demande ne fléchissait pas.

L'**indice FAO des prix du sucre** s'établissait à 361 points en moyenne en octobre, en recul de 5 pour cent par rapport au mois précédent et de 10 pour cent par rapport au niveau record atteint en juillet 2011. Les cours du sucre ont baissé sous l'effet d'une production plus abondante que prévue au Brésil, qui est le premier producteur mondial, ainsi qu'en Europe, en Inde et en Australie, conjuguée à des perspectives de baisse de la demande du secteur de la transformation et de la préparation d'aliments.



L'**indice FAO des prix des aliments** indique les variations mensuelles des cours mondiaux pour un panier donné de produits alimentaires.



L'**indice FAO des prix des denrées alimentaires** indique les variations mensuelles des cours mondiaux des principales denrées alimentaires.

Indicateurs de marché

Indice FAO des prix des aliments

	Indice des prix des aliments ¹	Viande ²	Produits laitiers ³	Céréales ⁴	Huiles et matières grasses ⁵	Sucre ⁶
2000	90	96	95	85	68	116
2001	93	96	107	86	68	123
2002	90	90	82	95	87	98
2003	98	97	95	98	101	101
2004	112	114	123	107	112	102
2005	117	120	135	103	104	140
2006	127	119	128	121	112	210
2007	159	125	212	167	169	143
2008	200	153	220	238	225	182
2009	157	133	142	174	150	257
2010	185	152	200	183	193	302
2010	Octobre	205	158	203	220	349
	Novembre	213	161	208	223	373
	Décembre	223	166	208	238	398
2011	Janvier	231	167	221	245	420
	Février	238	171	230	259	418
	Mars	232	175	234	251	372
	Avril	235	180	229	265	346
	Mai	231	180	231	261	312
	Juin	233	178	232	259	358
	Juillet	231	177	228	247	400
	Août	230	179	221	252	394
	Septembre	225	178	215	245	379
	Octobre	216	177	204	232	361

1 Indice des prix des aliments: établi à partir de la moyenne des indices de prix des 5 catégories de produits indiquées ci-dessus, pondérés en fonction de la part moyenne à l'exportation de chacune des catégories pour la période 2002-2004; au total 55 cotations de produits pris en compte par les spécialistes de la FAO comme représentant les cours mondiaux des produits alimentaires indiqués sont incluses dans l'indice global.

2 Indice des prix de la viande: calculé à partir des prix moyens de quatre types de viande, pondérés en fonction de leur part moyenne dans les exportations mondiales pour la période 2002-2004. L'indice est établi à partir de deux cotations de viande de volaille, de trois cotations de viande bovine, de trois cotations de viande porcine et d'une cotation de viande ovine. Lorsqu'il existe plus d'une cotation pour un type de viande donné, elles sont pondérées en fonction de leur part fixe supposée dans les échanges. Les prix pour les deux mois les plus récents peuvent être des estimations et sujets à révision.

3 Indice des prix des produits laitiers: établi à partir des cotations pour le beurre, le lait écrémé en poudre, le lait entier en poudre, le fromage, la caséine; la moyenne est pondérée en fonction de leur part moyenne dans les exportations mondiales pour la période 2002-2004.

4 Indice des prix des céréales: établi à partir des indices des prix des céréales et du riz pondérés en fonction de leur part moyenne dans le commerce pour la période 2002-2004. L'indice des prix des céréales est composé de l'indice des prix du blé établi par le Conseil international des céréales, qui représente lui-même la moyenne de 9 cotations différentes pour le blé, et 1 cotation à l'exportation pour le maïs, après formulation du prix du maïs sous forme d'indice et conversion de l'indice IGC pour la période 2002-2004. L'indice du prix du riz comprend trois composantes établies à partir des prix moyen de 16 cotations de riz, à savoir les variétés Indica, Japonica et aromatique; la pondération de ces trois composante est déterminée par la part (fixe) supposée dans les échanges de ces trois variétés..

5 Indice des prix des oléagineux et des matières grasses: établi à partir de la moyenne de 11 huiles différentes (y compris les huiles animales et de poisson), pondérée en fonction de la part moyenne à l'exportation de chaque produit pour la période 2002-2004.

6 Indice des prix du sucre: prix figurant dans l'Accord international sur le sucre établi sous forme d'indice 2002-2004.



Consultez en ligne la **nouvelle version** de la
**Base de données d'analyse des prix
des aliments du SMIAR**

qui couvre désormais 78 pays et plus de 1000 séries de prix

- Navigation rapide à l'aide d'une carte interactive et de graphiques accessibles d'un seul clic
- Une base de données performante, permettant la recherche par produit, par pays, par région géographique ou par groupe économique



• Tableaux de prix par campagne de commercialisation



• Statistiques de base pour chaque série de prix



• Pour changer de période, cliquez et faites glisser la souris sur le graphique



• Téléchargez et sauvegardez des graphiques, pour des visites ultérieures out des liens e-mail



Sur le site Web de la FAO: www.fao.org/giews/pricetool2/



Division du commerce et des marchés Information, analyse et prévisions

Perspectives de l'alimentation est une publication de la Division du commerce et des marchés qui est établie dans le cadre du Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR). Cette publication semestrielle (juin et novembre) s'intéresse en particulier aux faits nouveaux intervenus sur les marchés mondiaux des produits destinés à la consommation humaine et animale. Chaque rapport présente des analyses approfondies et des prévisions à court terme concernant la production, l'utilisation, le commerce, les stocks et les prix de chaque produit de base et contient des articles de fond sur un thème spécifique. Cette publication reste étroitement liée à une autre importante publication du SMIAR, Perspectives de récoltes et situation alimentaire, en particulier pour ce qui est des céréales. Elle est disponible en anglais, en chinois, en espagnol et en français.

Perspectives de l'alimentation, ainsi que toutes les publications du SMIAR, sont disponibles sur Internet sur le site Web de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>. D'autres études utiles concernant les marchés et la situation alimentaire mondiale peuvent être consultées à l'adresse <http://www.fao.org/worldfoodsituation>.

Le présent numéro se fonde sur les renseignements disponibles jusqu'au fin d'octobre 2011.

Pour toute demande de renseignements, prière de s'adresser à:

Abdolreza Abbassian
Division du commerce et des marchés
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Via delle Terme di Caracalla
00153 Rome - Italie

Téléphone: 0039-06-5705-3264

Télécopie: 0039-06-5705-4495

Courriel: Abdolreza.Abbassian@fao.org or giews1@fao.org

Déni de responsabilité

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.